



R A P P O R T A N N U E L 1 9 9 4

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

L'institution financière de l'Union européenne

LA MISSION DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI a pour mission de favoriser la réalisation des objectifs de l'Union européenne en accordant des financements à long terme en faveur d'investissements viables.

- **La BEI est au service de l'Union**

La BEI a été créée par le Traité de Rome. Ses actionnaires sont les Etats membres, dont les Ministres des finances constituent son Conseil des gouverneurs.

- **La Banque offre des services à valeur ajoutée**

- Grâce à son évaluation et à son suivi des projets et programmes d'investissement :

Pour recevoir son appui, les projets et programmes doivent être viables dans quatre domaines essentiels: économique, technique, environnemental et financier. Chaque projet d'investissement est soigneusement évalué et suivi jusqu'à son achèvement.

- Grâce à son financement :

Par ses opérations de prêt et sa capacité à attirer d'autres concours financiers, la Banque permet d'élargir les possibilités de financement. Par ses emprunts, elle favorise le développement des marchés financiers à travers l'Union.

- **La BEI offre des conditions de premier ordre**

La solidité financière de la Banque vient de la force et de l'engagement de ses actionnaires, de son indépendance professionnelle et de ses réussites passées. Elle autorise les meilleures conditions d'emprunt, dont la BEI fait profiter les destinataires de ses prêts.

- **La BEI associe d'autres partenaires à son action**

Les orientations suivies par la Banque sont définies en étroite collaboration avec les Etats membres et les autres institutions de l'Union européenne. En outre, la BEI coopère étroitement avec le monde des affaires et le secteur bancaire, ainsi qu'avec les grandes organisations internationales présentes dans son domaine.

- **La BEI attire un personnel qualifié et multiculturel
provenant de tous les Etats membres**

La BEI est motivée par sa participation directe à la construction de l'Europe.



RAPPORT ANNUEL 1994

Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes:

DA	ISBN	92-826-9995-1
DE	ISBN	92-826-9996-X
EN	ISBN	92-826-9998-6
ES	ISBN	92-826-9994-3
GR	ISBN	92-826-9997-8
IT	ISBN	92-827-0000-3
NL	ISBN	92-827-0001-1
PT	ISBN	92-827-0002-X
FI	ISBN	92-827-0003-8
SV	ISBN	92-827-0004-6

ISBN 92-826-9999-4
Rédaction achevée le 4 avril 1995

TABLE DES MATIÈRES



Le train "Eurostar"
Paris-Londres-Bruxelles,
en gare de Bruxelles-Midi.

	Pages
La mission de la BEI	
Message du Président	5
La BEI, institution financière de l'Union européenne	7
La BEI en 1994: des résultats	7
1994: vue d'ensemble	8
La BEI au service des objectifs de l'Union européenne	11
Les financements dans l'Union européenne	21
Présentation par objectif de politique communautaire	25
Présentation des financements par pays	35
Les financements à l'extérieur de l'Union européenne	45
Etats ACP et PTOM	45
Pays méditerranéens	49
Pays d'Europe centrale et orientale	51
Pays d'Amérique latine et d'Asie	53
Les ressources empruntées	55
L'évolution des marchés des capitaux	55
Les opérations d'emprunt sur les marchés financiers	56
Gestion des liquidités	63
Résultat du portefeuille obligations	63
Réexamen de la politique de gestion des liquidités	64
Les organes de décision et le fonctionnement de la BEI	65
Les organes de décision	65
Le fonctionnement de la BEI	69
Les résultats de l'exercice et les comptes annuels	75
Bilan et états financiers	76
Rapport des réviseurs comptables externes	92
Déclaration du Comité de vérification	93
Annexes	97
L'environnement économique	97
Liste des financements	99
Tableaux statistiques	112
Notes au lecteur	129

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Le trait marquant de l'activité de la Banque européenne d'investissement en 1994 a été la contribution croissante de celle-ci à la réalisation des objectifs économiques de l'Union européenne, tant à l'intérieur de l'Union que dans un éventail de plus en plus large de pays tiers. Au sein de l'Union, les prêts de la BEI ont atteint près de 18 milliards d'écus et ont contribué pour quelque 4,5% à la formation brute de capital fixe dans les douze Etats membres. Près des trois quarts de ces prêts ont été consentis dans des zones de développement régional ou de reconversion industrielle, ce qui témoigne de nouveau du degré de priorité élevé que la Banque accorde au développement et à l'intégration des régions.

Dans le courant de 1994, la Banque a achevé, dans une large mesure, de s'acquitter des mandats spécifiques que lui avait confiés le Conseil européen dans le cadre de l'Initiative de croissance de l'Union. La Banque a engagé en totalité les 7 milliards d'écus du volet infrastructures du Mécanisme de prêts d'Edimbourg, qu'elle avait créé pour accélérer le financement de plus de 140 grands projets ou programmes régionaux d'investissement; de concert avec la Commission, elle a lancé le dispositif de prêts bonifiés, doté d'un milliard d'écus, en faveur d'investissements créateurs d'emplois réalisés par des petites et moyennes entreprises; et, en association avec la Commission et plus de 60 banques de tous les Etats membres, elle a mis sur pied un nouvel instrument de garantie, le Fonds européen d'investissement, qui est aujourd'hui pleinement opérationnel.

Ces fonctions conférées à la BEI montrent toutes la contribution croissante que la Banque apporte à la concrétisation des objectifs économiques prioritaires de l'Union.

Une autre caractéristique importante de l'année 1994 aura été le rôle joué par la Banque dans le financement des réseaux transeuropéens (RTE). Depuis de nombreuses années, le financement des grandes infrastructures est une spécialité de la BEI, ainsi qu'en témoignent les quelque 23 milliards d'écus qu'elle a prêtés depuis 1990 en faveur d'infrastructures revêtant une dimension européenne. La Banque s'est maintenant engagée à apporter un soutien vigoureux et positif - par l'intermédiaire d'un "Guichet spécial" RTE - en offrant des conditions et des modalités de financement adaptées aux besoins particuliers des projets RTE prioritaires approuvés en décembre 1994 au Conseil européen d'Essen. Cet engagement traduit davantage une évolution qu'une révolution. En effet, la Banque a déjà procédé à l'instruction économique, technique et financière de la plupart des quatorze projets RTE prioritaires du secteur des transports et a engagé près de 5% de leur coût estimé pour neuf de leurs composantes déjà en cours de réalisation. La Banque a également, en ce qui concerne les RTE prioritaires dans le domaine de l'énergie, instruit cinq projets et mobilisé plus de 1,5 milliard d'écus. Aider au financement des RTE et, en particulier, obtenir la participation, notamment financière, du secteur privé, sera l'une des premières priorités de la Banque en 1995.

A l'extérieur de l'Union européenne, le rôle de la BEI a continué de s'accroître, des concours s'élevant à près de 2,25 milliards d'écus ayant été signés en 1994 dans quelque soixante pays. Les financements dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont plus que doublé; les prêts en Europe centrale et orientale, en hausse, ont atteint près de 1 milliard d'écus; dans les pays méditerranéens non-membres, la Banque a continué d'intervenir de manière

importante en privilégiant la coopération régionale et les projets environnementaux; enfin, elle a poursuivi ses nouvelles activités de financement en Asie et en Amérique latine.

Le rôle de la Banque dans le soutien de la coopération de l'Union avec les pays non-membres devrait continuer à se développer, en particulier dans les pays désireux d'adhérer à l'Union. La Banque a en outre convenu d'accepter des mandats visant à étendre, à l'appui du processus politique de paix, ses opérations de prêt à Gaza et à la Cisjordanie. Enfin, la BEI, à la suite de l'établissement de nouvelles relations entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, étendra ses opérations à ce pays.

La Banque a bien entendu été renforcée par l'adhésion à l'Union de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, qui sont aujourd'hui membres et actionnaires de la BEI. Nous sommes heureux de les accueillir, ainsi que les nouveaux membres du personnel originaires de ces pays, que la Banque recrute progressivement. L'adhésion de ces trois pays a fait passer le capital souscrit de la Banque de

57,6 milliards à 62 milliards d'écus, le plafond statutaire des prêts de la BEI se trouvant de ce fait porté à 155 milliards d'écus. Etant donné que l'encours de ses prêts s'établissait à 106 milliards d'écus à la fin de 1994, la Banque dispose donc encore d'une marge substantielle pour s'acquitter de ses activités futures à l'appui des objectifs économiques et extérieurs de l'Union.



Le Comité de direction au cours d'une de ses séances hebdomadaires avec les cadres de la Banque (de g. à d.: Luis Martí, Panagiotis-Loukas Gennimatas, Wolfgang Roth, Sir Brian Unwin, Corneille Brück, Massimo Ponzellini, Ariane Obolensky).

confèrent de lourdes responsabilités et la soumettent à de fortes pressions. Je ne doute pas que la Banque, grâce au professionnalisme et au dévouement constants de son personnel, saura relever le défi tout en préservant la qualité de ses opérations et sa cote excellente sur les marchés internationaux des capitaux. Je profite donc de cette occasion pour exprimer mes sentiments de chaleureuse gratitude et ceux de mes collègues du Comité de direction à notre Conseil des gouverneurs et à notre Conseil d'administration pour l'appui qu'ils ne cessent de nous apporter, et à tous ceux qui, au sein de la Banque, permettent à la BEI de continuer à contribuer de manière aussi appréciable à la création de l'Europe de demain.

Sir Brian Unwin
Président de la Banque et de son Conseil d'administration

La BEI en 1994: Des résultats

Dans un contexte économique toujours difficile, la BEI, en 1994, a consolidé son niveau d'activité en signant des contrats de financement pour près de 20 milliards d'écus. Durant l'exercice, la BEI a orienté ses capacités de financement en faveur d'investissements répondant aux objectifs prioritaires de l'Union et s'est préparée à accueillir l'Autriche, la Finlande et la Suède comme nouveaux Etats membres.

SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DANS L'UNION EUROPEENNE:

Les prêts dans les Etats membres s'élèvent à 17 682 millions. Durant l'année, la BEI a ainsi contribué à la réalisation d'investissements d'un coût total d'environ 45 milliards représentant environ 4,2 % de la formation brute de capital fixe de l'Union.

PRIORITE AU DEVELOPPEMENT REGIONAL:

Les financements contribuant au développement régional et au renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union ont représenté 72 % du total des concours de l'exercice. Les investissements financés bénéficient à l'ensemble des zones d'action des Fonds structurels communautaires et notamment à celles dites de l'objectif 1.

ENGAGEMENT SOUTENU EN FAVEUR DES RESEAUX TRANSEUROPEENS:

La BEI a participé à l'identification des projets prioritaires de réseaux transeuropéens (RTE) et créé un « guichet spécial » permettant d'adapter ses financements aux besoins spécifiques des infrastructures d'intérêt communautaire. En 1994, ses prêts dans ce domaine se sont élevés à 7,2 milliards.

MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE L'INITIATIVE DE CROISSANCE:

La BEI a achevé l'engagement du mécanisme financier pour les infrastructures, soit 7 milliards, et lancé les prêts bonifiés pour les PME créatrices d'emplois. Elle a contribué à la mise en place, avec la Commission européenne et la collectivité bancaire, du Fonds européen d'investissement (FEI), chargé d'accorder des garanties pour le financement d'infrastructures européennes et pour des investissements en faveur des PME.

PROTEGER L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE:

Près de 5 milliards ont été investis pour la protection de l'environnement dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Les prêts portent notamment sur l'amélioration du cadre de vie urbain à travers le soutien aux transports collectifs.

CROISSANCE SOUTENUE DES FINANCEMENTS DANS LES PAYS PARTENAIRES:

La BEI a accordé plus de 2,2 milliards dans les pays partenaires d'Europe centrale et orientale, du Bassin méditerranéen, d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique ainsi que d'Amérique latine et d'Asie dans lesquels elle intervient au titre de différents accords.

PRESENCE AFFIRMEE ET RECHERCHE SUR LES MARCHES DES CAPITAUX:

Empruntant pour pouvoir prêter, la BEI offre aux investisseurs des principales places financières des émissions obligataires bénéficiant des meilleures cotes de crédit. Plus de 14 milliards d'écus ont ainsi été empruntés en 1994, aux meilleures conditions disponibles et remboursés, sans but lucratif, en faveur de projets concrétisant les objectifs de l'Union.

LA BEI: INSTITUTION FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE ...

1994: Vue d'ensemble

Institution financière de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer à la réalisation des politiques de l'Union, notamment celles visant au développement équilibré, à l'intégration et à la cohésion

économique et sociale des pays membres. A cette fin, elle emprunte sur les marchés d'importants volumes de fonds pour faciliter, par des moyens bancaires, le financement d'investissements.

En dehors de l'Union, la BEI met en oeuvre, dans plusieurs zones géographiques, les volets financiers des accords conclus dans le cadre de la politique européenne de coopération au développement.

En 1994, le montant total des contrats signés atteint 19 928 millions⁽¹⁾ (19 611 millions en 1993): 19 660 millions sur ressources propres (voir note 1b page 129) et 267 millions d'opérations financées sur d'autres ressources. Ces contrats se répartissent entre 17 682 millions pour des projets dans l'Union européenne, dont 26 millions sous forme d'une garantie et 2 246 millions en dehors de l'Union européenne.

L'examen des projets d'investissement soumis à la BEI a abouti à **l'approbation d'autorisations d'engagements** qui totalisent 23 milliards, comme en 1993.

Les décaissements sur ressources propres, relativement stables depuis 1990, se sont élevés à 15,4 milliards, dont 14,8 milliards dans les pays membres.

L'encours des opérations sur ressources propres s'établit à 106,5 milliards soit 185% du capital souscrit au 31 décembre 1994 (98 milliards fin 1993). Les garanties principales dont sont assortis les prêts figurent dans les états financiers (page 85).

La BEI a collecté, à long et moyen terme, **sur les marchés des capitaux, un montant de 14 148 millions** (14 224 millions en 1993). Afin d'adapter ses ressources aux besoins des opérateurs, la BEI a procédé à des échanges à la suite desquels elle a disposé des ressources, à taux fixe, pour les trois quarts, et à taux variable, nécessaires à son activité.

Cette collecte est constituée à raison de près des quatre cinquièmes par des monnaies communautaires dont plus de

la moitié en lire italienne, deutsche mark, livre sterling et franc français.

Fin 1994, le bilan de la BEI a dépassé le niveau des 100 milliards (102,8 milliards). Ce chiffre, comme celui de l'activité de l'exercice, témoigne de l'engagement de la BEI en tant qu'institution financière de l'Union européenne. Sa capacité à mobiliser d'importants volumes de fonds aux meilleures conditions disponibles et son savoir faire dans l'identification d'investissements économiquement utiles lui permettent de proposer des conditions de prêts adaptées aux besoins, en constante évolution, des promoteurs.

(1) Toutes les données de ce rapport sont exprimées, sauf indications contraires, en écu et ont été arrondies au million.

Tableau 1: Montant des contrats signés en 1994, de 1990 à 1994 et de 1973 à 1994
Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

	1994		1990-1994		1973-1994	
	millions d'écus	%	millions d'écus	%	millions d'écus	%
Prêts sur ressources propres et garanties	19 660,4	98,7	84 587,0	99,2	157 550,1	94,8
à l'intérieur de l'Union européenne	17 681,9	88,7	78 586,3	92,1	146 152,5	87,9
dont prêts	17 656,0	88,6	78 382,7	91,9	145 252,1	87,4
dont garanties	25,8		203,6	0,2	900,4	0,5
à l'extérieur de l'Union européenne	1 978,5	9,9	6 000,7	7,0	11 397,6	6,9
Financements sur d'autres ressources	267,1	1,3	719,6	0,8	8 635,3	5,2
à l'intérieur de l'Union européenne			62,8	0,1	6 399,1	3,9
à l'extérieur de l'Union européenne	267,1	1,3	656,8	0,8	2 236,2	1,3
Total général	19 927,5	100,0	85 306,6	100,0	166 185,4	100,0
à l'intérieur de l'Union européenne	17 681,9	88,7	78 649,0	92,2	152 551,6	91,8
à l'extérieur de l'Union européenne	2 245,6	11,3	6 657,5	7,8	13 633,8	8,2

Les financements accordés pour des investissements dans l'Union européenne, en 1994, s'élèvent à 16 624 millions. Ce montant correspond à celui des prêts individuels signés en 1994 (liste page 99) et des crédits affectés sur des prêts globaux en cours et ne prend pas en compte le solde des prêts globaux encore à affecter (voir note page 129).

Les investissements financés couvrent une large gamme de secteurs dans tous les pays de l'Union y compris dans les nouveaux Etats membres.

Dans un contexte où le volume total des financements n'a guère changé, un accroissement a été enregistré au Royaume-Uni, en Allemagne, principalement dans les Länder orientaux, en France ainsi que, pour des montants moindres, en Grèce et dans les pays du Benelux. Des projets d'intérêt commun

ont été également financés en Norvège et au Maroc (voir notes au lecteur 5d page 130).

L'activité a été centrée autour de quatre axes principaux pouvant se recouper partiellement. Certains financements sont de ce fait comptabilisés à plusieurs titres.

- Le développement des régions moins favorisées.

Les investissements dans ces zones ont bénéficié de financements s'élevant à plus de 12 milliards, soit 72% de l'activité dans les pays membres. Ils sont concentrés dans les régions les moins favorisées, principalement dans les pays de la cohésion et dans les régions orientales d'Allemagne, regroupant plus du quart de la population européenne.

De 1990 à 1994, en synergie avec les subventions communautaires à finalité structurelle, la BEI a consacré plus de 47 milliards à des investissements dans les zones de développement régional représentant une contribution de près de 150 milliards à la formation de capital fixe.

- La réalisation de réseaux de transport et d'énergie.

La BEI a poursuivi ses financements d'infrastructures contribuant aux échanges intracommunautaires et améliorant la desserte des régions de l'Union.

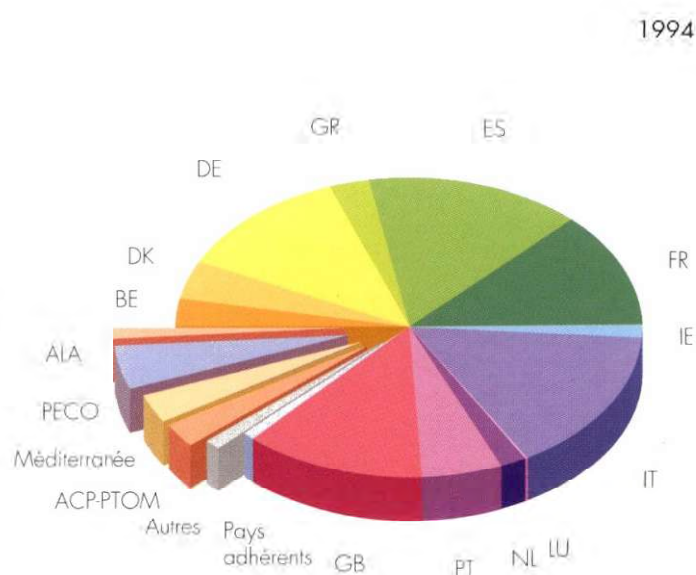
Plus de 7 milliards ont été ainsi accordés à des investissements dans les transports, les télécommunications, les réseaux de transfert d'électricité et les gazoducs.

Montant et répartition géographique des contrats signés ⁽¹⁾
(millions d'écus)

1994: 19 927,5		1993: 19 611,4	
montant	%	montant	%
615,3	3,5	Belgique	371,6 2,1
849,7	4,8	Danemark	875,5 4,9
2 407,9	13,6	Allemagne	2 096,6 11,8
534,7	3,0	Grèce	511,1 2,9
3 011,5	17,0	Espagne	4 005,1 22,6
2 477,4	14,0	France	2 205,5 12,4
291,1	1,6	Irlande	388,2 2,2
3 099,5	17,5	Italie	3 362,0 19,0
5,1	0,0	Luxembourg	
399,5	2,3	Pays-Bas	379,7 2,1
1 109,7	6,3	Portugal	1 488,8 8,4
2 454,7	13,9	Royaume-Uni	1 929,1 10,9
89,5	0,5	Autriche	72,5 0,4
60,2	0,3	Finlande	
15,3	0,1	Suède	
260,8	1,5	Autres ⁽²⁾	38,5 0,2
17 681,9	100,0	Union	17 724,2 100,0
461,6	20,6	ACP-PTOM	225,7 12,0
607,0	27,0	Méditerranée	680,5 36,1
957,0	42,6	PECO	882,0 46,7
220,0	9,8	ALA	99,0 5,2
2 245,6	100,0	Hors Union	1 887,2 100,0

(1) Pour les abréviations, voir page 130

(2) Projets d'intérêt communautaire situés en dehors du territoire des Etats membres (note 5d page 130)



Associée à la préparation des projets de réseaux transeuropéens hautement prioritaires et, compte tenu de l'ampleur exceptionnelle de certains d'entre eux, la BEI a décidé de mettre en place un "guichet spécial" permettant d'adapter, si le projet le requiert, ses conditions de financement aux spécificités de l'investissement.

- Le soutien à la reprise de la croissance économique.

Par ses financements, la BEI a contribué, en 1994, à la réalisation d'investissements d'un montant total d'environ 45 milliards.

Dans le domaine des infrastructures, elle a mené à terme l'engagement des 7 milliards de prêts prévus au titre du mécanisme d'Edimbourg, répartis en faveur de 140 projets de grande dimension ou programmes d'investissements en matière de communication, d'énergie et d'environnement.

Elle a également mis en œuvre le mécanisme de bonification d'intérêt pour les PME créatrices d'emplois en engageant une première tranche de prêts globaux d'un montant de 650 millions.

- Une attention particulière pour l'environnement et les PME.

La BEI a consacré 4,9 milliards à des investissements de gestion des eaux et des déchets, notamment par les collectivités locales, de développement des transports collectifs en milieu urbain et de réduction des pollutions atmosphériques dues à l'industrie et à la production d'énergie.

Plus de 3,5 milliards ont par ailleurs été consacrés à une meilleure utilisation et à la diversification des ressources en énergie.

Enfin, dans un contexte économique peu favorable, la BEI s'est attachée à soutenir les investissements de l'indus-

trie et des services, en particulier ceux réalisés par des petites et moyennes entreprises (3,6 milliards).

A l'extérieur de l'Union, les financements, accordés dans le cadre de la coopération communautaire avec des pays tiers, ont à nouveau augmenté et s'élèvent à 2 246 millions (1 887 millions en 1993), soit 1 979 millions sur ressources propres et 267 millions sur ressources budgétaires (liste page 107).

Cette augmentation résulte du doublement des financements dans les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP et PTOM) ainsi que de l'extension des opérations en Amérique latine et en Asie. Par ailleurs, la BEI a intensifié ses interventions en Europe centrale et orientale (PECO), et maintenu celles, dans les pays du sud de la Méditerranée, s'inscrivant dans le cadre de la Politique méditerranéenne renouvelée.

Versements et financements accordés de 1986 à 1994
(millions d'écus courants)



Après une période de récession économique, 1994 a connu des signes de reprise sans apparition de notables tendances inflationnistes. En revanche, la lutte contre le chômage n'a pas pleinement donné les résultats escomptés et demeure, comme souligné par le Conseil européen d'Essen, la tâche prioritaire de l'Union européenne et de ses pays membres.

Dans ce contexte, la réalisation des réseaux transeuropéens, la mise en œuvre de la nouvelle phase des Fonds structurels, l'achèvement du marché unique, le renforcement de la compétitivité industrielle sont, parmi d'autres, des éléments essentiels d'une stratégie européenne associant croissance et emploi.

Akteur engagé et partenaire actif de la construction européenne, la BEI est de plus en plus concernée par la préparation et l'exécution de nombre de décisions portant sur les politiques communautaires. C'est ainsi que le Conseil européen a, lors de ses dernières réunions, invité la BEI à participer à la réalisation d'objectifs fondamentaux de l'Union, tant à l'égard des pays tiers que de ses pays membres. Mise en œuvre du Mécanisme financier d'Edimbourg pour les infrastructures et les PME, création du Fonds européen d'investissement, coopération avec le Fonds de cohésion, gestion du mécanisme d'assistance financière des pays de l'AELE, financement des réseaux transeuropéens, sont des exemples récents d'actions dont la BEI a été chargée ou qui ont nécessité son étroite coopération.

Dans la période récente, la collaboration avec la Commission européenne et ses services, comme avec les différentes instances du Conseil des ministres, s'est intensifiée et le Président de la Banque a été amené à participer à plusieurs sessions du Conseil. La Banque s'est également attachée à informer le plus directement possible le

1994 a également été marquée par l'entrée en vigueur de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, qui a introduit une coordination plus étroite des politiques économiques des Etats membres, dont les grandes orientations ont été tracées par le Conseil européen de Corfou.

Enfin ce fut l'année de l'ouverture. Trois nouveaux Etats membres ont choisi de rejoindre, le 1er janvier 1995, l'Union européenne qui, désormais, envisage un nouvel horizon par une association plus étroite des pays d'Europe centrale et orientale et un partenariat renforcé avec les pays du bassin méditerranéen.

Parlement européen, notamment en intervenant à l'invitation des commissions parlementaires concernées par les activités de la BEI. Il en a été de même du Comité économique et social ou du Comité des régions.

En participant ainsi aux processus de décision et à l'information des élus européens, la BEI marque son souci de répondre à sa mission au service de l'Union européenne dans le respect de son autonomie. Les services de la Banque se sont engagés, à tous les niveaux, pour renforcer son rôle afin de satisfaire des demandes additionnelles à ses activités habituelles.

La BEI met ainsi son expérience et son professionnalisme au service des politiques communautaires dans ses pays membres et en faveur du développement de nombreux pays partenaires. Soutenant la réalisation d'investissements de qualité contribuant à l'intégration et au développement équilibré de l'Union européenne ainsi qu'à une croissance durable et créatrice d'emplois, la BEI œuvre pour le progrès et le bien-être des citoyens européens.

EN 1994, L'UNION
EUROPÉENNE A DÉVELOPPÉ
UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE
ÉCONOMIQUE ET S'EST PRÉPARÉE
À ACCUEILLIR SES NOUVEAUX
ÉTATS MEMBRES

LA BEI, PARTENAIRE ACTIF
DE LA CONSTRUCTION
EUROPÉENNE ...

... S'IMPLIQUE DANS LA
DÉFINITION ET LA RÉALISATION
DE NOMBREUX OBJECTIFS
COMMUNAUTAIRES

Les grands réseaux de transport du troisième millénaire se préparent dans l'Europe d'aujourd'hui. Leur réalisation, couvrant le plus souvent plusieurs pays et impliquant parfois des ouvrages d'art d'ampleur exceptionnelle, nécessite que des solutions appropriées soient apportées aux obstacles et contraintes administratives ou techniques, nombreux et difficiles. Cela demande également, pour être mené à bon terme, la conjonction de soutiens financiers, publics et privés, nationaux et communautaires, prêts de la BEI et subventions.

La BEI, qui est la première source bancaire de financement des grandes infrastructures dans la moitié des pays membres, a soutenu, depuis de longues années, la réalisation des infrastructures de transport d'intérêt communautaire. Elle y consacre des montants considérables pour de nombreux projets parmi lesquels les trains à grande vitesse, le Tunnel sous la Manche ainsi que le lien fixe sur le Storebaelt ou de nombreux axes autoroutiers.

Elle a également financé, dans plusieurs pays, les télécommunications, d'importants gazoducs, acheminant du gaz naturel provenant des gisements de mer du Nord, de Russie et d'Algérie, ainsi que l'interconnexion des réseaux tant gaziers que de transport d'électricité facilitant les échanges au sein de l'Union européenne.

Le Conseil européen d'Essen, ayant arrêté la liste des projets de réseaux transeuropéens hautement prioritaires (voir carte page 28), a invité la BEI à renforcer encore ses efforts en la matière. Celle-ci, en rappelant que chaque projet a ses contraintes propres et doit être étudié individuellement pour apprécier ses caractéristiques sur les plans économique, technique et financier, a adopté un certain nombre de mesures. Ces dispositions visent à adapter, lorsque nécessaire, les caractéristiques de ses financements aux besoins spécifiques de chaque projet dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie relevant du secteur public comme du secteur privé, ainsi qu'au financement de mesures de protection de l'environnement ayant un caractère transeuropéen.

Ces mesures regroupées sous l'appellation "**guichet spécial**" pourront être appliquées à des projets s'inscrivant dans une logique de réseaux dans l'Union ou à sa périphérie, en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen et pour la traversée des Alpes.

Pour soutenir ces projets d'un intérêt essentiel pour l'Union européenne, mais présentant des besoins particuliers de financement en raison de leur taille inhabituelle, de périodes de construction particulièrement longues et de revenus souvent différés dans le temps, la Banque est ainsi disposée, dans les cas où cela s'avérerait approprié, à:

- étendre, au-delà de ses pratiques habituelles, les durées de ses prêts et des différés de remboursement du capital, voire des inté-

rêts, afin de mieux faire correspondre les périodes de remboursement avec les contraintes de ces investissements et les revenus attendus;

- offrir une ingénierie financière de nature à réduire les risques encourus par les banques et les promoteurs, en particulier privés, notamment par des facilités de refinancement (qui permettent aux banques de pouvoir refinancer leurs engagements en fonction des durées d'emprunt disponibles sur les marchés), par l'octroi de pré-financements (qui "gèlent" le taux d'intérêt entre le moment de l'accord du financement et la date de mise à disposition effective des fonds) et par la signature préalable d'accords cadre de financement (dont l'utilisation est liée à des conditions qui sont fonction de l'avancement du projet);

- étendre ses financements à des éléments de réseaux répondant aux objectifs visés, quelle que soit leur localisation sur le territoire de l'Union;

- s'impliquer dès l'origine des projets afin de permettre, en liaison avec l'action du Fonds européen d'investissement (FEI) et en coopération avec la collectivité bancaire européenne, la définition anticipée des structures contractuelles et financières les plus adaptées aux caractéristiques de chaque projet pour jouer pleinement son rôle de catalyseur en faveur de la constitution de tours de table solides.

Cette volonté d'adapter les caractéristiques de ses prêts prolonge l'action menée en faveur des réseaux de transport et d'énergie d'intérêt communautaire en liaison avec les promoteurs et l'ensemble des parties intéressées. La BEI a plus particulièrement procédé à l'évaluation économique, technique et financière de la majorité des quatorze projets prioritaires de RTE de transport retenus à Essen. Elle avait engagé, fin février 1995, quelque 4,3 milliards pour le financement de plusieurs d'entre eux ou de certains de leurs éléments en cours de réalisation. Cela concerne: des aménagements sur la section italienne de l'axe ferroviaire à grande vitesse du Brenner; le TGV Paris - Bruxelles - Cologne - Amsterdam - Londres; la liaison ferroviaire majeure de l'île d'Irlande Cork - Dublin - Belfast; l'amélioration, en Irlande des capacités de transport nécessaires au développement de la liaison Irlande - Royaume-Uni - Benelux; l'extension de l'aéroport de Milan-Malpensa; de nombreuses sections des réseaux autoroutiers en Grèce, en Espagne, au Portugal et en Finlande. Fin février 1995, des prêts d'un montant total de 3,3 milliards avaient été signés pour diverses phases de ces projets.

Dans le domaine des RTE d'énergie, la BEI a engagé près de 1,5 milliard pour le gazoduc Maghreb - Espagne, y compris les parties algérienne et marocaine, et pour le développement des réseaux gaziers en Grèce et au Portugal, projets ayant fait l'objet de prêts, ainsi que pour l'interconnexion électrique entre l'Espagne et le Portugal.

En décembre 1994, le Conseil européen, réuni à Essen, a confirmé son soutien apporté, en juin à Corfou, à la constitution de réseaux transeuropéens (RTE) et approuvé une liste de projets prioritaires dans les domaines des transports et de l'énergie.

Outre l'accent mis sur le démarrage à bref délai des projets de transport hautement prioritaires, le Conseil européen a souligné l'importance des systèmes de gestion des transports, qu'il s'agisse du développement du réseau multimodal ou des systèmes de contrôle et de sécurité du trafic aérien.

Tout au long de l'année, la BEI a activement participé à la préparation du rapport confié aux représentants personnels des Chefs d'Etat et de gouvernement (dit "Groupe Christophersen") sur l'identification des RTE et les possibilités de financement des importants investissements requis en particulier pour les projets prioritaires (voir carte page 28).

Le Conseil d'Essen a été l'occasion pour la BEI de confirmer son soutien à cette initiative s'engageant à mobiliser d'importants moyens financiers dans le prolongement de son action en faveur des infrastructures d'intérêt commun.

De 1990 à 1994, la BEI a ainsi contribué par des prêts totalisant plus de 23 milliards, à la mise en place d'infrastructures de communication d'intérêt commun qui

intéressent l'ensemble des pays membres et correspondent à un volume d'investissements représentant environ 87 milliards.

A la lumière de son expérience, la BEI estime être en mesure d'assurer les besoins de financement par prêt des projets dès lors que ceux-ci satisfont à ses critères en termes de justification économique, de montage financier et de garanties. Pour tenir compte de l'ampleur inhabituelle de certains de ces projets de RTE et des besoins particuliers de financement qui en découlent, la Banque a proposé de mettre en oeuvre des modalités de financement appropriées, regroupées sous l'appellation de "guichet spécial" et rappelées ci-contre.

Dans ce domaine, la BEI a également pris en compte, dans un souci d'intérêt réciproque, les liaisons avec les pays partenaires, notamment en Europe centrale et orientale et dans le bassin méditerranéen, de même que le financement de mesures de protection de l'environnement, pour autant que celles-ci s'inscrivent dans le cadre de projets à caractère transeuropéen.

Par ailleurs, le Fonds européen d'investissement (FEI), institué en juin 1994 par la BEI, la Commission et le secteur bancaire, (voir page 14), consacrera une part notable de ses activités à l'octroi de garanties facilitant le financement de ces réseaux et sécurisant ainsi les autres partenaires financiers.

Le soutien accru apporté à la réalisation de réseaux desservant le territoire européen répond également au souci de la BEI de contribuer à l'aménagement et au développement équilibré des différentes régions de l'Union européenne afin d'en renforcer la cohésion économique et sociale.

L'activité en faveur du développement régional, mission prioritaire assignée à la Banque par l'article 198E du Traité sur l'Union européenne complété par le Protocole sur la cohésion, s'effectue, pour une large part, en synergie avec les subventions des Fonds structurels communautaires.

ETROITEMENT ASSOCIÉE
À L'IDENTIFICATION
DES RÉSEAUX
TRANSEUROPEENS...

... LA BEI MET SON
EXPÉRIENCE AU SERVICE DE LA
MOBILISATION DES
FINANCEMENTS
NÉCESSAIRES...

... ET ADAPTE SES
CONDITIONS À LA
SPÉCIFICITÉ DE
CERTAINS PROJETS

LE FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT

Le Fonds européen d'investissement (FEI), opérationnel depuis juin 1994, soutient, par l'octroi de garanties, la réalisation de grands projets d'infrastructures, notamment dans le cadre des réseaux transeuropéens, et d'investissements de petites et moyennes entreprises.

Le FEI constitue **une structure originale** par la composition de son actionariat. Il permet d'associer partenaires publics et privés, communautaires et nationaux, pour soutenir, par de nouveaux moyens, des investissements importants pour la reprise économique et le développement équilibré de l'Union européenne.

Le FEI, dont la création a été convenue lors du Conseil européen d'Edimbourg dans le cadre de l'initiative de croissance, a tenu, le 14 juin, à Luxembourg, son assemblée générale constitutive composée des représentants de la BEI, de la Commission européenne et de 58 institutions financières parties à son capital, venant des douze pays membres de l'Union européenne.

La conférence intergouvernementale, tenue le 25 mars 1993, avait approuvé, après avis favorable du Parlement européen, un acte modifiant le protocole sur les statuts de la BEI et habilitant le Conseil des gouverneurs de la Banque à créer le FEI. Après ratification par les Etats membres, le Conseil des gouverneurs de la Banque a procédé à la création du FEI le 25 mai 1994.

Le FEI fonctionne sur une **base autonome**; il est doté d'une personnalité juridique propre et ses comptes sont séparés de ceux de la BEI.

Le **capital** initial autorisé est de 2 milliards d'écus. Le 14 juin 1994, il était souscrit à hauteur de 1,7 milliard: par la BEI (800 millions), la Commission européenne au nom de l'Union européenne (600 millions) et 58 banques et institutions financières (300 millions). Un montant de 300 millions reste disponible pour permettre la participation d'autres institutions financières.

Le FEI agit sur la base de critères bancaires. Ses interventions revêtent actuellement la forme de garanties financières. Les commissions perçues à ce titre servent à couvrir les frais administratifs, à constituer des réserves et enfin, dans une phase ultérieure, à rémunérer les actionnaires. Des actions en faveur des fonds propres

d'entreprises, intervenant dans la réalisation des réseaux transeuropéens, ou indirectement en faveur de petites et moyennes entreprises sont envisagées à un stade ultérieur.

Au 31 décembre 1994, le FEI avait signé six opérations de garantie pour un montant total de 513 millions d'écus en faveur de projets d'investissements dans quatre des pays membres de l'Union européenne.

Ces garanties concernent cinq prêts de la BEI destinés au financement de grands projets d'infrastructure. Deux d'entre eux ont été retenus comme prioritaires dans le cadre des Réseaux transeuropéens (RTE): l'aéroport de Malpensa en Italie et un gazoduc au Portugal. Les trois autres portent sur des réseaux de télécommunications et de gazoducs en Italie ainsi que sur des systèmes de téléphonie mobile en Grèce. Une sixième opération concerne la promotion des petites et moyennes entreprises par la garantie accordée à un prêt du groupe Banque Populaire.

Du fait de leur adhésion, le FEI étendra son activité à l'Autriche, la Finlande et la Suède, dont les institutions financières pourront rejoindre les institutions actionnaires.



European Investment Fund
FEI · EIF

Etabli à Luxembourg, le FEI est géré par un Comité financier composé de trois membres: Eugenio Greppi (Président), François Lagrange et David McGlue. Ce comité est responsable devant le Conseil de surveillance présidé par Sir Brian Unwin, Président de la BEI et regroupant des représentants de la BEI, de la Commission et des institutions financières partenaires.

L'activité du FEI est présentée avec plus de détails dans son rapport annuel disponible auprès de son siège provisoire:

c/o Banque européenne d'investissement
100, boulevard Konrad Adenauer - L-2950 Luxembourg

La BEI a ainsi participé à la programmation de la seconde phase de la réforme des Fonds structurels couvrant la période 1994-1999 en s'efforçant, comme par le passé, d'optimiser par ses prêts l'impact des subventions communautaires.

Dans une période de croissance, souvent encore hésitante, d'endettement public généralement trop fort et de chômage élevé persistant, une telle optimisation est particulièrement importante et s'inscrit naturellement dans une perspective pluriannuelle.

En 1994, la BEI a consacré près des trois quarts de ses financements à des investissements soutenant le développement régional et faisant le plus souvent l'objet d'autres interventions communautaires. Elle a par ailleurs contribué à l'évaluation de plusieurs projets en matière d'environnement et de transport dans les quatre pays prioritaires bénéficiant des concours du Fonds de cohésion.

Dans ces mêmes pays, la Banque a progressivement mis en oeuvre le mécanisme d'assistance financière prévu dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE).

En 1994, la BEI a mené à terme les actions entreprises, dès 1993, pour soutenir l'activité économique selon le vœu du Conseil européen d'Edimbourg, en décembre 1992.

- Le Fonds européen d'investissement, destiné à faciliter, par l'octroi de garanties, le financement de réseaux d'infrastructures transeuropéennes et d'investissements de PME a tenu son assemblée constitutive le 14 juin 1994 (voir encadré ci-contre). Fin 1994, des opérations de garanties portant sur un montant de 711 millions avaient été approuvées.

- Le mécanisme financier d'Edimbourg devant permettre d'accélérer le financement

Ce mécanisme est destiné à soutenir des investissements dans les domaines de l'environnement, des transports, de l'éducation, de la formation et pour des projets des PME en Grèce, au Portugal, dans l'île d'Irlande et dans les régions défavorisées d'Espagne. Il prévoit, pour la période 1994-1998, 500 millions de subventions et des ressources destinées à assurer des bonifications d'intérêt de 2% sur des prêts de la BEI à hauteur de 1,5 milliard. La BEI a ainsi été amenée à gérer, en 1994, pour le compte de l'EEE des subventions et des bonifications au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Irlande.

Par ailleurs, la Banque a accueilli avec intérêt la décision prise par le Conseil européen d'Essen de soutenir le processus de paix engagé en Irlande du Nord. Un programme pluriannuel d'aide au développement sera mis en place, comportant, en complément d'aides communautaires, des financements de la BEI afin d'assurer un soutien additionnel en Irlande du Nord et dans les zones frontalières de la République d'Irlande.

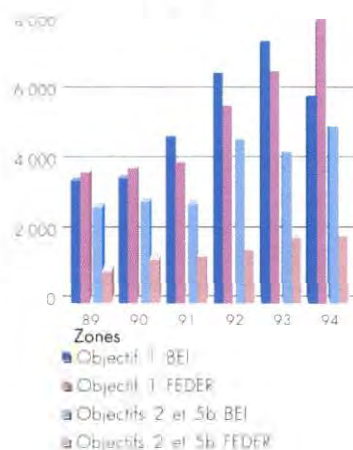
d'infrastructures a été engagé à hauteur des 7 milliards prévus pour près de 140 projets (voir encadré page 22).

L'expérience acquise au cours de la mise en oeuvre de ce mécanisme a montré l'intérêt de ses modalités pour les promoteurs, notamment dans les deux domaines d'intervention majeurs de la BEI que sont le développement régional et les réseaux de communication.

Le Conseil d'administration a décidé, fin 1994, d'assouplir les règles de cumul prêts/subventions dans les régions prioritaires et de permettre le financement des infrastructures d'accès aux réseaux dans les régions non assistées.

LE SOUTIEN AU
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
ÉQUILIBRÉ DE L'UNION
DEMEURE L'OBJECTIF
PRIORITAIRE DE LA BEI

Localisation des prêts
de la BEI et des subventions
du FEDER



LES INITIATIVES POUR
SOUTENIR LA REPRISE DE LA
CROISSANCE ONT ÉTÉ
MENÉES À TERME

LA BEI ET L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Depuis le 1^{er} janvier 1995, l'Union européenne a accueilli trois nouveaux Etats membres, l'Autriche, la Finlande et la Suède. La BEI compte donc, désormais, également quinze Etats membres actionnaires.

Après le Danemark, l'Irlande, le Royaume-Uni, en 1973, la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986, la réunification allemande en 1990, la BEI voit ainsi, une nouvelle fois, s'élargir son champ géographique d'activité. Ce nouvel élargissement est l'aboutissement de la décision prise lors du Conseil européen d'Edimbourg, fin 1992, d'engager, début 1993, les négociations avec les pays candidats. L'achèvement des discussions, dès mars 1994, avait permis au Parlement européen d'approuver, le 4 mai 1994, les Traités d'adhésion.

L'Autriche, la Finlande et la Suède ont confirmé par référendum leur acceptation des conditions de l'adhésion, puis leurs parlements nationaux ainsi que ceux des Douze ont ratifié les Traités.

La rapidité avec laquelle le processus d'adhésion s'est déroulé tient largement aux structures économiques et sociales des Etats candidats, proches de celles des Douze, de leur acceptation de l'acquis communautaire, ainsi que de la conclusion en 1992, de l'accord sur l'Espace économique européen qui avait déjà permis de régler nombre de questions. L'Union européenne s'étend donc désormais sur une superficie de 3,24 millions de km², sa population s'élève à 366 millions d'habitants et sa richesse, en terme de PNB, s'est accrue d'environ 7%.

Pour la BEI, l'adhésion de ces trois pays a des conséquences sur ses structures, son capital et son activité.

En ce qui concerne les **structures**, les nouveaux Etats disposent chacun d'un siège au Conseil des gouverneurs; ils ont désigné chacun un membre titulaire au Conseil d'administration ainsi que, d'un commun accord, un membre suppléant. Début 1995, le Conseil

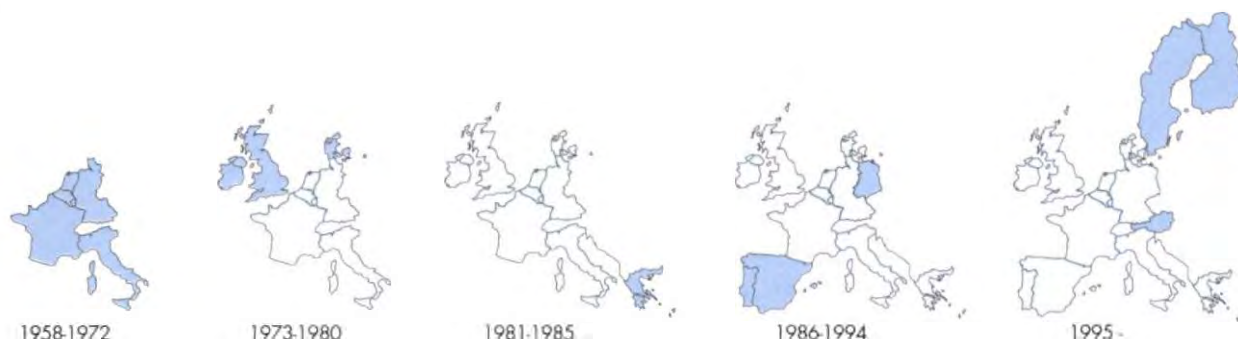
des gouverneurs a décidé de porter de six à sept le nombre des Vice-présidents siégeant au Comité de direction de la Banque. Enfin, la BEI a accueilli, en début d'année, des nationaux des nouveaux pays parmi son personnel.

Les nouveaux Etats membres contribuent, à hauteur de 7,1%, au **capital** de la Banque, sur base notamment de leur produit intérieur brut. Le capital souscrit est ainsi porté à 62 milliards conduisant à une augmentation de l'encours maximal des prêts de la Banque qui passe de 144 milliards à 155 milliards. La pondération par Etat des souscriptions au capital se trouve modifiée, la Suède devenant le 8^{ème} actionnaire, par ordre d'importance, l'Autriche et la Finlande, les 10^{ème} et 11^{ème} (voir l'état des souscriptions page 96 des Etats financiers). La proportion de capital libéré reste inchangée à 7,5% et les versements des nouveaux membres seront effectués en huit tranches égales d'ici octobre 1998. Enfin, les nouveaux Etats contribuent de la même façon aux réserves et aux provisions.

Dans le domaine de l'**activité**, les interventions sont d'autant plus aisées que, dans le cadre des relations avec les pays de l'AELE, le Conseil des gouverneurs de la BEI avait marqué, le 8 avril 1994, son accord pour l'octroi de prêts et de garanties dans les pays de l'AELE pour un montant maximum de 500 millions par an pendant deux ans.

Ainsi, la BEI a-t-elle eu l'opportunité de développer ses liens avec les milieux économiques et financiers de ces pays et de mener à bien l'instruction de plusieurs projets. Fin 1994, des projets avaient ainsi été financés en Autriche, en Finlande et en Suède pour un montant total de 165 millions.

Par ailleurs, la Banque était déjà présente sur les marchés financiers autrichiens et suédois. Les liens avec les administrations, les milieux bancaires et industriels vont ainsi être mis à profit pour renforcer rapidement les activités de prêt et d'emprunt dans les trois nouveaux pays membres.



Une extension du mécanisme financier d'Edimbourg aux petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois a été décidée au Conseil européen de Copenhague. Après examen par le Parlement européen des modalités, le Conseil des ministres a chargé, en avril 1994, la BEI de son administration. Ce soutien aux investissements des PME a pu être engagé après la signature, en juin 1994, d'un accord de coopération avec la Commission.

Cette action prévoit des prêts globaux de la BEI, bonifiés sur les ressources du budget de l'Union européenne, d'un montant total d'un milliard. Les PME créant des emplois peuvent ainsi bénéficier de crédits, assortis d'une bonification d'intérêt de 2% pendant 5 ans dont le montant ne peut dépasser 30 000 écus par emploi créé.

Fin 1994, des prêts globaux avaient été mis en oeuvre avec des instituts de tous les pays de l'Union pour la totalité d'une première tranche de 650 millions. Des demandes de crédits d'un montant total de 324 millions avaient été enregistrées fin février 1995. Il est prévu que la seconde tranche, de 350 millions, ouverte aussi aux trois nouveaux Etats membres, soit engagée durant l'année 1995.

Pour les PME, comme pour les entreprises de plus grande dimension, la réalisation du marché unique constitue une des clés de la compétitivité de l'industrie européenne au même titre que la promotion de

l'investissement immatériel, le renforcement de la recherche et du développement technologique, l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle.

Ces différents axes sont autant d'aspects auxquels la BEI attache la plus grande attention dans l'examen des projets qui lui sont soumis et qui constituent des éléments significatifs de nombreux investissements financés.

Le rôle des PME dans la vie économique locale et leur contribution à la création d'emploi sont essentiels. Toutefois, alors que leur capacité de réaction et d'adaptation est remarquable, les PME sont aussi les entreprises les plus fragiles en période de difficultés. Par ailleurs, elles ne disposent pas de facilités particulières d'accès aux différentes sources de financement.

C'est pourquoi la BEI s'est attachée à répondre à la reprise des demandes de crédits, constatée en 1994, émanant principalement des plus petites d'entre elles, notamment dans les régions aidées, ce qui pourrait être un signe d'une amélioration de leur situation.

Enfin, la BEI participera à l'aide communautaire prévue pour permettre à l'industrie textile portugaise de s'adapter aux nouvelles règles du GATT et qui compte l'octroi de subventions communautaires, dont une partie sous forme de bonifications d'intérêt de prêts de la BEI.

LES PME SONT
PARTICULIÈREMENT VISÉES
PAR LES ACTIONS EN
FAVEUR DE L'EMPLOI ET
DE LA COMPÉTITIVITÉ



L'intégration des considérations environnementales dans les différentes politiques communautaires, voulue par le Traité sur l'Union européenne, a trouvé son prolongement dans le cinquième programme d'action en faveur de l'environnement. Celui-ci comporte, outre les aspects réglementaires, un engagement à appuyer des actions de nature économique.

L'adhésion de nouveaux Etats membres, dont les pratiques environnementales sont parmi les plus avancées, devrait donner un nouvel élan aux actions dans ce domaine. Cette approche, visant à soutenir un développement durable, se retrouve dans la réforme des Fonds structurels ainsi que dans les domaines d'intervention du Fonds de cohésion.

L'UNION BÉNÉFICIERA
DU SAVOIR FAIRE DE
SES NOUVEAUX MEMBRES
EN MATIÈRE
D'ENVIRONNEMENT

LES INTERVENTIONS POUR
LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNENT UNE
GAMME CROISSANTE DE PROJETS

Pour sa part, le Conseil européen d'Essen a marqué son intérêt pour une approche par réseaux dans certains domaines relatifs à la protection de l'environnement et la BEI a retenu les mesures s'inscrivant dans le cadre des projets à caractère transeuropéen parmi celles pouvant bénéficier de financements appropriés au titre de son guichet spécial (voir page 12).

Cette décision correspond à la pratique de la Banque, qui non seulement vérifie l'impact sur l'environnement de tous les projets qui lui sont soumis, mais prend également en compte les composantes environnementales dans son analyse économique.

L'accroissement des financements, notamment à l'initiative des collectivités locales, comme leur extension à de nombreux secteurs, notamment de l'industrie et de l'énergie sont révélateurs de l'intégration effective de l'environnement dans l'ensemble des activités économiques.

Cette même approche vaut en dehors des Etats membres. La protection de l'environnement est une des priorités de l'action dans le bassin méditerranéen. Elle constitue une des composantes essentielles de l'action de la BEI dans les pays d'Europe centrale et orientale, où elle est toutefois confrontée à l'ampleur des besoins latents.

Par nature, il s'agit d'un domaine privilégié de coopération internationale à laquelle la BEI participe activement. C'est le cas du Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée (METAP), lancé en 1988, des initiatives développées, depuis 1992, pour réhabiliter la mer Baltique, et, plus récemment, pour assainir le bassin de l'Elbe ainsi que pour assurer une protection et une utilisation durable du Danube (voir Rapport annuel 1993 page 24).

1995, ADHÉSION
DE L'AUTRICHE, DE
LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE

Le 1er janvier 1995, l'adhésion, à l'Union européenne, de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède a marqué une nouvelle étape de l'intégration européenne.

Simultanément, les trois nouveaux Etats membres sont devenus membres de la BEI, l'année écoulée lui ayant permis, à la fois, de prendre les dispositions nécessaires à leur intégration et de renforcer ses contacts avec les opérateurs de ces pays pour y développer ses interventions (voir encadré page 16).

La perspective d'adhésion de ces pays avait été prise en compte lors de la création de l'Espace économique européen (EEE), entré en vigueur le 1er janvier 1994. Constitué par l'Union européenne et les pays de l'Association européenne de

libre échange (AELE), l'EEE forme la plus vaste zone économique intégrée du monde.

Réunis en décembre 1993, les représentants des Etats membres de l'Union européenne et de l'AELE avaient souhaité un développement des activités de la BEI en faveur notamment des infrastructures et des réseaux transeuropéens dans les pays candidats, dont la Norvège faisait alors partie, mais également dans les autres pays de l'AELE.

L'autorisation donnée, en avril 1994, par le Conseil des gouverneurs de la Banque, pour l'octroi de prêts ou de garanties d'un montant maximum de 500 millions par an pendant deux ans, a été utilisée en 1994 à hauteur de 265 millions.

En 1994, l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et les pays partenaires a été au centre de réflexions, reflétées notamment dans les conclusions du Conseil européen, réuni fin 1994 à Essen.

Prolongeant des prises de position antérieures, le Conseil européen a précisé, qu'après son élargissement aux trois nouveaux Etats membres, "l'Union européenne se lancera dans un programme visant à préparer l'adhésion de tous les pays européens avec lesquels elle a conclu des accords européens".

Ainsi, les pays associés d'**Europe centrale et orientale** qui le désirent pourront-ils devenir membres de l'Union européenne dès qu'ils seront en mesure de remplir les conditions préalables correspondantes. Il est indiqué, en outre, que les Etats baltes et la Slovaquie seront intégrés rapidement dans cette stratégie de rapprochement qui vise notamment à préparer ces pays à l'intégration dans le marché unique. Le soutien apporté par l'Union européenne au développement économique des pays concernés, constitue l'une des clés de cette intégration. La BEI y contribue, pour sa part, son Conseil des gouverneurs l'ayant autorisée, le 2 mai 1994, à accorder, à concurrence de 3 milliards d'ici la fin 1996, des prêts qui seront assortis de la garantie communautaire.

Une attention particulière est portée aux projets présentant un caractère transfrontalier, qui, dans l'industrie comme dans les infrastructures, soutiennent les efforts de conversion et d'intégration de ces économies. Dans le domaine des infrastructures, ces projets pourront, si nécessaire, bénéficier des conditions prévues au titre du "guichet spécial" mis en place pour le financement des réseaux transeuropéens.

Les interventions de la BEI dans ces pays s'effectuent dans le cadre d'une concertation ou d'une coopération avec les autres intervenants et en particulier le programme

communautaire Phare, la BERD et la Banque mondiale.

S'agissant de l'activité Euratom, relevant de la Commission européenne pour les décisions d'emprunts et de financements, la BEI, à l'invitation du Conseil, a accepté, le 19 juillet 1994, un mandat de portée limitée concernant la formulation d'appréciations portant exclusivement sur les aspects financiers et économiques, d'opérations de sûreté nucléaire dans certains pays d'Europe centrale et orientale ainsi qu'en Russie, en Ukraine et en Arménie.

Dans le **Bassin méditerranéen**, l'Union européenne souhaite parvenir à l'établissement d'un partenariat euro-méditerranéen susceptible de déboucher à terme sur la création d'une zone de libre échange, facteur de prospérité et de paix. La BEI, assurant un rôle essentiel dans la mise en oeuvre de la coopération de la politique méditerranéenne au titre de la coopération financière participera pleinement à ce partenariat.

Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs a, le 30 novembre 1994, autorisé la Banque à financer des projets dans les territoires de Gaza et de la rive occidentale du Jourdain, soutenant ainsi le processus de paix au Proche-Orient et les efforts de coopération dans la région.

Dans les **Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** la BEI participe de longue date à la politique d'aide au développement en centrant largement son action sur l'émergence d'un secteur industriel actif. Elle prolongera son action dans le cadre de la coopération financière prévue après la révision à mi-parcours de la Convention de Lomé IV, entamée en 1994. Parmi les thèmes centraux figure la définition du niveau de la coopération financière comportant, outre d'importantes aides non remboursables, des prêts de la BEI sur ses ressources propres et des concours sous forme de capitaux à risques sur ressources budgétaires.

EN DEHORS DE L'UNION,
LA BEI INTERVIENT DANS
PLUSIEURS GRANDES ZONES
GÉOGRAPHIQUES,...

... SOUTIEN DES PROJETS
RÉALISÉS EN
PARTENARIAT OU EN
COOPÉRATION RÉGIONALE...

... ET FAVORISE DES
INVESTISSEMENTS D'INTÉRÊT
COMMUN ET DE PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

Les relations établies entre l'Union et l'Afrique du Sud depuis son engagement dans une voie démocratique pourraient conduire la BEI à intervenir, sur ses ressources propres, dans le cadre de l'accord intérimaire conclu en novembre 1994.

Enfin, en Amérique latine et en Asie, les interventions de la BEI, démarrées en 1993 se sont sensiblement développées après

l'approbation de divers accords cadres avec plusieurs nouveaux pays. Les investissements doivent répondre à un critère d'intérêt mutuel, qu'il s'agisse de leur adéquation à certains grands objectifs reconnus comme tels par les pays concernés et l'Union européenne, protection de l'environnement par exemple, ou de l'association d'opérateurs des pays membres à leur réalisation.

EN 1994, STABILITÉ
DU MÉCANISME DE CHANGE ET
HAUSSE DES TAUX À LONG TERME

Entrée en vigueur le 1er janvier 1994, la deuxième phase de l'Union économique et monétaire a vu le début du renforcement de la convergence des politiques économiques des Etats membres et de la surveillance des politiques budgétaires, conformément aux dispositions du Traité sur l'Union européenne.

Créé à la même date, l'Institut monétaire européen (IME) a participé à la coordination des politiques monétaires des banques centrales et a entamé des études préparatoires en vue de la mise en place du système européen de banques centrales (SEBC).

Contrastant avec les perturbations intervenues en 1993 et les nouvelles tensions conduisant, début mars 1995, à la dévaluation de la Peseta et de l'Escudo, le mécanisme de change du système monétaire européen n'a pas été soumis, durant l'année 1994, à des tensions majeures, même si certaines monnaies ont été affectées temporairement.

Suite aux turbulences sur les marchés obligataires et au regain d'intérêt de nom-

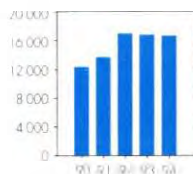
breux opérateurs pour les marchés nationaux, la totalité des émissions internationales publiques en écu n'a atteint que 5,8 milliards contre près de 7 milliards en 1993, 19 milliards en 1992, 27 milliards en 1991 et 15 milliards en 1990.

La BEI a enregistré, en 1994, une reprise de la demande de décaissements en écu, quatrième monnaie versée avec 10% de la totalité des versements.

En revanche, disposant d'importantes disponibilités en écu, en relation notamment avec des flux financiers (cash flow), largement excédentaires, et des remboursements anticipés de prêts, la BEI n'a lancé qu'une seule opération d'emprunt en écu de 300 millions contre 650 millions en 1993 et 1 450 millions en 1992. Elle a néanmoins continué d'être active sur le marché du court terme par ses programmes de papier commercial et de notes.

Fin 1994, l'encours des emprunts de la BEI en écu approchait les 10 milliards, soit quelque 12% du total de son portefeuille.

L'ÉCU RESTE L'UNE DES
PRINCIPALES
MONNAIES VERSÉES PAR LA BEI



Financements

accordés: L'activité de financement dans les pays de l'Union

européenne s'établit à 16 624 millions contre 16 779 millions en 1993. Elle comprend d'une part, les 190 projets financés sur des **prêts individuels signés**

durant l'année (13 861 millions) et, d'autre part, les 7 712 **crédits accordés sur des prêts globaux en cours** (2 763 millions), dont la répartition par secteur et objectif de politique communautaire n'est connue que lors de leur affectation finale.

Cette présentation plus opérationnelle de l'activité retenue pour l'analyse détaillée

de l'exercice doit être distinguée de la présentation des **contrats de prêts signés** (17 682 millions en 1994 contre 17 724 millions en 1993) qui prend en compte les prêts individuels (13 861 millions) et les contrats de prêts globaux conclus avec des banques et des instituts financiers durant l'année (3 821 millions).

RÉPARTITION PAR SECTEUR

La stabilité de l'activité de financement au cours des trois dernières années recouvre des évolutions différenciées selon les secteurs. Celles-ci font apparaître un net accroissement des concours pour les transports et l'énergie, une stabilité pour les télécommunications, un tassement de ceux pour le traitement des eaux usées et des déchets ainsi qu'un nouveau recul des interventions en faveur de l'industrie et des services.

En 1994, pris dans leur ensemble, les financements d'infrastructures voient leur part atteindre 78% de l'activité totale.

Les financements d'**infrastructures de communication** s'élèvent à 7 792 millions, niveau supérieur à celui de 1993 (7 168 millions); ils représentent 47% du montant total.

Les concours en faveur des **transports** (5 637 millions) portent sur quelques ouvrages exceptionnels (tunnel sous la Manche et lien fixe du Storebaelt), des réseaux routiers et autoroutiers, des chemins de fer, des transports urbains ainsi que des infrastructures portuaires et aéroportuaires. Les interventions en faveur des **télécommunications**, réseaux téléphoniques et liaisons par satellites, s'élèvent à 2 155 millions.

Les financements pour la **gestion des eaux et des déchets** totalisent 1 432 millions, dont 462 millions pour de

nombreux équipements de petite ou moyenne dimension, marquant un palier après deux années d'activité particulièrement soutenue.

Enfin, des **infrastructures diverses**, notamment urbaines, réalisées par des collectivités locales ont bénéficié de concours s'élevant à 422 millions.

Dans le secteur de l'**énergie**, les financements s'établissent à 3 384 millions (20% de l'activité) contre 2 576 millions en 1993. Cet accroissement notable est dû au soutien apporté à d'im-

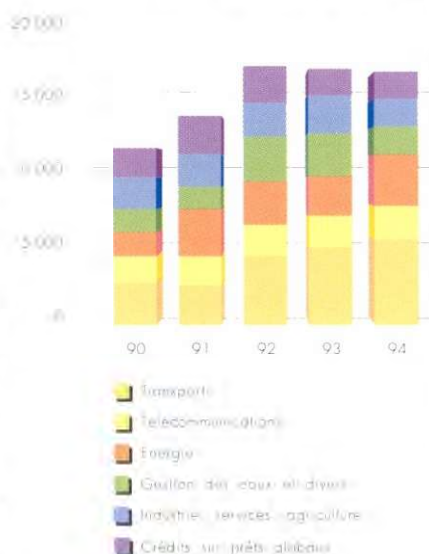
portants investissements de production d'électricité (1 112 millions) et d'hydrocarbures (565 millions) ainsi qu'à la poursuite du renforcement des réseaux de transfert d'électricité, de transport et de distribution de gaz naturel (1 707 millions).

Dans l'**industrie, les services et l'agriculture**, les financements s'élèvent à 3 594 millions (4 224 millions en 1993) soit 22% de l'activité totale, ce qui reflète le ralentissement des investissements observé dans ces secteurs au cours des dernières années.

Les prêts individuels représentent la moitié du total (1 798 millions). Ils portent sur une large gamme d'investissements principalement dans l'industrie automobile, la chimie-pétrochimie, le papier et l'imprimerie. Une part importante des projets financés comporte une composante environnementale significative.

Les financements d'investissements de petite ou moyenne dimension, qui émanent pour l'essentiel de PME, enregistrent, en revanche, une légère reprise. Durant l'année, 6 822 crédits totalisant 1 797 millions (dont 19 millions sur les ressources du NIC) ont été accordés, sur des prêts globaux en cours, pour de tels investissements, principalement dans l'industrie (3 819 crédits pour 1 336 millions) mais aussi pour les services (2 990 crédits pour 458 millions) et, marginalement, l'agriculture (13 crédits pour 2 millions).

Répartition par secteur des financements:
75 819 millions de 1990 à 1994



LE MÉCANISME D'EDIMBOURG EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES: UN BILAN

Afin d'accélérer le financement de projets d'infrastructures dans le but de soutenir la reprise économique, le Conseil européen d'Edimbourg, fin 1992, avait demandé à la BEI de mettre en oeuvre un mécanisme temporaire de prêt de 5 milliards sur deux ans.

En juin 1993, à Copenhague, le Conseil portait ce montant à 7 milliards et en prolongeait la durée d'application.

Dans le domaine des infrastructures, ce mécanisme financier pouvait soutenir:

- le financement d'investissements de réseaux transeuropéens en matière de transports, de télécommunications et d'énergie ainsi que les équipements du secteur des transports et de la production d'énergie;
- les financements d'autres investissements dans ces mêmes secteurs (transports, télécommunications, énergie) permettant d'améliorer l'accès des régions concernées aux réseaux transeuropéens précédemment visés;
- le financement d'investissements dans le secteur de l'environnement, y compris la rénovation urbaine.

Fin 1994, dans le cadre de ce mécanisme, au total, quelque 140

projets de grande dimension ou programmes d'investissements ont été approuvés, 4,4 milliards en 1993 et 2,6 milliards en 1994, assurant un engagement total du montant prévu.

Si l'on tient compte également des autres prêts de la BEI, ces projets auront bénéficié de concours de l'ordre de 22 milliards et leur coût peut être estimé à quelque 48 milliards. Ce montant d'investissement correspond à environ 2,5% de l'investissement global réalisé dans les pays de l'Union en 1993 et 1994.

Ce mécanisme qui permettait à la BEI de porter de 50 à 75% le plafond de ses prêts par rapport au coût d'investissement a rencontré une attente des promoteurs et permis d'accélérer le financement d'une large gamme de projets d'infrastructures que la Banque n'aurait pu soutenir avec autant d'ampleur.

En outre, le relèvement de 70% à 90% des possibilités de cumul prêts et subventions communautaires a permis à la Banque de renforcer sa coopération avec les autres actions structurelles de l'Union européenne.

Fin 1994, les signatures des contrats de prêts atteignaient 4,8 milliards pour 100 projets. Les projets soumis à la Banque ont été approuvés et signés dans des délais très brefs, répondant à l'objectif d'accélération de la relance des économies européennes.

Prêts pour des infrastructures au titre du mécanisme financier d'Edimbourg

(millions d'écus)

	1994		Approuvés Total	1993-1994				
	Approuvés	Signés		Signés				
				Total	Transport	Télécom- munication	Environ- nement	Energie
Belgique	133,4	50,7	327,5	202,0	150,0		52,0	
Danemark	93,6	247,6	432,5	435,6	423,3			12,3
Allemagne	359,8	139,5	854,0	427,3	102,6	153,4	51,9	119,4
Grèce	51,8	81,8	218,3	168,3	103,0	45,0		20,3
Espagne	755,6	815,5	1 460,1	1 159,9	671,7		252,6	235,6
France	320,2	249,8	829,6	549,8	139,6		410,2	
Irlande		62,1	179,3	111,8				111,8
Italie	262,4	240,8	737,4	686,9	47,3	204,6	197,1	237,9
Pays-Bas	180,7	116,7	345,1	140,0			89,0	51,0
Portugal	180,2	96,6	398,5	282,8	53,6	76,3	20,4	132,5
Royaume-Uni	290,9	364,7	1 142,0	664,7	517,2	96,5	31,8	19,2
Total	2 628,6	2 465,8	6 924,3	4 829,1	2 208,3	575,8	1 105,0	940,0
%				100,0	45,7	11,9	22,9	19,5

EFFETS SUR L'INVESTISSEMENT

La BEI, dont la mission est de financer à long terme des investissements, contribue à l'ensemble des effets structurels et conjoncturels associés à ceux-ci.

Il est particulièrement difficile de quantifier l'impact des investissements financés, dans tous les pays de l'Union et dans l'ensemble des secteurs d'activité, sur l'activité économique et sur l'emploi. Celui-ci est en outre sujet à forte variation selon les secteurs, les régions et les époques. Toutefois, quelques considérations et estimations peuvent être faites.

On peut, ainsi, considérer que les projets financés par la BEI contribuent directement et indirectement à **soutenir l'emploi**. S'il est impossible d'en chiffrer l'effet avec précision, on peut, toutefois, estimer à plusieurs dizaines de milliers les emplois créés directement chaque année, principalement dans l'industrie et les services. En outre, il convient de prendre en compte les très nombreux emplois créés ou maintenus indirectement par les interventions en

faveur d'infrastructures ou d'équipements dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'environnement et de l'énergie qui bénéficient d'environ des trois quarts des financements de la BEI.

Le montant des investissements financés par la BEI ressort de ses propres évaluations sur base des données figurant dans les dossiers soumis par les promoteurs. L'estimation du volume financé chaque année tient compte du rythme d'engagement des prêts.

Ainsi, **en 1994, le total des investissements** à la réalisation desquels la BEI a contribué peut être estimé à 45 milliards, ce qui correspond à plus de 4,2% de l'investissement global, mesuré par la formation brute de capital fixe -FBCF- dans les douze Etats membres qui comporte des secteurs, tel le logement privé, non éligibles aux financements de la BEI.

On peut ajouter que les concours de la BEI, source complémentaire de financements, ont représenté en moyenne un peu plus de 37% du coût total des pro-

jets, soit un peu plus que précédemment, ce qui est sans doute dû aux possibilités additionnelles d'intervention résultant de la mise en oeuvre du mécanisme d'Edimbourg.

De 1990 à 1994, les investissements, à la réalisation desquels la BEI a contribué, peuvent être évalués à 250 milliards, soit près de 5% de la FBCF communautaire.

Durant cette période, les investissements financés s'élèvent à 108 milliards, pour les infrastructures de communication, 26 milliards, pour celles de l'environnement, 51 milliards, pour les équipements énergétiques et 65 milliards, pour les projets de l'industrie et des services. Ces investissements représentent une part très significative de la FBCF dans certains pays: 20% au Portugal, 11% en Grèce, en Espagne et en Irlande.

De la même façon, on peut estimer que le montant cumulé des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux correspond à environ 1,5% de la FBCF des "douze".

Tableau 2: Répartition par pays et par secteur des financements en 1994
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(millions d'écus)

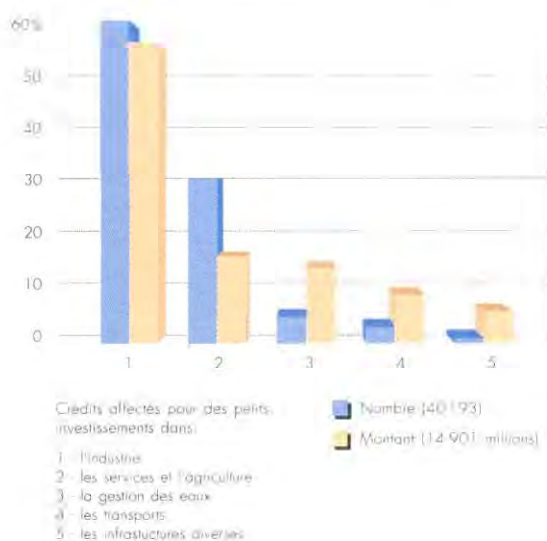
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux	Infrastructure				Industrie Services Agriculture
				Transport	Télécommunication	Gestion des eaux et divers	Energie	
Belgique	504,3	388,2	116,1	25,3		170,0	142,3	166,7
Danemark	819,5	776,2	43,3	674,1	49,9	9,3	42,9	43,3
Allemagne	2 301,2	1 608,0	693,2	182,7	520,7	462,8	265,3	869,7
Grèce	632,1	478,2	153,9	196,6	237,0	140,2	40,4	17,9
Espagne	2 749,1	2 657,4	91,7	1 658,9	5,5	273,3	341,4	470,0
France	2 198,3	1 428,1	770,2	1 289,1		138,3	0,8	770,2
Irlande	237,7	190,3	47,4	57,0	31,5	32,2	62,7	54,3
Italie	2 965,9	2 261,3	704,6	134,5	627,8	120,1	1 151,7	931,8
Luxembourg								
Pays-Bas	332,4	283,3	49,1			234,6	51,0	46,8
Portugal	1 127,1	1 084,2	42,9	709,5		52,0	326,9	38,7
Royaume-Uni	2 346,5	2 295,5	51,0	648,7	608,6	221,9	682,4	184,9
Autriche	74,0	74,0			74,0			
Finlande	60,2	60,2		60,2				
Suède	15,3	15,3					15,3	
Autres (1)	260,8	260,8					260,8	
Total	16 624,4	13 861,0	2 763,4	5 636,6	2 155,0	1 854,7	3 383,9	3 594,3
%	100,0	83,4	16,6	33,9	13,0	11,2	20,4	21,6

(1) Financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne (cf. note au lecteur 5d page 130)

LES PRÊTS GLOBAUX DANS LES PAYS MEMBRES

La BEI a recours à une procédure décentralisée, au plus près des besoins des investisseurs, pour soutenir des projets de petite ou moyenne dimension qu'il ne serait pas possible, pour des raisons d'efficacité de gestion, de financer par prêts individuels. Cette procédure consiste en des prêts globaux, conclus avec des intermédiaires financiers, opérant au niveau national, régional ou même local, qui les utilisent en accord avec la Banque et selon ses critères économiques, techniques et financiers. La collaboration avec le système bancaire s'est régulièrement élargie et des relations existent avec quelque 130 partenaires, institutions financières ou banques commerciales.

Répartition par secteur des crédits sur prêts globaux (1990-1994)



Une large gamme d'intervention ...

Les prêts globaux ont progressivement vu s'étendre leur champ d'application afin de s'adapter à l'évolution des besoins et à la diversification des politiques communautaires⁽¹⁾.

Les prêts globaux concernent:

- des investissements de petites et moyennes entreprises dans l'industrie, les services (le tourisme notamment) et l'agriculture;
- ainsi que de petites infrastructures contribuant aux objectifs communautaires dans les domaines du développement régional, de la protection de l'environnement, de l'énergie ou des transports.

Le montant minimal de l'investissement est de 40 000 écus et celui du crédit de 20 000 écus; les plafonds correspondants étant de 25 millions et de 12,5 millions.

En 1994, la BEI a conclu des prêts globaux d'un montant total de 3 821 millions (3 598 millions en 1993 et 3 258 millions en 1992).

Sur les prêts globaux en cours⁽²⁾, 7 712 investissements de petite ou moyenne dimension ont été financés, en 1994, pour un montant total de 2 763 millions, ce qui correspond à une légère reprise par rapport à 1993 (6 094 crédits pour 2 653 millions).

De 1990 à 1994, le montant des prêts globaux s'élève à 17,7 milliards et celui des crédits affectés à 14,9 milliards.

... pour des PME ...

Comme indiqué page 17, la BEI a mis en oeuvre, fin 1994, un mécanisme de bonification d'intérêt en faveur des PME créatrices d'emplois. Fin février 1995, près de 1 400 d'entre elles avaient soumis des demandes de prêts bonifiés s'élevant à 324 millions et concernant plus de 15 000 emplois à créer.

En 1994, 6 776 investissements de PME ont bénéficié de crédits d'un montant total de 1 693 millions.

D'une façon plus générale, depuis 1990, plus de 35 000 PME ont bénéficié de crédits d'un montant total de plus de 9,3 milliards, près de la moitié des financements à l'industrie et aux services. Le coût des investissements ainsi soutenu peut être estimé à quelque 24 milliards. Pour les trois cinquièmes de leur montant, les crédits soutiennent des petites et moyennes entreprises localisées dans la plupart des pays et majoritairement dans les régions moins développées. La ventilation des PME en fonction des effectifs employés fait ressortir une concentration sur les petites entreprises: 83% d'entre elles avaient moins de 50 employés, 97% moins de 250 (voir page 33).

... ainsi que pour de petites infrastructures

En 1994, les financements d'investissements de petite ou moyenne dimension dans le secteur des infrastructures, réalisés le plus souvent par des collectivités locales, sont au nombre de 890 pour un montant de 967 millions (922 millions en 1993). Ils représentent 35% du volume des crédits sur prêts globaux.

En outre, une cinquantaine d'équipements pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la protection de l'environnement, pour environ 100 millions ont été financés.

De 1990 à 1994, les 3 920 concours (4 465 millions) correspondent à un coût d'investissement de quelque 11 milliards, près de la moitié de ce montant (2 100 millions) a concerné des équipements pour la gestion des eaux et des déchets, 30% environ le secteur des transports, principalement routiers, et urbains; le solde se répartit entre des infrastructures diverses et de petites unités de production d'électricité et de distribution de gaz naturel.

(1) La période d'engagement des prêts globaux peut s'échelonner sur plusieurs exercices, il en résulte une différence entre le montant des prêts globaux signés en 1994 et celui des crédits affectés la même année. Par ailleurs, de nombreux prêts globaux ayant un caractère multisectoriel et multiobjectif, seule l'analyse des affectations finales permet de connaître leur localisation, le secteur des investissements concernés et l'objectif auquel ils répondent.

(2) La répartition des crédits par pays, par région, par secteur et par objectif figure dans les tableaux D, E, F, H, I et J (page 113 et suivantes).

Présentation par objectif de politique communautaire

Institution financière de l'Union européenne, la BEI a pour mission de financer des investissements devant contribuer à un ou plusieurs objectifs correspondant aux politiques et décisions communautaires

res spécifiques décidées au cours des années. Nombre de projets financés répondent simultanément à plusieurs objectifs; la présentation des financements constitue donc des éclairages successifs de son

activité et les données chiffrées, notamment des tableaux de ce chapitre, ne peuvent faire l'objet de cumul.

LES OBJECTIFS COMMUNAUTAIRES: UNE SPÉCIFICITÉ DE LA BEI

Contribuer au développement équilibré de l'Union, en s'attachant à financer des projets de qualité tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse, constitue la vocation de la BEI, dont l'action s'est constamment adaptée à l'évolution du contexte et des politiques communautaires. A cette fin, et c'est une spécificité de la BEI par rapport aux autres institutions financières, seuls des investissements concourant à un objectif communautaire peuvent être éligibles à ses financements. "L'éligibilité", c'est-à-dire la possibilité pour un projet de bénéficier d'un prêt de la BEI, impose que l'investissement envisagé contribue au **développement régional**, [...] ou présente un **intérêt commun** (Article 198E du Traité CE).

Le développement régional

Le Traité sur l'Union européenne précise que la BEI "doit continuer à consacrer la majeure partie de ses ressources à la promotion de la cohésion économique et sociale". A cette fin, outre ses interventions en faveur de l'activité économique sur l'ensemble du territoire, la BEI attache une priorité permanente au financement des investissements dans les régions en retard de développement -zones objectif 1 de l'action des fonds structurels communautaires- et de conversion industrielle ou agricole -zones objectif 2 et 5b.

En liaison avec les interventions des fonds structurels, du Fonds de cohésion et des divers mécanismes financiers communautaires, elle y consacre environ les deux tiers de ses financements.

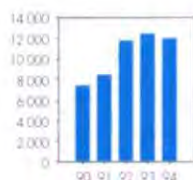
L'intérêt commun

La notion d'intérêt commun correspond à la prise en compte d'objectifs résultant de politiques communautaires ou de décisions, comme celles destinées à soutenir la reprise économique. La BEI a ainsi élargi ses domaines d'interventions aux investissements contribuant, tels les réseaux transeuropéens de transport et de télécommunication, au développement rapide des échanges entre pays membres et avec l'extérieur; à ceux concourant à la réduction de la dépendance énergétique ainsi qu'à ceux répondant au souci de protéger l'environnement ou encore à la nécessité de renforcer la compétitivité de l'industrie européenne, en particulier, des petites et moyennes entreprises.

Tableau 3: Répartition par pays et par objectif de politique communautaire des financements en 1994⁽¹⁾
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

	(millions d'écus)				
	Développement régional	Infrastructures de communication communautaires	Environnement et cadre de vie	Objectifs énergétiques	Petites et moyennes entreprises
Belgique	178,6	25,3	220,6	142,3	116,1
Danemark	506,9	724,0	191,0	42,9	43,3
Allemagne	1 801,6	624,1	609,7	285,5	341,8
Grèce	632,1	436,8	140,2	40,0	17,9
Espagne	2 659,2	860,7	1 242,3	341,1	90,9
France	1 571,7	761,9	606,8	51,2	346,6
Irlande	237,7	42,2	32,2	62,1	46,8
Italie	2 159,2	766,0	763,9	1 019,5	595,2
Luxembourg					
Pays-Bas	17,7		248,0	235,3	33,4
Portugal	1 127,1	206,8	371,9	328,0	11,4
Royaume-Uni	1 143,3	1 116,3	439,4	701,6	50,0
Autriche		74,0			
Finlande		60,2			
Suède				15,3	
Autres (Art.18)				260,8	
Total	12 035,1	5 698,3	4 866,0	3 525,6	1 693,4

(1) Certains financements répondant à plusieurs objectifs, les montants des différentes rubriques ne sont pas cumulables.



Développement régional: Les financements, par prêts individuels et crédits sur

prêts globaux en cours, pour des investissements contribuant au développement régional de l'Union européenne atteignent 12 035 millions contre 12 462 millions en 1993. Ils représentent 72% de l'activité totale contre 74% en 1993 et 70% en 1992.

Ces financements ont soutenu la réalisation d'investissements dont le coût total est de l'ordre de 31 milliards.

1994 marque le début de la deuxième phase de mise en application de la réforme des fonds structurels communautaires (1994-1999). La BEI, comme durant la première phase (1989-1993), concentre son action de soutien sur les régions bénéficiaires de l'action des fonds. Afin d'assurer une complémentarité efficace des prêts et des subventions communautaires, elle a participé à l'élaboration et à la programmation des interventions structurelles par la Commission européenne en partenariat avec les Etats membres, les régions et les entreprises. Elle a ainsi formulé autant que possible de premières indications de prêts lors de la préparation des cadres communautaires d'appui (CCA) et des documents uniques de programmation (Docup).

Compte tenu de ces actions communautaires, le Conseil d'administration a décidé, en octobre 1994, de généraliser, à tous les pays de la cohésion ainsi qu'aux zones objectif 1 des Fonds structurels, un plafond de cumul de 90% du coût d'investissement entre prêts et subventions pour les projets d'infrastructures de base et d'environnement.

En 1994, les investissements localisés dans les régions éligibles à l'action des fonds structurels communautaires ont ainsi bénéficié de près des neuf dixièmes

Tableau 4: Développement régional: répartition par secteur

	Total		Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux	
	millions d'écus	%	millions d'écus	millions d'écus	nombre
Energie	2 104,4	17,5	2 066,5	37,9	39
Transports	4 209,8	35,0	3 910,5	299,3	285
Télécommunications	1 925,2	16,0	1 925,2		
Eau, assainissement	766,2	6,4	497,9	268,3	409
Autres infrastructures	404,0	3,4	277,2	126,8	19
Industrie, agriculture	2 092,9	17,4	1 207,4	885,5	2 313
Services	532,6	4,4	222,2	310,4	2 030
Total	12 035,1	100,0	10 106,9	1 928,2	5 095

des concours en faveur du développement régional, soit 10 623 millions. Ces financements ont concerné, pour 31% du montant total, des projets ayant bénéficié conjointement de subventions des Fonds structurels.

Dans les régions en retard de développement (Objectif 1), les financements ont atteint 5 748 millions (7 228 millions en 1993) soit 35% de l'activité totale dans l'Union européenne et 48% de celle en faveur du développement

régional. Dans les zones industrielles affectées par le déclin (Objectif 2) et dans les zones rurales nécessitant des efforts d'adaptations structurelles (5b), les interventions de la BEI se sont élevées à 4 875 millions (4 179 millions en 1993).

Enfin, 1 352 millions ont été accordés pour des investissements concernant plusieurs régions comme, par exemple, des réseaux de télécommunications.

LA BEI ET LES FONDS STRUCTURELS 1994-1999

Les décisions prises fin 1992 par le Conseil européen d'Edimbourg, prévoient d'attribuer, de 1994 à 1999, 155 milliards d'écus pour les actions structurelles (Fonds européen de développement régional - Feder, Fonds de cohésion, Fonds social et Feoga), principalement en faveur des régions défavorisées. Plus des deux tiers de ce montant (110 milliards) concernent les régions objectif 1 qui regroupent 26,6% de la population européenne.

La dotation du Feder pour cette période s'élève à quelque 56 milliards et celle du Fonds de cohésion à près de 14,5 milliards.

La BEI, qui a accordé 25 milliards de prêts dans ces mêmes régions, de 1989 à 1993, a manifesté lors de l'élaboration

des programmes d'intervention sa volonté de soutenir les investissements dans ces zones pour des montants nettement supérieurs afin de répondre aux demandes des promoteurs présentant des projets économiquement et financièrement rentables. Elle devrait également développer ses interventions dans les zones 2 et 5b dans lesquelles elle a consenti 17 milliards de prêts durant la période précédente.

Enfin, elle sera amenée à soutenir des investissements dans les nouveaux pays membres: dans le Burgenland autrichien, éligible à l'objectif 1, dans les régions relevant des objectifs 2 et 5b ainsi que dans les régions arctiques peu peuplées des pays scandinaves au titre du nouvel objectif 6, créé lors des négociations d'adhésion.

Malgré un sensible accroissement des financements dans les régions orientales d'Allemagne (1 547 millions contre 1 202 millions en 1993), ainsi que dans la plupart des zones classées objectif 2 ou 5b, on constate un léger tassement des concours en faveur du développement régional.

Celui-ci s'explique principalement par le ralentissement de l'activité dans le Mezzogiorno italien ainsi qu'en Espagne et au Portugal, deux pays dans lesquels les financements s'étaient fortement accrus ces dernières années.

Les pays dits "de la cohésion" (Portugal, Espagne, Grèce et Irlande), leur PNB par habitant étant inférieur à 90% de la moyenne communautaire, peuvent bénéficier des interventions au titre de l'Objectif 1 et d'un instrument additionnel, le Fonds de cohésion destiné à soutenir la réalisation de projets en matière d'environnement et de réseaux transeuropéens de transport.

Ils bénéficient ainsi d'une concentration particulière des subventions communautaires qui a pu se traduire dans un

Tableau 5: Développement régional et actions des Fonds structurels

	1989-1993	1994
Financements sur ressources propres (millions d'écus)	70 008,5	16 605,2
dont développement régional (millions d'écus)	47 128,3	12 035,1
soit %	67	72
Décomposition du développement régional en %		
Zones d'actions communautaires	92	88
Zones d'actions des fonds structurels	89	88
dont objectif 1	53	48
dont objectifs 2 et 5b	36	40
Zones d'actions spécifiques	3	
Autres zones d'aides nationales additionnelles et projets concernant plusieurs régions	8	12

contexte de fort endettement public, par un report, voire une réduction temporaire, du recours aux prêts de la BEI. L'effet mécanique des dépréciations des monnaies de plusieurs de ces pays par rapport à l'écu a également accentué ce mouvement.

Les financements dans les pays de la cohésion s'élèvent à 4 746 millions (6 142 millions en 1993) soit 29% de l'activité totale et 39% de celle en faveur du développement régional. Dans ces pays, en vertu de l'accord cadre conclu avec la Commission européenne, la BEI a en outre examiné, en 1994, l'intérêt économique et la viabilité technique d'une trentaine de projets, principalement en Grèce et en Espagne, pour le compte du Fonds de cohésion ainsi que de l'instrument financier créé précédemment à titre temporaire.

En outre, la BEI gère, pour le compte des pays de l'AELE, le mécanisme d'assistance financière mis en place pour soutenir le développement structurel des régions objectif 1. Ce mécanisme, créé dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), a permis de faire bénéficier de bonifications d'intérêt trois prêts de la BEI, pour des projets en Espagne et au Portugal, totalisant 180 millions. Des subventions ont en outre été consenties, sur des ressources de ce mécanisme,

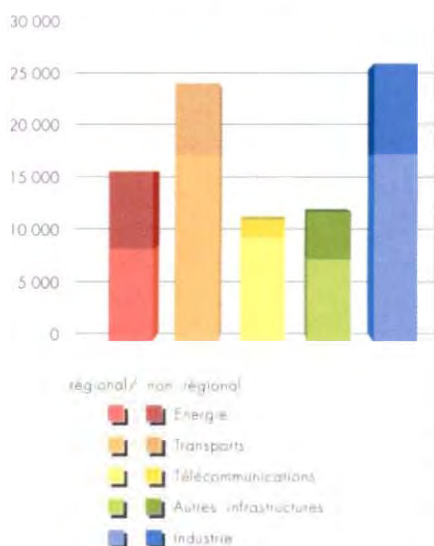
pour un montant de 71 millions en faveur de trois projets en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Depuis la mise en oeuvre de la réforme des Fonds structurels en 1989, les financements d'intérêt régional ont atteint un montant total de 59,2 milliards, contribuant à la réalisation de projets représentant un investissement total estimé à 177 milliards. Sur l'ensemble de la période, ces financements concernent pour 49% des infrastructures de transport et télécommunication, 13% des équipements énergétiques et 28% des projets industriels. La part élevée des concours pour des infrastructures de base correspond à la nécessité de remédier au moindre niveau d'équipement des régions en retard.

Simultanément 39% de ces concours soutiennent aussi la réalisation d'infrastructures de communication d'intérêt communautaire et 35% répondent à des objectifs de politique énergétique ou à des objectifs liés à l'environnement.

L'accent mis sur le développement régional s'est ainsi effectué en harmonie avec l'extension des autres politiques communautaires dans un souci d'action cohérente pour le renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union européenne.

Part des financements d'intérêt régional par secteur (1989-1994)



LES RÉSEAUX EUROPÉENS DE TRANSPORT: 14 PROJETS PRIORITAIRES

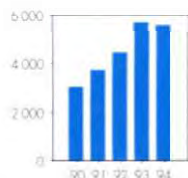
La carte ci-dessous présente les 14 projets hautement prioritaires dans le domaine des transports, retenus en décembre 1994 par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Essen.

Le caractère essentiel de ces projets, sélectionnés pour structurer l'espace européen et desservir efficacement ses diver-

ses régions, notamment les plus périphériques d'entre elles, apparaît clairement si l'on prend en considération les autres grandes infrastructures déjà existantes ou en cours de réalisation: Tunnel sous la Manche, lien fixe sur le Storebaelt, trains à grande vitesse et lignes classiques à haute capacité sans oublier les différents réseaux autoroutiers.

L'intérêt européen élevé de ces infrastructures, l'ampleur et la spécificité des investissements nécessaires justifient par ailleurs la mise en place par la BEI de conditions de financement appropriées dans le cadre de son "guichet spécial", décrites page 12.





Infrastructures européennes de communication:

Le bon fonctionnement d'un

marché intérieur européen qui couvre désormais quinze pays, nécessite, plus que jamais, de disposer de réseaux cohérents de transport et de télécommunication rayonnant sur l'ensemble de l'Europe afin de soutenir la compétitivité économique et de contribuer à l'aménagement équilibré du territoire.

Le Conseil européen d'Essen (9-10 décembre 1994) a retenu les quatorze projets hautement prioritaires dans le domaine des transports, proposés par un groupe de haut niveau auquel la BEI a participé activement.

Lors de ce Conseil, la BEI a confirmé son engagement dans ce domaine et sa volonté de mobiliser d'importants moyens et de proposer des conditions de financement appropriées dans le cadre d'un "guichet spécial" (voir encadré page 12).

Fin 1994, la BEI avait entamé l'examen de la majorité des projets prioritaires et accordé des financements pour la réalisation de plusieurs d'entre eux en Italie, en Grèce, en Irlande, en Espagne, en France et en Finlande.

Après plusieurs années de rapide croissance, les financements d'infrastructures de communication d'intérêt communautaire se sont stabilisés en 1994 au niveau précédemment atteint: 5 698 millions (5 807 millions en 1993) dont 1 088 millions au titre du mécanisme financier d'Edimbourg.

Au cours des cinq dernières années, les prêts dans ce domaine ont atteint 23,1 milliards (15% de croissance annuelle de 1990 à 1994) et ont contribué à des investissements d'environ 87 milliards.

Les financements pour des infrastructures de **transport** d'intérêt communautaire se sont élevés à 3 543 millions. Ils concernent surtout des axes routiers et ferroviaires (3 078 millions), s'inscrivant le plus souvent dans les schémas directeurs européens en cours de finalisation: achèvement du tunnel sous la Manche, entré en service en 1994, poursuite de la construction du lien fixe sur le Storebaelt, lignes de trains classiques et à grande vitesse, nombreuses liaisons autoroutières. Des concours ont également soutenu la réalisation d'infrastructures aéroportuaires (extension des installations des aéroports de Milan, Londres-Heathrow, Francfort, Munich) et portuaires, (à Anvers, Barcelone, Valence, Dun Laoghaire) ainsi que la modernisation de la capacité de desserte aérienne intérieure en France.

Dans le domaine des **télécommunications**, les prêts s'élèvent à 2 155 millions. Ils portent sur la poursuite des programmes de renforcement des capacités téléphoniques intérieures et internationales en mettant en oeuvre, le plus souvent, les technologies les plus modernes: numérisation, fibres optiques, transmission de données, téléphone mobile, liaisons satellitaires. A noter, dans ce contexte, un prêt destiné à améliorer les télécommunications entre l'Autriche, nouvel Etat membre, et ses pays limitrophes.

Environ 76% de ces financements d'intérêt communautaire soutiennent des investissements localisés dans des régions moins développées ou améliorant leur desserte; ils contribuent à leur essor économique et à un aménagement plus équilibré du territoire européen.

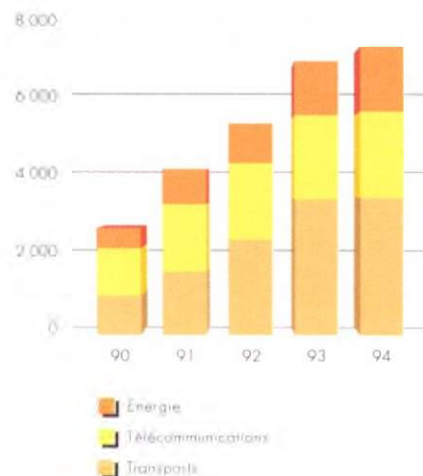
Tableau 6: Infrastructures de communication d'intérêt communautaire

(millions d'écus)

Transports	3 543,2
Ouvrages exceptionnels	621,7
Chemins de fer	521,5
Routes et autoroutes	1 934,6
Transports aériens	408,9
Autres	56,5
Télécommunications	2 155,1
Réseaux et centraux	2 056,1
Téléphonie mobile	72,0
Satellites et stations	27,0
Total (*)	5 698,3

(*) dont 11,1 millions de crédits sur prêts globaux

Financements en faveur de réseaux: 26 044 millions de 1990 à 1994



LES DÉCHETS URBAINS

Actuellement, chaque jour, chaque européen quel que soit son âge, produit en moyenne près d'un kilo de déchets ménagers: non seulement des ordures putrescibles, mais aussi beaucoup de papier, de carton, de verre, de plastique etc... tous ces rebuts de la vie quotidienne, plus ou moins faciles à éliminer.

Au total, cela fait une montagne de déchets ménagers de quelque 120 millions de tonnes par an, peu de choses finalement à côté de la masse de déchets résultant des activités, notamment agricoles et industrielles, et dont une partie notable est de nature toxique.

Si des évaluations précises sont difficiles dans un tel domaine, une chose est certaine: l'accroissement des déchets municipaux dans les pays de l'Union européenne a été de l'ordre d'un pour cent par an ces dix dernières années.

Les efforts menés avec certains succès aux Pays-Bas et en Allemagne (de l'Ouest) pour inverser cette tendance n'ont pas pu compenser la forte croissance de l'ordre de 2-3% par an, enregistrée dans plusieurs autres pays principalement du sud de l'Europe.

Les instances communautaires comme les autorités nationales ont, au cours des dernières années, renforcé les réglementations pour contrôler et gérer ce volume croissant de déchets municipaux dont 60% sont déversés dans des décharges, 25% incinérés et 15% recyclés ou valorisés.

La stratégie communautaire pour la gestion des déchets, élaborée, en 1989 par la Commission, approuvée par le Conseil et soutenue par le Parlement européen, définit cinq axes prioritaires à moyen et long terme: la prévention, la revalorisation, l'élimination, le transport et la réhabilitation des sites contaminés.

Dans cette perspective, plusieurs textes ont été adoptés, dont une directive "cadre" visant à établir un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination le plus près possible du site de la production des déchets. D'autres portent notamment sur l'harmonisation des normes environnementales et techniques des décharges, sur la valorisation et le recyclage des emballages, sur le contrôle des transferts de déchets, plus particulièrement des déchets dangereux, à l'intérieur de l'Union.

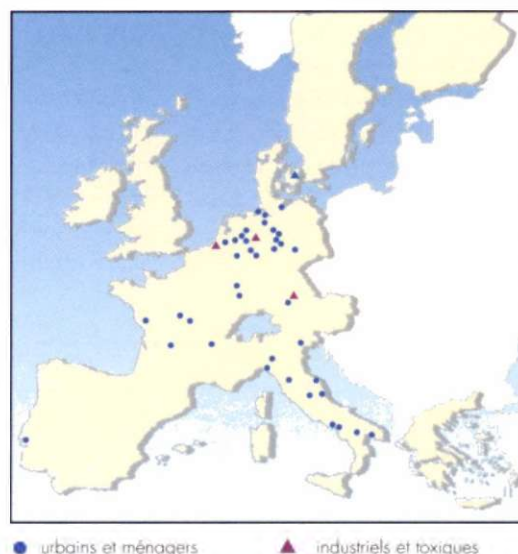
Les réglementations et la prise de conscience des problèmes posés par cette accumulation se sont traduits, dans plusieurs pays, par des mesures concrètes: collecte séparée des ordures ménagères

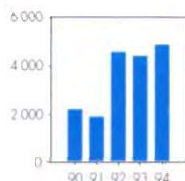
afin de faciliter le tri pour la récupération, caractère recyclable des emballages et d'une partie croissante des composants automobiles. Des normes plus sévères ont été appliquées aux processus d'incinération afin d'éviter toute pollution atmosphérique et des politiques nationales ont été élaborées pour supprimer les décharges sauvages et réduire les décharges contrôlées dont les nuisances sont de plus en plus difficilement supportées par les populations.

Dans ce contexte, la BEI a été amenée à renforcer et diversifier sensiblement ses interventions qui, après avoir principalement concerné la collecte et le traitement de déchets ménagers, portent désormais également sur le traitement et le recyclage de déchets industriels et l'élimination de déchets toxiques.

Au total, de 1990 à 1994, les financements, principalement en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie et en France, se sont élevés à 1,2 milliard dont 183 millions pour une centaine de petites opérations de caractère local.

Principaux projets de traitement de déchets urbains et industriels financés de 1990 à 1994





Protection de l'environnement:

La définition et la mise en application de normes

communautaires et nationales concernant la qualité de l'air et de l'eau ont entraîné de nombreux programmes d'investissements visant à améliorer la gestion des ressources en eau comme des déchets urbains et à maîtriser les rejets d'effluents dans l'atmosphère.

En 1994, pour la troisième année consécutive, la BEI a soutenu ces investissements par un montant très élevé de concours: 4 866 millions après 4 385 millions en 1993 et 4 548 millions en 1992. Les projets financés, dans onze pays, correspondent à un montant d'investissement de 12 milliards.

Ils couvrent une large gamme d'activités: la protection et la gestion des eaux, comme les années précédentes, mais aussi pour des montants comparables voire supérieurs, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'amélioration des transports en milieu urbain.

Les actions spécifiques de la BEI en faveur de l'environnement et du cadre de vie complètent une approche systématique

consistant à vérifier le respect des réglementations nationales et communautaires en matière d'environnement pour tous les projets en faveur desquels sont demandés des prêts.

Une part importante des financements (67%) concerne des projets localisés dans les régions moins favorisées, dans lesquelles d'autres instruments financiers communautaires tels le Fonds de cohésion et le mécanisme de l'Espace économique européen concourent à leur réalisation; 10% portent sur des investissements dans le secteur de l'énergie et plus de 20% dans l'industrie.

Les financements de projets destinés à améliorer le cadre de vie urbain enregistrent un vif accroissement en 1994, passant de moins d'un milliard, en 1992 et 1993, à 1 714 millions en 1994, soit plus du tiers des concours en faveur de la protection de l'environnement.

Il s'agit, pour l'essentiel, de prêts destinés à l'amélioration des transports collectifs: extension des lignes de métro et amélioration des réseaux ferrés de banlieue à Madrid, Bilbao, Valencia, Barcelone, Lisbonne et Copenhague et nouvelle liaison par tramway à Sheffield. Parallèlement, ont été financées

des améliorations d'infrastructures routières visant à délocaliser les flux de trafic automobile en régions parisienne et lyonnaise ainsi qu'à Düsseldorf et Dublin. Des réaménagements de voirie, de centres villes, des réhabilitations de bâtiments civils et de sites historiques ont été soutenus en Italie.

Plus généralement, de nombreux autres projets contribuent également à l'amélioration de la qualité de vie des Européens vivant en milieu urbain.

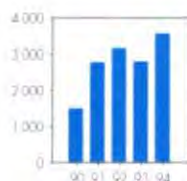
Les projets visant à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable ou de la collecte du traitement des eaux usées ont fait l'objet de financements totalisant 1 380 millions. Ils concernent, pour une large part, des programmes pluriannuels couvrant de grandes agglomérations (aux Pays-Bas, en Grèce et en Allemagne) ou des régions entières (au Portugal, en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie); ils portent aussi sur quelque 380 petites opérations réalisées par les collectivités locales et financées sur des prêts globaux en cours.

Aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, des prêts ont été accordés pour des activités de collecte et surtout de traitement de déchets solides domestiques ou d'origine industrielle, et parfois de nature toxique.

Les prêts destinés à réduire la pollution atmosphérique progressent très sensiblement en 1994 (1 092 millions contre 417 millions en 1993). D'importants concours ont, en effet, été accordés pour l'équipement, la modernisation, voire la restructuration, de sites afin de réduire la charge polluante des émissions de fumées ou de cendres. Ils ont concerné des centrales au charbon, des complexes chimiques et pétrochimiques, des ateliers de peinture de carrosserie, des aciéries et des papeteries, en Italie, en France, en Espagne, en Belgique et en Allemagne.

Tableau 7: Environnement et cadre de vie

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
Environnement	3 152,1	2 564,0	588,1
Protection et gestion des eaux	1 379,8	1 013,8	366,0
Gestion des déchets	395,2	361,0	34,2
Lutte contre la pollution atmosphérique	1 092,3	1 060,9	31,4
Autres actions	284,8	128,3	156,5
Aménagements urbains	1 713,9	1 698,2	15,7
Transports urbains collectifs	1 247,6	1 247,6	
Autres actions	466,3	450,6	15,7
Total	4 866,0	4 262,2	603,8



Objectifs énergétiques: Les financements d'investissements répondant aux objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie s'élèvent à 3 526 millions, contre 2 767 millions en 1993.

Cet accroissement résulte notamment du financement de projets liés à la mise en valeur des ressources en hydroélectricité existantes dans les pays scandinaves, -centrales et câbles d'interconnexion (145 millions)- mais aussi de la mise en exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures en mer d'Irlande et du développement de la construction de centrales électriques fonctionnant au gaz.

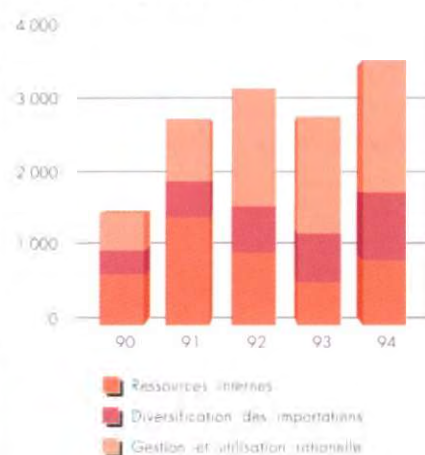
Les financements concourant à une gestion et à une utilisation plus rationnelle de l'énergie (1 755 millions dont 92 millions pour des investissements de petite et moyenne dimension) représentent la moitié du total. Ils portent sur la construction, au Royaume-Uni et en Belgi-

que, de centrales au gaz à cycle combiné ou, aux Pays-Bas, en Italie et en Allemagne, de production de chaleur et d'électricité. Ils concernent aussi l'extension et le renforcement des réseaux de transfert et de distribution d'électricité en Espagne et au Portugal ainsi que l'interconnexion des réseaux suédois et allemand à travers la Baltique, norvégien et danois, via le Skagerrak.

Des concours ont également été accordés pour la conversion au gaz naturel des anciens réseaux des régions orientales d'Allemagne, pour des réseaux de chauffage urbain, notamment dans le nord de l'Italie ainsi que pour des usines d'incinération de déchets urbains aux Pays-Bas, dont l'absence d'effet négatif sur l'environnement est attentivement vérifiée. Des financements soutiennent, enfin, des investissements de rationalisation et d'optimisation de la consommation d'énergie dans des raffineries, des aciéries ainsi que dans diverses petites entreprises.

Les prêts destinés à améliorer la diversification de l'approvisionnement éner-

Evolution des différents objectifs énergétiques 1990-1994

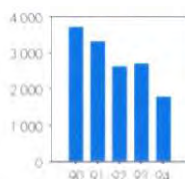


gétique de l'Union européenne (920 millions) ont, outre une centrale au charbon importé dans le sud de l'Italie, porté sur les réseaux de gazoducs. Ceux-ci sont destinés, comme par exemple au Portugal, en Italie, au Danemark ou en Allemagne, à approvisionner des régions non encore desservies, parfois à partir de sources nationales. Ils intéressent aussi d'importants systèmes reliant les gisements du sud algérien à l'Espagne et à l'Italie puis ensuite aux autres pays de l'Union. On peut également noter la contribution qu'apportera l'oléoduc en provenance de Russie, traversant la République tchèque et qui sera relié au réseau venant d'Italie (voir page 52).

Enfin, la BEL a poursuivi son soutien au développement des ressources internes (851 millions) en finançant la valorisation des ressources en hydroélectricité en Grèce, en Norvège et en Espagne, et surtout l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz en Italie et au large de Liverpool, en mer d'Irlande.

Tableau 8: Objectifs énergétiques

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
Ressources internes	850,8	850,8	
Hydrocarbures	583,9	583,9	
Hydroélectricité	266,9	266,9	
Diversification des importations	919,8	919,8	
Charbon		107,5	
Gaz naturel	812,3	812,3	
Gestion et utilisation rationnelle	1755,0	1663,5	91,5
Production combinée d'électricité/chaleur et réseaux de chaleur	183,1	160,0	23,1
Centrales à gaz à cycle combiné	473,3	473,3	
Transport et distribution d'électricité	473,2	463,7	9,5
Conversion de réseaux gaziers	200,4	170,7	29,7
Sources renouvelables	180,3	180,3	
Economies d'énergie dans l'industrie	244,7	215,5	29,2
Total	3525,6	3434,1	91,5



Objectifs industriels: La persistance, en 1994, d'un bas niveau d'investissement

dans de nombreux secteurs productifs, alors que s'achevaient d'importants projets dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, a été un des facteurs conduisant à un faible niveau des prêts individuels destinés à renforcer la compétitivité internationale des entreprises ou leur intégration européenne (98 millions). En revanche, les concours aux petites et moyennes entreprises se sont légèrement redressés avec 1 693 millions de crédits sur prêts globaux.

Les prêts individuels concernent d'une part, l'industrie automobile: poursuite de la construction d'usines participant au système d'approvisionnement intégré de l'usine Fiat de Melfi; unité de production de blocs moteurs et de culasses à Dillingen (Sarre); atelier de production de pneumatiques à Breuberg, près de Francfort.

D'autre part, la BEI a financé le développement et la production de l'ensemble de propulsion de la nouvelle génération de fusées Ariane 5.

Les investissements productifs des petites et moyennes entreprises ont fait l'objet de financements sur des prêts globaux en cours s'élevant à 1 693 millions pour 6 776 crédits (1 542 millions pour 5 257 crédits en 1993, 2 138 millions pour 7 223 crédits en 1992 et 2 354 millions pour 9 548 crédits en 1991). Les petites et moyennes entreprises implantées dans les zones de développement régional ont bénéficié de 4 323 crédits pour 1 163 millions (69% du total) et celles localisées en dehors de ces zones de 2 453 crédits totalisant 530 millions (dont 83 pour 19 millions sur les ressources du NIC).

On peut ajouter que 46 crédits ont en outre été accordés pour des investissements de PME souvent de plus grande dimension visant à améliorer l'environnement ou à favoriser une utilisation rationnelle de l'énergie (103 millions).

Un rapide examen des 6 776 PME financées en 1994 fait ressortir que les PME employant moins de 250 personnes, et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 millions, ont bénéficié de financements s'élevant à 1 479 millions, (87% du total). Près des neuf dixièmes d'entre elles ont un effectif inférieur à

Tableau 9: Objectifs industriels

(millions d'écus)

Montant total	1 791,5
Compétitivité internationale et intégration européenne des grandes entreprises	98,1
Investissements de petites et moyennes entreprises	1 693,4
zones assistées	1 163,4
hors zones assistées	530,0

50 personnes et seulement 2% emploient plus de 250 personnes. En fait, les PME financées sur prêts globaux qui emploient moins de 50 personnes ont fait l'objet de plus de 60% des crédits octroyés soulignant le caractère très ciblé des prêts globaux.

Les mesures de soutien, arrêtées aux niveaux national et communautaire, dont le système de bonifications d'intérêt pour les PME créatrices d'emplois, devraient contribuer, dans un contexte de reprise progressive des économies, à une relance des investissements des petites et moyennes entreprises qui constituent un élément essentiel de l'appareil productif dans tous les pays de l'Union européenne et dont la contribution à la création d'emplois est déterminante.

Tableau 10: Investissements de petites et moyennes entreprises

Crédits accordés en 1994 sur des prêts globaux en cours

(millions d'écus)

Pays	1994		1990 - 1994							
	Total		Total		Effectif des entreprises					
					emplois < 50		50 < emplois < 250		emplois > 250	
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant
Belgique	176	116,1	1 003	720,8	748	372,9	217	260,5	38	87,4
Danemark	286	43,3	1 065	258,7	830	118,7	213	94,8	22	45,2
Allemagne	364	341,7	1 276	1 097,8	735	446,2	361	336,3	180	315,3
Grèce	18	17,9	161	167,6	91	79,5	34	32,2	36	55,8
Espagne	388	90,9	2 251	652,7	1 968	449,0	237	166,5	46	37,3
France	3 932	346,6	19 338	1 821,5	17 018	1 359,2	2 053	344,3	267	118,1
Irlande	247	46,8	262	70,4	246	50,7	13	13,9	3	5,7
Italie	1 150	595,2	7 826	3 716,6	6 048	2 034,8	1 440	1 196,3	338	485,5
Pays-Bas	14	33,4	498	292,1	303	101,9	172	145,2	23	44,9
Portugal	59	11,4	1 093	359,7	692	179,1	298	106,4	103	74,2
Royaume-Uni	142	50,0	405	206,5	341	128,1	46	28,2	18	50,2
Total	6 776	1 693,4	35 178	9 364,2	29 020	5 320,0	5 084	2 724,7	1 074	1 319,5
%					83	57	14	29	3	14

ADAPTER LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT À L'ÉVOLUTION DES EMPRUNTEURS ET DES GARANTIES

Depuis quelques années, en Europe, les Etats se sont engagés dans d'importants mouvements de désengagements d'ampleur et avec des modalités différentes selon les pays. Cela s'est traduit par des responsabilités accrues données aux collectivités régionales et locales, en particulier sur le plan financier, ainsi que par le passage total ou partiel au secteur privé d'activités économiques assumées ou gérées précédemment par les autorités publiques.

Cette évolution n'a pas manqué d'avoir des répercussions notables pour la BEI, une part croissante des projets émanant désormais du secteur privé et comportant des garanties fournies par des banques ou des sociétés.

Au cours de la période 1985-1994, les prêts accordés à des Etats membres, des institutions publiques, des régions, ou bénéficiant de leur garantie, ont vu leur part de l'activité totale dans les Etats membres diminuer rapidement jusqu'au début des années 1990, pour se stabiliser ensuite à un peu plus de 40% du total alors qu'ils en assuraient plus de 80% une dizaine d'années auparavant. Ce recul tient aux divers processus de privatisation et résulte également des réticences croissantes des Etats à accorder leur garantie à des projets. Cela concerne en particulier des activités relevant de secteurs comme l'énergie, les télécommunications, la distribution d'eau et l'assainissement etc... notamment au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays Bas et en France. Par contre, en Grèce, en Irlande, au Danemark ainsi que, dans une moindre mesure, en Espagne, au Portugal, en Italie et en Belgique le "public" demeure l'interlocuteur principal comme garant des prêts de la BEI et souvent comme bénéficiaire.

Un mouvement inverse a concerné les prêts accordés ou garantis, à des banques et instituts de crédit, dont le montant est désormais du même ordre que celui des prêts aux Etats alors qu'il n'en représentait que 5 à 10% au milieu des années 80. Cette évolution correspond au rôle généralement croissant, en particulier en Allemagne et en France, assuré par les banques et les instituts de crédit à long terme, intervenant en tant qu'intermédiaires pour l'octroi de prêts globaux et pour de nombreux prêts individuels (notamment dans l'industrie et les services) ou comme garants, remplaçant les Etats dans cette fonction essentielle. Enfin, la part des prêts garantis par des sociétés, principalement privées, ou assis sur d'autres sûretés, a également progressé, notamment aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, représentant un peu plus de 16% du total. Compte tenu de l'accroissement de l'activité de la BEI, les montants annuels en cause sont passés de moins de 500 millions à près de 3 milliards.

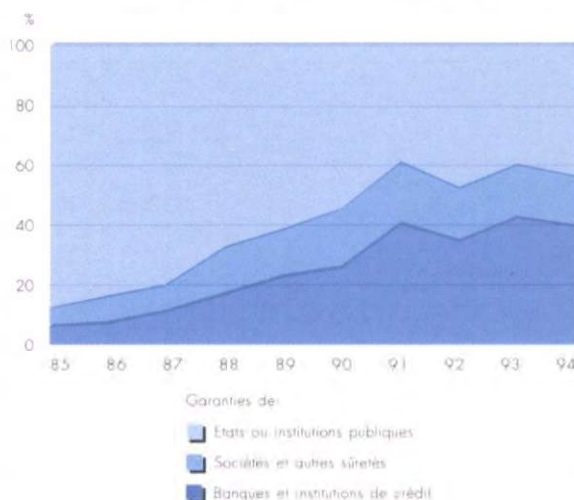
Ces mouvements se retrouvent, avec une moindre amplitude, dans l'examen de l'encours des prêts de la BEI, qui s'élève, fin 1994, à plus de 106 milliards. Les prêts garantis par des Etats ou des institutions publiques représentent ainsi près de 49% du total (90% en 1986), par des banques 38% (4%) et par des sociétés 13% (6%) (cf. Comptes annuels 1994, Etat résumé des prêts et garanties page 89).

Il est clair que le contexte économique difficile et le renforcement de la concurrence fragilisent la situation financière de nombreuses sociétés et banques. Dès lors, l'accroissement du montant des prêts garantis par des banques, des sociétés ou d'autres sûretés dans l'ensemble du portefeuille rend plus nécessaire que jamais une analyse approfondie des risques encourus et des garanties proposées afin de limiter au maximum les possibilités de défaillance ou à tout le moins de difficultés de remboursement des prêts.

Comme les autres institutions financières, la BEI a été amenée à réfléchir aux moyens de se prémunir contre les risques liés notamment à une concentration des créances auprès d'un promoteur ou dans un secteur donné ainsi qu'à ceux, qualitativement différents, résultant des techniques de financement de projet ("project financing"). C'est ainsi que par exemple, elle applique depuis de 1er janvier 1994, la directive communautaire 92/121 CEE sur la surveillance et le contrôle des grands risques, destinée à éviter qu'une concentration excessive de risques sur un seul client, ou groupe de clients liés, n'entraîne des pertes préjudiciables à la solvabilité d'un établissement de crédit. De même, dans un souci de gestion prudente, il a été constitué un fonds pour risques bancaires généraux, doté, fin 1994, de 350 millions d'écus porté par suite de l'adhésion des nouveaux Etats à 400 millions en juin 1995.

Enfin, ce même souci a conduit la Banque à renforcer et à regrouper, au sein d'un département "crédit et administration des financements", les équipes chargées de suivre de façon indépendante les risques de crédit à toutes les étapes du processus de décision et durant la vie des prêts. Par ailleurs, ce département s'attache à mieux connaître et évaluer les risques bancaires dans les nombreux domaines d'activité de la BEI.

Répartition des prêts signés en fonction de la garantie dont ils sont assortis



Présentation des financements par pays

Les financements présentés ci-après correspondent aux prêts individuels (liste page 99) et aux crédits sur prêts globaux en cours (tableaux H, I, page 116 et suivantes) accordés durant l'exercice. Leur répartition par pays, secteurs et objectifs figurent dans les tableaux 2 et 3 (pages 23 et 25).

Les prêts individuels en Belgique portent pour les trois quarts de leur montant sur des investissements dans les domaines de l'**énergie** (142 millions) et de l'**environnement** (221 millions).

La Banque a ainsi financé la construction de deux centrales à cycle combiné à haut rendement énergétique alimentées au gaz naturel, à Drogenbos, près de Bruxelles, et Seraing, près de Liège.

Elle a, par ailleurs, soutenu deux importants projets environnementaux: l'un concerne un centre intégré de traitement de déchets industriels et toxiques, à Anvers, l'autre porte sur la première phase du programme régional flamand de gestion des eaux, comportant un réseau de collecte et de traitement des eaux usées qui réduira la charge polluante déversée en Mer du Nord (152 millions dont 38 millions au

titre du mécanisme d'Edimbourg). Au titre de ce mécanisme, un prêt a également été consenti pour la construction, dans le port d'Anvers, du nouveau terminal nord destiné aux conteneurs.

Dans l'**industrie**, les concours s'élèvent à 167 millions. Un prêt individuel de 51 millions concerne un atelier de peinture automobile à Gand, appliquant de nouvelles techniques répondant aux normes environnementales. En outre, quelque 176 investissements de petite et moyenne dimension dans l'industrie et les services ont bénéficié de 116 millions de crédits sur différents prêts globaux en cours.

Au total, les concours dans les zones de développement régional s'élèvent à 179 millions dont, notamment, 6 millions dans le Hainaut classé en zone objectif 1.

Les prêts en faveur des **infrastructures de communication** (724 millions) représentent près de 90% des financements au Danemark.

La poursuite de la construction du lien fixe sur le Storebaelt, diverses sections d'autoroute sur les axes européens E20 et E45, ainsi que l'électrification de nouvelles parties du réseau ferré et l'achat de matériel roulant ont fait l'objet de financements s'élevant à 674 millions (dont 235 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg).

La BEI a, par ailleurs, soutenu la modernisation du réseau de télécommunication dans le Sjaelland et à Bornholm et financé

à Grinsted la collecte et le traitement des eaux usées.

Dans le domaine de l'**énergie**, les prêts (43 millions dont 12 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg) portent sur de nouvelles phases de la mise en place du réseau de transport et de distribution de gaz naturel ainsi que sur la partie danoise du projet d'interconnexion électrique avec la Norvège, via le Skagerrak.

Enfin, quelque 286 petites et moyennes **entreprises industrielles** et des services ont bénéficié de 43 millions de crédits sur prêts globaux.

BELGIQUE

Prêts signés: 615,3 millions

1993: 371,6 millions

Prêts individuels: 388,2 millions

Prêts globaux: 227,1 millions

Crédits sur prêts globaux: 116,1 millions



DANEMARK

Prêts signés: 849,7 millions

1993: 875,5 millions

Prêts individuels: 776,2 millions

Prêts globaux: 73,5 millions

Crédits sur prêts globaux: 43,3 millions

ALLEMAGNE

Prêts signés: 2 407,9 millions

1993: 2 096,6 millions

Prêts individuels: 1 608 millions

Prêts globaux: 799,9 millions

Crédits sur prêts globaux: 693,2 millions

Les financements en Allemagne se répartissent entre les infrastructures, notamment de communication (708 millions), l'industrie et les services (870 millions). Ils concernent pour une part croissante des investissements dans les Länder orientaux, éligibles à l'action des Fonds structurels (objectif 1): 1 547 millions, soit les deux tiers de l'activité totale dans le pays.

Dans les *Länder orientaux*, les financements accordés depuis 1990 par la BEI s'élèvent à 3 850 millions. Comme les années précédentes, en 1994, les prêts individuels (1 220 millions) comme les crédits sur prêts globaux (327 millions) contribuent pour une large part à la réalisation d'équipements indispensables pour le développement des activités économiques et pour l'amélioration de l'environnement.

La BEI a ainsi financé l'extension du réseau de **télécommunication** par fibres optiques (521 millions).

Dans le secteur de l'**énergie** (215 millions dont 18 millions de crédits), les prêts portent sur l'approvisionnement en gaz naturel, la poursuite de la conversion du réseau de gaz de ville existant, ainsi que sur la construction, à Leuna, d'une centrale de production combinée chaleur/électricité fonctionnant au gaz naturel et remplaçant des centrales au charbon qui ne répondent plus aux normes environnementales.

De plus, la partie allemande d'un câble haute tension, à travers la Baltique, permettant des échanges d'électricité avec la Suède renforcera la sécurité de l'approvisionnement en électricité du nord de l'Allemagne (25 millions).

Dans le domaine de la protection de l'**environnement**, des installations de collecte et de traitement des eaux usées ont été financées à Bitterfeld, Wolfen, Wittenberg ainsi qu'en Thuringe et en Saxe-Anhalt (111 millions). En outre, 39 crédits sur prêts globaux totalisant 66 millions ont été accordés pour des ouvrages d'assainissement et

pour des équipements réduisant pollutions et nuisances diverses.

Diverses entreprises de l'**industrie** et des **services** ont bénéficié de prêts individuels (392 millions) pour des investissements de fabrication de papier, dans le Brandebourg, de recyclage de vieux papier, en Saxe, dans le secteur de l'emballage, en Saxe-Anhalt, ainsi que pour des entrepôts et des centres logistiques de distribution.

Par ailleurs, quelque 143 investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie, des services et du tourisme ont bénéficié de crédits sur prêts globaux s'élevant à 243 millions.

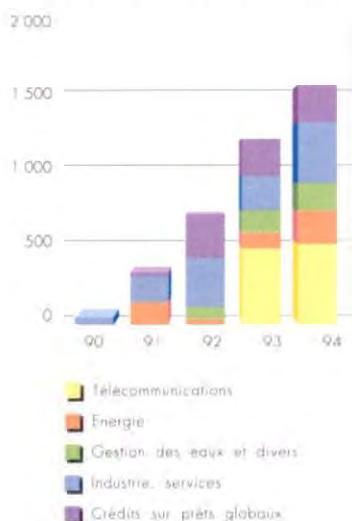
Dans les *autres parties du territoire*, la BEI a financé la poursuite de l'extension des **infrastructures aéroportuaires** de Francfort et Munich (103 millions).

Elle a soutenu des investissements contribuant à l'amélioration du **cadre de vie** urbain avec la construction, à Düsseldorf, d'un tunnel en bord de Rhin qui améliorera la circulation, et à la protection de l'**environnement** en finançant la station de traitement des eaux usées de Wuppertal, une décharge de déchets à Bielefeld, une usine d'incinération des déchets toxiques au nord de Munich, des installations de traitement des effluents d'une papeterie à Stockstadt (en Bavière) et la modernisation d'une raffinerie à Gelsenkirchen (163 millions au total).

Par ailleurs, 117 petits équipements d'assainissement des eaux ont bénéficié de 240 millions sur des prêts globaux en cours.

Enfin, dans les **secteurs productifs**, des prêts individuels (75 millions) ont été accordés pour une unité de production de blocs moteurs et une fabrique de pneumatique tandis que 229 investissements de petite ou moyenne dimension faisaient l'objet de crédits sur prêts globaux (109 millions).

Financements dans les
Länder orientaux:
3 850 millions depuis 1990



La Grèce bénéficie en totalité des interventions des Fonds structurels communautaires qu'il s'agit de l'objectif 1 ainsi que du Fonds de cohésion. Les projets financés ont pour neuf d'entre eux (représentant 436 millions) bénéficié de subventions communautaires.

Les prêts individuels portent sur le renforcement des **infrastructures** de base et en premier lieu sur l'amélioration des **communications** (478 millions dont 82 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg).

Dans le secteur des *transports* (197 millions), ils concernent la ligne de chemin de fer reliant Athènes à Idomeni et plusieurs aménagements autoroutiers: sur les itinéraires Athènes-Corinthe, Athènes-Katerini et Katerini-Klidi (axe Patras-Athènes-Thessalonique), ce dernier ayant été retenu comme projet prioritaire lors du Conseil européen d'Essen.

La BEI, dans le cadre des réseaux transeuropéens a, par ailleurs, soutenu la modernisation des réseaux de *télécommunication* des agglomérations d'Athènes, Larissa et Rhodes, ainsi que la mise en place de systèmes de téléphonie mobile (237 millions).

Les prêts signés en Espagne retrouvent, après une année de très vive progression, un niveau proche de celui atteint en 1992. Les financements par prêts individuels et par crédits sur prêts globaux (2 749 millions) sont, comme par le passé, très largement destinés à des investissements dans les régions éligibles à l'action des Fonds structurels (2 659 millions). Dans les zones objectif 1, éligibles aux subventions communautaires, notamment du Fonds de cohésion, les concours s'élèvent à 1 491 millions et ceux dans les zones objectif 2 ou 5b à 1 168 millions (douze projets totalisant 1 457 millions de prêts ont bénéficié de ces subventions).

Elle a poursuivi le financement des réseaux de collecte et de traitement des **eaux usées** dans plusieurs villes - Heraklion, Larissa, Corfou, Chios - mais son action dans ce secteur s'est surtout déployée à travers un prêt global en cours; plus de 3 000 très petits équipements de voirie, d'assainissement et d'infrastructures composites ont ainsi fait l'objet de crédits s'élevant à 126 millions.

Afin de renforcer les disponibilités en **énergie**, des prêts ont été accordés (30 millions) à proximité d'Athènes, pour la conversion au fonctionnement en cycle combiné de deux turbines à gaz et pour la construction d'une petite centrale hydroélectrique en Epire. Par ailleurs, dans le cadre d'un prêt global, la BEI a financé le développement du réseau de transport et de distribution d'électricité (19 crédits pour 10 millions).

Enfin, 18 petites et moyennes entreprises de l'**industrie** et des services ont bénéficié de crédits sur des prêts globaux en cours pour un montant de 18 millions. *En outre, une subvention du mécanisme financier de l'EEE (voir page 18) contribuera à la mise en place d'un centre de formation pour les PME.*

Les concours pour les infrastructures de base représentent l'essentiel des interventions de la Banque avec 2 279 millions, dont 803 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg.

Les prêts pour les **communications** s'élèvent à 1 659 millions dont 842 millions pour des aménagements routiers sur l'ensemble du territoire, notamment sur l'itinéraire Lisbonne - Valladolid, faisant partie des projets prioritaires retenus à Essen, ainsi qu'aux Baléares, en Andalousie et pour des axes rapides au Pays Basque et en Catalogne. La Banque a accordé un montant comparable (804 millions) pour le

GRÈCE

Prêts signés: 534,7 millions

1993: 511,1 millions

Prêts individuels: 478,2 millions

Prêts globaux: 56,5 millions

Crédits sur prêts globaux: 153,9 millions



ESPAGNE

Prêts signés: 3 011,5 millions

1993: 4 005,1 millions

Prêts individuels: 2 657,4 millions

Prêts globaux: 354,1 millions

Crédits sur prêts globaux: 91,7 millions

ESPAGNE (suite)

Localisation des financements en Espagne: 13 981 millions (1990-1994)



renforcement des lignes de chemin de fer de banlieue et des réseaux de métro de quatre grandes agglomérations du pays: Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao. A Barcelone et Valence, des prêts ont cofinancé des infrastructures portuaires.

La poursuite du programme de mise en service des satellites de télécommunications et de télévision a fait l'objet de nouveaux concours.

En Extremadure, en Catalogne, aux Canaries et dans la région de Valence, la Banque a soutenu des investissements visant à améliorer l'**approvisionnement en eau** et à traiter les eaux usées. En Galice, des aménagements forestiers et des infrastructures rurales ont également été financés. Au total ces concours ont atteint 273 millions.

Deux de ces projets ont bénéficié de bonifications d'intérêt du mécanisme financier de l'EEE, tandis que des instituts universitaires faisaient l'objet de subventions à ce titre.

Dans le secteur de l'**énergie**, la BEI a pour-

suivi le financement des réseaux de transport et de distribution d'électricité dans de nombreuses régions (341 millions).

Enfin, deux importants projets **industriels** ont bénéficié de prêts individuels, l'un pour une nouvelle usine de moteurs automobiles plus économes en énergie et moins polluants, près de Valence, l'autre pour des unités de cogénération électricité/vapeur dans trois raffineries (379 millions).

En outre, 392 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits sur prêts globaux tant dans l'industrie que dans les infrastructures.

De nombreux projets financés en 1994 contribuent à la *protection de l'environnement*. Outre les investissements de gestion des eaux, il faut noter les différents projets de transports urbains qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie, ceux d'aménagements forestiers ainsi que les travaux entrepris dans les raffineries. Au total, les concours à ce titre ont atteint 1 242 millions.

FRANCE

Prêts signés: 2 477,4 millions
1993: 2 205,5 millions
Prêts individuels: 1 428,1 millions
Prêts globaux: 1 049,3 millions
Crédits sur prêts globaux: 770,2 millions

Les financements accordés en France en faveur des infrastructures s'élèvent à 1 428 millions dont 73% pour des projets contribuant au développement des zones aidées. Ils concernent principalement des investissements dans le secteur des **transports** (1 289 millions). Les prêts individuels pour des projets contribuant aux grandes liaisons d'intérêt communautaire comme aux dessertes régionales en représentent l'essentiel (1 012 millions).

La BEI a ainsi contribué à la poursuite de la réalisation du tunnel sous la Manche, du TGV-Nord ainsi que de diverses sections d'itinéraires autoroutiers européens. Parmi celles-ci, certaines concernent l'ouest du pays et d'autres la desserte de la zone alpine; la réalisation du tronçon Pont

d'Aiton-Modane de l'A 43 supprimera le maillon autoroutier manquant pour la liaison France-Italie par le Tunnel du Fréjus. Dans le domaine des transports aériens, des concours ont également été accordés pour le renouvellement d'une partie de la flotte de desserte intérieure et pour le renforcement des infrastructures aéroportuaires de l'île de la Réunion.

Les autres infrastructures financées visent à l'amélioration de l'**environnement urbain** et de la qualité de vie, dans les agglomérations parisiennes, avec un tronçon souterrain de l'autoroute urbaine A14, et lyonnaise, avec la dernière phase d'un ensemble d'aménagements améliorant circulation et stationnement (156 millions au total).

Enfin, quelque 565 petites infrastructures, réalisées le plus souvent par des collectivités locales, ont été financées sur des prêts globaux à hauteur de 416 millions; elles intéressent pour 278 millions des aménagements dans le secteur des transports et pour 138 millions l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Dans l'**industrie et les services** (770 millions), des prêts individuels (416 millions) ont été accordés pour des investissements dans l'automobile, -fabrique de moteurs commune à deux firmes dans le Pas-de-Calais, nouvelle unité de peinture de carrosseries en région parisienne-, dans l'aéronautique -développement d'une nouvelle génération de lanceurs de satellites-, ainsi que dans la chimie et la sidérurgie.

Une part importante de ces concours porte sur des investissements de protection de l'environnement; c'est le cas en particulier des nouvelles installations de peinture, de

la modernisation d'une aciérie, en Lorraine, et de quatre des sites de fabrication de produits chimiques.

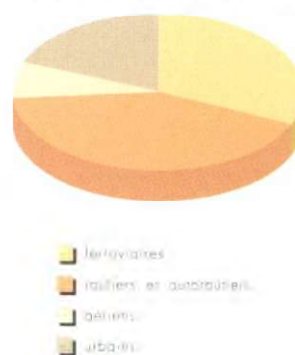
Par ailleurs, plus de 3 940 investissements de petite ou moyenne dimension ont bénéficié de crédits sur prêts globaux s'élevant à quelque 354 millions, dont la moitié dans les services.

Les financements de projets soutenant le *développement régional* s'élèvent à 1 572 millions, soit 72% du total. L'essentiel des investissements est localisé dans les zones 2 et 5b. Toutefois, des concours, principalement pour des infrastructures, totalisant 12 millions ont concerné des départements d'outre-mer classés en zone objectif 1.

Plusieurs prêts ont été retenus au titre du mécanisme d'Edimbourg (250 millions). Ils portent sur des réseaux de transport et des projets d'environnement financés notamment au travers de prêts globaux.

FRANCE (suite)

Financements des transports
en France:
5 098 millions (1990-1994)



En Irlande, pays entièrement éligible à l'action des Fonds structurels au titre de l'objectif 1 et du Fonds de cohésion, les concours de la BEI demeurent largement centrés sur le renforcement des **infrastructures** de base (183 millions). Parmi les projets financés, cinq ont fait l'objet de subventions des Fonds structurels communautaires (74 millions de prêts).

Le renforcement des réseaux de transport et de distribution d'électricité dans plusieurs régions du pays, afin d'améliorer les disponibilités en énergie, a fait l'objet d'un prêt de 62 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg.

Dans le secteur des transports, la BEI a poursuivi son soutien à l'aménagement du réseau routier, en particulier de la seconde phase du contournement de Dublin, et a

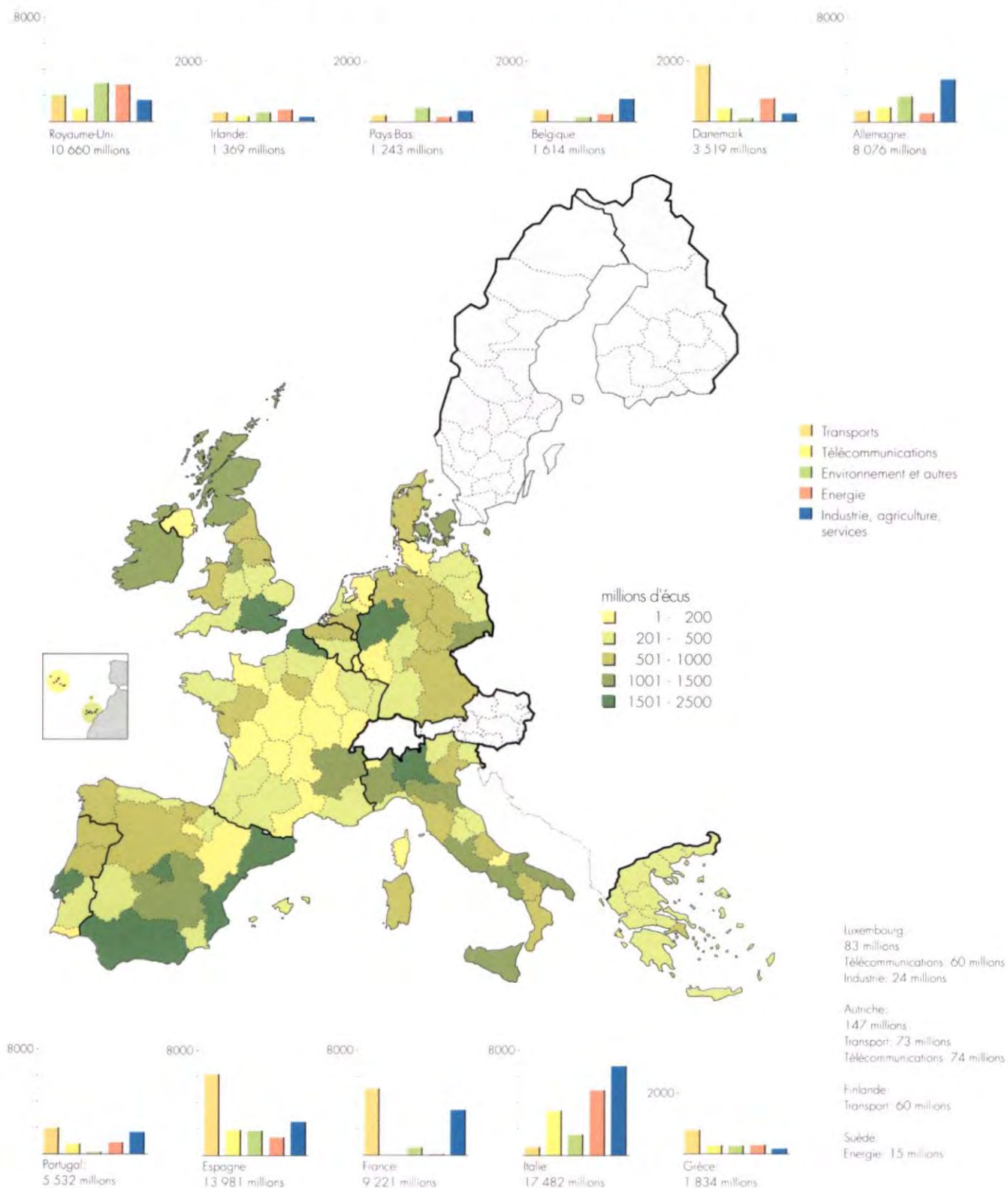
financé la modernisation du matériel roulant des chemins de fer ainsi que la construction d'un terminal pour navires transbordeurs à Dun Laoghaire, élément important de la liaison Irlande - Royaume-Uni - Benelux, retenu comme RTE prioritaire. Elle a également contribué au développement des télécommunications intérieures et internationales, ainsi qu'à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et à l'assainissement des eaux usées. Ces différents concours totalisent 121 millions.

Enfin, elle a accordé un prêt pour la modernisation et l'extension de plusieurs instituts de formation technique supérieure tandis que 247 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits sur des prêts globaux en cours pour un montant total de 47 millions.

IRLANDE

Prêts signés: 291,1 millions
1993: 388,2 millions
Prêts individuels: 190,3 millions
Prêts globaux: 100,8 millions
Crédits sur prêts globaux: 47,4 millions

FINANCEMENTS DANS L'UNION EUROPÉENNE 1990 - 1994 Répartition régionale des financements et représentation graphique de la répartition sectorielle des interventions dans chaque pays (tableau D, page 113)



En Italie, les concours pour les **infrastructures** (2 034 millions) représentent 69% du total des financements qui s'élèvent à 2 966 millions de prêts individuels et de crédits sur prêts globaux.

Dans le secteur de l'**énergie**, les financements (1 152 millions) couvrent une large gamme d'investissements: construction de centrales à cycle combiné, transformation ou adaptation de centrales pour réduire leurs rejets atmosphériques; mise en valeur de gisements de gaz naturel dont un, nouvellement exploité, dans les Marches; réseaux de transport et de distribution de gaz à travers plusieurs régions et, en particulier, achèvement des travaux de doublement du gazoduc acheminant le gaz du sud algérien (voir Rapport Annuel 1993 page 52); réseaux de chauffage urbain.

Dans le domaine des infrastructures de **communication**, une part importante des prêts est destinée au renforcement des télécommunications (628 millions), qu'il s'agisse du développement des réseaux interurbains, de l'accroissement des capacités de commutation ou des liaisons par satellites.

Concernant les transports (135 millions), les concours portent sur l'aéroport de Milan-Malpensa, projet prioritaire, retenu par le Conseil européen d'Essen et sur la mise en place de systèmes automatisés de péages autoroutiers.

La BEI a également financé des ouvrages d'approvisionnement en eau potable, des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées ou des déchets, ainsi que des équipements divers de prévention des pol-

lutions, de l'érosion ou des inondations (104 millions au total).

Enfin, des opérations d'aménagements urbains, à Bologne, Ferrara, Macerata, Belluno, de restauration de bâtiments historiques en Sicile, à Monreale et Milazzo ont bénéficié de prêts de la BEI (16 millions).

Les financements accordés pour les investissements de petites et moyennes entreprises constituent plus de 70% des concours à l'**industrie et aux services** (932 millions). Ils ont concerné 1 173 petites ou moyennes entreprises qui ont fait l'objet de 663 millions de crédits sur des prêts globaux. Les prêts individuels (269 millions) portent, d'une part, sur des projets de moyenne importance dans les secteurs de l'électroménager, des produits alimentaires, du papier, du verre, de l'automobile et, d'autre part, sur d'importants investissements visant à renforcer la protection de l'environnement, la sécurité du fonctionnement et l'efficacité énergétique de deux raffineries et d'une cimenterie.

En Italie, les financements d'investissement contribuant au *développement régional* s'élèvent à 2 159 millions soit 73% du total. Dans les régions éligibles à l'objectif 1 des Fonds structurels communautaires, les financements ont atteint 672 millions dont 535 millions de prêts individuels. Dans celles éligibles aux objectifs 2 et 5b ils s'élèvent à 1 016 millions.

Parmi les projets financés, nombreux sont ceux dont les investissements contribuent en totalité ou en partie à la *protection de l'environnement*. Les financements en leur faveur s'élèvent à 764 millions.

Un prêt global a été conclu avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement, établissement chargé, au Grand-Duché, de

mettre en oeuvre le mécanisme de bonification d'intérêt en faveur des PME créatrices d'emplois.

ITALIE

Prêts signés: 3 099,5 millions

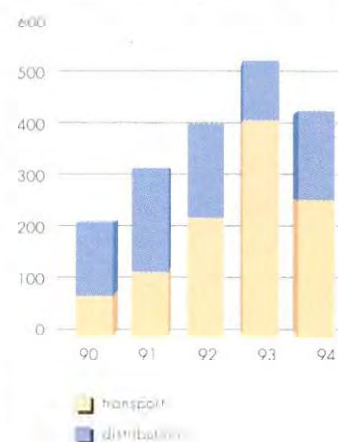
1993: 3 362 millions

Prêts individuels: 2 261,3 millions

Prêts globaux: 838,2 millions

Crédits sur prêts globaux: 704,6 millions

Financements de gazoducs en Italie:
1 875 millions (1990-1994)



LUXEMBOURG

Prêt global: 5 millions

PAYS-BAS

Prêts signés: 399,5 millions
 1993: 379,7 millions
 Prêts individuels: 283,3 millions
 Prêts globaux: 116,2 millions
 Crédits sur prêts globaux: 49,1 millions

Aux Pays-Bas, les prêts individuels portent principalement sur trois projets contribuant à la protection de l'**environnement** (232 millions au total). Ils concernent l'amélioration des installations de collecte et d'évacuation des eaux usées de la ville d'Amsterdam et deux importantes usines d'incinération de déchets ménagers à Alkmaar, dans le Noord-Holland et près de Nimègue, dans le Gelderland.

La BEI a également financé, dans le secteur de l'**énergie**, la centrale de production com-

binée d'électricité et de chaleur implantée à Buggenum dans le Limbourg (51 millions).

Ces différents projets ont fait l'objet de prêts d'un total de 117 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg.

Par ailleurs, quelque 17 petites et moyennes entreprises industrielles (et des services) ont bénéficié de crédits sur prêts globaux en cours.

PORTUGAL

Prêts signés: 1 109,7 millions
 1993: 1 488,8 millions
 Prêts individuels: 1 084,2 millions
 Prêts globaux: 25,5 millions
 Crédits sur prêts globaux: 42,9 millions

Le Portugal est entièrement éligible aux interventions des Fonds structurels communautaires au titre de l'objectif 1 et à celles du Fonds de cohésion. Environ la moitié des projets, contribuant ainsi au développement du pays, ont fait l'objet de subventions communautaires.

Les financements de la Banque tendent principalement au renforcement des infrastructures de base (1 088 millions dont 97 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg).

Les investissements financés concernent en premier lieu les **transports** (710 millions).

D'une part, la BEI a contribué à la poursuite de la modernisation du réseau routier et de la construction de tronçons autoroutiers à l'ouest et au nord de Lisbonne ainsi que sur les liaisons, Ouest-Est, reliant Sétubal à Elvas, Porto à Villa Real, dont certains tronçons font partie des projets retenus à Essen. A Funchal, sur l'île de Madère, un prêt permettra de renforcer les infrastructures portuaires et la liaison autoroutière avec l'aéroport.

D'autre part, elle a accordé de nouveaux prêts pour l'extension du métro de Lisbonne qui réduira les difficultés liées à l'intense trafic automobile et qui fera la liaison avec le site de l'Exposition de 1998. Ce projet a, en outre, bénéficié de

subvention et de bonification d'intérêt du mécanisme financier de l'EEE. Il faut également mentionner la conclusion d'un accord cadre pour le financement futur d'un nouveau pont sur le Tage, en amont du premier.

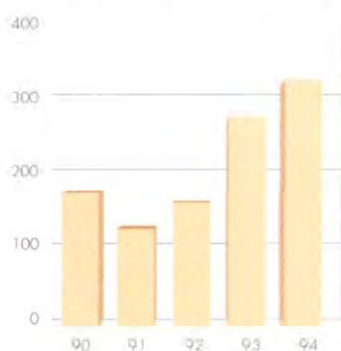
En outre, une quarantaine de petits projets d'amélioration du réseau routier secondaire ont fait l'objet de financements sur prêts globaux (14 millions).

Les concours portent aussi sur le renforcement des disponibilités en **énergie**, avec une nouvelle extension du réseau de distribution d'électricité et la première phase de la mise en place de gazoducs dans l'ouest du pays (327 millions).

Enfin, dans la région du Tage moyen et dans l'est de l'Algarve, les réseaux d'**approvisionnement en eau** potable ont bénéficié de prêts de 40 millions. Par ailleurs, un montant de 12 millions a été accordé à des municipalités pour le financement de 41 petits projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Dans le secteur **industriel**, deux prêts individuels (23 millions) ont été accordés pour une usine de composants pour automobiles, près de Sétubal, et pour la modernisation de fabriques de produits alimentaires et de détergents; enfin 62 crédits (16 millions) ont été consentis pour des petites et moyennes entreprises.

Financements de routes et d'autoroutes au Portugal: 1 058 millions (1990-1994)



Les financements pour des infrastructures (2 162 millions dont 365 millions au titre du mécanisme d'Edimbourg) constituent l'essentiel de l'activité au Royaume-Uni.

Ils concernent en premier lieu les investissements visant à renforcer les **communications**.

Les prêts dans le secteur des transports (649 millions) ont contribué à la poursuite de la construction du Tunnel sous la Manche et d'un pont entre l'Ecosse et l'île de Skye. Ils ont également porté sur plusieurs axes routiers importants, entre le Hampshire et le Surrey, dans les West-Midlands et dans le Kent, sur l'extension du terminal 1 de l'aéroport de Heathrow ainsi que sur un réseau de transport en commun léger à Sheffield.

Des investissements de modernisation des télécommunications ont bénéficié de 609 millions de prêts.

Par ailleurs, des concours ont été accordés, d'une part, pour des programmes visant à l'amélioration de la gestion des **ressources en eau** potable et à l'assainissement des eaux usées et, d'autre part, pour divers équipements et travaux destinés, notamment, à remettre en état des sites miniers dans le Northumberland, et à aménager à Cardiff une zone industrielle comportant des centres de formation de pointe

Dans le secteur de l'**énergie**, les prêts (682 millions) portent d'une part sur la mise en valeur de gisements d'hydrocarbures dans la baie de Liverpool, en mer d'Irlande, et sur la construction de centrales électriques fonctionnant au gaz dans le sud de l'Angleterre ainsi que dans le Kent.

Dans l'**industrie** et les services, les concours (185 millions) concernent une papeterie utilisant du papier recyclé, dans le Kent, l'installation d'équipements d'hydro-désulfuration dans une raffinerie du Cleveland ainsi que 142 investissements d'entreprises de plus petite dimension financés sur des prêts globaux en cours.

Les financements d'investissements contribuant au *développement régional* (1 143 millions) sont principalement localisés dans des zones éligibles au titre de l'objectif 2 des Fonds structurels communautaires (496 millions); en outre un montant de 13 millions porte sur le projet de liaison avec l'île de Skye, localisé en zone objectif 1.

Par ailleurs, plusieurs projets tant industriels que d'infrastructures contribuent à la *protection de l'environnement* ou à l'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain; le montant des financements correspondants s'élève à 439 millions.

ROYAUME-UNI

Prêts signés: 2 454,7 millions

1993: 1 929,1 millions

Prêts individuels: 2 295,5 millions

Prêts globaux: 159,2 millions

Crédits sur prêts globaux: 51 millions



NOUVEAUX ETATS MEMBRES

Prêts signés: 165 millions
Prêts individuels: 149,5 millions
Prêts globaux: 15,5 millions

En dehors du territoire des Etats membres des investissements ont été financés pour un montant total de 426 millions.

Les prêts ont, d'une part, concerné l'Autriche, la Finlande et la Suède, pays, en 1994, candidats à l'adhésion, et depuis le 1er janvier 1995 nouveaux Etats membres. Des projets présentant un intérêt pour l'Union européenne et le pays concerné ont, d'autre part, été financés en application de l'article 18 paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque en Norvège et au Maroc.

En **Autriche** (89,5 millions), un prêt individuel contribue au renforcement et à la modernisation des liaisons téléphoniques entre l'Autriche et sept pays voisins, et un premier prêt global est destiné au financement d'investissements de petites et moyennes entreprises.

En **Finlande** (60,2 millions), la BEI a financé l'amélioration de deux sections de l'autoroute E18 du triangle nordique, reliant Stavanger (Norvège), à Saint Petersburg (Russie) via Oslo, Stockholm et Helsinki,

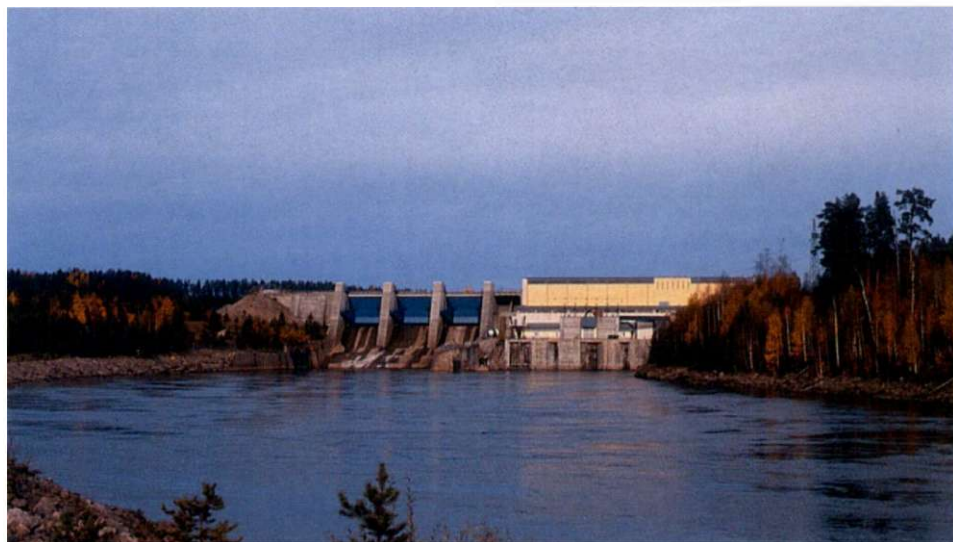
figurant parmi les RTE prioritaires. Ces sections sont situées sur l'axe reliant Turku, un des principaux ports du pays, et Helsinki.

En **Suède** (15,3 millions), un prêt contribue à la partie suédoise d'un câble, permettant des échanges d'électricité avec l'Allemagne à travers la Baltique.

AUTRES

En **Norvège** (99,6 millions), les prêts de la Banque ont concerné la production et le transport d'électricité: câble d'interconnexion électrique, avec le Danemark, via le Skagerrak, renforcement du réseau électrique, construction de barrages destinés à accroître la capacité de stockage de la centrale hydroélectrique de Svartisen, dans le nord du pays.

Enfin, un prêt de 161,2 millions a été consenti pour la **section marocaine** d'un gazoduc destiné à approvisionner le réseau espagnol, puis communautaire, en gaz algérien (voir encadré page 52 du Rapport Annuel 1993).



LES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE

D'un montant total de 2 246 millions, les financements en dehors de l'Union européenne portent sur 1 979 millions de prêts sur ressources propres de la BEI et sur 267 millions d'opérations de capitaux à risques sur des ressources budgétaires communautaires ou des Etats membres.

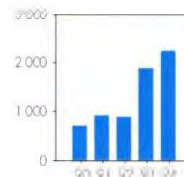
Dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) et dans les Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM), les financements atteignent 462 millions (226 millions en 1993) dont 223 millions sur ressources propres, assortis de bonifications d'intérêt, et 239 millions de capitaux à risques, sur ressources du Fonds européen de développement (FED).

Dans les pays du bassin méditerranéen, les concours s'élèvent à 607 millions (681 millions en 1993) dont 579 millions sur res-

sources propres et 28 millions de capitaux à risques.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la BEI a accordé des prêts d'un montant total de 957 millions (882 millions en 1993). Enfin, des prêts d'un montant total de 220 millions ont été accordés en Amérique latine et en Asie.

La plupart des projets d'investissements financés ont fait l'objet de cofinancements avec des institutions financières bilatérales des pays membres, la Commission européenne, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement; avec la BERD s'est intensifiée une coopération étroite visant à coordonner les activités de financement dans les pays d'Europe centrale et orientale concernés.



L'exercice 1994 a été marqué par une très forte reprise des interventions de la BEI dans les Etats ACP et les PTOM. Des contrats de financement ont été signés dans 29 pays ACP et dans 3 PTOM dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (223 millions de prêts sur ressources propres assortis de bonifications d'intérêt et 237,5 millions de capitaux à risques) et sur le solde de la troisième Convention (1,5 million de capitaux à risques).

Dans la plupart des pays, les projets ont bénéficié de concours sur capitaux à risques soit exclusivement dans dix neuf pays (114 millions), soit en combinaison avec des prêts sur ressources propres dans onze pays (249 millions). A Maurice et en Papouasie-Nouvelle Guinée, les projets ont été financés uniquement sur ressources propres (18 millions). Enfin, quelque 80 millions ont été consentis pour des projets régionaux ou à des instituts intervenant dans de nombreux pays.

Sur le plan sectoriel, plus de la moitié des concours concerne l'industrie, l'agriculture, la pêche et les services (250 millions) avec

un nombre assez élevé de projets financés par des prêts individuels d'un montant total de 91 millions. Les prêts globaux s'élèvent, quant à eux, à 159 millions. Mis en oeuvre en collaboration avec des banques de développement nationales et régionales, ils sont destinés principalement au financement de petites et moyennes entreprises. Celles-ci ont fait l'objet de 156 crédits (48 millions).

Dans ce cadre, afin de soutenir la réalisation de projets de petites entreprises privées du secteur productif, la BEI a conclu, avec des institutions financières européennes d'aide au développement, deux prêts globaux de 35 millions chacun, utilisables pour intervenir dans l'ensemble des Etats ACP.

En ce qui concerne les infrastructures de base, les concours pour des projets de production et de transport d'électricité ainsi que pour des gazoducs (146 millions) représentent 32% du total. Les autres projets financés contribuent aux télécommunications, aux transports et à une meilleure gestion des eaux.

ETATS ACP ET PTOM

DOUBLEMENT DES
FINANCEMENTS POUR
DES PROJETS DANS 32 PAYS



Tableau 11: Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 4 avril 1995

(millions d'écus)

	Type d'accord	Période d'application	Sur ressources budgétaires			Total
			Prêts sur ressources propres de la BEI (¹)	Opérations sur capitaux à risques (²)	Aides non remboursables (³)	
Etats ACP - PTOM						
ACP	Convention de Lomé IV	1990-1995	1200	825	9975 (¹)	12000
PTOM	Décision du Conseil	1990-1995	25	25	115 (¹)	165
Afrique du Sud	<i>en cours de négociation</i>		300			300
Bassin méditerranéen (⁵)						
Turquie	4ème protocole financier non encore mis en vigueur		225		50	600 (¹)
Algérie	4ème protocole financier	1992-1996	280	18	52	350
Maroc	"	"	220	25	193	438
Tunisie	"	"	168	15	101	284
Egypte	"	"	310	16	242	568
Jordanie	"	"	80	2	44	126
Liban	aide exceptionnelle à la reconstruction		50			50
"	2ème protocole financier		34			34
"	3ème protocole financier		53	1	19	73
"	4ème protocole financier		1992-1996	45	22	69
Syrie	3ème protocole financier		1987-1991	110	34	146
"	4ème protocole financier		1992-1996	115	41	158
Israël	4ème protocole financier		1992-1996	82		82
Gaza et Cisjordanie (¹)	Décision du Conseil		250	-	250	500
Malte	4ème protocole financier		1994-1998	30	13	45
Chypre	4ème protocole financier		1994-1998	50	22	74
Volet horizontal Hors protocole	Décision du Conseil		1992-1996	1800	205 (¹)	2030
Pays d'Europe centrale et orientale						
Hongrie, Pologne, Rép. slovaque, Rép. tchèque, Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Albanie	Décision du Conseil		1994-1996	3000		3000
Slovénie	Protocole financier		1993-1997	150	20 (¹)	170
Pays d'Amérique Latine et d'Asie						
	Décision du Conseil		1993-1996	750		750

(¹) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les Etats ACP et les PTOM et sur celles du budget communautaire pour les projets dans certains pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(²) Accordées et gérées par la BEI.

(³) Accordées et gérées par la Commission européenne.

(⁴) Y compris les montants destinés aux bonifications d'intérêt sur prêts de la BEI.

(⁵) Les montants disponibles au titre des protocoles financiers précédents pourront

être utilisés simultanément, qu'il s'agisse de la totalité des dotations prévues (Liban, Syrie) ou de reliquats.

(⁶) Dont 325 millions de prêts à conditions spéciales sur ressources budgétaires.

(⁷) Le montant des prêts sur ressources propres sera imputé sur celui du volet Hors protocole.

(⁸) Dont environ 100 millions de bonifications d'intérêt pour des prêts de la BEI dans le secteur de l'environnement.

(⁹) Uniquement pour les bonifications d'intérêt pour les prêts de la BEI en faveur des projets de transport d'intérêt commun.

En **AFRIQUE**, des financements ont concerné 21 pays pour un montant total de 406 millions (207 millions sur ressources propres et 199 millions de capitaux à risques). En dépit de difficultés endémiques, des facteurs de progrès ont été enregistrés. Ainsi la transition démocratique en Afrique du Sud encourage la coopération entre les pays de la zone et facilite leur développement; c'est le cas notamment de la mise en valeur des ressources hydroélectriques du Mozambique. Par ailleurs, un projet de coopération régionale dans le domaine des télécommunications a pu être mené à bien entre trois pays de l'est africain, l'Éthiopie, Djibouti et l'Érythrée, où la BEI intervient pour la première fois.

D'autres facteurs sont également de nature à soutenir une reprise de l'activité, parmi lesquels l'application, dans certains pays, de nouvelles politiques économiques en liaison avec les programmes d'ajustements structurels, les effets de la dévaluation du franc CFA ainsi que la remontée des prix de certaines matières premières.

En 1994, les financements pour des investissements en **Afrique australe** se sont élevés à 173 millions dont 88 millions sur capitaux à risques. Ils portent, pour une large part, sur des projets du secteur de l'énergie: lignes haute tension reliant la centrale hydroélectrique de Cahora Bassa sur le Zambèze, au **Mozambique**, aux réseaux du **Zimbabwe** et d'Afrique du sud; construction d'une centrale hydroélectrique à Muela, au **Lesotho**; oléoduc approvisionnant la raffinerie d'Indeni, en **Zambie**, depuis le port de Dar-es-Salaam en Tanzanie.

Ils contribuent également au renforcement de l'approvisionnement en eau potable à Lobatse, au **Botswana**, et à l'extension des réseaux d'alimentation en eau, d'assainissement et d'électricité à Windhoek, **Namibie**, ainsi qu'au développement des capacités de télécommunication à **Maurice**.

Plusieurs projets des secteurs productifs ont également fait l'objet de concours dans des domaines divers: produits alimentaires (abattoir au Botswana, pêcheries de crevettes au Mozambique), gisement de cuivre au Zimbabwe et production horticole en Zambie. Des prêts globaux ont été conclus avec des instituts de plusieurs de ces pays ainsi qu'à **Madagascar**.

En **Afrique occidentale**, les concours se sont élevés à 70 millions dont 33 millions sur capitaux à risques. Le développement de l'exploitation d'une mine d'or au **Mali** et la rénovation d'un hôtel en **Guinée** ont fait l'objet de prêts sur ressources propres (36,5 millions). Les autres projets ont été financés sur capitaux à risques: extension et modernisation d'huileries en Guinée et au Mali, mise en exploitation de ressources pétrolières en **Côte d'Ivoire**, unité de conditionnement d'anchois sur l'île de Saô Vicente au **Cap Vert**, et, développement des PME au **Bénin** par un prêt global.

De plus, des concours pour une laiterie au **Ghana** et une étude pour une fonderie en **Mauritanie** ont été accordés sur des lignes de crédit. Enfin, la BEI a contribué à la mise en place d'un fonds de garantie pour le financement d'investissements privés dans l'ensemble de la région.

En **Afrique orientale** (90 millions dont 75 millions sur capitaux à risques), un important projet de télécommunication intéressant trois pays parmi les plus pauvres du continent, l'**Éthiopie**, l'**Érythrée** et **Djibouti**, a fait l'objet de concours s'élevant à 25 millions. Il permettra de renforcer les liaisons locales ou régionales et d'accéder au système international de télécommunications par satellites.

Les autres concours concernent une centrale hydroélectrique en **Tanzanie**, la remise en état d'un oléoduc au **Kenya** ainsi que des prêts globaux dans ce pays et aux **Seychelles**.

EN AFRIQUE

SOUTIEN DE PROJETS

RÉGIONAUX, ...

... FORTE REPRISE DES
CONCOURS À L'INDUSTRIE...

... ET DE CEUX POUR LA
PRODUCTION OU LE
TRANSPORT D'ÉNERGIE

NOMBREUX PRÊTS GLOBAUX
POUR LE FINANCEMENT
DE PETITS INVESTISSEMENTS

Dans les **CARAÏBES** (46 millions dont 35,4 millions de capitaux à risques), outre un financement pour une nouvelle compagnie aérienne régionale, les concours ont concerné une unité de fabrication d'additif pour l'essence et une étude pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau de Richmond à **Trinité et Tobago**, l'amélioration du réseau électrique à **Belize** et en **République Dominicaine**, et le renforcement des installations du port de Kingstown à **Saint Vincent et Grenadines**.

De plus, des prêts globaux ont été conclus avec des instituts de plusieurs pays dont **Sainte Lucie**.

Dans le **PACIFIQUE**, des prêts globaux ont été conclus avec des instituts de **Papouasie-Nouvelle Guinée** et des **Samoa occidentales** pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension (5,5 millions).

Enfin, des financements ont été accordés dans trois **PTOM** (4,4 millions). Mis à part une étude pour évaluer la possibilité d'installer une centrale éolienne dans les **Iles Turks et Caïcos**, ils ont concerné des prêts globaux pour des investissements industriels, agro-industriels et touristiques en **Nouvelle Calédonie** et dans les **Iles Vierges**.

Tableau 12: Financements à l'extérieur de l'Union européenne en 1994

(millions d'écus)

	Total	Ressources propres	Capitaux à risques	Prêts individuels				Prêts globaux
				Energie	Transports Télécommunications	Eau Aménag. agricole	Industrie, Agriculture, Services	
ACP-PTOM	461,6	222,5	239,1	146,2	47,8	17,1	91,2	159,3
Afrique	405,8	206,5	199,3	127,5	38,8	17,1	79,7	142,7
Caraïbes	45,9	10,5	35,4	18,7	9,0		9,1	9,1
Pacifique	5,5	4,0	1,5					5,5
PTOM	4,4	1,5	2,9				2,4	2,0
Méditerranée	607,0	579,0	28,0	135,0	243,0	94,0	55,0	80,0
Algérie	80,0	80,0			80,0			
Maroc	140,0	120,0	20,0	80,0		40,0		20,0
Tunisie	63,0	63,0			23,0	25,0	15,0	
Egypte	131,0	125,0	6,0	55,0			40,0	36,0
Jordanie	49,0	47,0	2,0		25,0	12,0		12,0
Liban	115,0	115,0			115,0			
Chypre	29,0	29,0				17,0		12,0
Europe Centrale et Orientale (PECO)	957,0	957,0		157,0	697,0	45,0		58,0
Hongrie	140,0	140,0			100,0			40,0
Pologne	333,0	333,0			275,0	45,0		13,0
Bulgarie	30,0	30,0			30,0			
République slovaque	35,0	35,0			35,0			
République tchèque	255,0	255,0		100,0	155,0			
Roumanie	66,0	66,0		50,0	16,0			
Estonie	42,0	42,0		7,0	35,0			
Lettonie	5,0	5,0						5,0
Lituanie	10,0	10,0			10,0			
Slovénie	41,0	41,0			41,0			
Amérique latine, Asie (ALA)	220,0	220,0		122,0	75,0		23,0	
Argentine	46,0	46,0		46,0				
Chili	75,0	75,0			75,0			
Pakistan	36,0	36,0		36,0				
Philippines	23,0	23,0					23,0	
Thaïlande	40,0	40,0		40,0				
Total	2 245,6	1 978,5	267,1	560,2	1 062,8	156,1	169,2	297,3

Les financements dans les pays du sud du bassin méditerranéen ont atteint 607 millions dont 28 millions sur ressources budgétaires. Les prêts relèvent pour l'essentiel (397 millions) des protocoles financiers en cours et pour 210 millions du volet horizontal Hors protocole pour des projets de coopération régionale et de protection de l'environnement. Ces concours, dans sept pays, concernent le renforcement des infrastructures de transport, notamment pour la reconstruction des infrastructures au Liban, et de télécommunication (243 millions et près de 40% du total), des lignes électriques, dont une assurant des échanges avec l'Espagne (135 millions), l'amélioration de la gestion des trop rares ressources en eau de la région (94 millions). Ils portent également sur des projets en faveur des secteurs productifs (135 millions).

Il s'agit pour l'essentiel de prêts globaux destinés à soutenir des investissements, le plus souvent du secteur privé, réalisés en partenariat avec des entreprises de l'Union européenne (voir page 50).

Maroc

Les concours (140 millions au total) portent en majeure partie sur un important projet d'interconnexion électrique du réseau national au réseau espagnol, par câbles sous le détroit de Gibraltar; ce projet, financé hors protocole, comporte le renforcement du réseau électrique marocain (80 millions). Ils concernent également une meilleure gestion des eaux et l'approvisionnement en eau potable de plusieurs grandes villes de la côte atlantique. Un prêt global sur capitaux à risques (20 millions), est destiné à financer des prises de participation dans des entreprises du secteur pro-

ductif, notamment associées à des entreprises de pays européens. En outre, plus de vingt crédits (8,2 millions) ont été affectés sur des prêts globaux en cours dont certains ont été répartis entre de nombreux petits projets ruraux.

Algérie

Dans un environnement particulièrement difficile, la BEI a poursuivi l'engagement du 4^{ème} protocole financier en finançant une nouvelle section de l'autoroute est/ouest reliant Lakhdaria à Bouira (80 millions).

Tunisie

Les prêts (63 millions) soutiennent le développement de plusieurs grandes villes et notamment de la capitale: voirie de l'agglomération de Tunis, stations d'épuration et réseaux d'assainissement de six villes côtières (25 millions hors protocole), équipements de zones industrielles près de Tunis et de Sfax. Près de vingt petits investissements industriels et des services ont été financés, par ailleurs, sur des prêts globaux en cours (5 millions).

Egypte

Les financements (131 millions, dont 6 millions de capitaux à risques) portent sur le renforcement de l'alimentation en électricité d'Alexandrie ainsi que, à la proximité de cette ville, sur l'accroissement de la capacité d'une aciérie. Par ailleurs, des prêts globaux permettront de soutenir des investissements de petite et moyenne dimension dans l'industrie et le tourisme.

Jordanie

Les concours (49 millions, dont 2 millions de capitaux à risques) contribuent à la poursuite du renforcement des réseaux de télécommunication notamment vers la

PAYS MÉDITERRANÉENS

MAGHREB



MACHREK

RECONSTRUCTION DES
INFRASTRUCTURES AU LIBAN

Cisjordanie et le Liban (25 millions hors protocole), à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et les réseaux d'assainissement de la ville de Salt, à l'ouest d'Amman, ainsi que sur le financement, par prêts globaux, de petites et moyennes entreprises.

Liban

La BEI a poursuivi son aide à la reconstruction du pays en accordant des prêts (115 millions) d'une part, pour la remise en état des installations portuaires de Beyrouth et, d'autre part, pour la réhabilitation, l'agrandissement et la modernisation de l'aéroport international de la capitale (80 millions hors protocole).

L'EUROPARTENARIAT EN MÉDITERRANÉE: PREMIERS RÉSULTATS

Le Conseil européen d'Essen a approuvé l'approche retenue par la Commission européenne dans le cadre de la future politique méditerranéenne prônant l'établissement d'un partenariat euro-méditerranéen. Ce partenariat sera fondé sur le renforcement de la coopération, notamment financière, entre l'Union européenne et les pays du bassin méditerranéen avec lesquels elle entretient des liens depuis de longues années.

La BEI, qui intervient dans les pays du bassin méditerranéen depuis 1976, assure un rôle essentiel dans la "Politique méditerranéenne renouvelée", mise en œuvre depuis 1992 et qui s'appuie d'une part, sur des protocoles financiers bilatéraux, conclus avec les différents pays partenaires et d'autre part, sur un volet Hors protocole de coopération financière horizontale (voir le détail tableau 11 page 46).

Une des priorités affirmées de cette politique concerne le développement du **secteur industriel et manufacturier privé** de ces pays et en particulier, le soutien au partenariat entre entrepreneurs locaux et européens.

Cette approche, qui permet l'apport de capital étranger, s'accompagne de transfert de savoir-faire et de technologies, éléments tout aussi essentiels pour le développement et la modernisation des entreprises et des pays concernés.

Ainsi, de 1976 à fin 1994, la BEI a consacré 30% de l'ensemble de ses financements sur ressources propres aux secteurs productifs, soit près de 900 millions. Ces montants ont été affectés pour l'essentiel au développement de l'industrie et du tourisme.

Cette activité concerne des **investissements d'envergure** (par exemple, le financement en Egypte des premières usines de production de pneumatiques pour poids lourds et, récemment, une aciérie à Alexandrie), ainsi que des concours pour la création de zones industrielles modernes, notamment en Jordanie, à Sahab, près d'Amman, et en Tunisie, près de Tunis et de Sfax. Parallèlement, elle développe, dans pratiquement tous les pays du bassin méditerranéen, des "**lignes de crédit**" sur ses ressources propres pour des

banques commerciales ou de développement locales. Elles sont destinées au financement des PME et PMI, et leur utilisation a favorisé des milliers de petits investissements productifs de l'industrie et du tourisme (notamment en Jordanie, en Israël, en Tunisie, au Maroc et en Egypte); de nouvelles lignes ont été ouvertes, en 1994, pour des investissements à Chypre, en Egypte et en Jordanie.

D'autre part, afin d'encourager le développement du secteur privé et promouvoir les co-entreprises entre opérateurs locaux et européens, la BEI met en œuvre, depuis 1987, des concours sur **capitaux à risques** financés sur les ressources budgétaires de l'Union européenne. Instrument à long terme (jusqu'à 25 ans), les capitaux à risques permettent d'adapter la rémunération et les clauses de remboursement aux résultats du projet financé, tout en confortant l'assise financière de l'entreprise qui en est le promoteur. Ces actions sur capitaux à risques peuvent bénéficier aussi bien aux promoteurs locaux, dans le cadre des protocoles financiers, qu'aux promoteurs européens dans le cadre de la coopération financière horizontale.

Plus de 40 millions d'écus de capitaux à risques ont été utilisés - essentiellement sous forme de prêts globaux à des banques locales pour constituer ou consolider le développement de quelque 200 co-entreprises nouvelles, de secteurs très divers, permettant de créer quelque 12 000 emplois et de mobiliser ainsi plus de 700 millions d'écus d'investissements nouveaux; en 1994, des lignes de crédit ont été renouvelées au Maroc (la plus importante, soit 20 millions), en Jordanie et en Egypte. Un peu plus de 60 millions pourront encore être engagés, d'ici 1996, au titre du 4ème protocole.

Il faut souligner que la réussite de nombreuses entreprises est souvent directement liée au transfert de connaissances et de technicité réalisé par les partenaires.

L'expérience acquise par la BEI, à échelle modeste, dans certains pays va pouvoir être mise à profit en donnant un nouvel essor à son activité dans le cadre d'un europarténariat renforcé, base de la future politique méditerranéenne de l'Union européenne.

Chypre

Les prêts à Chypre (29 millions) contribuent à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des principales villes de l'île et au financement d'investissements de petite et moyenne dimension. De plus une douzaine de petits investissements ont bénéficié de crédits (3,5 millions sur des prêts globaux en cours).

Israël

Dans ce pays, aucun prêt n'a été signé en 1994, mais un prêt global signé en 1993 a été engagé à hauteur de 19 millions pour une dizaine de petits projets industriels.

AUTRES

Les prêts en Europe centrale et orientale, d'un montant total de 957 millions, ont concerné dix pays dont, pour la première fois, la Lettonie et la Lituanie.

Pour l'essentiel (866 millions) ces prêts s'inscrivent dans le cadre de la décision du Conseil des gouverneurs de mai 1994, permettant à la BEI d'intervenir dans ces pays à concurrence d'un montant de 3 milliards, avec garantie communautaire. Un montant de 50 millions, encore disponible au titre des premiers accords, a été engagé tandis que 41 millions en Slovaquie s'inscrivent dans le protocole financier entré en vigueur en 1993.

Les prêts portent principalement sur le renforcement des infrastructures de base indispensables à la poursuite du développement de ces pays: transports (397 millions), télécommunications (300 millions) et énergie (157 millions).

Plusieurs de ces investissements constituent le prolongement direct de réseaux transeuropéens. C'est notamment le cas de l'autoroute polonaise sur l'axe Dresde - Kiev, de la liaison ferroviaire Berlin-Vienne et de la conduite approvisionnant le réseau européen en pétrole russe.

C'est également le cas du programme coordonné d'investissements visant à la remise en état des installations de contrôle et de sécurité aériens dans le cadre duquel des prêts ont été accordés dans quatre pays en 1994, deux autres ayant été financés en 1993 (voir Rapport Annuel 1993 page 40). L'importance des investissements concernant les systèmes transeuropéens de gestion des transports aériens a par ailleurs été soulignée par le Conseil européen d'Essen, dans le cadre de l'examen des réseaux transeuropéens et de leur extension à l'Europe centrale et orientale.

Pologne

En Pologne, les prêts d'un montant total de 333 millions contribuent en premier lieu à la modernisation et au renforcement du réseau de télécommunications, à l'aménagement en autoroute de la section Wrocław-Gliwice de l'axe européen E40 Dresde-Kiev. Ils portent également sur l'amélioration du traitement des eaux usées de Varsovie grâce à une nouvelle station d'épuration. Enfin, un prêt global permettra de poursuivre le financement d'entreprises. En 1994, 12,4 millions ont été consentis sur des prêts globaux en cours, notamment pour une usine automobile et des entrepôts

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

DES PROJETS COHÉRENTS
AVEC LES SCHÉMAS
DE RÉSEAUX
TRANSEUROPEENS

FINANCEMENT DE
NOMBREUX
INVESTISSEMENTS POUR
AMÉLIORER LES
TÉLÉCOMMUNICATIONS ...



Hongrie

Les prêts en Hongrie (140 millions) visent le renforcement et la modernisation du réseau téléphonique, indispensable pour la poursuite du développement des activités économiques, ainsi que la réalisation d'infrastructures par des collectivités locales. Par ailleurs, sur des prêts globaux en cours, des crédits (27 millions) ont été consentis pour une section à péage de l'autoroute Budapest-Vienne, une dizaine d'établissements hôteliers et trois petits investissements dans l'industrie.

modernisation des télécommunications. Par ailleurs, sur des prêts globaux en cours, trois projets industriels ont bénéficié de 13,8 millions de crédits.

République Tchèque

La BEI a financé trois importants projets pour un montant total de 255 millions. Ils portent sur l'amélioration de la section tchèque de la ligne de chemin de fer reliant Berlin à Vienne via Prague, sur la construction d'un oléoduc raccordant le réseau transalpin venant d'Italie, au réseau acheminant du pétrole russe et enfin sur la poursuite de la modernisation du réseau téléphonique. En outre, une entreprise de fonderie pour l'automobile a bénéficié d'un crédit de 6,7 millions sur un prêt global antérieur.

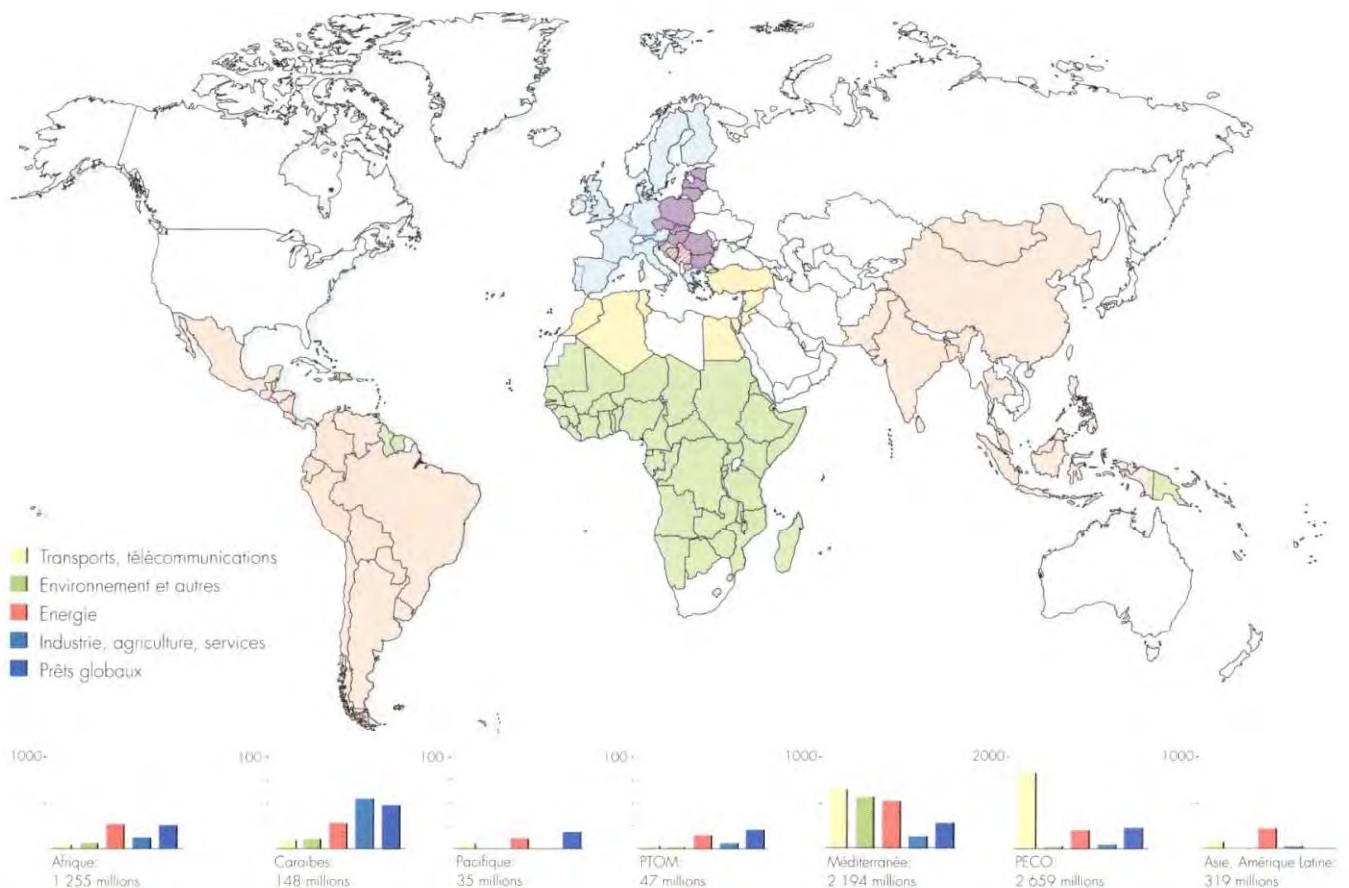
République Slovaque

En République slovaque (35 millions), outre un prêt pour le système de contrôle aérien s'inscrivant dans ce même programme, la BEI a financé l'extension et la

... RENFORCER LES LIAISONS
ROUTIÈRES ET FERROVIAIRES ...

FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE 1990 - 1994

Indications des zones d'intervention et représentation graphique de la répartition sectorielle des financements



Bulgarie

Avec un nouveau prêt de 30 millions en Bulgarie, pour la modernisation des installations de contrôle du trafic aérien, la BEI poursuit son action entreprise pour améliorer la sécurité en Europe centrale et orientale.

Roumanie

En Roumanie, les prêts (66 millions) contribuent à la remise en état du réseau de transport/distribution de gaz naturel et à la poursuite de la modernisation des installations de contrôle et de sécurité de trafic aérien.

Estonie

En Estonie, les prêts s'élèvent à 42 millions pour, là aussi, la modernisation des installations nécessaires au trafic aérien mais également pour la construction d'un terminal pour navires vraciers à Muuga et pour la remise en état du chauffage urbain de Pärnu. En outre, six petites entreprises industrielles ont bénéficié de crédits sur des prêts globaux en cours (3,4 millions).

Des projets localisés dans cinq pays d'Amérique latine et d'Asie, signataires d'accords de coopération avec la Communauté, ont bénéficié de prêts d'un montant total de 220 millions.

Ces interventions font suite à l'autorisation du Conseil des gouverneurs, de février 1993, pour le financement d'investissements, présentant un intérêt mutuel pour le pays concerné et l'Union ou associant des partenaires européens, dans la limite d'un plafond de 750 millions pour une période de trois ans. Au total, fin 1994, les concours ont atteint 319 millions.

Argentine

En Argentine, la BEI a financé (46 millions) la modernisation et le renforcement de la distribution de gaz naturel au nord de Buenos Aires.

Lettonie

En Lettonie, un prêt global (5 millions) contribuera au financement d'équipements dans l'industrie et les services ainsi qu'à des investissements visant à protéger l'environnement et à réaliser des économies d'énergie.

Lituanie

La modernisation de l'aéroport de Vilnius, la capitale lituanienne, a fait l'objet d'un prêt de 10 millions.

Slovénie

Deux prêts ont été signés en Slovénie pour le renforcement d'infrastructures de transport, comme le prévoit le protocole financier signé avec la Communauté. D'un montant total de 41 millions, ils concernent les communications entre l'ouest et l'est du pays: construction de nouveaux tronçons d'autoroute Lubljana-Celje et modernisation de la principale ligne de chemin de fer internationale.

Chili

Au Chili, elle a contribué au renforcement des réseaux de télécommunications domestiques et internationales (75 millions).

Thaïlande

Un gazoduc reliant un gisement dans le Golfe de Thaïlande au réseau existant a fait l'objet d'un prêt de 40 millions.

Pakistan

Un prêt de 36 millions contribue au renforcement et à l'amélioration de la gestion du réseau de transport d'électricité dans le district de Karachi.

Philippines

Une nouvelle chaîne de production a été financée dans une cimenterie installée à Davao, sur l'île de Mindanao, (23 millions).

... AMÉLIORER LA GESTION
ET LA SÉCURITÉ DU TRAFIC
AÉRIEN

PAYS D'AMÉRIQUE
LATINE ET D'ASIE

DEUXIÈME ANNÉE
D'INTERVENTION
SUR CES CONTINENTS



La BEI intervient principalement dans ses Etats membres, les 15 Etats de l'Union européenne. Elle est également active dans les pays de l'AELE. Par ailleurs, elle participe à la mise en oeuvre des différents accords conclus avec un grand nombre de pays (tableau 11 page 46). La liste ci-après présente l'ensemble des pays pouvant bénéficier des interventions de la BEI; le nombre des pays où celle-ci est active, au cours de l'année, est sensiblement inférieur.

**AELE - Association
européenne
libre échange**

Espace économique
européen (EEE)
Islande
Liechtenstein
Norvège

Suisse

**Europe centrale
et orientale**

Hongrie
Pologne
Bulgarie
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Estonie
Lettonie
Lituanie
Albanie
Slovénie

Bassin méditerranéen

Maghreb
Algérie
Maroc
Tunisie

Machrek
Egypte
Jordanie
Liban
Syrie

Israël
Gaza et rive occidentale du Jourdain
Malte
Chypre
Turquie

Afrique Caraïbes Pacifique

Afrique

Afrique Occidentale
Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte-d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Mauritanie
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

*Afrique Centrale
et Equatoriale*
Burundi
Cameroun
Centrafrique
Congo
Gabon
Guinée Equatoriale
Rwanda
São Tomé e Príncipe
Tchad
Zaïre

Afrique Orientale
Djibouti
Erythrée
Ethiopie
Kenya
Ouganda
Seychelles
Somalie
Soudan
Tanzanie

Afrique Australe
Angola
Botswana
Comores
Lesotho
Madagascar
Malawi
Ile Maurice
Mozambique
Namibie
Swaziland
Zambie
Zimbabwe

Caraïbes

Antigua
Bahamas
Barbade
Bélize
Dominique
Grenade
Guyane
Haïti
Jamaïque
St Kitts Nevis
St Vincent et Grenadines
Ste Lucie
Surinam
Trinité et Tobago
République Dominicaine

Pacifique

Fidji
Kiribati (Iles Gilbert)
Papouasie-Nlle Guinée
Iles Salomon
Tonga
Tuvalu
Samoa Occidentale
Vanuatu (Nilles Hébrides)

**PTOM - Pays et Territoires
d'Outre-mer**

Nederlandse Antillen
Aruba

Mayotte
Nouvelle Calédonie
St Pierre et Miquelon
Polynésie française
Terres australes et antarctiques
Wallis et Futuna

Anguilla
British Virgin Islands
British Antarctic Territory
British Indian Ocean Territory
Cayman Islands
Falkland Islands
Montserrat
Pitcairn
South Sandwich Islands
Ste Hélène
Turks and Caicos Islands

Asie

Bangladesh
Chine
Inde
Macao
Mongolie
Pakistan
Sri Lanka

Groupe de l'Asean
Brunei
Indonésie
Malaisie
Philippines
Singapour
Thaïlande

Amérique latine

Argentine
Brésil
Chili
Mexique
Paraguay
Uruguay

Groupe andin
Bolivie
Colombie
Equateur
Pérou
Vénézuëla

Pays d'Amérique centrale
Costa Rica
Guatemala
Honduras
Nicaragua
Panama
Salvador

L'ensemble des fonds empruntés à long et moyen terme sur les marchés atteint 14 156 millions contre 14 215 millions en 1993.

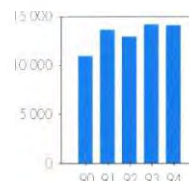
Cette activité s'est effectuée sur des marchés financiers caractérisés par des taux d'intérêt orientés à la hausse et très volatils.

La BEI s'est efforcée de répondre de façon appropriée aux demandes de décaissements sur prêts par une présence active sur

les différents marchés et par un recours accru à des opérations d'échanges.

La collecte des ressources s'établit ainsi, après échanges, à 14 148 millions dont 10 636 millions à taux fixe et 3 512 millions à taux variable.

Les monnaies communautaires représentent près des quatre cinquièmes du total collecté.



En 1994 les marchés obligataires des principaux pays de l'OCDE ont vu la baisse persistante des taux d'intérêt à long terme s'interrompre brutalement en février et la tendance s'inverser. Fin 1994, ces taux avaient dépassé leur niveau du début de 1993.

Cette forte hausse a eu des causes diverses: d'abord, la Banque centrale américaine a adopté une politique monétaire plus prudente qui l'a amenée à relever les taux à court terme pour contenir les pressions inflationnistes; ensuite, après la grave récession de 1993, les économies de l'Union européenne et du Japon se sont redressées plus rapidement que prévu, alimentant des inquiétudes quant au risque d'inflation; enfin, les marchés financiers n'ont pas été convaincus que des mesures décisives allaient être prises pour réduire les déficits budgétaires structurels et permettre de répondre aux besoins de capitaux des marchés émergents, des pays en transition et des grands projets d'infrastructure entrepris dans le monde industrialisé.

Au sein de l'Union européenne, les taux d'intérêt à long terme ont augmenté, poussés par la hausse des taux américains et la crainte d'une reprise de l'inflation. Toutefois, contrairement à ce qui s'est produit aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, où la reprise était plus ancienne, la courbe

des rendements est devenue plus positive dans les autres pays européens, sortant à peine de la récession.

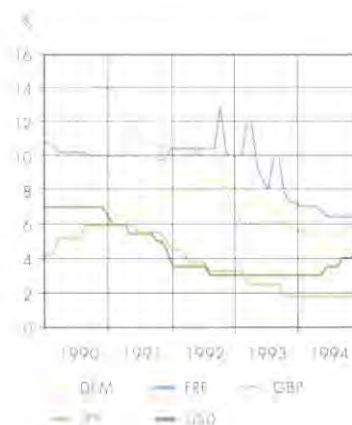
L'évolution en Europe continentale est symptomatique des anticipations concernant la hausse future des taux d'intérêt à court terme une fois la reprise économique en régime de croisière. L'Allemagne a ainsi baissé ses taux d'intérêt à court terme afin de modérer la croissance de sa masse monétaire, incitant les investisseurs à s'orienter vers des instruments à plus long terme.

Du fait de ces conditions difficiles régnant sur les marchés, le volume des obligations émises sur les marchés internationaux a légèrement diminué, s'établissant à 474 milliards d'USD.

Le dollar des Etats-Unis a maintenu sa prééminence sur le marché des émissions obligataires transnationales, avec environ un tiers du total, suivi par le yen japonais dont les émissions ont progressé de plus de 50%. En ce qui concerne les monnaies européennes, la livre sterling précède le Deutsche Mark, le franc français et le franc suisse les émissions en lire italienne doublant en volume, tandis que celles en écu ne retrouvaient pas les niveaux d'avant 1992.

L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Taux d'intérêt officiel des principales monnaies



Le nombre des "émissions mondiales" s'est fortement accru passant de 35, en 1993, à 80, en 1994, la majeure partie étant libellée en dollar. Le montant total de ces émissions a augmenté moins rapidement (52 milliards USD contre 40 milliards USD en 1993) ramenant le montant moyen des émissions de 1,1 milliard USD, en 1993, à 650 millions USD, en 1994. A noter que des émissions en écu et dans les monnaies des pays nordiques ont été effectuées en 1994.

Le marché des instruments financiers déri-

vés (futures, options, opérations d'échange) a continué à se développer à un rythme rapide. Les instruments dérivés, utilisés à bon escient, sont de nature à améliorer l'efficacité globale des marchés financiers et permettre une meilleure répartition des risques financiers entre les agents économiques. L'ampleur de ces marchés et l'écho donné à d'importantes pertes engendrées par des opérations spéculatives ont conduit à s'interroger sur la nécessité d'un contrôle et de directives visant à éviter que ces instruments ne constituent une menace systémique pour le système financier mondial.

LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

La BEI a **emprunté**, à long et moyen terme, **14 156 millions**, montant sensiblement égal à celui de 1993 (14 215 millions). Afin de disposer de ressources adaptées à ses besoins, la BEI a procédé à un volume important d'échanges. Le montant **des ressources collectées** en 1994, compte tenu des ajustements inhérents à ce genre d'opérations, s'établit à **14 148 millions** contre 14 224 millions en 1993.

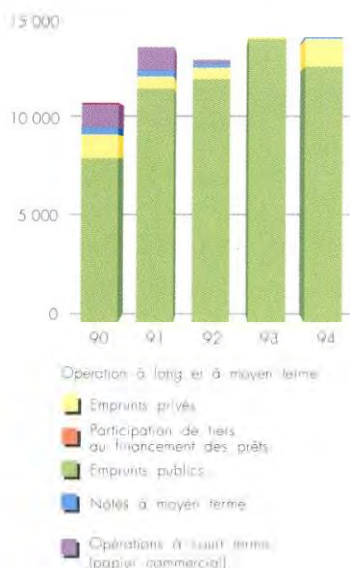
Les emprunts à taux fixe ont constitué l'essentiel des ressources (10 636 millions contre 12 695 millions en 1993) mais la part du taux variable a remonté sensiblement pour représenter le quart de la collecte, contre 11% en 1993. Il n'y a pas eu d'augmentation de l'encours des programmes de papier commercial en raison, en particulier, de leur partiel remplacement, dans le financement des prêts à taux variable de la BEI, par des emprunts offrant des conditions plus attractives et permettant de s'adapter plus facilement aux nouvelles méthodes de fixation des taux de ces prêts.

La majeure partie des fonds collectés par la BEI a été utilisée pour ses décaissements sur prêts à taux fixe ou variable. Par ailleurs, la BEI a lancé des émissions destinées au financement de remboursements anticipés d'emprunts pour une part plus importante que l'année précédente: 1 997 millions en 1994 contre 288 millions en

1993; en effet, la tendance à la hausse des taux qui a prévalu sur les différents marchés des capitaux en 1994, a été discontinuée et différenciée permettant, particulièrement pour certaines monnaies (lire italienne, franc belge, franc luxembourgeois, franc suisse et yen) de bénéficier de taux avantageux de refinancement. A l'inverse de l'année précédente la BEI n'a eu recours à sa trésorerie que pour une faible part (424 millions) pour le financement de ces opérations.

Au cours de l'année, les marchés financiers ont été caractérisés par une extrême volatilité, tenant compte de la grande réticence des investisseurs institutionnels à s'engager à long terme, obligeant les intervenants sur les marchés à utiliser d'une manière systématique les produits dérivés pour couvrir leurs positions. Dans cet environnement très défavorable -il fut question plusieurs fois de "krach" obligataire- la BEI a, plus que par le passé, adapté sa stratégie d'émissions. Elle a, en particulier en raison des difficultés de sortie sur le marché, été présente quand elle le pouvait, dissociant si nécessaire le lancement de certaines émissions de ses besoins immédiats de décaissements. Face à la volatilité des taux, le recours aux instruments de couverture traditionnels de la BEI a été nécessaire plus que précédemment.

Répartition des ressources collectées de 1990 à 1994



Le montant nominal total des **opérations de couverture** a représenté plus des deux tiers du total des fonds collectés à taux fixe.

Le contrat de détermination de taux d'intérêt différé fut, comme les années précédentes, l'instrument le plus utilisé, (5 679 millions) soit 97,5% des montants couverts. Il a concerné la majorité des monnaies communautaires, à l'exception de celles dont la collecte ne nécessitait pas de couverture (IEP émises au robinet dans le cadre d'un programme de notes à moyen terme) ou qui représentaient un montant faible de la collecte totale (DKK et LUF).

L'utilisation de contrats d'échange de taux d'intérêt variable contre du taux fixe au cours d'une période prédéterminée (contrat d'échange différé) a été limitée à la couverture de deux emprunts en PTE. Enfin le mécanisme interne de couverture à travers l'acquisition par la BEI d'un portefeuille d'obligations revendues en fonction des nécessités de décaissements a servi à couvrir des versements sur prêts en IEP.

Face à la montée des taux fixes d'intérêt, la demande des promoteurs de projets s'est portée plus que l'année précédente sur le **taux variable**.

La BEI a ainsi élargi la gamme de ses produits en modifiant, pour la plupart des devises offertes, le mode de détermination des taux. Jusqu'alors celui-ci était déterminé ex-post en fonction du coût de la collecte des ressources, introduisant un décalage dans le temps entre le taux proposé aux emprunteurs et le taux LIBOR coté par les banques commerciales pour les durées correspondantes, le jour de sa notification. Aussi la BEI a-t-elle modifié les conditions de fixation des taux de sa collecte pour qu'elle cote un taux correspondant au LIBOR du jour de la notification aux emprunteurs pour la durée choisie, ajusté éventuellement d'un écart variable en fonction de la structure des ressources collectées. En outre, la BEI a offert toutes les fois que les

conditions du marché le lui permettaient un produit à taux variable fixé au niveau du LIBOR ajusté d'un **écart fixe**. Par ailleurs, les prêts convertibles de la BEI -prêts à taux variable avec l'option de convertir en taux fixe- ont été aménagés pour leur donner plus de souplesse.

Grâce à ces aménagements la BEI a décaissé 3,7 milliards à taux variable contre 1,7 milliard l'année précédente.

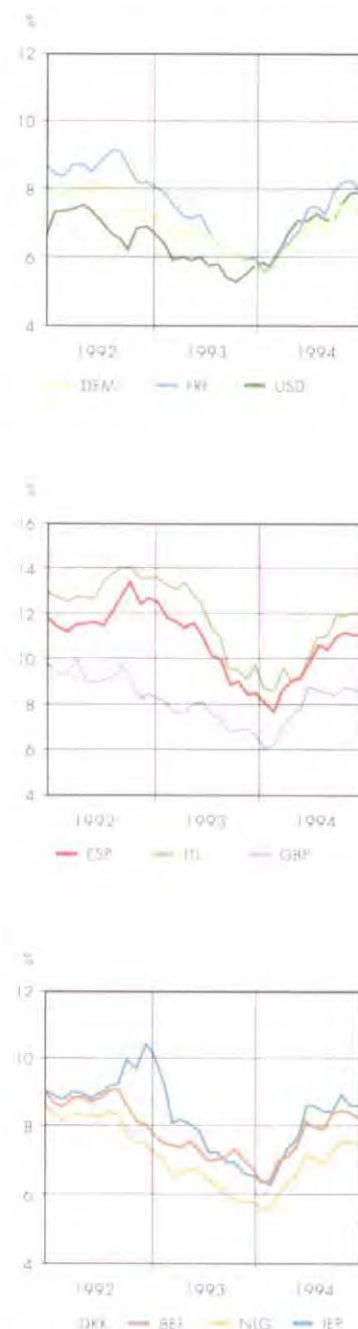
La BEI a sollicité plus que par le passé le marché des produits dérivés sous forme d'échanges.

Le total des ces opérations a atteint 4,3 milliards en 1994 contre 2,4 milliards en 1993, y compris celles effectuées à partir de fonds existant en trésorerie. La majeure partie des échanges, ayant pour support un appel de la BEI aux marchés, a été conclue pour trouver des fonds à taux variable (85,5% de la collecte globale à taux variable).

D'autres échanges ont permis d'obtenir des ressources à taux fixe pour des devises dont la demande de fin d'année ne pouvait être satisfaite par le marché (ESP et BEF). La BEI a également procédé à partir de sa trésorerie -alimentée en partie par des remboursements anticipés sur prêts- à des échanges de devises ou de taux pour 0,6 milliard. Enfin, la restructuration des pools de ressources destinées aux versements sur prêts à taux variable a entraîné la renégociation de certains contrats et la conclusion de nouvelles opérations en vue de modifier la date de fixation des taux des ressources mobilisées par la BEI.

Dans une période marquée par de nombreuses tensions et incertitudes, la BEI ne s'est pas démarquée de sa politique prudente de gestion du risque et s'est attachée à maîtriser le recours aux produits dérivés en ne dépassant pas le cadre strict des limites qu'elle s'est fixées.

Taux de rendement brut des obligations d'Etat à 10 ans
Pour faciliter les comparaisons, tous les rendements sont exprimés sur une base annuelle.



MONNAIES
COMMUNAUTAIRES

La répartition des **monnaies collectées**, entre monnaies communautaires (11 milliards et 77,7% du total) et monnaies non-communautaires, n'a pas enregistré d'évolution notable par rapport à 1993.

Lire italienne:
4 900 milliards ITL
2 560 millions Ecu

L'ITL, première monnaie communautaire collectée, a représenté plus de 18% de la totalité de la collecte, malgré la volatilité des taux qui a caractérisé ce marché avec naturellement une hausse sensible des rendements de la fin janvier à la mi-septembre. La BEI a principalement été active sur le marché de l'eurolire où son intervention a totalisé 16% de l'ensemble des émissions. Sur un marché plus libéral, à la suite des mesures prises par les autorités monétaires italiennes - et où la réforme fiscale mise en oeuvre en septembre 1992 a ramené l'égalité entre les principaux émetteurs - la BEI a poursuivi ses initiatives en augmentant sensiblement la taille de ses émissions. A cet effet, elle a institué un système original de coopération fructueuse entre les banques italiennes et étrangères dénommé "tenue conjointe des livres" (joint book running) renforçant l'internationalisation du marché de l'eurolire.

Deutsche mark:
3 950 millions DEM
2 051 millions Ecu

Le DEM a été la monnaie la plus utilisée pour les versements sur prêts, essentiellement à taux fixe. Malgré une contraction des émissions intérieures ou internationales

libellées en DEM, la BEI a poursuivi sa politique d'émissions étalées sur toute l'année. A part quelques émissions d'emprunts privés (Schuldscheindarlehen), l'essentiel de l'activité s'est concentré sur l'euromarché où la BEI a privilégié, en fonction des circonstances, des émissions publiques de montants importants (750 millions à 1 milliard DEM) afin de constituer des emprunts liquides pouvant être considérés comme des émissions phares. En outre, un échange de taux à partir d'une émission de 100 millions a permis d'obtenir des DEM à taux variable.

Livre sterling:
1 175 millions GBP
1 518 millions Ecu

La moindre demande de versements sur prêts en GBP s'est répercutée au niveau des emprunts. Comme en 1993, la collecte s'est faite sur le marché de l'eurosterling, caractérisé par une demande des investisseurs sur des émissions à des durées plutôt courtes.

Franc français:
7 589 millions FRF
1 153 millions Ecu

D'importants remboursements anticipés sur prêts et une diminution des versements en FRF à taux fixe a conduit la BEI à ne lancer que trois émissions; une sur le marché de l'eurofranc en début d'année, lorsque la demande pour cette monnaie existait encore auprès des investisseurs internationaux et, par la suite, deux émissions essentiellement placées auprès des investisseurs domestiques.



Tableau 13: Répartition par monnaie des ressources collectées

(montants en millions d'écus)

	ITL	DEM	GBP	FRF	ESP	BEF	NLG	PTE	ECU	LUF	IEP	DKK	GRD	USD	CHF	JPY	ATS	CAD	Total
1994																			
montant	2 560	2 051	1 518	1 153	948	752	661	584	300	201	177	53	36	1 659	856	580	59		14 148
%	18,1	14,5	10,7	8,1	6,7	5,3	4,7	4,1	2,1	1,4	1,2	0,4	0,3	11,7	6,0	4,1	0,4		100,0
1993																			
montant	2 039	1 948	2 639	1 811	1 241		227	243	960	100	125			1 502	453	657		278	14 224
%	14,3	13,7	18,6	12,7	8,7		1,6	1,7	6,8	0,7	0,9			10,6	3,2	4,6		2,0	100,0

Peseta:

151 milliards ESP

948 millions Ecu

Après la forte croissance des années précédentes, la collecte en ESP a marqué une pause en 1994. La totalité des emprunts s'est effectuée sur le marché "matador" des obligations d'émetteurs étrangers libellées en ESP. La BEI a assuré 60% de la totalité des emprunts sur ce marché: elle y a no-

tamment lancé les plus importantes émissions à taux fixe ou variable. Pour compléter la collecte, il a été fait appel au marché des échanges. Au total, cinq emprunts ont été lancés, principalement pendant le dernier trimestre en raison d'une forte demande de décaissements avec, comme pour tous les autres marchés internationaux, un raccourcissement des durées pour tenir compte d'une demande principalement composée d'investisseurs particuliers.

Tableau 14: Ressources collectées en 1994

(montants en millions d'écus)

	Avant échanges		Echanges montant	Après échanges	
	Montant	%		Montant	%
OPERATIONS A LONG ET MOYEN TERME					
Emprunts à taux fixe	12 713,7	89,8	- 2 127,6	10 586,1	74,8
Union européenne	9 364,3	66,1	- 1 226,6	8 137,8	57,5
DEM	2051,1	14,5	- 52,1	1 999,1	14,1
ITL	2222,2	15,7	- 776,5	1 445,6	10,2
GBP	1422,8	10,1	- 277,0	1 145,8	8,1
FRF	1062,8	7,5		1 062,8	7,5
BEF	629,8	4,4	121,9	751,7	5,3
NLG	649,0	4,6	- 46,5	602,5	4,3
ESP	660,4	4,7	- 157,3	503,1	3,6
PTE	76,1	0,5	134,5	210,6	1,5
LUF	201,3	1,4		201,3	1,4
IEP			126,5	126,5	0,9
DKK	53,0	0,4		53,0	0,4
GRD	36,0	0,3		36,0	0,3
ECU	300,0	2,1	- 300,0		
Pays tiers	3 349,4	23,7	- 901,0	2 448,3	17,3
USD	1615,5	11,4	- 501,6	1 113,8	7,9
CHF	855,9	6,0		855,9	6,0
JPY	419,4	3,0		419,4	3,0
ATS	59,2	0,4		59,2	0,4
CAD	399,4	2,8	- 399,4		
Emprunts à taux variable	1 392,2	9,8	2 119,4	3 511,6	24,8
Union européenne	692,2	4,9	2 113,5	2 805,7	19,8
ITL	338,3	2,4	776,5	1 114,8	7,9
ESP	125,7	0,9	319,0	444,7	3,1
PTE	228,2	1,6	144,8	373,0	2,6
GBP			372,5	372,5	2,6
ECU			300,0	300,0	2,1
FRF			89,8	89,8	0,6
NLG			58,8	58,8	0,4
DEM			52,1	52,1	0,4
Pays tiers	700,1	4,9	5,8	705,9	5,0
USD	89,6	0,6	455,9	545,5	3,9
JPY	610,4	4,3	- 450,1	160,4	1,1
Notes à moyen terme en IEP	50,4	0,4		50,4	0,4
Total	14 156,3	100,0	(1) - 8,2	14 148,0	100,0

(1) Ajustements d'échanges

Franc belge:

29 814 millions BEF

752 millions Ecu

Florin néerlandais:

1 427 millions NLG

661 millions Ecu

Franc luxembourgeois:

8 000 millions LUF

201 millions Ecu

La collecte sur les marchés des capitaux du BENELUX a fortement progressé, passant de 327 millions, en 1993, à 1 614 millions, en 1994.

Absente en 1993, la BEI est revenue sur le marché **belge** -essentiellement pour le financement de ses emprunts remboursés par anticipation- pour un montant total de 25 000 millions BEF par l'intermédiaire de placements privés et d'un crédit bancaire. De plus, 150 millions USD ont été échangés pour fournir un complément de ressources.



Sur le marché **néerlandais**, trois émissions ont été lancées: deux au premier semestre pour 600 millions NLG, la troisième, en novembre, d'un montant initial de 600 millions NLG porté à 800 millions NLG par l'adjonction ultérieure d'une tranche fongible. Par ailleurs deux opérations d'échange de taux et de devise ont permis d'obtenir 126,6 millions NLG à taux variable.

Au **Luxembourg**, la BEI est intervenue sur un marché particulièrement actif avec quatre émissions publiques pour un total de 8 milliards LUF.

Escudo:

115 milliards PTE

584 millions Ecu

La BEI a été le principal émetteur sur le marché "caravela" des obligations d'émetteurs étrangers libellées en PTE avec le lancement de deux émissions publiques de 15 milliards chacune, dont une, pour la pre-

mière fois, effectuée à taux variable. Elle a en outre effectué deux placements privés, et conclu des opérations d'échanges pour se procurer du taux fixe à partir de l'USD et du taux variable à partir du JPY. Au total, près des deux tiers de la collecte portent sur du taux variable.

Ecu:

300 millions

L'écu n'a représenté qu'une faible part de la collecte de la BEI sur le marché des capitaux. Une seule émission, de 300 millions, a été lancée en septembre, à taux fixe échangée contre du taux variable. L'existence d'importantes disponibilités en écu, en relation notamment avec des flux financiers largement excédentaires ainsi que des remboursements anticipés de prêts qu'elle avait consentis, explique cette chute d'activité d'émissions.

Livre irlandaise:

140 millions IEP

177 millions Ecu

Dans le cadre d'un programme de notes à moyen terme permettant l'émission de titres sur les marchés intérieur ou international, la BEI a recueilli 40 millions IEP. En outre, 100 millions ont été collectés grâce à une opération d'échange d'USD.

Couronne danoise:

400 millions DKK

53 millions Ecu

La BEI a lancé une émission en euro-couronne de 300 millions DKK et contracté un placement privé de 100 millions.

Drachme grecque:

10 milliards GRD

36 millions Ecu

En lançant la première émission sur le marché "marathon" des obligations d'émetteurs étrangers libellées en GRD, la BEI, présente désormais sur l'ensemble des douze marchés de l'Union européenne, a contribué à l'internationalisation du marché grec.

Dollar des Etats-Unis:

1 932 millions USD

1 659 millions Ecu

Sur des marchés où le volume des émissions s'est contracté et où les conditions ont été rendues plus difficiles à la suite notamment de la décision de la Federal Reserve d'augmenter ses taux directeurs, la BEI a néanmoins légèrement augmenté le montant de sa collecte. Seul le marché international fut sollicité, le marché américain réservé aux émetteurs étrangers (Yankee bond market) n'offrant pas des conditions attractives. Cinq emprunts ont été émis avec des montants compris entre 200 et 500 millions USD, ainsi que deux tranches fongibles d'emprunts précédemment émis sur le marché, de 100 millions USD chacune. Pour tenir compte de la demande des investisseurs, la durée de la plupart des emprunts a été relativement courte. Comme par le passé, une fraction importante a fait l'objet d'échanges de devises et/ou de taux d'intérêt.

Yen:

70 milliards JPY

580 millions Ecu

Bénéficiant d'un marché qui, à l'inverse des autres, fut relativement favorable, les emprunts effectués en yen ont augmenté sensiblement. Près de la moitié d'entre eux ont fait l'objet d'échanges contre d'autres monnaies.

La BEI fut seulement présente sur le marché de l'euroyen où elle pouvait obtenir les conditions les plus attractives avec deux émissions très importantes de 50 milliards JPY chacune. L'essentiel des ressources collectées -qui n'ont pas fait l'objet d'échanges- a été destiné au financement de remboursements d'emprunts par anticipation.

Franc suisse:

1 400 millions CHF

856 millions Ecu

La forte progression de la collecte en CHF correspond à quatre émissions réparties sur toute l'année qui, comme pour le yen, ont été destinées principalement au financement de remboursements d'emprunts par anticipation.

Schilling autrichien:

800 millions ATS

59,2 millions Ecu

La seule émission lancée a été destinée au financement d'un emprunt remboursé par anticipation.

Dollar canadien:

Les quatre émissions lancées par la BEI, d'un total de 665 millions CAD (399 millions Ecu), ont fait l'objet d'échanges vers d'autres devises, amenant ainsi la collecte dans cette monnaie à un niveau nul.

MONNAIES NON

COMMUNAUTAIRES

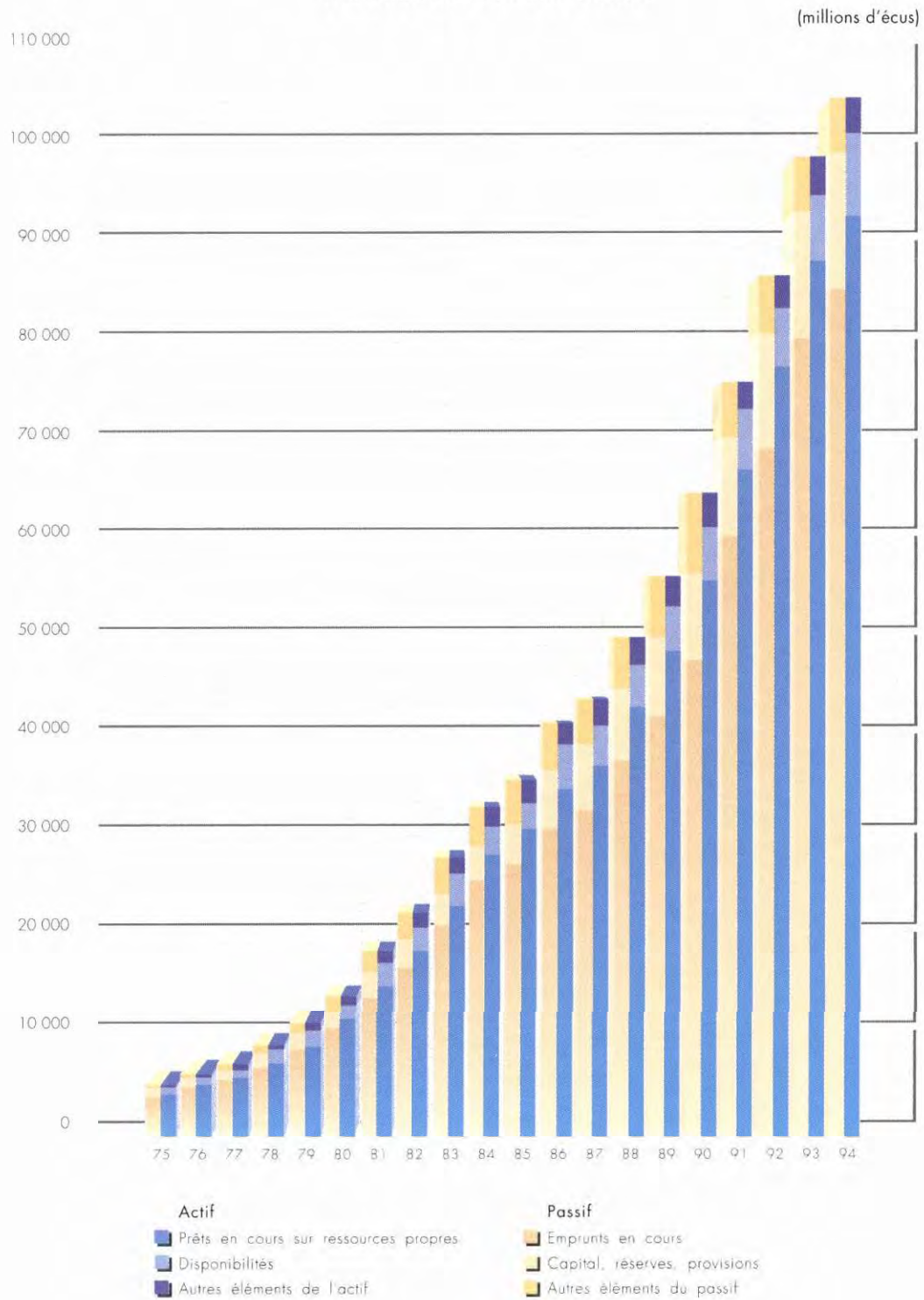
Evolution par rapport à l'écu d'un dollar et de 100 yen



Tableau 15: Evolution des ressources collectées

	(millions d'écus)				
	1990	1991	1992	1993	1994
Opérations à long et moyen terme (après échanges)	9 804,3	12 539,7	12 861,7	14 223,8	14 148,0
Emprunts publics	8 217,7	11 614,9	12 103,4	14 079,7	12 728,4
Emprunts privés	1 230,3	575,5	535,9	144,0	1 369,3
Notes à moyen terme	356,3	349,3	222,3		50,4
Opérations à court terme	1 155,7	1 132,6	111,9		
Papier commercial	1 145,7	1 132,6	111,9		
Certificats de dépôt	10,0				
Participation de tiers au financement des prêts	35,6				
Total	10 995,6	13 672,3	12 973,6	14 223,8	14 148,0

EVOLUTION DU BILAN DE LA BANQUE



GESTION DES LIQUIDITÉS

Les liquidités totales s'élevaient au 31 décembre 1994 à quelque 7 825 millions d'écus; elles étaient réparties sur seize monnaies dont l'écu.

Leur gestion s'est effectuée sur trois niveaux:

- La majeure partie (5 537 millions) constituant la première ligne de liquidités se composait de fonds à court terme dont la duration moyenne se situait à environ un mois. Près de 80% étaient placés auprès de banques, le solde étant investi en papier à court terme de bonne qualité et aisément mobilisable.

- Une seconde ligne de liquidités (2 214 millions) comprenait le portefeuille d'obligations émises par des Etats sélectionnés

de l'OCDE et d'autres institutions publiques de premier ordre. Ce portefeuille était géré de manière active avec, autant que de besoin, un recours au marché des opérations à terme (futures) dans certaines monnaies comme instrument de couverture. Les titres détenus faisaient l'objet de réévaluations périodiques tenant compte des prix des marchés.

- Un portefeuille de couverture (74 millions) destiné à couvrir par l'achat d'obligations tout ou partie de certaines nouvelles émissions d'obligations lancées par la Banque. Cet instrument permet de conserver en trésorerie le produit d'émissions lancées pour tirer profit de conditions conjoncturelles particulièrement favorables du marché, indépendamment des besoins de versement.

L'année 1994 a été difficile du point de vue de la politique d'investissement et de la gestion du portefeuille en raison de la volatilité extrême des marchés et du changement d'orientation brutal des taux à long terme. Les résultats du portefeuille comprennent les intérêts, les profits et pertes sur ventes de titres, l'impact des opérations de couverture et l'ajustement comptable effectué en fin d'année en fonction des prix du marché.

La performance du portefeuille exprimée sous forme de "return" (1) a été de l'ordre de -3,1% (77 millions), pour une duration

moyenne de 5,4 années. Malgré la politique traditionnellement prudente suivie par la Banque, un ajustement de la valeur du portefeuille à concurrence de 240 millions a dû être fait comme le veulent les règles comptables. Cette moins-value n'a pas été réalisée et sera progressivement récupérée dans son entièreté.

RÉSULTAT DU PORTEFEUILLE OBLIGATIONS

(1) Le "return" est la somme des résultats globaux du portefeuille et est exprimé sous forme de pourcentage par rapport à la valeur moyenne des titres détenus en portefeuille.

	(millions d'écus)				
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Total
Intérêts (a)	41	40	42	41	164
Achats/Ventes et couvertures (b)	47	- 40	- 3	- 5	- 1
Ajustement de la valeur du portefeuille (c)	- 101	- 68	- 65	- 6	- 240
Résultat net	- 13	- 68	- 26	30	- 77
Montant moyen investi					2481
Rendement net ("return") en %					- 3,1%

(a) Montant total des intérêts reçus sur obligations, dépôts à court terme, prêts de titres et comptes courants

(b) Opérations d'achats et ventes de titres et opérations de couverture

(c) Montant de l'ajustement de la valeur du portefeuille aux prix du marché

RÉEXAMEN DE LA POLITIQUE DE GESTION DES LIQUIDITÉS

Compte tenu de son expérience récente et afin de conférer une plus grande stabilité à ses résultats annuels, la Banque a procédé à un réexamen approfondi de sa politique de gestion des liquidités et a décidé, à compter du 1^{er} janvier 1995, d'articuler celle-ci suivant trois compartiments distincts de gestion:

- Une trésorerie dite "opérationnelle" dont l'objectif essentiel est de gérer les liquidités à court terme; ces liquidités seront investies en instruments liquides et donneront la possibilité de détenir des obligations jusqu'à hauteur de 500 millions; ce portefeuille est réévalué périodiquement aux prix des marchés et sa performance est suivie au jour le

jour dans le cadre d'un système de limite de perte basé sur les durations et les volatilités implicites des marchés.

- Un portefeuille d'investissement en obligations dont l'objectif est de renforcer la solvabilité de la Banque. Il ne fait pas l'objet de réévaluations périodiques et les titres sont en principe détenus jusqu'à leurs échéances respectives. Il correspond à peu près à l'ancien portefeuille d'obligations.

- Un portefeuille de couverture appelé à croître et dont l'objet est de couvrir, contre le risque de taux d'intérêt, certaines nouvelles émissions d'obligations lancées par la Banque.

LES ORGANES DE DECISION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

Le Conseil des gouverneurs réunit les ministres désignés par chacun des Etats membres, généralement ceux en charge des Finances. Ils sont responsables, vis-à-vis des gouvernements et des parlements des Etats membres qu'ils représentent, de la participation de ces Etats en tant qu'actionnaires de la Banque. Depuis janvier 1995, avec l'entrée en vigueur du Traité d'adhésion des Républiques d'Autriche et de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, le Conseil des gouverneurs est élargi à 15 membres.

Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit, approuve le bilan, le compte de profits et pertes ainsi que le rapport annuel, décide

des augmentations de capital, nomme les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

M. Jacques SANTER a assuré la présidence du Conseil des gouverneurs jusqu'à sa séance annuelle de juin 1994. Selon le système de rotation annuelle, M. Wim KOK, gouverneur pour les Pays-Bas lui a succédé.

M. Wim KOK ayant été remplacé par M. Gerrit ZALM en tant que gouverneur pour les Pays-Bas, celui-ci lui a succédé dans les fonctions de Président du Conseil des gouverneurs à dater du 16 août 1994.

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts, et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour une période de cinq ans (renouvelable) sur désignation des Etats membres et sont responsables uniquement devant la Banque. Depuis le 1er janvier 1995, suite à l'adhésion des Républiques d'Autriche et de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, le Conseil d'administration, en vertu de l'article 11 paragraphe 2 modifié des statuts, est composé de 25 administrateurs et 13 suppléants, dont respectivement 24 et 12 sont désignés par les Etats membres; un administrateur et un suppléant sont désignés par la Commission européenne.

Le Conseil des gouverneurs a donc complété la composition du Conseil d'administration en nommant administrateurs MM. Thomas WIESER, Veikko KANTOLA et Leif PAGROTSKY; M. Herbert LUST a été nommé administrateur suppléant.

Depuis la publication du dernier rapport annuel, Mme Ariane OBOLENSKY, ainsi

que MM. David BOSTOCK, Manuel CONTHE GUTIERREZ, Jean-Yves HABERER, Maurice O'CONNELL et Roy WILLIAMS, administrateurs, ont été remplacés successivement par MM. Francis MAYER, Paul McIntyre, Federico FERRER DELSO, Emmanuel RODOCANACHI, Noel Thomas O'GORMAN et Geoffrey DART. MM. Oliver PAGE, Vicente J. FERNANDEZ, M.J.L. JONKHART et Michael J. SOMERS, suppléants, ont été remplacés respectivement par Mme Susan Jane CAMPER, ainsi que par MM. Pedro Antonio MERINO GARCIA, Jean-Pierre ARNOLDI et Per Bremer RASMUSSEN.

Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leurs fonctions pour leur contribution à ses travaux.

In memoriam

M. Rudolf MORAWITZ est subitement décédé le 22 mai 1995. Administrateur de la Banque depuis août 1977 et suppléant depuis juin 1973, il avait apporté à la Banque une précieuse collaboration nourrie de son expérience acquise au cours d'une longue et brillante carrière. Le Conseil d'administration honore sa mémoire et exprime ses vives condoléances aux proches de M. MORAWITZ.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



CONSEIL DES GOUVERNEURS

Situation au 25 mai 1995

Président

Gerrit ZALM (Pays-Bas)

Wim KOK (Pays-Bas)

jusqu'en août 1994

Jacques SANTER (Luxembourg)

jusqu'en juin 1994

BELGIQUE

Philippe MAYSTADT, Ministre des Finances

DANEMARK

Mogens LYKKETOFT, Finansminister

ALLEMAGNE

Theo WAIGEL, Bundesminister der Finanzen

GRÈCE

Yannos PAPANTONIOU, Ministre de l'Économie nationale

Giorgos GENNIMATAS, Ministre de l'Économie nationale
décédé le 25 avril 1994

ESPAGNE

Pedro SOLBES MIRA, Ministro de Economía y Hacienda

FRANCE

Alain MADELIN, Ministre de l'Économie et des Finances

Edmond ALPHANDERY, Ministre de l'Économie
jusqu'en mai 1995

IRLANDE

Ruairi QUINN, Minister for Finance

ITALIE

Lamberto DINI, Primo Ministro, Ministro del Tesoro

Piero BARUCCI, Ministro del Tesoro
jusqu'en mai 1994

LUXEMBOURG

Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances

Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor
jusqu'en janvier 1995

PAYS-BAS

Gerrit ZALM, Minister van Financiën

Wim KOK, Vice Premier en Minister van Financiën
jusqu'en août 1994

AUTRICHE

Andreas STARIBACHER, Bundesminister für Finanzen

Ferdinand LACINA, Bundesminister für Finanzen
jusqu'en mars 1995

PORTUGAL

Eduardo CATROGA, Ministro das Finanças

FINLANDE

Urho VIINANEN, Minister of Finance

SUEDE

Göran PERSSON, Minister of Finance

ROYAUME-UNI

Kenneth CLARKE, Chancellor of the Exchequer

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Situation au 25 mai 1995

Président

Albert HANSEN, Secrétaire général du Conseil du gouvernement, Luxembourg

Constantin THANOPOULOS, *jusqu'en juin 1994*

Ancien Gouverneur de la Banque Nationale Hypothécaire de Grèce, Athènes

Membres

Ciriaco DE VICENTE MARTÍN,
Consejero del Tribunal de Cuentas, Madrid

Michael J. SOMERS

Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Situation au 25 mai 1995

Président

Sir Brian UNWIN

Vice-Présidents

Wolfgang ROTH

Corneille BRÜCK

Panagiotis-Loukas GENNIMATAS

Massimo PONZELLINI

Luis MARTÍ

Ariane OBOLENSKY

.....

MM. Lucio IZZO, Alain PRATE, Hans DUBORG (†) et José de OLIVEIRA COSTA ont exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en juin 1994. Ils ont été nommés Vice-Présidents honoraires.

Administrateurs

Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome

Subdirectora-Geral do Tesouro, Direcção-Geral do Tesouro, Ministério das Finanças, Lisbonne

Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt

Chief Executive, Structured Finance Division, Barclays de Zoete Wedd Ltd., Londres

Head of Regional Development Division, Department of Trade and Industry, Londres

Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen,

Ministerie van Financiën, La Haye

Direttore Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome

Subdirector General de Financiación Exterior, Dirección General del Tesoro y Política

Financiera, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid

Ministerialdirigent, i.R. Bundesministerium der Finanzen, Bonn

Directeur Général de la Caisse Française de Développement, Paris.

Conseiller de Cabinet, Ministère des Finances, Helsinki

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris

Under Secretary, Head of European Union Group (Overseas Finance), HM Treasury, Londres

Directeur du Trésor, Ministère du Trésor, Luxembourg

Ministerialdirigent, Bundesministerium für Wirtschaft, Bonn († 22.5.95)

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid

Second Secretary, Finance Division, Department of Finance, Dublin

Sous-secrétaire d'État, Ministère des Finances, Stockholm

Professeur associé, Département de l'Économie, Université de Pirée, Pirée

Direttore Centrale, Banca d'Italia, Rome

Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission européenne, Bruxelles

Président-Directeur Général, Crédit National, Paris

Secrétaire Permanent Adjoint, Cabinet du Premier Ministre, Copenhague

Ere-Directeur-generaal van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Abteilungsleiter, Abteilung für Koordination der Europäischen Integrationsangelegenheiten,

Bundesministerium für Finanzen, Vienne

Suppléants

Auditeur Général, Administration de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles

Dirigente Generale, Ministero del Tesoro, Rome

Chief Manager, Reserves Management, Foreign Exchange Division, Bank of England, Londres

Sous-Directeur des Affaires multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris

Dirigente Generale, Direzione Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome

Ministerialdirektor, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Bonn

Direktor, Abteilung für Internationale Finanzinstitutionen, Bundesministerium für Finanzen, Wien

Directeur Général des Politiques Régionales, Commission européenne, Bruxelles

Subdirector General del Tesoro y Política Financiera, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid

Kontorchef, Ministère des Finances, Copenhague

Président-Directeur Général du Crédit Local de France, Paris

Ministerialrat, Bundesministerium der Finanzen, Bonn

Head of the Treasury's Transport Policy Division, Londres

Luigi ARCUTI

Isabel CORREIA BARATA

Richard BRANTNER

Sinbad COLERIDGE

Geoffrey DART

Jos de VRIES

Mario DRAGHI

Federico FERRER DELSO

Winfried HECK

Philippe JURGENSEN

Veikko KANTOLA

Francis MAYER

Paul McINTYRE

Yves MERSCH

Rudolf MORAWITZ

Miguel MUNIZ DE LAS CUEVAS

Noel Thomas O'GORMAN

Leif PAGROTSKY

Petros P. PAPAGEORGIOU

Vincenzo PONTOLILLO

Giovanni RAVASIO

Emmanuel RODOCANACHI

Lars TYBJERG

Jan M.G. VANORMELINGEN

Thomas WIESER

Jean-Pierre ARNOLDI

Giancarlo DEL BUFALO

Susan Jane CAMPER

Pierre DUQUESNE

Francesco GIAVAZZI

Eberhard KURTH

Herbert LUST

Eneko LANDABURU ILLARRAMENDI

Pedro Antonio MERINO GARCIA

Per Bremer RASMUSSEN

Pierre RICHARD

Konrad SOMMER

Philip WYNN OWEN

COMITÉ DE DIRECTION



Le Comité de direction est l'organe exécutif à temps plein de la Banque; il est responsable de la gestion des affaires courantes, prépare et assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration, dont la présidence est assurée par le Président de la Banque, ou à son défaut, par l'un des sept Vice-Présidents. Les membres du Comité de direction sont responsables uniquement devant la Banque; ils sont nommés, par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration pour une période (renouvelable) de 6 ans. Suite à l'adhésion des nouveaux pays membres, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter de sept à huit les membres du Comité de direction.

Le Conseil des gouverneurs a nommé Vice-Présidents, à partir du 7 juin 1994, M. Panagiotis-Loukas GENNIMATAS, Conseiller principal à la Banque de Grèce et M. Massimo PONZELLINI, Responsable au sein de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement du secteur pour le Tourisme et l'Immobilier.

Le Conseil des gouverneurs a également nommé Vice-Présidents, à partir du 1er juillet 1994, Mme Ariane OBOLENSKY,

Chef du Service des Affaires internationales à la Direction du Trésor, France, et administrateur de la Banque depuis 1992, et M. Luis MARTÍ, Conseiller auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, Espagne.

Mme OBOLENSKY, M. GENNIMATAS, M. PONZELLINI et M. MARTÍ remplacent respectivement MM. Alain PRATE, Hans DUBORG, Lucio IZZO et José de OLIVEIRA COSTA, Vice-Présidents de la BEI auxquels le Conseil des gouverneurs a conféré le titre de Vice-Président honoraire pour l'œuvre qu'ils ont accomplie au service de la Banque.

In memoriam

Le 18 juin 1994, peu après son départ du Comité de direction, M. Hans DUBORG, Vice-Président depuis avril 1990, est subitement décédé. Le Conseil d'administration, le Comité de direction et le personnel de la Banque rendent un hommage unanime à M. Duborg; tous conserveront le souvenir de ses hautes qualités professionnelles et humaines.

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification est composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs en raison de leur compétence pour une période de trois ans (renouvelable). Il vérifie la régularité des opérations et des livres de la Banque. Organe indépendant, le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui prend acte de ses conclusions avant d'approuver le Rapport annuel, établi par le Conseil d'administration.

Le Conseil des gouverneurs a procédé, le 20 septembre 1994, au remplacement de M. Constantin THANOPOULOS, démissionnaire, par M. Michael J. SOMERS,

précédemment membre du Conseil d'administration de la Banque, en tant que membre du Comité de vérification pour les exercices 1994, 1995 et 1996. La présidence qui, jusqu'à la séance du Conseil des gouverneurs de juin 1994, fut assurée par M. Constantin THANOPOULOS, est passée, selon le système habituel de rotation annuelle, à M. Albert HANSEN jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1995, des comptes de l'exercice 1994. Le Conseil des gouverneurs a remercié M. THANOPOULOS pour sa précieuse contribution aux travaux du Comité de vérification.

En 1994, le Comité a poursuivi son travail habituel de vérification des livres et comptes, avec l'appui des services de contrôle de la Banque, en particulier de l'Audit interne, et des réviseurs externes, Price Waterhouse.

Dans le cadre de ses investigations, le Comité a poursuivi son programme de visites des projets d'investissement financés. Certaines de ces visites se sont déroulées

avec la participation de représentants de la Cour des comptes, selon les modalités établies dans l'Accord tripartite de 1992 conclu entre la Commission européenne, la Cour des comptes et la BEI.

Tenant compte de la complexité croissante de ses opérations, la Banque procède actuellement à un renforcement de ses structures d'audit.



Pour s'acquitter des importantes tâches supplémentaires qui lui ont été confiées et dans le souci de répondre au mieux à l'évolution de l'environnement économique, de plus en plus complexe dans lequel elle opère, la Banque doit renforcer ses capacités et adapter, en conséquence, son organisation et ses structures de fonctionnement.

La BEI a également engagé une réflexion en profondeur en vue de reformuler ses objectifs d'action et de préciser sa mission, exercice auquel elle a tenu à associer son personnel. La synthèse de ses réflexions figure sur le rabat de la couverture sous le titre "La mission de la BEI".

Afin de répondre au développement et à la diversification des activités de la Banque, il a été procédé aux aménagements de structure suivants:

- Secrétariat général:

Pour tenir compte du développement de la communication et de l'information, il a été décidé de transformer la division "Information et Communication" en un département regroupant deux divisions: "Politique de communication et publications" et "Relations avec les médias".

- Directions des financements dans l'Union européenne:

Afin de faire face aux besoins opérationnels, la division France du département France/pays du Benelux a été scindée en

deux divisions: France-Infrastructure et France-Entreprises. Pour les mêmes raisons, et suite à l'élargissement de l'Union européenne, le département Danemark/Allemagne a été élargi aux opérations en Autriche et en Suède; la division Allemagne a été scindée en deux divisions: d'une part, Allemagne (Länder du nord), d'autre part, Allemagne (Länder du sud) et Autriche; la division Danemark est devenue la division Danemark/Suède. De même, le département Grèce/Irlande a été élargi aux opérations en Finlande, la division Grèce devenant la division Grèce/Finlande.

- Direction des financements à l'extérieur de l'Union européenne:

L'extension des tâches confiées à la BEI a amené à une restructuration de la direction en quatre départements: Afrique-Caraïbes-Pacifique, Méditerranée, Europe centrale et orientale ainsi que Coordination et Contrôle. Une division, dépendant du directeur général, est chargée des opérations en Asie et en Amérique latine.

- Direction des affaires juridiques:

Pour renforcer l'harmonisation de l'approche des aspects juridiques, notamment dans le domaine de l'instruction des projets de financement, la direction a été restructurée en deux départements: le département "Opérations" qui couvre les activités juridiques par pays et le département "Politiques générales", chargé des principes généraux et des questions institutionnelles.

LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

STRUCTURES



COMITÉ DE DIRECTION

Situation au 25 mai 1995

Président: Sir Brian UNWIN
 Vice-Présidents: Wolfgang ROTH
 Corneille BRÜCK
 Panagiotis-Loukas GENNIMATAS
 Massimo PONZELLINI
 Luis MARTÍ
 Ariane OBOLENSKY
 ...

Structure des services

Situation au 25 mai 1995

Secrétaire Général

Thomas OURSIN



Départements autonomes

Directeurs

Affaires Générales

Martin CURWEN

Joachim MÜLLER-BORLE
 Roger ADAMS, *Conseiller spécial*

Information et Communication

Karl Georg SCHMIDT

Ressources Humaines

Ronald STURGES

Technologie de l'Information

Rémy JACOB

Services Administratifs

Alessandro MORBILLI

Coordination

Secrétariat

Budget

Bureau de représentation à Bruxelles

Politique de communication et publications

Relation avec les médias

Administration du Personnel

Politique du Personnel

Recrutement

Études et Développements

Systèmes et Exploitation

Services Intérieurs

Traduction

Audit Interne

Ferdinand SASSEN
 Theoharry GRAMMATIKOS
 Peter HELGER
 Hugo WOESTMANN

Henry MARTY-GAUQUIÉ

Adam McDONOUGH, #

Gerlando GENUARDI
 Zacharias ZACHARIADIS
 Daphné VENTURAS
 Jenny QUILLIEN
 Jörg-Alexander UEBBING

Albert BRANDT
 Ernest FOUSSE

Adriaan ZILVOLD
 Werner MAIDORN

Jean-Claude CARREAU

Directions des Financements dans l'Union Européenne

Direction 1

Directeur Général

... (1)

André DUNAND

Italie, Rome
 Caroline REID

Espagne

Armin ROSE

Danemark, Allemagne, Autriche, Suède
 Fridolin WEBER-KREBS

Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas
 Alain BELLAVOINE

Portugal, Royaume-Uni, Mer du Nord
 Thomas HACKETT

Grèce, Irlande, Finlande
 Ernest LAMERS

Crédit et Administration des Financements

Francis CARPENTER

Coordination

Infrastructure

Énergie et Environnement

Industrie

Instituts de Crédit

Secteur public

Secteur privé

Bureau de Madrid

Allemagne (Länder du nord)

Allemagne (Länder du sud), Autriche,

Danemark, Suède

France (Infrastructure)

France (Entreprises)

Belgique, Luxembourg, Pays-Bas

UK, Mer du Nord: Infrastructure,

Industrie, Banques

Bureau de Londres

UK, Mer du Nord: Transport, Énergie

Portugal

Bureau de Lisbonne

Grèce, Finlande

Bureau d'Athènes

Irlande

Secteur public (pays de la direction 1)

Secteur public (pays de la direction 2)

Secteur privé (pays de la direction 1)

Secteur privé (pays de la direction 2)

Institutions financières

Filippo MANZI
 Michael O'HALLORAN
 Laurent DE MAUTORT
 Bruno LAGO

Francisco DOMINGUEZ
 Jos VAN KAAM
 Fernando DE LA FUENTE

Henk DELSING
 Joachim LINK
 Paul DONNERUP

Jacques DIOT
 Isabel LOPES DIAS
 Christian CAREAGA

Andreas VERYKIOS

Guy BAIRD
 Thomas BARRETT
 Filipe CARTAXO
 Ian PACE

Antonio PUGLIESE
 Arghyro YARMENITOU
 Richard POWER

Agostino FONTANA
 Brian FEWKES
 José Manuel MORI
 John Anthony HOLLOWAY
 Dominique de CRAYENCOUR

(1) Fin janvier 1995, M. Giorgio Ratti, directeur de la direction 1, a été appelé à des fonctions politiques au sein du gouvernement italien. M. Pitt Treumann est chargé d'assurer l'intérim.

(2) M. Philippe MARCHAT est parti en retraite le 31.3.1995.

**Direction des
Financements à
l'extérieur de
l'Union Européenne**

Directeur Général
Michel DELEAU



**Direction des
Finances**

Directeur Général
René KARSENTI (*)



**Direction des Etudes
économiques et
financières**

Directeur Général
Herbert CHRISTIE



**Direction des
Affaires juridiques**

Directeur Général
Bruno EYNARD



**Direction des
Conseillers Techniques**

Directeur Général
Jean-Jacques SCHUL



Directeurs

ACP

Jean-Louis BIANCARELLI

Méditerranée
Rex SPELLER

Europe Centrale et Orientale
Terence BROWN

Coordination et Contrôle
Manfred KNETSCH

Marchés des Capitaux
Ulrich DAMM
Jean-Claude BRESSON,
Directeur adjoint

Trésorerie
LUC WINAND

Comptabilité
François ROUSSEL

**Etudes économiques dans
l'Union Européenne**
Horst FEUERSTEIN

**Etudes économiques dans les pays ACP
et pays de la Méditerranée**
Luigi GENAZZINI

**Etudes économiques en Europe Centrale
et Orientale, Amérique Latine et Asie, études
financières, documentation**
Alfred STEINHERR

Opérations
Konstantin ANDREPOULOS

Politiques générales
Giannangelo MARCHEGIANI

Agribusiness

**Industrie manufacturière, électronique et
télécommunications**
J.-Garry HAYTER

**Pétro-énergie, industrie chimique, aéronau-
tique, tourisme**
Hemming JØRGENSEN

Energie électrique, mines, gestion de déchets
Günter WESTERMANN

Infrastructure
Peter BOND

Asie et Amérique Latine

*Afrique Occidentale et Sahélienne
Afrique Centrale et Orientale
Afrique Australe et Océan Indien
Caraïbes et Pacifique*

*Maghreb, Turquie, Coordination METAP
Machreck, Moyen-Orient, Malte, Chypre*

*Pologne, Hongrie, Pays Baltes,
Ex-Yougoslavie, Slovaquie
Rép. Tchèque, Slovaquie, Bulgarie,
Roumanie, Albanie*

*Coordination
Contrôle A
Contrôle B*

*Coordination
Gestion des risques*

*Grèce, France, Italie, Portugal
ECU, Espagne, Irlande, Royaume-Uni,
Etats-Unis, Canada, Sud-Est asiatique
Allemagne, Autriche, Suisse, Europe
centrale et orientale
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas,
Japon, Pays nordiques*

*Planification, versements,
service financier des prêts
Marchés monétaires
Gestion de portefeuille
Back-Office*

*Comptabilité des prêts
Comptabilité générale*

Coordination

Industrie

*Infrastructure
Energie*

*ACP
Méditerranée*

*Europe Centrale et Orientale,
Amérique Latine, Asie
Etudes financières
Documentation et Bibliothèque*

*Italie
Irlande, Royaume-Uni
France
Belgique, Danemark, Grèce, Finlande,
Luxembourg, Pays-Bas, Suède
Allemagne, Autriche
Espagne, Portugal*

Coordination

Patrick THOMAS

Tassilo HENDUS
Jacqueline NOËL
Justin LOASBY
Claudio CORTESE

Alain SÈVE
Robert WILSON

Walter CERNOIA
Guido BRUCH
Christopher KNOWLES

Marc BECKER
Michel HATTERER
Guy BERMAN

Henri-Pierre SAUNIER
Georg HUBER

Carlo SARTORELLI
Jean-Claude BRESSON
Carlos GUILLE
Barbara STEUER

Joseph VOGTEN

Eberhard UHLMANN

Francis ZEGHERS
Ralph BAST
Erling CRONQVIST
Charles ANIZET
Luis BOTELLA MORALES

Patrice GÉRAUD

Carlo BOLATTI
Stephen WRIGHT
Mateu TURRÓ CALVET
Juan ALARIO GASULLA

Stephen MCCARTHY
Daniel OTTOLENGHI
Henri BETTELHEIM

Jacques GIRARD

Pier Luigi GILBERT
Marie-Odile KLEIBER

...
Roderick DUNNETT
Marc DUFRESNE
Robert WAGENER

Hans-Jürgen SEEUGER
Alfonso QUEREJETA

...
...

Jean-Pierre DAUBET

Peder PEDERSEN

Bernard BÉLIER
Patrick MULHERN
Carillo ROVERE

Richard DEELEY
Jean-Jacques MERTENS
Constantin CHRISTOFIDIS

René VAN ZONNEVELD
Heiko GEBHARDT
Angelo BOIOLI

Philippe OSTENC
Luis LÓPEZ RODRÍGUEZ
Barend STOFKOPER
Andrew ALLEN

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

PERSONALIA



MM. Marchat et Karsenti

Depuis la publication du dernier rapport annuel, des mouvements ont concerné:

- Le *secrétariat général*: M. Karl Georg SCHMIDT a été nommé directeur du département chargé de l'information et de la communication.

- Les *directions 1 et 2 des financements dans l'Union européenne*:

M. Giorgio RATTI, directeur de la direction 1, depuis avril 1994, a été appelé -fin janvier 1995- à des fonctions politiques au sein du gouvernement italien. M. Pitt TREUMANN, directeur général de la direction 2, est chargé d'assurer l'intérim. M. Alain BELLA VOINE a remplacé M. Gérard d'ERM, parti à la retraite, comme directeur

du département France/pays du Benelux. M. André DUNAND, responsable de la "Coordination", a été nommé directeur.

- La *direction des finances*:

Suite au départ à la retraite de M. Philippe MARCHAT, M. René KARSENTI a été nommé directeur général de cette direction, à partir du 1er mai 1995.

- La *direction des affaires juridiques*:

Suite à la restructuration de la direction en deux départements, M. Konstantin ANDREOPOULOS a été nommé directeur du département "Opérations" et M. Gianangelo MARCHEGANI, directeur du département "Politiques générales".

EFFECTIFS

Evolution des effectifs et de l'activité de la Banque



Fin 1994, l'effectif de la Banque était composé de 859 personnes. Après plusieurs années d'une croissance plus limitée des effectifs que de l'activité, les recrutements intervenus en 1994 ont permis de poursuivre l'adaptation des ressources aux besoins liés à l'intensification des activités et

à la multiplication des responsabilités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne. Dans le cadre de l'adhésion des trois nouveaux pays à l'Union européenne et à la Banque, celle-ci accordera, dès 1995, une priorité au recrutement de ressortissants de ces pays.

	Effectifs	Cadres	Support administratif
1991	751	400	351
1992	785	424	361
1993	810	445	365
1994	859	473	386

GESTION

Soucieuse d'une gestion à la fois efficace et équilibrée de ses ressources humaines, la Banque a poursuivi ses efforts ayant pour objectif de renforcer, dans les meilleures conditions, sa capacité à opérer dans un environnement de plus en plus exigeant.

Adaptation de la structure de direction

La Banque a procédé à une évaluation des tâches de sa structure de direction en vue de l'adapter aux nouvelles exigences opé-

rationnelles. Une structure unique dite de "cadre de direction de la Banque", regroupe les directeurs de direction et de département qui portent dorénavant les titres respectifs de directeurs généraux et de directeurs. Un système d'évaluation des performances qui permettra à la Banque de faire face, avec une flexibilité accrue, à ses multiples tâches tout en gardant la maîtrise de sa gestion des dépenses, s'applique à cette nouvelle structure.

Rémunérations

La Banque a également étudié, en relation avec les Représentants du personnel, une adaptation du système d'appréciation et de rémunération au mérite de son personnel en respectant les obligations existantes. Cet examen s'est effectué en tenant compte de l'environnement économique et dans le souci des changements qui sont intervenus dans les institutions et entreprises de l'Union européenne afin de maîtriser la croissance des coûts salariaux.

Egalité des chances

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances au sein de la Banque, à laquelle ses dirigeants attachent une grande importance, le Comité sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (COPEC) a proposé un "Programme d'action" quinquennal, qui a été approuvé en novembre 1994. Le COPEC est un organe paritaire composé de représentants de l'administration et de représentants du personnel. Son objectif est de "veiller à la mise en oeuvre de la politique de l'égalité des chances au niveau des carrières, de la formation et des infrastructures sociales".

Crèche

Afin de contribuer concrètement à cette égalité des chances, la Banque a ouvert en janvier 1995 sa propre crèche pour accueillir les enfants en bas âge des membres du personnel. Il s'agit d'une étape nouvelle dans la politique sociale de la Banque. Cette initiative avait été lancée après un sondage réalisé par les Représentants du personnel et une étude menée par un consultant. La crèche a été installée à proximité de la Banque et aménagée selon la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Formation

La Banque a revu, en collaboration avec les Représentants du personnel, ses dispositions relatives à la formation permanente

de façon à mieux répondre à l'accomplissement de ses objectifs. Entre autres, une formation ciblée a été mise en place pour le personnel chargé d'instruire les demandes de financement, afin de mieux l'armer pour affronter le nouvel environnement dans lequel la Banque opère. Comme les années précédentes, le nombre de jours consacré à la formation professionnelle, linguistique et informatique de l'ensemble du personnel est demeuré important. La formation dispensée en 1994 représente au total quelque 5 500 journées, soit une moyenne de 6,4 jours par personne.

Représentation du personnel

Le Collège des représentants du personnel, composé de onze personnes, dont huit élues au sein des différentes catégories du personnel et trois par l'ensemble du personnel, est habilité à examiner l'ensemble des questions concernant les intérêts du personnel dans le cadre d'une convention passée avec la Banque. Cette convention est actuellement en cours de révision.

Technologies de l'information

La BEI poursuit la mise en place de systèmes informatiques à finalité opérationnelle concernant ses différentes activités. Elle affine, en particulier, les modalités de surveillance de son portefeuille de prêt et de gestion des applications financières. Le suivi informatisé a été étendu à l'instruction et à l'administration des opérations de financement de même qu'à la gestion des prêts globaux et à la préparation juridique des contrats. Le réseau d'échanges d'informations entre ces différentes applications a été adapté en conséquence; il met, désormais, à la disposition de chaque membre du personnel des outils bureautiques répondant à ses besoins spécifiques. Enfin, un nouveau système d'information plus performant a été développé, permettant au management de disposer en permanence des éléments de gestion et de prévision, adaptés à la complexité croissante des tâches confiées à la Banque.



AUTRES DÉVELOPPEMENTS



Information et Communication

En mai 1994, la Banque a adopté un nouveau plan de communication qui développe les axes de la politique de communication, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Banque. En application de cette nouvelle politique, le département chargé de l'information et de la communication élargit la palette de ses publications, notamment par le développement des médias de communication interne destinés à l'ensemble de son personnel.

Extension du bâtiment

Moins de trois ans après le lancement du premier appel d'offre international, les travaux de construction de l'extension du siège de la Banque ont été achevés à la fin de l'année 1994, dans les délais prévus et sans complications majeures. Le nouvel immeuble, d'une surface brute bâtie de quelque 22 000 m², y compris trois niveaux de parking, permet d'accueillir environ 300 postes de travail, dans des conditions d'ergonomie équivalentes à celles du bâtiment d'origine. Le complexe ainsi agrandi est desservi par une centrale de cogénération d'électricité et de chaleur comprenant deux modules alimentés au gaz du réseau urbain. Cette installation permet à la Banque de réaliser des économies sur l'exploitation énergétique de ses bâtiments, tout en respectant l'environnement.

Prix et bourses BEI

Le Prix BEI, d'un montant de 12 000 écus, est attribué tous les deux ans afin d'encourager, dans les établissements universitaires des Etats membres de l'Union européenne, l'étude de l'investissement et de son financement sous ses divers aspects. La prochaine attribution aura lieu en 1995.

Depuis 1978, la BEI accorde chaque année trois bourses à des étudiants de troisième cycle de l'Institut universitaire européen de Florence afin de stimuler la recherche sur les questions européennes.

Une bourse d'étude "Erling Jørgensen", créée en 1990 en mémoire de l'ancien Vice-Président de la BEI et administrée par les instituts d'Economie et de Statistique de l'Université de Copenhague, aide, en outre chaque année, un(e) étudiant(e) à préparer une étude sur des aspects politiques et économiques communautaires.

Le Conseil d'administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année et l'encourage à poursuivre dans cette voie.

Luxembourg, le 4 avril 1995

*Le Président
du Conseil d'administration*

Sir Brian Unwin



Le Conseil d'administration de la BEI (voir composition, page 67) dont les séances sont présidées par le Président (au centre) ou, à défaut, par un des vice-présidents du Comité de direction (au premier plan). A gauche du Président, Thomas Oursin, Secrétaire général.

LES RESULTATS DE L'EXERCICE

Le total du bilan a **dépassé** le montant de **100 milliards**, pour atteindre 102,753 milliards au 31 décembre 1994 contre 96,537 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 6,4%.

Les revenus au titre des intérêts et commissions sur placements passent de 498 millions en 1993 à 421 millions en 1994. Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus a atteint 7 334 millions contre 7 348 millions en 1993, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 6 293 millions contre 6 287 millions en 1993.

Les résultats des opérations financières reflètent la moins-value de 240 millions enregistrée au 31 décembre 1994 sur le portefeuille-titres. Celle-ci devrait comme indiqué dans le chapitre "Résultat du portefeuille obligations" (page 63), être progressivement récupérée par imputation annuelle au crédit du compte de profits et pertes. Compte tenu des différences de change, de l'imputation de l'annuité

d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement, des dépenses et charges administratives ainsi que des amortissements sur immeubles et matériel, le résultat provenant des activités de la Banque s'élève à 986 millions (1 344,5 millions en 1993). Après imputation de l'incidence des modifications des taux de conversion vis-à-vis de l'écu (-16,3 millions), le résultat de l'exercice atteint 969,7 millions contre 1 127,2 millions en 1993 (résultat obtenu après la dotation de 200 millions au fonds pour risques bancaires généraux).

Le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des gouverneurs d'affecter le montant de 74,3 millions du poste "Contribution des trois nouveaux Etats membres au résultat encore à affecter" au Fonds pour risques bancaires généraux à raison de 23,2 millions et le solde de 51,1 millions augmenté du résultat de l'exercice de 969,7 millions à la réserve supplémentaire, soit 1 020,8 millions au total.

LES COMPTES ANNUELS

	Pages
Bilan	76
Situation de la section spéciale	78
Comptes de profits et pertes	80
Etat des variations de trésorerie	81
Etat résumé des prêts et des garanties	82
Etat résumé des dettes représentées par un titre	86
Etat des souscriptions au capital	86
Notes sur les états financiers	87
Rapport des réviseurs comptables externes	92
Déclaration du Comité de vérification	93
Situation au 1er janvier 1995	94

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

ACTIF	31.12.1994	31.12.1993
1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	37 497 709	19 920 089
2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B)	1 038 722 088	422 132 501
3. Créances sur les établissements de crédit		
a) à vue	72 846 206	65 344 667
b) autres créances (Note C)	4 668 108 879	3 490 522 091
c) prêts: encours total ⁽¹⁾	38 491 533 270	36 164 978 411
moins partie non décaissée	5 433 688 101	4 101 265 835
	33 057 845 169	32 063 712 576
	37 798 800 254	35 619 579 334
4. Créances sur la clientèle		
prêts: encours total ⁽¹⁾	67 523 772 600	61 415 138 640
moins partie non décaissée	9 577 948 246	7 240 262 001
	57 945 824 354	54 174 876 639
5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B)		
a) des émetteurs publics	1 577 826 247	1 880 076 981
b) d'autres émetteurs	429 564 006	175 299 299
	2 007 390 253	2 055 376 280
6. Actions et autres titres à revenu variable (Note N)	72 000 000	54 000 000
7. Participations (Note N)	40 000 000	0
8. Actifs incorporels		
frais d'émission et primes de remboursement à amortir	392 966 694	400 272 999
9. Actifs corporels (Note D)	87 297 087	49 772 565
10. Autres actifs		
a) créances sur les Etats membres pour ajustement du capital (Note E)	0	7 929 136
b) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note F)	66 669 022	85 205 163
c) débiteurs divers (Note G)	322 353 544	636 757 396
	389 022 566	729 891 695
11. Capital souscrit, appelé mais non versé ⁽²⁾	400 000 000	500 000 000
12. Comptes de régularisation	2 543 662 198	2 511 070 686
	102 753 183 203	96 536 892 788

EN ANNEXE, ÉTATS RÉSUMÉS SUIVANTS:

⁽¹⁾ Prêts et garanties; page 82.

⁽²⁾ Dettes représentées par un titre; page 86.

⁽³⁾ Souscriptions au capital; page 86.

PASSIF

31.12.1994

31.12.1993

1. Dettes envers des établissements de crédit

a) vue	44 056 561
b) à terme ou à préavis (Note O)	23 639 951

40 644 748
29 720 178

67 696 512

70 364 926

2. Dettes représentées par un titre ⁽²⁾

a) bons et obligations en circulation	79 770 795 645
b) autres	3 902 329 561

74 742 398 527
3 918 532 827

83 673 125 206

78 660 931 354

3. Autres passifs

a) dettes envers les Etats membres pour ajustement du capital (Note E)	1 777 408
b) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note F)	292 088 377
c) créditeurs divers (Note G)	581 191 614
d) divers (Note G)	28 884 555

0
338 503 972
335 112 119
23 485 092

903 941 954

697 101 183

4. Comptes de régularisation

3 414 234 869

3 415 887 532

5. Provisions pour risques et charges

fonds de pension du personnel (Note H)

238 328 790

206 442 838

6. Fonds pour risques bancaires généraux

(Note I)

350 000 000

350 000 000

7. Capital ⁽³⁾

souscrit	57 600 000 000
non appelé	- 53 279 061 724

57 600 000 000
- 53 279 061 724

4 320 938 276

4 320 938 276

8. Réserves (Note M)

a) fonds de réserve	5 760 000 000
b) réserve supplémentaire	3 055 226 679

5 760 000 000
1 928 007 148

8 815 226 679

7 688 007 148

9. Résultat de l'exercice

969 690 917

1 127 219 531

102 753 183 203

96 536 892 788

POSTES HORS BILAN

31.12.1994

31.12.1993

Garanties ⁽¹⁾

- au titre de prêts accordés par des tiers	360 738 017
- au titre de participation des tiers au financement des prêts de la Banque	71 386 579

353 750 845
87 650 082

432 124 596

441 400 927

Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note Q)

5 605 496 680

4 871 308 381

Contrats d'échange (Note R)

- de devises	400 300 000
- d'intérêt	102 500 000

350 700 000
77 200 000

502 800 000

427 900 000

Portefeuille-titres

- achats à terme	0
- ventes à terme (Note S)	370 835 341

370 835 341

181 239 124
1 247 852 469

SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE ⁽¹⁾ AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

ACTIF	31.12.1994	31.12.1993
Pays de la Communauté		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i>		
Prêts en cours		
- versés ⁽²⁾	785 767 732	909 096 182
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
<i>(nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i>		
Prêts en cours		
- à verser	0	30 240 254
- versés	1 213 651 936	1 781 780 956
Total ⁽³⁾	1 213 651 936	1 812 021 210
Turquie		
<i>Sur ressources des Etats membres</i>		
Prêts en cours		
- à verser	15 366 790	15 860 213
- versés	157 557 566	178 337 632
Total ⁽⁴⁾	172 924 356	194 197 845
Pays du bassin méditerranéen		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
Prêts en cours		
- à verser	1 292 489	1 852 441
- versés	269 998 689	276 791 252
	271 291 178	278 643 693
Opérations sur capitaux à risques		
- montants à verser	35 918 034	14 380 148
- montants versés	45 287 350	39 209 500
	81 205 384	53 589 648
Total ⁽⁵⁾	352 496 562	332 233 341
Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique		
et pays et territoires d'outre-mer		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne</i>		
Conventions de Yaoundé		
Prêts versés	66 810 937	69 910 435
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	646 310	1 292 292
Total ⁽⁶⁾	67 457 247	71 202 727
Conventions de Lomé		
Opérations sur capitaux à risques		
- montants à verser	435 953 804	298 003 766
- montants versés	754 327 041	717 562 146
Total ⁽⁷⁾	1 190 280 845	1 015 565 912
Total général	3 782 578 678	4 334 317 217

Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CE:

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III: au 31.12.1994: 1 447 891 167 au 31.12.1993: 1 362 988 476

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen: au 31.12.1994: 160 182 792 au 31.12.1993: 152 548 285

⁽¹⁾ La Section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 04 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

⁽²⁾ Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à concurrence d'un

montant total de trois milliards en vue d'une contribution au financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique:

	2 773 167 139
A ajouter: ajustements de change	+ 188 825 214
A déduire: remboursements	- 2 176 224 621
	<u>785 767 732</u>

Fonds en gestion fiduciaire

Sur mandat des Communautés européennes		
Communauté européenne de l'énergie atomique	785 767 732	909 096 182
Communauté européenne:		
- Nouvel instrument communautaire	1 213 651 936	1 781 780 956
- Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen	315 286 039	316 000 752
- Conventions de Yaoundé	67 457 247	71 202 727
- Conventions de Lomé	754 327 041	717 562 146
	<u>3 136 489 995</u>	<u>3 795 642 763</u>
Sur mandat des Etats membres	157 557 566	178 337 632
Total	3 294 047 561	3 973 980 395

Fonds à verser

Sur prêts nouvel instrument communautaire		30 240 254
Sur prêts à la Turquie, protocole complémentaire	15 366 790	15 860 213
Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen	37 210 523	16 232 589
Sur opérations sur capitaux à risques au titre des Conventions de Lomé	435 953 804	298 003 766
Total	488 531 117	360 336 822
Total général	3 782 578 678	4 334 317 217

(¹) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne: 6 399 144 856

A ajouter: ajustements de change		+ 101 957 404
A déduire: annulations	201 990 536	
remboursements	<u>5 085 459 788</u>	- 5 287 450 324
		<u>1 213 651 936</u>

(²) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des Etats membres: 417 215 000

A ajouter: ajustements de change		+ 8 741 273
A déduire: annulations	215 000	
remboursements	<u>252 816 917</u>	- 253 031 917
		<u>172 924 356</u>

(³) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne: 393 689 000

A déduire: annulations	6 939 157	
remboursements	33 718 849	
ajustements de change	<u>534 432</u>	- 41 192 438
		<u>352 496 562</u>

(⁴) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les Etats africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne:

- prêts à conditions spéciales	139 483 056	
- contributions à la formation de capitaux à risques	<u>2 502 615</u>	141 985 671
A ajouter:		
- Intérêts capitalisés	1 178 272	
- ajustements de change	<u>10 054 105</u>	+ 11 232 377
A déduire:		
- annulations	1 573 610	
- remboursements	<u>84 187 191</u>	- 85 760 801
		<u>67 457 247</u>

(⁵) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne:

- prêts conditionnels et subordonnés	1 485 929 048	
- prises de participation	<u>28 214 649</u>	1 514 143 697
A ajouter:		
- intérêts capitalisés		+ 1 651 038
A déduire:		
- annulations	164 882 940	
- remboursements	150 800 333	
- ajustements de change	<u>9 830 617</u>	- 325 513 890
		<u>1 190 280 845</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

	31.12.1994	31.12.1993
1. Intérêts et produits assimilés (Note J)	7 766 558 981	7 915 048 883
2. Intérêts et charges assimilés	- 6 321 762 996	- 6 320 584 079
3. Commissions perçues (Note K)	18 364 756	15 181 166
4. Commissions versées	- 11 936 227	- 7 758 565
5. Résultat provenant d'opérations financières (Note T)	- 207 754 949	- 33 989 811
6. Autres produits d'exploitation	2 766 068	1 030 001
7. Frais généraux administratifs: (Note L)	- 131 907 923	- 119 697 103
a) frais de personnel	108 154 206	98 111 366
b) autres frais administratifs	23 753 717	21 585 737
8. Corrections de valeur:	- 128 336 166	- 104 750 648
a) sur frais d'émission et sur primes de remboursement	119 020 349	97 599 878
b) sur immeubles et sur achats nets installations et matériel (Note D)	9 315 817	7 150 770
9. Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	—	- 200 000 000
10. Résultat provenant des activités ordinaires	985 991 544	1 144 479 844
11. Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts (Note A §1)	- 16 300 627	- 17 260 313
12. Résultat de l'exercice (Note M)	969 690 917	1 127 219 531

ÉTAT DES VARIATIONS DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

31.12.1994

31.12.1993

A. Variations provenant des activités d'exploitation:

Résultat de l'exercice	969 690 917	1 127 219 531
Ajustements permettant de rapprocher le résultat de l'exercice des variations nettes provenant des activités d'exploitation:		
- Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		200 000 000
- Amortissements	128 336 166	104 750 648
- Variation nette des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	- 1 652 663	410 581 059
- Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	- 32 591 512	- 260 019 886
Variations nettes ⁽¹⁾	1 063 782 908	1 582 531 352

B. Variations provenant des opérations d'investissement:

<i>Prêts:</i>		
Versements nets	- 15 600 486 687	- 16 065 651 465
Remboursements	9 453 949 749	7 095 669 755
Ajustements de change	1 381 456 630	- 1 555 619 037
<i>Portefeuille-titres:</i>		
Ventes	9 346 676 430	15 400 707 858
Achats	- 10 188 534 949	- 15 652 346 893
Variation nette de la provision pour dépréciation	239 658 629	- 30 200 766
Ajustements de change	11 261 669	2 134 315
<i>Autres:</i>		
Variation nette des postes terrains, immeubles et installations	- 46 840 339	- 16 224 805
Autres variations d'actifs	29 036 388	- 15 657 058
Variations nettes ⁽²⁾	- 5 373 822 480	- 10 837 188 096

C. Variations provenant des opérations de financement:

<i>Dettes représentées par un titre</i>		
Emprunts à moyen et long terme:		
Produits d'émissions	14 018 786 784	14 701 113 139
Remboursements	- 7 379 884 841	- 5 314 035 177
Ajustements de change	- 1 504 906 166	2 163 785 497
Augmentation nette des frais d'émission et primes de remboursement	- 111 714 044	- 78 054 782
Variation nette des échanges de devises	311 832 741	- 277 396 049
Emprunts à court terme:		
Variation nette	- 259 271 396	- 187 804 938
<i>Autres passifs:</i>		
Capital versé par les Etats membres	100 000 000	164 437 500
Variation nette des dettes envers les établissements de crédit	- 2 668 414	- 95 535 721
Autres variations de passifs	238 726 723	- 649 465 636
Variations nettes ⁽³⁾	5 410 901 387	10 427 043 833

Etat de la Trésorerie

Disponibilités en début d'exercice	4 146 922 313	2 974 535 224
Variations nettes en provenance:		
(1) des activités d'exploitation	1 063 782 908	1 582 531 352
(2) des opérations d'investissement	- 5 373 822 480	- 10 837 188 096
(3) des opérations de financement	5 410 901 387	10 427 043 833
Total des variations nettes	1 100 861 815	1 172 387 089
Disponibilités en fin d'exercice	5 247 784 128	4 146 922 313

Analyse des disponibilités

Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	37 497 709	19 920 089
Effets dont l'échéance à l'émission est de trois mois au plus	757 847 183	722 181 844
Créances sur les établissements de crédit:		
- comptes à vue	72 846 206	65 344 667
- comptes de dépôts à terme	4 379 593 030	3 339 475 713
	5 247 784 128	4 146 922 313

ÉTAT RÉSUMÉ DES PRÊTS ET DES GARANTIES AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

1. Encours total des prêts (*)

Montant total des prêts accordés depuis l'origine, calculé sur la base des parités appliquées au jour de la signature
159 149 530 930

A ajouter:

ajustements de change + 1 223 319 298
160 372 850 228

A déduire:

résiliations et annulations 2 097 834 880

remboursements en principal 52 188 322 899

participations attribuées à des tiers 71 386 579

- 54 357 544 358

Encours total des prêts **106 015 305 870**

(*) L'encours des prêts englobe aussi bien la partie décaissée des prêts accordés que celle restant à décaisser

2. Limite statutaire relative aux opérations de prêts et de garanties

En vertu de l'article 18 alinéa 5 des statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit.

Au niveau du capital actuel, le plafond se situe à 144 milliards et se compare à l'encours total des prêts et des garanties de 106 447 430 466, qui se répartit comme suit:

- encours total des prêts 106 015 305 870

- encours total des garanties (postes hors bilan)

au titre de prêts accordés par des tiers 360 738 017

au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque 71 386 579

432 124 596

Encours total des prêts et des garanties **106 447 430 466**

3. Décomposition de l'encours total des prêts

Prêts accordés

	à des établissements de crédit comme intermédiaire	directement au bénéficiaire final	Total
Encours des prêts décaissés	33 057 845 169	57 945 824 354	91 003 669 523
Partie non décaissée	5 433 688 101	9 577 948 246	15 011 636 347
Encours total des prêts:	38 491 533 270	67 523 772 600	106 015 305 870

4. Ventilation de la partie non décaissée par type de taux d'intérêt

à taux d'intérêt et assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement

369 740 083 438 463 687 808 203 770

à taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser

785 160 812 1 284 267 537 2 069 428 349

à taux d'intérêt ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et assortiment de devises à décaisser

4 175 634 515 7 293 369 162 11 469 003 677

à taux d'intérêt variable

60 668 258 325 319 157 385 987 415

à taux d'intérêt révisable

42 484 433 236 528 703 279 013 136

Partie non décaissée:

5 433 688 101 9 577 948 246 15 011 636 347

5. Échéancier de l'encours des prêts décaissés

Période restant à courir jusqu'à l'échéance finale:

Jusqu'à trois mois

768 811 199 839 458 160 1 608 269 359

Plus de trois mois à un an

2 766 670 473 3 543 447 174 6 310 117 647

Plus d'un an à cinq ans

16 805 270 997 25 630 148 127 42 435 419 124

Plus de cinq ans

12 717 092 500 27 932 770 893 40 649 863 393

Encours des prêts décaissés:

33 057 845 169 57 945 824 354 91 003 669 523

6. Ventilation de l'encours des prêts décaissés par monnaie de remboursement

monnaies des États membres et l'écu

27 761 613 363 43 613 349 542 71 374 962 905

autres monnaies

5 296 231 806 14 332 474 812 19 628 706 618

Encours des prêts décaissés:

33 057 845 169 57 945 824 354 91 003 669 523

7. Décomposition prêts pays de localisation projets

Localisation des projets	Nombre	Encours total des prêts	Partie non décaissée	Encours des prêts décaissés	% encours total
7.1. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (a)					
Allemagne	349	9 429 957 889	306 272 404	9 123 685 485	8,89
France	437	13 062 105 295	1 651 408 343	11 410 696 952	12,32
Italie	2 190	25 509 831 988	1 920 691 382	23 589 140 606	24,06
Royaume-Uni	371	12 725 152 936	2 382 643 645	10 342 509 291	12,00
Espagne	310	15 687 202 367	1 203 170 050	14 484 032 317	14,80
Belgique	62	1 732 644 086	287 688 318	1 444 955 768	1,63
Pays-Bas	49	1 892 319 012	177 474 886	1 714 844 126	1,78
Danemark	176	3 841 866 951	479 493 687	3 362 373 264	3,62
Grèce	209	3 255 169 260	268 724 851	2 986 444 409	3,07
Portugal	246	6 857 942 278	1 342 358 018	5 515 584 260	6,47
Irlande	222	2 925 309 298	195 330 924	2 729 978 374	2,76
Luxembourg	7	83 597 203	5 107 070	78 490 133	0,08
Prêts assimilés (a)	21	871 083 163	112 442 150	758 641 013	0,84
Sous-total	4 649	97 874 181 726	10 332 805 728	87 541 375 998	92,32
Nouveaux Etats membres :					
Suède	1	15 446 652	—	15 446 652	
Autriche	5	251 726 669	—	251 726 669	
Finlande	1	59 931 875	—	59 931 875	
Sous-total	7	327 105 196		327 105 196	0,31
Total	4 656	98 201 286 922	10 332 805 728	87 868 481 194	92,63
7.2. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté					
7.2.1 Pays ACP/PTOM					
Nigeria	8	293 804 170	128 901 165	164 903 005	
Zimbabwe	14	183 994 808	90 757 495	93 237 313	
Kenya	10	119 913 406	15 000 000	104 913 406	
Côte-d'Ivoire	13	103 229 779	17 237 113	85 992 666	
Ghana	4	78 240 655	50 000 000	28 240 655	
Trinité et Tobago	5	71 141 533	37 937 383	33 204 150	
Ensemble des pays ACP	2	70 000 000	70 000 000	—	
Jamaïque	8	58 947 010	14 813 786	44 133 224	
Cameroun	8	52 831 466	—	52 831 466	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6	51 226 803	17 620 000	33 606 803	
Botswana	13	45 508 412	15 540 763	29 967 649	
Île Maurice	7	45 344 551	24 255 400	21 089 151	
Mali	1	35 000 000	35 000 000	—	
Îles Fidji	7	29 488 096	—	29 488 096	
Mozambique	1	20 000 000	20 000 000	—	
Guinée	3	18 475 911	10 500 000	7 975 911	
Barbade	5	18 416 843	10 000 000	8 416 843	
Sénégal	3	16 226 291	—	16 226 291	
Antilles néerlandaises	5	15 506 225	4 000 000	11 506 225	
Mauritanie	1	14 556 578	—	14 556 578	
Bahamas	2	14 130 054	—	14 130 054	
Polynésie française	4	13 998 443	4 200 000	9 798 443	
Régional - Afrique	1	13 938 439	11 024 361	2 914 078	
Namibie	2	11 100 000	11 100 000	—	
Malawi	5	10 564 203	—	10 564 203	
Gabon	3	9 792 388	—	9 792 388	
Zaire	1	8 869 804	—	8 869 804	
Sainte Lucie	3	7 854 456	2 000 000	5 854 456	
Nouvelle-Calédonie	2	7 116 250	4 000 000	3 116 250	
Swaziland	3	6 111 042	—	6 111 042	
Îles Caïmans	3	5 328 793	—	5 328 793	
Zambie	1	5 046 993	—	5 046 993	
Îles Vierges britanniques	2	4 622 438	2 606 971	2 015 467	
Lesotho	1	4 552 697	—	4 552 697	
Congo	2	4 497 270	—	4 497 270	
Afrique de l'Est	1	3 935 541	—	3 935 541	
Afrique de l'Ouest	1	3 313 818	—	3 313 818	
Aruba	2	3 216 556	2 000 000	1 216 556	
Saint-Vincent	1	2 800 570	—	2 800 570	
Tonga	2	2 625 398	620 000	2 005 398	
Falklands	1	2 516 669	—	2 516 669	
Togo	1	2 471 353	—	2 471 353	
Afrique Centrale	1	1 996 683	—	1 996 683	
Niger	1	1 899 428	—	1 899 428	
Seychelles	1	1 676 687	—	1 676 687	
Belize	2	1 386 895	—	1 386 895	
Libéria	1	416 687	—	416 687	
Montserrat	1	383 353	—	383 353	
Sous-total	175	1 498 015 445	599 114 437	898 901 008	1,42

(a) les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des Etats membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté. L'encours des prêts accordés à ce titre en Autriche avant le 31.12.1993 est désormais repris dans les rubriques relatives à ce pays.

7. Décomposition prêts pays de localisation projets

Localisation des projets	Nombre	Encours total des prêts	Partie non décaissée	Encours des prêts décaissés	% encours total
<i>7.2.2 Pays du bassin méditerranéen</i>					
Algérie	17	701 706 327	518 108 984	183 597 343	
Ex-RF de Yougoslavie (b)	18	563 403 545	113 420 000	449 983 545	
Maroc	16	552 833 460	336 914 676	215 918 784	
Egypte	24	521 358 618	228 248 698	293 109 920	
Tunisie	28	403 933 811	207 149 140	196 784 671	
Liban	7	188 617 817	156 601 741	32 016 076	
Jordanie	27	172 098 096	91 000 000	81 098 096	
Chypre	7	69 579 827	29 223 500	40 356 327	
Syrie	5	62 409 007	19 010 000	43 399 007	
Malte	5	51 598 197	12 287 000	39 311 197	
Israël	2	39 645 563	10 000 000	29 645 563	
Turquie	4	6 066 027	—	6 066 027	
Sous-total	160	3 333 250 295	1 721 963 739	1 611 286 556	3,14
<i>7.2.3 Pays d'Europe centrale et orientale</i>					
Pologne	13	888 777 508	672 125 353	216 652 155	
Hongrie	11	538 564 087	360 845 000	177 719 087	
République Tchèque	6	477 613 341	424 374 621	53 238 720	
Bulgarie	6	225 988 037	189 000 000	36 988 037	
Roumanie	6	210 045 334	170 300 000	39 745 334	
République Slovaque	6	173 273 815	126 046 130	47 227 685	
Slovénie	4	87 995 491	82 451 910	5 543 581	
Estonie	4	46 979 514	44 609 429	2 370 085	
Lituanie	1	10 000 000	10 000 000	—	
Lettonie	1	5 000 000	5 000 000	—	
Sous-total	58	2 664 237 127	2 084 752 443	579 484 684	2,51
<i>7.2.4 Pays d'Amérique latine et d'Asie</i>					
Chili	1	75 000 000	75 000 000	—	
Inde	1	55 000 000	55 000 000	—	
Argentine	1	45 516 081	—	45 516 081	
Costa Rica	1	44 000 000	44 000 000	—	
Thaïlande	1	40 000 000	40 000 000	—	
Pakistan	1	36 000 000	36 000 000	—	
Philippines	1	23 000 000	23 000 000	—	
Sous-total	7	318 516 081	273 000 000	45 516 081	0,30
Total	400	7 814 018 948	4 678 830 619	3 135 188 329	7,37
Total général	5 056	106 015 305 870	15 011 636 347	91 003 669 523	100 %

(b) les prêts accordés à des entités de droit public adhérentes à l'Ex-République fédérale de Yougoslavie continuent d'être assimilés à des prêts aux pays du bassin méditerranéen.

8. Ventilation prêts selon les garanties principales ils (a)

8.1 Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (b)

Prêts accordés aux Etats membres ou bénéficiant de leur garantie	43 153 131 938 (c-d)
Prêts accordés à des institutions publiques d'Etats membres ou garantis par celles-ci	4 833 731 069
Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)	34 175 469 157 (c)
Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'Etats membres ou d'institutions publiques dans la Communauté	3 035 174 962 (c)
Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles	539 517 818
Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé	10 389 503 187
Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés	2 074 758 791
Sous-total	98 201 286 922

8.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

8.2.1 Afrique, Caraïbes, Pacifique - Pays et territoires d'outre-mer

Prêts accordés aux Etats signataires des conventions de coopération ou bénéficiant de leur garantie:

Première Convention de Lomé	15 779 199
Deuxième Convention de Lomé	169 304 854
Troisième Convention de Lomé	552 252 367
Quatrième Convention de Lomé	532 073 321
	1 269 409 741

Prêts bénéficiant d'autres garanties :

Première Convention de Lomé	3 116 250
Deuxième Convention de Lomé	13 503 788
Troisième Convention de Lomé	33 535 686
Quatrième Convention de Lomé	178 449 980
	228 605 704

Total ACP/PTOM **1 498 015 445 (e)**

8.2.2 Pays tiers du bassin méditerranéen bénéficiaires de la coopération financière avec la CE

Protocoles financiers

Prêts accordés aux pays signataires desdits protocoles ou bénéficiant de leur garantie ou contre-garantie	2 800 344 776
Prêts bénéficiant d'autres garanties	6 000 000

Coopération horizontale

Prêts accordés aux pays bénéficiaires de ladite coopération ou bénéficiant de leur garantie	526 905 519
Total Méditerranée	3 333 250 295 (c)

8.2.3 Pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO)

Prêts accordés aux pays signataires des accords de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie	2 633 237 127 (f-c)
Prêts bénéficiant d'autres garanties	31 000 000 (f)
Total Europe centrale et orientale	2 664 237 127

8.2.4 Pays tiers d'Amérique latine et d'Asie (ALA)

Prêts accordés aux pays signataires des accords de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie	175 000 000
Prêts bénéficiant d'autres garanties	143 516 081
Total Amérique latine et Asie	318 516 081 (f)
Sous-total	7 814 018 948

Encours total des prêts **106 015 305 870**

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des Etats membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté.

(c) Le plafond du cautionnement global donné par la CE atteint ECU 4 038 085 710 au 31 décembre 1994 comparé à ECU 3 643 526 013 au 31 décembre 1993. Ce cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen, y compris les prêts accordés à des entités de droit public adhérentes à l'ex-République fédérale de Yougoslavie et les prêts au titre du premier protocole financier signé avec la Slovaquie, ainsi qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal pour les prêts accordés avant leur entrée dans la CE, dont l'encours total s'élève à ECU 470 265 315 au 31 décembre 1994.

(d) L'encours total des prêts bénéficiant de la garantie de la CE s'élève à ECU 2 235 932 au 31 décembre 1994.

(e) Les montants du cautionnement donné par les Etats membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des Conventions de Lomé en ce qui concerne les ACP et des décisions du Conseil y relatives en ce qui concerne les PTOM sont plafonnés respectivement à :
- ECU 18 895 449 pour la première Convention;
- ECU 182 808 642 pour la deuxième Convention;
- ECU 474 797 704 pour la troisième Convention;
- ECU 535 637 900 pour la quatrième Convention.

(f) Les prêts accordés aux pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO) ainsi que d'Amérique latine et d'Asie (ALA) bénéficient pour leur montant total de la garantie de la CE.

ÉTAT RÉSUMÉ DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

Payables en	Encours au 31.12.1993	Encours au 31.12.1994	Taux moyen	Echéances	Emprunts		Echanges de monnaies		Montant net	
					31.12.1993	31.12.1994	Taux moyen	Encours au 31.12.1993	Encours au 31.12.1994	
										Montants à payer (+) ou à recevoir (-)
ECU	10 612 038 580	9 908 447 981	8,27	1995/2004	416 390 002 +	341 290 002 +	6,71	11 028 428 582	10 249 737 983	
DEM	11 163 654 304	12 338 552 377	6,70	1995/2016	42 336 325 +	48 521 778 +	5,31	11 205 990 629	12 387 074 155	
FRF	8 462 622 293	9 312 063 798	8,45	1995/2004	416 389 642 +	506 033 731 +	7,58	8 879 011 935	9 818 097 529	
GBP	8 220 113 890	8 555 710 908	8,61	1995/2011	1 245 485 527 +	1 215 934 943 +	8,02	9 465 599 417	9 771 645 851	
ITL	5 956 870 447	7 426 864 252	9,90	1995/2004	342 945 999 +	327 928 108 +	8,32	6 299 816 446	7 754 792 360	
BEF	1 781 038 005	1 684 377 984	8,48	1995/2004	—	122 933 552 +	8,25	1 781 038 005	1 807 311 536	
NLG	3 739 010 145	4 044 997 730	7,10	1995/2009	—	12 463 453 +	4,87	3 739 010 145	4 057 461 183	
DKK	76 524 871	90 613 485	9,46	1995/1999	—	—	—	76 524 871	90 613 485	
IEP	221 292 373	267 778 196	8,47	1995/2003	—	125 776 513 +	6,89	221 292 373	393 554 709	
LUF	436 733 777	498 605 770	7,41	1995/2001	—	—	—	436 733 777	498 605 770	
GRD	—	33 843 238	17,50	1995/1999	—	—	—	—	33 843 238	
ESP	2 952 318 031	3 558 728 944	10,60	1995/2004	570 226 824 +	777 427 709 +	8,02	3 522 544 855	4 336 156 653	
PTE	748 540 979	1 059 300 402	11,68	1995/2001	50 748 541 +	331 829 042 +	10,04	799 289 520	1 391 129 444	
USD	10 267 645 503	10 484 641 689	7,54	1995/2008	688 870 124 -	751 166 781 -	6,85	9 578 775 379	9 733 474 908	
CHF	4 153 019 107	4 415 924 870	5,79	1995/2004	553 286 006 +	640 156 211 +	6,05	4 706 305 113	5 056 081 081	
JPY	6 876 984 254	6 927 742 767	5,16	1995/2008	856 235 769 -	1 184 584 906 -	4,97	6 020 748 485	5 743 157 861	
ATS	80 822 330	82 044 244	6,32	1995/1996	—	—	—	80 822 330	82 044 244	
CAD	2 339 812 572	2 393 208 915	8,26	1995/2008	2 053 070 835 -	2 147 113 152 -	8,42	286 741 737	246 095 763	
AUD	455 780 205	472 974 251	9,08	1999/2001	455 780 205 -	472 974 251 -	9,08	—	—	
SEK	107 569 215	108 957 031	10,00	1999/1999	107 569 215 -	108 957 031 -	10,00	—	—	

Total 78 652 390 881 83 665 378 832
Prime 8 540 473 7 746 374

Total 78 660 931 354 83 673 125 206

Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts

Echéances:	Bons et obligations	Autres	Total
Jusqu'à trois mois	4 102 054 491	168 294 856	4 270 349 347
Plus de trois mois à un an	3 043 999 660	483 003 184	3 527 002 844
Plus d'un an à cinq ans	40 492 597 618	1 664 435 355	42 157 032 973
Plus de cinq ans	32 132 143 876	1 586 596 166	33 718 740 042
Total	79 770 795 645	3 902 329 561	83 673 125 206

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 1994

En écus — voir les notes sur les états financiers

Pays membres	Capital souscrit (1)	Capital non appelée(2)	Capital libéré	
			Versé au 31.12.1994	A verser (3)
Allemagne	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	76 510 070
France	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	76 510 070
Italie	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	76 510 070
Royaume-Uni	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	76 510 070
Espagne	4 049 856 000	3 747 237 310	274 494 690	28 124 000
Belgique	3 053 960 000	2 825 758 011	206 993 934	21 208 055
Pays-Bas	3 053 960 000	2 825 758 011	206 993 934	21 208 055
Danemark	1 546 308 000	1 430 762 746	104 807 004	10 738 250
Grèce	828 380 000	766 479 995	56 147 366	5 752 639
Portugal	533 844 000	493 953 399	36 183 351	3 707 250
Irlande	386 576 000	357 689 755	26 201 690	2 684 555
Luxembourg	77 316 000	71 538 697	5 240 387	536 916
Total	57 600 000 000	53 279 061 724	3 920 938 276	400 000 000
				4 320 938 276

(1) Par décision du Conseil des gouverneurs du 11 juin 1990, le capital souscrit de la Banque a été porté à partir du 1^{er} janvier 1991 de 28 800 000 000 d'écus à 57 600 000 000.

Ce doublement résulte à la fois de l'incorporation en tant que capital souscrit et libéré d'un montant de 1 225 000 000 d'écus par transfert de la réserve supplémentaire, et de l'augmentation de la contribution des Etats membres pour un montant de 27 575 000 000 d'écus libéré à concurrence de 1,81323663%.

(2) Le montant à verser d'ECU 400 000 000 représente les huit tranches égales de 50 000 000 à verser par les Etats membres le 30 avril et le 31 octobre des années 1995 à 1998, au titre de leur quote-part de l'augmentation de capital décidée le 11 juin 1990.

(3) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Pour mémoire: à dater du 1^{er} janvier 1995, le capital souscrit de la Banque a été porté de 57 600 000 000 d'écus à 62 013 000 000. Cette augmentation résulte de la contribution des trois nouveaux Etats membres — Suède, Autriche et Finlande. (Voir état des souscriptions au capital au 1^{er} janvier 1995 page 96).

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 1994 — en écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des Etats membres et pour la présentation de ses états financiers, l'écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des Etats membres :

DEM	0,6242	NLG	0,2198	IEP	0,008552
GBP	0,08784	BEF	3,301	GRD	1,440
FRF	1,332	LUF	0,13	ESP	6,885
ITL	151,8	DKK	0,1976	PTE	1,393

Les taux de conversion entre les monnaies des Etats membres et l'écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses Etats membres et l'écu que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1994 et au 31 décembre 1993 :

1 écu =	31.12.1994	31.12.1993
Deutsche Mark	1,90533	1,935690
Francs français	6,57579	6,577450
Lires italiennes	1997,45	1909,98
Livre Sterling	0,787074	0,755108
Pesetas espagnoles	162,070	158,928
Francs belges	39,1614	40,2869
Florins néerlandais	2,13424	2,16541
Couronne suédoise	9,17793	9,29634
Couronne danoise	7,48233	7,55310
Schillings autrichiens	13,4074	13,6101
Mark finlandais	5,82915	6,46222
Drachmes	295,480	277,97
Escudos portugais	195,884	197,05
Livre irlandaise	0,795061	0,790809
Francs luxembourgeois	39,1614	40,2869
Dollar des Etats-Unis	1,23004	1,11567
Francs suisses	1,61320	1,65231
Livres libanaises	2025,88	1908,91
Yen japonais	122,659	124,732
Dollar canadien	1,72697	1,48217
Dollar australien	1,58571	1,64553
Francs CFA	657,579	328,873

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en écus. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

Sont exclus de la base d'évaluation de cette conversion, les avoirs correspondant à la quote-part de capital versé par les Etats membres dans leur monnaie nationale, qui fait l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts.

2. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont couramment évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

Le portefeuille de couverture, inclus dans ces postes, se compose de titres à dates d'échéance fixes. Il fait partie de la gestion active par la Banque

des risques de taux relatifs à ses activités de prêt et d'emprunt. Les éléments de ce portefeuille sont portés au bilan à leur prix d'acquisition ajusté de l'amortissement des primes ou des escomptes lorsque le prix d'acquisition des titres diffère du prix de leur remboursement. Cet amortissement est calculé sur une base linéaire constante tout au long de la vie restante du titre. Lors de la vente de ces titres, les profits ou les pertes constatés sont amortis sur toute la durée de vie restante des emprunts.

3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

4. Actifs corporels

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Actifs incorporels

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Fonds de pension

Le régime de pension principal de la Banque est un régime à prestations définies alimenté par des cotisations et applicable à l'ensemble des agents de la Banque. Les cotisations faites à ce régime soit par la Banque, soit par son personnel, sont intégralement investies dans les actifs de la Banque. Les contributions annuelles sont accumulées et reconnues dans un compte de provision spécifique inscrit au passif du bilan de la Banque. Le régime est évalué au moins une fois tous les trois ans. Les pertes ou les gains actuariels se traduisent par un ajustement de la provision calculée en fonction de la durée résiduelle de vie active estimée des salariés en activité.

7. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce poste comprend les montants que la Banque décide d'affecter à la couverture des risques sur opérations de prêts, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations représentant l'activité principale de la Banque.

La dotation à cette provision apparaît de manière distincte dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Dotations au fonds pour risques bancaires généraux ».

8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

9. Opérations d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies (swaps)

La BEI conclut des opérations d'échange de monnaies de sorte que le produit d'un emprunt en une monnaie donnée puisse être converti en une autre monnaie. Elle effectue simultanément une opération de change à terme afin d'obtenir les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. Les montants nets de ces opérations sont repris au bilan soit dans le poste « Autres actifs — débiteurs divers » lorsque le montant à recevoir est supérieur au montant à payer, soit dans le poste « Autres passifs — divers » dans le cas contraire. La BEI conclut également des opérations d'échange de taux d'intérêt. Ces opérations ont pour effet de remplacer une obligation à taux fixe par une obligation à taux variable libellée dans une même monnaie, ou inversement.

10. Opérations sur instruments financiers à terme

Utilisées à la Banque comme instrument de protection du prix des obligations qu'elle détient, les opérations fermes sur marchés organisés non dénouées à la date de clôture des comptes sont réévaluées à ladite date. De la sorte, par dérogation au principe de l'évaluation du portefeuille, la partie concernée par cette couverture se trouve valorisée à sa valeur boursière. Les résultats sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de manière symétrique à l'élément couvert.

Note B —

	Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales		Obligations et autres titres à revenu fixe	
	31.12.1994	31.12.1993	31.12.1994	31.12.1993
La répartition selon les échéances est la suivante:				
- jusqu'à trois mois	266 620 482	58 138 139	502 714 736	762 383 996
- plus de trois mois à un an	250 758	440 318	—	144 205 148
- plus d'un an à cinq ans	284 634 278	124 477 158	196 288 461	118 487 848
- plus de cinq ans	487 216 570	239 076 886	1 308 387 056	1 030 299 288
	<u>1 038 722 088</u>	<u>422 132 501</u>	<u>2 007 390 253</u>	<u>2 055 376 280</u>
Valeur boursière:	1 038 833 265	422 715 195	2 007 393 126	2 057 312 522

Note C — Créances sur les établissements de crédit (autres créances)

	31.12.1994	31.12.1993
Produits d'emprunts à recevoir		
La répartition, selon les échéances est la suivante:		
- jusqu'à trois mois	195 391 364	151 046 378
- plus de trois mois à un an	<u>93 124 485</u>	—
	288 515 849	151 046 378
Dépôts à terme		
La répartition, selon les échéances est la suivante:		
- jusqu'à trois mois	4 379 593 030	3 339 468 675
- plus de trois mois à un an	—	<u>7 038</u>
	<u>4 379 593 030</u>	<u>3 339 475 713</u>
	<u>4 668 108 879</u>	<u>3 490 522 091</u>

Note D — Actifs corporels

	Terrain	Acomptes versés sur construction en cours	Immeuble Kirchberg	Immeuble Lisbonne	Installations et matériel	Total
Valeur d'acquisition nette en début d'année . . .	3 358 412	17 848 647	28 329 000	236 506	—	49 772 565
Acquisitions durant l'année	—	41 071 522	—	—	5 768 817	46 840 339
Transfert durant l'année	—	- 58 920 169	58 920 169	—	—	—
Amortissements durant l'année	—	—	3 533 000	14 000	5 768 817	9 315 817
Valeur nette comptable 31.12.1994	<u>3 358 412</u>	—	<u>83 716 169</u>	<u>222 506</u>	—	<u>87 297 087</u>

Note E — Créances sur les Etats membres et dettes envers ces Etats pour ajustement du capital

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A conduit à un ajustement des montants versés par les Etats membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

	31.12.1994	31.12.1993
Créances sur:		
l'Allemagne	—	6 616 425
les Pays-Bas	—	<u>1 312 711</u>
	—	<u>7 929 136</u>

Dettes envers:

l'Allemagne	1 112 583	—
les Pays-Bas	<u>664 825</u>	—
	<u>1 777 408</u>	—

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année dans la mesure où la différence entre le taux de conversion comptable et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement excédera 1,5%. Lorsque la différence est inférieure à 1,5% vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêts.

Note F — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans le poste 10 b. « A recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME ».

b) « Les bonifications d'intérêt reçues d'avance » (poste 3 b.) au passif comprennent:

- les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les Etats ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Communauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au

règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979;

- les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note G — Comptes divers

Débiteurs divers:	31.12.1994	31.12.1993		
- les prêts à la construction et avances accordés au personnel	55 119 854	51 244 428	- pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser . .	255 653 075 232 409 297
- opérations d'échange de monnaies	213 711 514	525 544 255	- les comptes de dépôts . .	79 832 719 34 504 809
- autres	53 522 176	59 968 713	- autres	245 705 820 68 198 013
	<u>322 353 544</u>	<u>636 757 396</u>		<u>581 191 614</u> <u>335 112 119</u>
Créditeurs divers:			Divers au passif:	<u>28 884 555</u> <u>23 485 092</u>
- les comptes de la Communauté européenne:				

Note H — Provisions pour risques et charges (fonds de pension du personnel)

Lors des exercices précédents, le coût du régime de pension constaté en charges correspondait à la cotisation patronale de 16% sur les salaires. Pour le présent exercice, le coût du régime de pension est évalué selon les principes contenus dans la norme comptable internationale « IAS 19 révisée 1993 ». Son application n'a pas eu d'impact significatif sur le montant de la charge relative au fonds de pension pour 1994 et, par conséquent, aucune modification des chiffres de l'exercice précédent en fonction de ce nouveau principe n'a été requise.

Le coût des prestations de retraite a été évalué pour la dernière fois au 30 juin 1994 en utilisant les services d'un actuaire qualifié selon la méthode prospective. Les principales hypothèses de cette revue ont été les suivantes:

- un taux d'actualisation de 7,5% pour la détermination de la valeur actuelle des prestations futures,

- un âge moyen de départ à la retraite de 62 ans,

- une évolution moyenne combinée de l'augmentation du coût de la vie et de l'effet de carrière estimée à 4,5%.

De cette évaluation, il résulte que la provision inscrite au passif du bilan représente 103% des prestations futures et que, par ailleurs, cette même provision suffit en cas de liquidation du régime de retraite.

Le coût total du régime de pension incluant les intérêts crédités par la Banque pour l'exercice considéré était au 31 décembre 1994 d'ECU 32 770 600 (1993: 30 428 926). Le montant des charges relatives aux prestations de retraite inscrit au compte de profits et pertes arrêté à la même date s'élève à ECU 8 351 822 (1993: 8 825 506). L'accroissement de la provision figurant au passif du bilan s'établit à ECU 31 885 952 (1993: 23 918 976).

Note I — Fonds pour risques bancaires généraux

Au 31 décembre 1993, la Banque avait affecté ECU 200 000 000 à la couverture des risques sur opérations de prêts, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations représentant l'activité principale de la Banque.

	31.12.1994	31.12.1993
Provision au début de l'année	350 000 000	150 000 000
Dotation de l'année	0	200 000 000
Provision à la fin de l'année	<u>350 000 000</u>	<u>350 000 000</u>

Compte tenu de la contribution des trois nouveaux Etats membres au Fonds concerné, le solde au 1^{er} janvier 1995 atteindra 376 815 105; dès lors, aucune dotation complémentaire n'a été requise au titre de l'année 1994. En considération du caractère général de ce Fonds, il est cependant proposé, comme l'indique la note M, de porter son montant à 400 millions lors de l'affectation de la contribution des trois nouveaux Etats membres au résultat en-core à affecter.

Note J — **Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés** : (poste 1 du compte de profits et pertes)

	31.12.1994	31.12.1993			
			Autres pays	280 542 739	273 184 732
Allemagne	605 105 860	545 879 329		7 334 488 773	7 347 615 610
France	999 240 900	972 824 177	Résultats non ventilés (1)	432 070 208	567 433 273
Italie	2 062 142 207	2 277 122 820		7 766 558 981	7 915 048 883
Royaume-Uni	869 520 118	848 111 755			
Espagne	1 084 475 203	1 030 378 754			
Belgique	97 180 376	80 238 984			
Pays-Bas	118 453 542	99 961 213	(1) Résultats non ventilés :		
Danemark	335 176 336	356 693 695	Intérêts et commissions sur placements	432 070 208	519 067 551
Grèce	209 455 283	200 793 609	Autres produits du portefeuille-titres	—	48 365 722
Portugal	439 514 696	423 205 951		432 070 208	567 433 273
Irlande	224 494 616	228 272 020			
Luxembourg	9 186 897	10 948 571			
	7 053 946 034	7 074 430 878			

Note K — **Ventilation par marché géographique des commissions perçues** : (poste 3 du compte de profits et pertes)

	31.12.1994	31.12.1993			
			Portugal	17 634	22 540
Allemagne	—	51 495	Irlande	225 698	258 800
France	562 175	734 096		2 173 756	2 994 240
Italie	653 860	1 015 917			
Royaume-Uni	238 299	264 704			
Espagne	40 610	65 173			
Belgique	17 206	24 590	Institutions communautaires	16 191 000	12 186 926
Pays-Bas	2 846	2 966		18 364 756	15 181 166
Danemark	247 351	345 940			
Grèce	168 077	208 019			

Note L — **Dépenses et charges administratives**

	31.12.1994	31.12.1993			
			Frais généraux et charges administratives	23 753 717	21 585 737
Frais du personnel				131 907 923	119 697 103
Traitements et émoluments	78 934 295	72 616 218			
Dépenses sociales	19 656 466	16 982 579			
Autres frais du personnel	9 563 445	8 512 569	L'effectif du personnel employé par la Banque était de 859 au 31 décembre 1994 (810 au 31 décembre 1993).		
	108 154 206	98 111 366			

Note M — **Réserves et affectation du résultat de l'exercice**

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 6 juin 1994 d'affecter le solde du compte de résultat obtenu après dotation au fonds pour

risques bancaires généraux de 200 millions d'écus, soit 1 127 219 531, à la réserve supplémentaire.

Etat des mouvements des comptes de réserves au 31 décembre 1994 :

	Situation des comptes au 31.12.1993	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1993	Situation des comptes au 31.12.1994
Fonds de réserve	5 760 000 000	—	5 760 000 000
Réserve supplémentaire	1 928 007 148	+ 1 127 219 531	3 055 226 679
	7 688 007 148	+ 1 127 219 531	8 815 226 679

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs d'affecter le montant de 74 292 465 du poste « Contribution au résultat encore à affecter » (trois nouveaux Etats membres) au Fonds pour risques bancaires

généraux à raison de 23 184 895 et le solde de 51 107 570 augmenté du résultat de l'exercice de 969 690 917 à la réserve supplémentaire, soit 1 020 798 487 au total.

Actions et autres titres à revenu variable

Ce poste, d'un montant de 72 000 000, représente les quatre premières des cinq tranches annuelles égales, soit 90 000 000 au total, à libérer par la Banque au titre de sa souscription (300 000 000) au capital de la BERD.

Participations

Ce poste, d'un montant de 40 000 000, représente la première des quatre tranches annuelles égales, soit 160 000 000 au total, à

libérer par la Banque au titre de sa souscription (800 000 000) au capital du Fonds Européen d'Investissement, ayant son siège social à Luxembourg.

Pour l'exercice 1994, la Banque a décidé de ne pas consolider les comptes du F.E.I. En conséquence, aucune information supplémentaire ne sera fournie dans le présent rapport, vu l'intérêt négligeable au regard de l'objectif de l'image fidèle visée par la directive du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et consolidés des banques et autres établissements financiers.

Note O — **Dettes envers des établissements de crédit (à terme ou à préavis)**

	31.12.1994	31.12.1993
La répartition selon les échéances est la suivante:		
- jusqu'à trois mois	23 639 951	29 720 178

Note P — **Montant global des éléments d'actif et de passif libellés en monnaies étrangères, convertis en écus**

Actif		Passif	
31.12.1994	31.12.1993	31.12.1994	31.12.1993
87 182 204 572	80 584 935 556	77 900 566 210	72 043 795 138

Note Q — **Dépôts spéciaux pour service d'emprunts**

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note R — **L'estimation du risque associé aux transactions sur contrats d'échange à terme** est faite conformément à la directive du Conseil 89/647/CEE du 18 décembre 1989 relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit.

Note S — **Relevé des opérations à terme non encore dénouées au 31 décembre 1994**

Le montant de 370 835 341 représente les ventes que la Banque a effectuées sur le Matif (1 950 contrats sur le FRF) et sur le LIFFE (970 contrats sur le DEM et 1 500 sur le GBP) en vue de couvrir

son portefeuille-titres en FRF, DEM et GBP contre les fluctuations de taux d'intérêt.

Note T — **Résultat provenant d'opérations financières**

Ce poste comprend principalement la correction de valeur constatée lors de l'évaluation du portefeuille au 31 décembre 1994, soit 239 658 629. Suite au transfert du portefeuille-titres vers un portefeuille d'investissement à la date du 1^{er} janvier 1995 et, partant, au changement de la méthode comptable d'évaluation, cette moins-

value sera progressivement récupérée par imputation annuelle au crédit du compte de profits et pertes, de l'amortissement de la différence entre l'évaluation faite au 31 décembre 1994 et la valeur de remboursement à l'échéance.

Note U — **Événements postérieurs à la clôture**

Dans un souci de clarification de la gestion de ses liquidités et de renforcement de sa solvabilité, la Banque a décidé de créer un portefeuille d'investissement.

Le portefeuille d'investissement a été créé au 1^{er} janvier 1995 par transfert à leur valeur nette comptable des titres à revenu fixe détenus dans le portefeuille au 31 décembre 1994.

Le portefeuille d'investissement sera évalué à l'avenir soit au coût

de transfert, soit au coût d'acquisition pour les nouvelles opérations, l'intention étant de garder ces titres jusqu'à leur échéance finale.

A partir du 1^{er} janvier 1995, les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et les obligations et autres titres à revenu fixe seront valorisés différemment suivant qu'ils constituent des valeurs d'investissement, de couverture ou de négociation.

RAPPORT DES RÉVISEURS COMPTABLES EXTERNES

Monsieur le Président
Banque européenne d'investissement
Luxembourg

Nous avons examiné les états financiers de la Banque européenne d'investissement mentionnés ci-après. Ces états financiers sont la responsabilité de la direction de la Banque européenne d'investissement. Notre responsabilité est de donner notre opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales de Révision. Ces normes requièrent que nous planifions et que nous réalisons l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable quant à l'absence d'information erronée significative dans les comptes. Un audit inclut l'examen, sur la base de tests, des preuves sous-tendant les montants et informations contenus dans les états financiers. Un audit inclut également une évaluation des principes comptables retenus et des hypothèses significatives de la direction, ainsi qu'un jugement sur la présentation générale des comptes. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent une base raisonnable pour notre opinion.

Nous certifions que les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine de la Ban-

que européenne d'investissement au 31 décembre 1994, du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour la période, conformément aux normes comptables internationales et aux principes du Comité des directives de la Communauté européenne sur les comptes sociaux et consolidés des banques et autres institutions financières.

Les états financiers qui ont servi de base à la certification sont les suivants :

Bilan

État de la section spéciale

Compte de profits et pertes

État des variations de trésorerie

État résumé des prêts et des garanties

État résumé des dettes représentées par un titre

État des souscriptions au capital

Notes sur les états financiers.

Luxembourg, le 10 février 1995

Price Waterhouse

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification est composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs de la Banque pour une période de trois ans. Chaque année un membre du Comité voit son mandat renouvelé ou est remplacé. La présidence du Comité est exercée pour un an par le membre dont le mandat prend fin au cours de l'exercice. Le Comité s'assure que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des procédures prescrites par les statuts; il vérifie la régularité des opérations et les livres et confirme que le bilan et les états financiers reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Pour s'acquitter de cette tâche, le Comité de vérification se fonde sur les travaux continus de la division de l'Audit interne de la Banque et d'un cabinet international d'audit externe ainsi que sur les activités de contrôle des départements de la Banque.

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice, a entendu la déclaration ci-après:

Déclaration du Comité de vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

— ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,

— ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 7 mars 1995,

vu le rapport annuel 1994, le bilan de la Banque et la situation de la section spéciale au 31 décembre 1994 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 4 avril 1995,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1994 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 16 mai 1995

Le Comité de vérification

A. HANSEN

C. DE VICENTE MARTÍN

M. J. SOMERS

SITUATION AU 1^{er} JANVIER 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers (page 87)

ACTIF	01.01.1995	31.12.1994
1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	37 497 709	37 497 709
2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales	1 038 722 088	1 038 722 088
3. Créances sur les établissements de crédit		
a) à vue	72 846 206	72 846 206
b) autres créances	4 668 108 879	4 668 108 879
c) prêts: encours total	38 491 533 270	38 491 533 270
moins partie non décaissée	5 433 688 101	5 433 688 101
	33 057 845 169	33 057 845 169
	37 798 800 254	37 798 800 254
4. Créances sur la clientèle		
prêts: encours total	67 523 772 600	67 523 772 600
moins partie non décaissée	9 577 948 246	9 577 948 246
	57 945 824 354	57 945 824 354
5. Obligations et autres titres à revenu fixe		
a) des émetteurs publics	1 577 826 247	1 577 826 247
b) d'autres émetteurs	429 564 006	429 564 006
	2 007 390 253	2 007 390 253
6. Actions et autres titres à revenu variable	72 000 000	72 000 000
7. Participations	40 000 000	40 000 000
8. Actifs incorporels		
frais d'émission et primes de remboursement à amortir	392 966 694	392 966 694
9. Actifs corporels	87 297 087	87 297 087
10. Autres actifs		
a) créances sur les Etats membres pour ajustement du capital	0	0
b) à recevoir en compte de réserves et de provisions	776 482 489	0
c) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME	66 669 022	66 669 022
d) débiteurs divers	322 353 544	322 353 544
	1 165 505 055	389 022 566
11. Capital souscrit, appelé mais non versé	731 046 885	400 000 000
12. Comptes de régularisation	2 543 662 198	2 543 662 198
	103 860 712 577	102 753 183 203

1. Dettes envers des établissements de crédit

a) vue	44 056 561
b) à terme ou à préavis	23 639 951

67 696 512

44 056 561
23 639 951

67 696 512

2. Dettes représentées par un titre

a) bons et obligations en circulation	79 770 795 645
b) autres	3 902 329 561

83 673 125 206

79 770 795 645
3 902 329 561

83 673 125 206

3. Autres passifs

a) dettes envers les Etats membres pour ajustement du capital	1 777 408
b) bonifications d'intérêt reçues d'avance	292 088 377
c) créditeurs divers	581 191 614
d) divers	28 884 555

903 941 954

1 777 408
292 088 377
581 191 614
28 884 555

903 941 954

4. Comptes de régularisation

3 414 234 869

3 414 234 869

5. Provisions pour risques et charges

fonds de pension du personnel

238 328 790

238 328 790

6. Fonds pour risques bancaires généraux

376 815 105

350 000 000

7. Capital

souscrit	62 013 000 000
non appelé	- 57 361 014 839

4 651 985 161

57 600 000 000
- 53 279 061 724

4 320 938 276

8. Réserves

a) fonds de réserve	6 201 300 000
b) réserve supplémentaire	3 289 301 598

9 490 601 598

5 760 000 000
3 055 226 679

8 815 226 679

9. Contribution au résultat encore à affecter

74 292 465

0

10. Résultat de l'exercice

969 690 917

969 690 917

103 860 712 577

102 753 183 203

POSTES HORS BILAN

Garanties

- au titre de prêts accordés par des tiers	360 738 017
- au titre de participation des tiers au financement des prêts de la Banque	71 386 579

432 124 596

360 738 017
71 386 579

432 124 596

Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

5 605 496 680

5 605 496 680

Contrats d'échange

- de devises	400 300 000
- d'intérêt	102 500 000

502 800 000

400 300 000
102 500 000

502 800 000

Portefeuille-titres

- achats à terme	0
- ventes à terme	370 835 341

370 835 341

370 835 341

Annexe à la situation au 1^{er} janvier 1995

A dater du 1^{er} janvier 1995, le capital souscrit de la Banque a été porté de 57 600 000 000 écus à 62 013 000 000. Cette augmentation résulte de la contribution des trois nouveaux Etats membres: le Royaume de Suède, la République autrichienne et la République finlandaise. A la suite de leur adhésion, ils verseront un montant de 300 401 052 écus correspondant à leur quote-part du capital versé par les Etats membres à la date du 1^{er} janvier 1995 en cinq tranches égales de 60 080 210,40 entre le 30 avril 1995 et le 30 avril 1997.

Pour la partie restant encore à verser au titre de l'augmentation du capital décidée le 11 juin 1990, les trois nouveaux états participeront proportionnellement et suivant l'échéancier arrêté lors de cette augmentation. A ce titre, les quinze Etats membres verseront le montant de 430 645 833 écus en huit tranches égales de 53 830 729,13 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1995 à 1998.

Les nouveaux Etats membres contribuent également au fonds de réserve, à la réserve supplémentaire et aux provisions équivalant à des réserves, ainsi qu'aux montants encore à affecter aux réserves et provisions constitués par le solde du compte de profits et pertes tels qu'ils figurent au bilan du 31 décembre 1994. Lesdites contributions, exprimées en pourcentage des postes cités ci-avant, correspondent respectivement à 3,51736111% pour le Royaume de Suède, 2,63194444% pour la République autrichienne et 1,51215278% pour la République finlandaise. En attendant la fixation définitive de la contribution de ces pays aux réserves et provisions, la situation de la Banque au 1^{er} janvier 1995 est provisoire. L'état des souscriptions au capital se présente comme indiqué ci-dessous.

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 1^{er} JANVIER 1995

En écus

Pays membres	Capital souscrit	Capital non appelé	Versé au 1.1.1995	Capital libéré à verser				Total
				en 1995	en 1996	en 1997	en 1998	
Allemagne	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	19 127 517	19 127 517	19 127 518	19 127 518	827 479 050
France	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	19 127 517	19 127 517	19 127 518	19 127 518	827 479 050
Italie	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	19 127 517	19 127 517	19 127 518	19 127 518	827 479 050
Royaume-Uni	11 017 450 000	10 189 970 950	750 968 980	19 127 517	19 127 517	19 127 518	19 127 518	827 479 050
Espagne	4 049 856 000	3 747 237 310	274 494 690	7 031 000	7 031 000	7 031 000	7 031 000	302 618 690
Belgique	3 053 960 000	2 825 758 011	206 993 934	5 302 014	5 302 014	5 302 013	5 302 014	228 201 989
Pays-Bas	3 053 960 000	2 825 758 011	206 993 934	5 302 014	5 302 014	5 302 013	5 302 014	228 201 989
Suède	2 026 000 000	1 874 016 998	—	58 682 784	58 682 784	31 100 073	3 517 361	151 983 002
Danemark	1 546 308 000	1 430 762 746	104 807 004	2 684 563	2 684 563	2 684 562	2 684 562	115 545 254
Autriche	1 516 000 000	1 402 275 305	—	43 910 711	43 910 711	23 271 328	2 631 945	113 724 695
Finlande	871 000 000	805 660 812	—	25 228 383	25 228 383	13 370 269	1 512 153	65 339 188
Grèce	828 380 000	766 479 995	56 147 366	1 438 160	1 438 160	1 438 160	1 438 159	61 900 005
Portugal	533 844 000	493 953 399	36 183 351	926 813	926 813	926 812	926 812	39 890 601
Irlande	386 576 000	357 689 755	26 201 690	671 139	671 139	671 139	671 138	28 886 245
Luxembourg	77 316 000	71 538 697	5 240 387	134 229	134 229	134 229	134 229	5 777 303
Total	62 013 000 000	57 361 014 839	3 920 938 276	227 821 878	227 821 878	167 741 670	107 661 459	4 651 985 161

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ACTIVITÉ DE LA BEI

1994: ANNÉE DE REPRISE ÉCONOMIQUE

La progression de l'activité de l'économie mondiale, déjà sensible en 1993 (près de 2%), s'est accélérée pour atteindre près de 3%. ⁽¹⁾

Dans les quinze pays de l'Union euro-

péenne, la sortie de la récession a été caractérisée par une reprise plus vigoureuse que prévu (2,6% après -0,4% en 1993). Cette reprise s'est propagée également, à des degrés divers, aux pays de l'Europe centrale et orientale.

Alors que le Japon sortait timidement de la récession (0,7% contre 0,1% en

1993), le rythme de l'activité économique continuait de s'accélérer aux États-Unis (3,9% contre 3,2% en 1993). Les pays en développement ont participé de façon inégale à cette reprise.

Dans ce contexte, les échanges commerciaux mondiaux ont connu une croissance rapide.

Dans les pays de l'Union européenne, la reprise conjoncturelle a été caractérisée par le dynamisme des exportations, la progression de l'investissement et le raffermissement de la consommation. Toutefois le chômage, dont la progression s'est arrêtée au premier semestre, est resté très préoccupant. La hausse des prix, en décélération par rapport à 1993, est restée proche de 3%, un des taux d'inflation les plus faibles dans l'histoire de la Communauté. Les déficits budgétaires se sont légèrement réduits. Par contre les taux d'intérêt à long terme se sont inscrits en forte hausse et les marchés financiers sont restés volatils tout au long de l'année.

Le rythme de l'activité économique s'est

accélééré dans tous les pays, y compris dans les nouveaux États membres, avec une intensité toutefois moins marquée au Portugal et en Grèce.

Tirée d'abord par les exportations et la reconstitution des stocks, la reprise s'est propagée à l'investissement et, de façon plus inégale, à la consommation privée.

Après la forte chute de 1993 (-5,7%), une reprise de l'investissement global, mesuré par la FBCF, s'est manifestée à partir du début de l'année, conduisant à une progression moyenne de l'ordre de 2,6%.

En 1994, la part de la FBCF dans le PIB pourrait néanmoins, comme en 1993, être d'à peine 19%, contre environ 20% les dix années précédentes, niveau déjà relativement bas.

L'investissement en équipements, qui avait très fortement fléchi en 1993, (-9,6%) après le repli déjà sensible de 1991 et de 1992, s'est accru globale-

ment de près de 2,8%, avec des situations contrastées selon les pays.

En Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne et au Portugal, les investissements en équipement ont continué de reculer par rapport à 1993, bien qu'à un rythme nettement moindre.

Par contre, ils ont progressé dans les autres pays, et même très fortement en Irlande, au Danemark, dans les Länder orientaux d'Allemagne ainsi que dans les nouveaux membres.

La construction a connu une reprise des investissements, surtout au Danemark, en Irlande, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

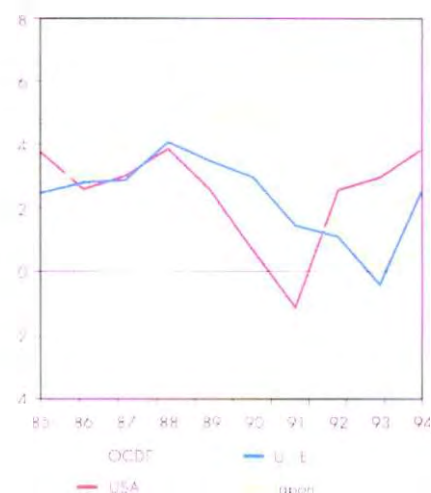
PIB, inflation, FBCF, emploi
(variations annuelles)



(1) Les statistiques macro-économiques de ce chapitre sont extraites principalement des Budgets économiques 1994-1996 publiés fin 1994 par la Commission européenne. Elles présentent encore un caractère provisoire. Les taux de croissance relatifs aux agrégats physiques sont en volume. L'inflation est mesurée par l'indice des prix de la consommation privée.

Les données portent sur les 15 pays membres, celles relatives à l'Allemagne prennent en compte les Länder orientaux depuis 1992 (1991 pour les balances commerciales).

PIB/PNB
comparaisons internationales
(variations annuelles)



L'année 1994 a été également marquée par une légère reprise de la consommation des ménages, soutenue par une baisse du taux d'épargne. Toutefois la persistance d'une dégradation de l'emploi (-0,6%) et l'accroissement continu du nombre des chômeurs, qui a atteint 10,9% de la population active, ont pesé sur le niveau de la consommation.

Le processus de désinflation s'est poursuivi, soutenu par le ralentissement de la progression des salaires nominaux et l'accroissement de la productivité du travail. La modération de la demande intérieure, l'intensification de la concurrence internationale et l'affaiblissement du dollar, qui a partiellement compensé la hausse des prix des produits de base non pétroliers, ont eu un effet modérateur sur l'évolution des prix. La hausse moyenne des prix dans l'Union, qui a été de l'ordre de 3,1% (contre 4,0% en 1993) a été accompagnée par une sensible convergence des taux d'inflation nationaux.

L'amélioration conjoncturelle a eu un effet favorable sur les finances publiques. Les déficits budgétaires se sont légèrement réduits, représentant 5,7% du PIB communautaire (contre 6,2% en 1993). Le dynamisme des exportations a permis d'améliorer le solde de la balance commerciale (1,5% du PIB contre 1% en 1993) et de dégager un solde positif pour la balance courante (0,3% du PIB contre -0,1% en 1993).

Dans les nouveaux pays membres, la reprise de l'activité économique a été plus forte que dans le reste de l'Union, sous l'impulsion d'une dynamique plus soutenue de l'investissement.

En Autriche, le net redressement de l'activité économique a pu s'appuyer sur une forte demande intérieure, sous l'effet de l'accroissement des investissements et de la relance budgétaire.

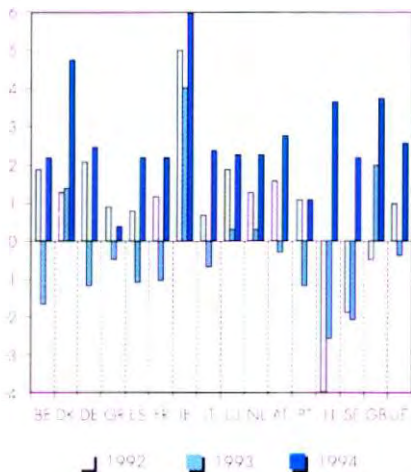
La Suède, en train de sortir de la pire récession connue par le pays depuis les années 30, devrait connaître un rythme

d'expansion assez vigoureux, soutenu par une vive demande extérieure et une très forte reprise de l'investissement en équipements (20,3%).

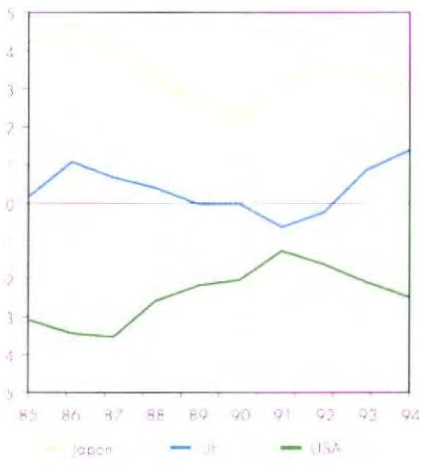
Après quatre années difficiles, marquées par un recul global du PIB de 13% et un chômage touchant 19% de la population, l'économie finlandaise connaît une reprise marquée, tirée par la croissance des exportations et un renversement de la tendance à la baisse de la demande intérieure.

Les pays en développement ont enregistré des évolutions différenciées. Dans les pays émergents d'Asie, la croissance s'est maintenue à des niveaux très élevés, de l'ordre de 8%. En Afrique, la croissance de l'économie, supérieure à 3%, a, pour la première fois depuis plusieurs années, dépassé celle de la population. Par contre, dans les pays en développement du bassin méditerranéen et d'Amérique latine, la progression de l'activité économique a connu un certain ralentissement.

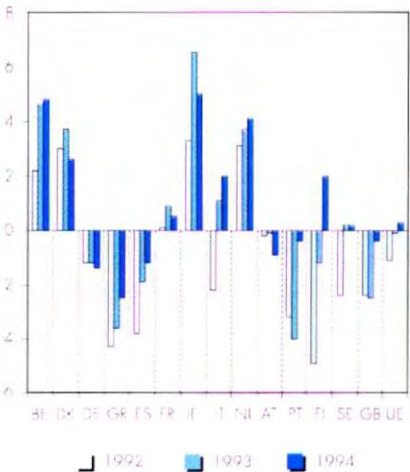
PIB
1992-1994
(taux de croissance)



Balances commerciales fob/fob:
comparaisons internationales
(en % du PIB)



Balances courantes
1992-1994
(en % du PIB)



LISTE DES PROJETS FINANÇÉS DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 1994 ⁽¹⁾

Le montant total des prêts et de la garantie signés pour des investissements dans l'Union européenne s'élève à 17 682 millions. Ces opérations, toutes financées sur ressources propres, relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

La BEI coopère étroitement avec un nombre croissant d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut avec celles-ci des prêts globaux. Elle accorde, également, certains prêts individuels par l'intermédiaire d'instituts et de banques dont le relevé figure, pour chaque pays, en début de liste.

Les objectifs de politique communautaire auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge. Sauf indication spécifique, les prêts globaux ont un caractère multisectoriel et multiobjectif (encadré page 24).

Les symboles de ces objectifs sont les suivants:

- développement régional
- compétitivité des entreprises et intégration européenne
- infrastructures communautaires
- ◆ objectifs énergétiques
- ◀ protection de l'environnement et aménagements urbains

Les prêts additionnels accordés au titre du mécanisme d'Edimbourg sont mentionnés par l'abréviation (ED)

	millions d'écus		millions d'écus
BELGIQUE		DANEMARK	
<u>24 342,8 millions de francs belges</u>	615,3	<u>6 408,0 millions de couronnes danoises</u>	849,7
<u>Prêts individuels</u>	<u>(388,2)</u>	<u>Prêts individuels</u>	<u>(776,2)</u>
Intermédiaires: <i>Générale de Banque S.A., Volvo Group Finance Europe S.A., Stad Antwerpen</i>		Intermédiaires: <i>KommuneKredit København, Kongeriget Danmark, KTAS Finans A/S</i>	
Construction de deux centrales électriques combinant turbine à gaz et turbine à vapeur, alimentées au gaz naturel, à Drogenbos (dans la région de Bruxelles) et à Seraing (près de Liège) <i>Tractebel Centre de Coordination S.A.</i>	142,3 ■ ◆	Construction d'un câble électrique de courant continu haute tension entre le Danemark et la Norvège <i>Statnett SF</i>	5,5 ◆
Extension des installations de collecte et de traitement des eaux usées <i>Aquafin NV</i>	113,9 ◀ (ED) 38,0 ◀	Extension et modernisation du réseau régional de transport et du réseau local de distribution de gaz naturel dans le centre et le nord du Jutland <i>Naturgas Midt/Nord I/S</i>	25,1 ■ ◆ (ED) 12,3 ■ ◆
Construction d'un second incinérateur de déchets industriels dans le port d'Anvers <i>Indaver-Industriële Afvalverwerking NV</i>	18,0 ◀	Installations de traitement des eaux usées de Grindsted et des environs <i>Grindsted Kommune</i>	9,3 ◀
Construction d'un nouveau terminal dans le port d'Anvers <i>Havenbedrijf Antwerpen</i>	12,7 ● (ED) 12,7 ●	Electrification et modernisation de plusieurs tronçons de la ligne de chemin de fer Odense-Ålborg et achat de rames électrifiées de desserte régionale et de banlieue <i>Danske Statsbaner - DSB</i>	141,9 ● ◀ (ED) 39,8 ● ◀
Construction d'un nouvel atelier de peinture dans une usine d'automobiles à Gand <i>Volvo Cars Europe Industry NV</i>	50,6 ◀	Sections d'autoroutes Århus-Ålborg, Vejle-Horsens (Jutland du nord) et Ringsted-Skovse (Sjælland) reliant Copenhague au Storebælt <i>Kongeriget Danmark</i>	(ED) 65,1 ■ ●
<u>Prêts globaux</u>	<u>(227,1)</u>	Construction de trois nouveaux tronçons autoroutiers Borup-Herslev, Kolding-Esbjerg, Syvsten-Frederikshavn (Jutland) <i>Kongeriget Danmark</i>	56,4 ● (ED) 28,1 ●
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:		Pont autoroutier suspendu sur la partie est de la liaison fixe du Storebælt <i>A/S Storebæltsforbindelsen</i>	240,4 ■ ● (ED) 102,3 ■ ●
<i>Kredietbank NV</i>	75,4	Renforcement du système de commutation numérique et de transmission par fibres optiques dans le Sjælland et Bornholm <i>Teledanmark A/S</i>	50,0 ■ ●
<i>Société Nationale de Crédit à l'Industrie</i>	50,6	<u>Prêts globaux</u>	<u>(73,5)</u>
<i>Banque Bruxelles Lambert S.A.</i>	50,5	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:	
<i>Crédit Général S.A. de Banque</i>	25,3	<i>Finance for Danish Industry International S.A.</i>	73,5
<i>Cera Hoofdkantoor C.V.</i>	25,1		

(1) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale

	millions d'écus		millions d'écus
ALLEMAGNE			
4 636,7 millions de Deutsche Mark	2 407,9	Nouvel aéroport international à Erding, au nord-est de Munich <i>Flughafen München GmbH</i>	51,7 ●
Prêts individuels	(1 608,0)	Extension du réseau de télécommunications dans les régions orientales <i>Deutsche Bundespost Telekom</i>	520,7 ■ ●
Intermédiaires: <i>Deutsche Bank AG, Landesbank Berlin Girozentrale, Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Commerzbank AG, Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale, Bayerische Landesanstalt für Aufbaufinanzierung, Bayerische Landesbank Girozentrale, Pirelli SpA, ENSO (Deutschland) Verwaltungs-GmbH, IKB Deutsche Industriebank AG, Norddeutsche Landesbank Girozentrale, Hamburgische Landesbank Girozentrale.</i>		Modernisation de la raffinerie de Gelsenkirchen-Horst pour la production de produits pétroliers légers <i>Ruhr Oel GmbH</i>	23,8 ■ ◆ ◀
Centrale à cycle combiné fonctionnant au gaz naturel à Leuna <i>STEAG Energieanlagen Sachsen-Anhalt GmbH</i>	10,3 ■ ◆ ◀	Conception, étude et mise au point d'un atelier flexible modulaire de production de pneumatiques automobiles et installation dans l'usine de Breuberg (Hessen) <i>Pirelli Reifenwerke GmbH (Deutschland)</i>	5,2 ►
Câble d'interconnexion électrique entre la Suède et l'Allemagne <i>Baltic Cable AB</i>	25,0 ■ ◆	Construction d'une unité de production de blocs moteurs et de culasses en fonte d'aluminium à Dillingen (Saarland) <i>VAW Alucast GmbH</i>	70,3 ■ ►
Conversion du réseau de gaz de ville pour la distribution de gaz naturel dans les régions orientales <i>Verbundnetz Gas AG</i>	36,2 ■ ◆ (ED) 77,5 ■ ◆	Construction d'une usine de papier journal à Schwedt, sur l'Oder (Brandenburg) <i>Haindl Papier Schwedt GmbH</i>	20,1 ■
Conversion du réseau de gaz de ville pour la distribution de gaz naturel et extension du réseau de distribution <i>Gasversorgung Ost GmbH</i>	41,3 ■ ◆	Construction d'une usine produisant du papier journal à partir de pâte désencrée provenant de vieux papiers, à Eilenburg (Sachsen) <i>Sachsen Papier Eilenburg GmbH & Co.</i>	145,2 ■
Modernisation et extension du réseau de distribution de gaz à Berlin <i>GASAG Berliner Gaswerke AG</i>	52,1 ■ ◆	Installations de traitement des effluents dans une usine de pâte à papier à Stockstadt (Bayern) (Garantie) <i>PWA Graphische Papiere GmbH</i>	25,8 ◀
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées:		Construction d'une usine pour la production d'emballages cartonnés pour le conditionnement aseptique d'aliments liquides à Wittenberg (Sachsen-Anhalt) <i>PKL Verpackungssysteme GmbH</i>	18,1 ■
- à Herbringhamen <i>Wuppertaler Stadtwerke AG</i>	10,3 ◀	Construction d'un centre d'entrepotage, de logistique et de distribution à Leipzig (Sachsen) <i>Grossversandhaus Quelle G. Schickedanz KG</i>	135,1 ■
- dans la région de Bitterfeld et de Wolfen <i>Abwasserzweckverband "Untere Mulde"</i>	10,6 ■ ◀	Construction d'entrepôts à Haldensleben (Sachsen-Anhalt) et Ohrdruf (Thüringen) pour une entreprise de vente par correspondance <i>OTTO Versand GmbH & Co.</i>	73,4 ■
- à Bernburg et dans les municipalités voisines (Sachsen-Anhalt) <i>Wasserverband "Saaleaue"</i>	7,8 ■ ◀		
- à Lutherstadt Wittenberg (Sachsen-Anhalt) <i>Lutherstadt Wittenberg</i>	27,6 ■ ◀ (ED) 36,2 ■ ◀	Prêts globaux	(799,9)
- dans la région de Rudolstadt et de Saalfeld (Thüringen) <i>Zweckverband Wasserversorgung Landkreise Rudolstadt & Saalfeld</i>	28,6 ■ ◀	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
Construction d'une usine d'incinération de déchets toxiques à Ebenhausen, au nord de Munich <i>Gesellschaft zur Beseitigung von Sondermüll in Bayern mbH</i>	10,4 ◀	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i>	414,6
Construction d'une décharge polyvalente pour les déchets commerciaux et industriels de la ville de Bielefeld et du "Kreis" de Herford (Nordrhein Westfalen) <i>Zweckverband Verbunddeponie Bielefeld-Herford</i>	25,8 ◀	<i>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</i>	143,0
Abaissement de la Rheinuferstrasse, l'une des principales artères de la ville, par la construction d'un tunnel <i>Landeshauptstadt Düsseldorf</i>	67,2 ◀	<i>Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale</i>	65,3
Nouveau terminal "est" à l'aéroport international de Francfort <i>Flughafen Frankfurt Main AG</i>	25,9 ● (ED) 25,9 ●	<i>Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale</i>	50,8
		<i>Norddeutsche Landesbank Girozentrale</i>	32,7
		<i>Deutsche Ausgleichsbank</i>	26,0
		<i>Commerzbank AG</i>	26,0
		<i>Südwestdeutsche Landesbank Girozentrale</i>	26,0
		<i>IKB Deutsche Industriebank AG</i>	15,6

	millions d'écus		millions d'écus
GRÈCE		ESPAGNE	
154 535 millions de drachmes	534,7	477 077,8 millions de pesetas	3 011,5
<u>Prêts individuels</u>	<u>(478,2)</u>	<u>Prêts individuels</u>	<u>(2 657,4)</u>
Construction d'une petite centrale hydroélectrique à Pournari, sur l'Arakhtos, près d'Arta (Ipeiros) DEI - Dimosia Epihirisi Ilektrismou (Public Power Corporation)	10,5 ■ ◆	Intermédiaire: Instituto de Crédito Oficial	
Conversion au fonctionnement en cycle combiné de deux unités d'une centrale thermique à Lavrion, près d'Athènes (Attiki) DEI	20,0 ■ ◆	Renforcement et modernisation du réseau de transport et de distribution d'électricité:	
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées à Heraklion (Kriti), Larissa (Thessalia), Corfou et Chios; renforcement et amélioration de l'alimentation en eau potable à Héraklion Elliniki Dimocratia	14,1 ■ ◀	- sur l'ensemble du territoire Red Eléctrica de España S.A.	18,9 ■ ◆
Modernisation des infrastructures ferroviaires sur la ligne principale Athènes-Idomeni (frontière nord) OSE - Organismos Sidirodromon Ellados	54,0 ■ ●	Empresa Nacional Hidroeléctrica del Ribagorzana S.A.	30,8 ■ ◆
Aménagement en autoroutes de différentes sections de l'axe Patras-Athènes-Thessalonique-frontière bulgare Elliniki Dimocratia		- Galicia, Madrid, Castilla-La Mancha, Castilla y León Unión Eléctrica Fenosa S.A.	53,1 ■ ◆ (ED) 46,9 ■ ◆
- Varibobi - Yliki	10,2 ■ ●	- Madrid, Castilla y León, Castilla-La Mancha, País Vasco, Valencia, Murcia Iberdrola S.A.	108,2 ■ ◆ (ED) 82,8 ■ ◆
- Elefsina - Korinthos	75,0 ■ ● (ED) 30,0 ■ ●	Amélioration des infrastructures de traitement des eaux usées, d'assainissement et d'approvisionnement:	
- Katerini - Klidi	20,5 ■ ● (ED) 6,8 ■ ●	- Valencia Entidad Pública de Saneamiento de Aguas Residuales de Valencia	(ED) 12,5 ■ ◀
Mise en service de réseaux de téléphonie mobile:		- Extremadura Comunidad Autónoma de Extremadura	30,2 ■ ◀ (ED) 18,7 ■ ◀
- PANAFON (Hellas) S.A.	54,9 ■ ●	- Cataluña Junta de Saneamiento de Cataluña	62,8 ■ ◀
- STET (Hellas) S.A.	17,1 ■ ●	- Canarias Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio Ambiente	63,0 ■ ◀
Extension et modernisation du réseau de télécommunications Organismos Tilepikoinonion Ellados	120,0 ■ ● (ED) 45,0 ■ ●	Amélioration du réseau des routes régionales et nationales:	
<u>Prêts globaux</u>	<u>(56,5)</u>	- Territorio Histórico de Bizkaia	53,4 ■ ●
Financement de petits projets d'infrastructure inclus dans le volet régional du Cadre Communautaire d'Appui Elliniki Dimocratia	30,0	- Territorio Histórico de Guipúzcoa	31,8 ■ ● (ED) 38,2 ■ ●
Financement de petits projets du secteur de l'énergie dans le cadre des Programmes Intégrés Méditerranéens - PIM DEI	9,4	- Comunidad Autónoma de las Islas Baleares	12,5 ■ ● (ED) 37,8 ■ ●
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension: Banque Nationale de Paris S.A.	17,1	- La Generalitat de Cataluña	100,5 ■ ●
			50,9 ■ ● (ED) 44,6 ■ ●
		- Junta de Andalucía	239,6 ■ ● (ED) 233,2 ■ ●
		- Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio Ambiente	
		Extension du port de Valencia La Autoridad Portuaria de Valencia	6,4 ■ ●
		Construction de deux nouveaux terminaux pour conteneurs, automobiles et produits pétroliers; réaménagement du quartier du vieux port La Autoridad Portuaria de Barcelona	6,3 ■ ◀
		Modernisation du réseau ferroviaire de banlieue dans les zones métropolitaines de Madrid, Barcelona et Valencia Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles	274,9 ■ ◀ (ED) 137,4 ■ ◀
		Modernisation de l'infrastructure des réseaux ferroviaires métropolitains de Madrid, Barcelona et Valencia Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio Ambiente	162,6 ■ ◀ (ED) 80,7 ■ ◀
		Extension du réseau ferré urbain et achat de matériel roulant Ferrocarriles de la Generalitat Valenciana	44,3 ■ ◀

	millions d'écus		millions d'écus
Achèvement de la ligne circulaire n° 6 du métro de Madrid <i>Comunidad Autónoma de Madrid</i>	44,0 ◀	- A29, section Le Havre - Yvetot-Est (Haute-Normandie) <i>SAPN - Société de l'Autoroute Paris-Normandie</i>	56,3 ■ ●
Construction de la première phase du métro de Bilbao et acquisition de matériel roulant <i>Consorcio de transportes de Vizcaya</i>	59,7 ■ ◀	- A43, section reliant le tunnel routier du Fréjus au réseau autoroutier à Pont d'Aiton (Rhône - Alpes) <i>Société Française du Tunnel Routier de Fréjus</i>	(ED) 41,2 ■ ●
Acquisition, lancement et exploitation de deux satellites de télécommunication et de télévision assurant la couverture de la péninsule ibérique et des îles <i>Hispasat S.A.</i>	5,5 ■ ●	- A39, section Lons-le-Saunier - Bourg-en-Bresse (Franche-Comté - Rhône-Alpes) <i>SAPRR-Société des Autoroutes Paris Rhin-Rhône SA</i>	(ED) 13,7 ●
Aménagements forestiers et infrastructures rurales <i>Comunidad Autónoma de Galicia</i>	86,0 ■ ◀	- A14, section souterraine entre La Défense et Nanterre (Ile-de-France) <i>EPAD - Etablissement Public "Aménagement de la Région de La Défense"</i>	106,2 ◀
Installations d'hydro-désulfuration du gazole dans les raffineries de Puertollano et La Corogne <i>Repsol Petróleo S.A.</i>	108,3 ■ ◀ (ED) 50,9 ■ ◀	Aménagements urbains et parcs de stationnement dans l'agglomération lyonnaise (Rhône - Alpes) <i>Communauté Urbaine de Lyon</i>	49,6 ◀
Construction d'une nouvelle unité de fabrication de moteurs automobiles à Almusafes, près de Valencia <i>Ford España S.A.</i>	219,9 ■	Renouvellement partiel de la flotte et mise en place d'équipements connexes au sol <i>Air Inter SA</i>	106,5 ■ ●
<u>Prêts globaux</u>	<u>(354,1)</u>	Construction d'une nouvelle piste à l'aéroport de Saint-Denis-Gillot <i>Chambre de Commerce et d'Industrie de la Réunion</i>	4,6 ■
Financement d'infrastructures de petite ou moyenne dimension:	31,9	Modernisation et restructuration d'une usine sidérurgique à Gandrange pour la production de produits longs; amélioration du laminoir et du train à fil à Longwy (Lorraine) <i>Unimétal SA</i>	50,3 ■ ◆ ◀
- <i>Banco de Crédito Local de España</i>	(ED) 31,8	Amélioration de la productivité et de la qualité des produits; équipements pour la protection de l'environnement dans six usines chimiques <i>Rhône-Poulenc Chimie SA</i>	114,4 ■ ◀
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:		Nouvelles installations de traitement des effluents dans une usine de fabrication de bioxyde de titane à Calais (Pas-de-Calais) <i>Tioxyde Group plc</i>	37,1 ■ ◀
- <i>Instituto de Crédito Oficial</i>	189,1	Construction d'un nouvel atelier de peinture automobile à Poissy (Ile-de-France) <i>Automobiles Peugeot SA</i>	91,0 ◀
- <i>Caja de Ahorros de Valencia, Castellón y Alicante</i>	38,2	Construction d'une usine de moteurs pour automobiles à Douvrin (Pas-de-Calais) <i>Automobiles Peugeot SA</i>	76,3 ■ ◀
- <i>Banco de Sabadell</i>	25,2	Développement et production de l'ensemble propulsif de la fusée européenne Ariane 5 à Vernon (Haute-Normandie) et à Bordeaux (Aquitaine) <i>Société Européenne de Propulsion</i>	15,2 ►
- <i>Banco de Santander S.A.</i>	19,1	Création d'une unité de production de crèmes glacées à Arras (Pas-de-Calais) <i>Haagen-Dazs Arras Snc</i>	31,9 ■
- <i>CAIXA-Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona</i>	18,8	<u>Prêts globaux</u>	<u>(1 049,3)</u>
FRANCE		Financement d'infrastructures publiques de petite et moyenne dimension dans les domaines des transports et de la protection de l'environnement:	
<u>16 291,9 millions de francs français</u>	2 477,4		258,2 (ED) 129,1
<u>Prêts individuels</u>	<u>(1 428,1)</u>		
Intermédiaires: <i>France-Manche SA, Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Société Générale SA, Mortar Investment UK Ltd, Grand Metropolitan Finance plc</i>			
Tunnel sous la Manche <i>France-Manche SA</i> <i>Eurotunnel plc</i>	114,0 ● 22,8 ●		
Ligne du TGV-Nord entre Paris et la frontière belge, avec embranchement vers le Tunnel sous la Manche <i>Société Nationale des Chemins de Fer Français</i>	285,8 ■ ●		
Nouveaux tronçons du réseau autoroutier:			
- A83, section Nantes - Niort (Pays de la Loire) <i>ASF - Société des Autoroutes du Sud de la France SA</i>	89,7 ■		
- A16, section l'Isle-Adam - Amiens (Ile-de-France - Picardie) <i>SANEF - Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France SA</i>	60,8 ■ ●		
- A40, doublement du tunnel de Chamoise et des viaducs de Nantua et de Neyrolles (Rhône - Alpes) <i>SAPRR - Société des Autoroutes Paris Rhin-Rhône SA</i>	60,8 ●		

	millions d'écus		millions d'écus
dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et des services:		ITALIE	
- Groupe Paribas	183,1	5 908,2 milliards de lires	3 099,5
- Caisse Centrale des Banques Populaires	151,7	Prêts individuels	(2 261,3)
- Caisse Nationale du Crédit Agricole SA	45,8	Intermédiaires:	
- Caisse Centrale du Crédit Mutuel	25,5 (ED) 5,0	Credito Fondiario e Industriale, BNL, Centrobanca, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Mediobanca, Mediocredito Toscano, Banca Commerciale Italiana, IMI (Istituto Mobiliare Italiano)	
- Compagnie Financière du Crédit Mutuel de Bretagne	30,5	- Mediovenezie Banca, CREDIOP (Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche), Istituto Bancario San Paolo di Torino, Cassa di Risparmio di Verona, Vicenza, Belluno e Ancona, Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza, Cassa di Risparmio di Padova e Rovigo, CIS (Credito Industriale Sardo), Mediocredito di Roma, ISVEIMER (Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale), Efibanca (Ente Finanziario Interbancario), Interbanca (Banca per Finanziamenti a Medio e Lungo Termine), Credito Romagnolo, Mediocredito Centrale	
- Crédit Foncier de France	22,8	Installation de désulfuration, de dénitrification et d'élimination des cendres volantes dans la centrale de Porto Marghera, près de Venise (Veneto)	
- Caisse Française de Développement (départements d'Outre-Mer)	15,2	ENEL SpA	52,4 ◀
IRLANDE		Centrale multi-combustibles à Brindisi (Puglia)	
232,1 millions de livres irlandaises	291,1	ENEL SpA	107,5 ■ ◆ ◀
Prêts individuels	(190,3)	Installations visant à réduire la pollution atmosphérique dans des centrales thermiques (Liguria, Lazio, Emilia-Romagna)	
Intermédiaires:		ENEL SpA	258,8 ■ ◀
Ireland, Minister for Finance,		Construction de centrales de production à cycle combiné, fonctionnant au gaz naturel:	
Irish Telecommunications investments plc,		- à Castelmassa (Veneto) et Spinetta Marengo (Piemonte)	
ABN AMRO Bank NV		Edison Termoelettrica SpA	26,2 ■ ◆
Amélioration des réseaux de transport et distribution d'électricité		- à Biella (Piemonte)	
Electricity Supply Board	(ED) 62,1 ■ ◆	Enerbiella	3,4 ◆
Modernisation du matériel roulant sur différentes lignes de chemin de fer		- à Settimo Torinese, près de Torino (Piemonte)	
Coras Iompair Eireann	22,7 ■	Società Nordelettrica SpA	12,9 ■ ◆
Aménagements routiers:		Mise en valeur de gisements d'hydrocarbures:	
- Seconde phase du contournement de Dublin		- gaz naturel à Daria, en Mer Adriatique (Marche) et à Roseto-Montesililo (Puglia); et pétrole au sud de Potenza (Basilicata)	38,8 ■ ◆ (ED) 13,0 ■ ◆
Dublin County Council	11,2 ■	- pétrole à Villafortuna-Trecate, près de Novara (Piemonte) et divers gisements de gaz naturel dans le centre et le sud	
- Contournement de Kilcock, Leixlip et Maynooth; route Dunkettle-Carrigtwohill; contournement de Mullingar		AGIP SpA	99,4 ■ ◆
Ireland, Minister for Finance	12,4 ■	- gaz naturel à San Marco (Marche) et Cellino (Abruzzo); construction d'une conduite de transport reliant le terminal terrestre du gisement "Giovanna" à la centrale électrique au gaz de Bussi (Abruzzo)	25,9 ■ ◆
Construction d'un nouveau terminal pour navires transbordeurs		- gaz naturel à Candela (Puglia)	10,4 ■ ◆
Dun Laoghaire Harbour (Finance) Board	10,7 ■ ●	- gaz naturel à Daria, en Mer Adriatique (Marche)	25,9 ◆
Extension et modernisation du réseau de télécommunications		Edison Gas SpA	
Bord Telecom Eireann	31,5 ■ ●	Construction du deuxième gazoduc trans-méditerranéen	103,5 ■ ◆ (ED) 155,3 ■ ◆
Aménagements routiers, ouvrages d'adduction et d'assainissement des eaux, travaux divers d'infrastructures, amélioration des équipements touristiques		Extension du réseau de distribution de gaz naturel et renforcement de l'approvisionnement en eau potable dans le Trentino-Alto Adige	
Ireland, Minister for Finance	32,2 ■ ◀	SIT - Società Industriale Trentina SpA	7,8 ■ ◆
Modernisation et extension d'instituts techniques supérieurs			
Ireland, Minister for Finance	7,5 ■		
Prêts globaux	(100,8)		
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:			
- ICC Bank plc	75,6		
- AIB Finance Ltd	25,2		

	millions d'écus		millions d'écus
Achèvement de la conversion au gaz naturel de l'agglomération de Milano <i>Azienda Energetica Municipale - Milano</i>	52,1 ♦	Modernisation et extension des télécommunications - réseau interurbain - développement des capacités de commutations dans le centre - sur l'ensemble du territoire	134,4 ● 182,0 ■ ● 289,9 ■ ● 13,4 ●
Restructuration et extension des réseaux de distribution de gaz naturel au centre et au nord-est de l'Italie <i>ITALGAS - Società Italiana per il Gas SpA</i>	36,4 ♦ (ED) 26,9 ♦	- réseau de couverture par satellites <i>TELECOM Italia SpA</i>	(ED) 8,1 ●
Extension et renforcement des réseaux de distribution de gaz naturel et des systèmes d'adduction d'eau potable dans les provinces de Napoli et Caserta <i>Napoletana Gas SpA</i>	15,6 ■ ♦ (ED) 10,8 ■ ♦ ◀	Rénovation du centre historique et aménagements urbains à Macerata <i>Regione Marche</i>	7,2 ■ ◀
Extension des réseaux de distribution d'eau potable, de gaz naturel et de chauffage urbain de Bologna et de ses alentours <i>ACOSER - Azienda Consorziale Servizi Reno</i>	15,7 ♦ ◀	Modernisation des infrastructures urbaines à Belluno <i>Regione Veneto</i>	2,6 ◀
Extension du réseau de chauffage urbain: - de Verona <i>AGSM Verona - Azienda Generale Servizi Municipalizzati del Comune di Verona</i>	10,4 ♦	Restauration et remise en état de bâtiments historiques à Monreale et Milazzo <i>Regione Sicilia</i>	6,2 ■ ◀
- de Torino <i>Azienda Energetica Municipale di Torino</i>	25,9 ♦	Modernisation et rationalisation d'une cimenterie à Augusta (Sicilia) <i>Cementeria di Augusta SpA</i>	27,4 ■
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées: - à San Remo, Ventimiglia et Genova <i>Regione Liguria</i>	7,5 ◀	Modernisation d'une ligne de production de verre flotté dans l'usine de Pisa (Toscana) <i>Fabbrica Pisana SpA</i>	15,5 ■
- dans les provinces de Cagliari et d'Oristano <i>Regione Sardegna</i>	2,1 ■ ◀	Modernisation de deux raffineries à Sannazzaro (Lombardia) et à Taranto (Puglia), visant à réduire la production de fioul lourd et la teneur en soufre des gazoles <i>AGIP Raffinazione SpA</i>	132,4 ♦ ◀
- à Città di Castello et Perugia <i>Regione Umbria</i>	9,4 ■ ◀	Modernisation et extension d'usines de chauffe-eau et de matériel électrique pour salles de bain dans la région Marche <i>Merloni Termosanitari SpA</i>	3,1 ■
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées; approvisionnement en eau potable: - sur la côte adriatique <i>Regione Marche</i>	14,0 ■ ◀	Construction de 19 usines de pièces pour automobiles à Melfi (Basilicata) en vue de la mise en place d'un système d'approvisionnement intégré destiné à l'usine locale d'assemblage de FIAT Auto <i>ACM - Consorzio Auto Componentistica Mezzogiorno, S.C.p.A.</i>	6,2 ■ ▶
- à Roma, Ariccia et Aprilia <i>Regione Lazio</i>	3,7 ■ ◀	Construction d'une nouvelle usine de machines à laver à Fabriano (Marche) <i>Antonio Merloni SpA</i>	10,5 ■
- à Alcamo, près de Palermo <i>Regione Sicilia</i>	19,2 ■ ◀	Extension et modernisation de quatre usines d'appareils ménagers dans le centre et le nord <i>Merloni Elettrodomestici SpA</i>	15,7 ■
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et des déchets solides: - dans l'ensemble de la région <i>Regione Veneto</i>	4,7 ■ ◀	Modernisation et agrandissement d'une usine de conserve de viande et de thon à Aprilia (Lazio) <i>Simmenthal SpA</i>	4,1 ■
- dans l'ensemble de la région <i>Regione Friuli-Venezia Giulia</i>	5,7 ■ ◀	Modernisation et extension d'une usine d'aliments pour bébés à Latina (Lazio) <i>Plasmon Dietetici Alimentari SpA</i>	10,4 ■
- dans les provinces de L'Aquila et de Teramo <i>Regione Abruzzo</i>	10,8 ■ ◀	Modernisation de quatre brasseries à Bari (Puglia), Napoli, Battipaglia (Campania) et Padova (Veneto) <i>Birra Peroni Industriale SpA</i>	5,9 ■ ♦ ◀
- dans le bassin du Mercure et à Matera <i>Regione Basilicata</i>	5,4 ■ ◀	Modernisation et extension d'une usine de papier de soie à Castelnuovo di Garfagnana (Toscana) <i>Cartiere Unikay SpA</i>	5,2 ■
- à Milano, dans l'Oltrepò Pavese et à Bergamo <i>Regione Lombardia</i>	7,0 ◀	Extension d'une usine de papier à Porcari (Toscana) <i>Delicarta SpA</i>	16,1 ■ ◀
Automatisation du système de péage sur une partie du réseau autoroutier <i>AUTOSTRADA - Concessioni e Costruzioni Autostrade SpA</i>	26,9 ■ ●	Réalisation à Novaledo (Trento) d'une usine de pompes-doseuses pour produits pharmaceutiques, cosmétiques et alimentaires <i>Coster Tecnologie Speciali SpA</i>	10,4 ■ ◀
Extension de l'aéroport de Milano-Malpensa <i>Società Esercizi Aeroportuali SpA</i>	103,5 ●		

	millions d'écus		millions d'écus
<u>Prêts globaux</u>	<u>(838,2)</u>	Extension d'un incinérateur de déchets ménagers et assimilés à Beuningen, près de Nimègue (Gelderland) <i>Afvalverwerking Regio Nijmegen NV</i>	27,9 ◆ ◆ (ED) 13,9 ◆ ◆
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:		Construction d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés à Alkmaar <i>Huisvuilcentrale Noord Holland NV</i>	103,9 ◆ ◆ (ED) 34,6 ◆ ◆
IMI	131,4 (ED) 26,9	<u>Prêts globaux</u>	<u>(116,2)</u>
Mediocredito Centrale	128,2	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:	
BNL	105,5	<i>Internationale Nederlanden Bank NV</i>	69,7
Cassa di Risparmio in Bologna	92,1	<i>FIGG - Financieringsmaatschappij Industrieel Garantiefonds NV</i>	46,5
Banco di Napoli	40,3	PORTUGAL	
Banco Ambrosiano Veneto	32,3	<u>218 080 millions d'escudos</u>	<u>1 109,7</u>
ISVEIMER	31,4	<u>Prêts individuels</u>	<u>(1 084,2)</u>
Istituto Bancario San Paolo di Torino	31,4	Extension et renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité <i>E.D.P. - Electricidade de Portugal, SA</i>	171,8 ■ ◆
Mediocredito Lombardo	26,9	Première phase de la mise en place d'un réseau de transport de gaz naturel dans la partie occidentale du pays <i>Transgás-Sociedade Portuguesa de Gás Natural</i>	107,3 ■ ◆ (ED) 46,0 ■ ◆
Banca Mediocredito	26,9	Construction d'un réseau de collecte et d'approvisionnement en eau potable dans l'est de l'Algarve <i>República Portuguesa - Ministério das Finanças</i>	13,2 ■ ◆ (ED) 12,3 ■ ◆
Mediocredito Toscano	26,9	Extension du réseau régional d'alimentation en eau potable de la région du Tage moyen <i>EPAL- Empresa Portuguesa das Águas Livres, SA</i>	15,2 ■ ◆
Mediovenezie Banca	26,2	Aménagements routiers:	
Mediocredito di Roma	25,9	Premier tronçon du périphérique intérieur à l'ouest de Lisboa <i>Junta Autónoma de Estradas</i>	25,3 ■
Efibanca - Ente Finanziario Interbancario	20,7	Construction de trois tronçons autoroutiers: A4, section Penafiel-Amarante (Norte), A6, section Marateca-Montemor et A8, section Malveira-Torres Vedras, à proximité de Lisboa <i>BRISA - Auto-Estradas de Portugal SA</i>	135,4 ■ ●
Credito Fondiario e Industriale	16,1	Amélioration du réseau routier national <i>Junta Autónoma de Estradas</i>	147,2 ■ ●
Banca Popolare di Verona	15,7	Extension et modernisation du métro <i>Metropolitano de Lisboa EP</i>	278,4 ■ ◆ (ED) 38,3 ■ ◆
Artigiancassa - Cassa per il Credito alle Imprese Artigiane	12,4	Liaisons routières Funchal-aéroport et Boa Nova-Cancela et travaux de renforcement du port de Funchal visant à réduire les risques de dégâts en cas de tempête <i>Região Autónoma da Madeira</i>	70,7 ■
Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza	10,8	Construction d'une unité de fabrication de composants pour automobiles à Palmela (Setúbal) <i>Sommer Allibert Industrie SA</i>	20,2 ■
Meliorconsorzio - Consorzio Nazionale per il Credito a Medio e Lungo Termine	10,4	Modernisation de trois usines de produits alimentaires et de détergents à proximité de Lisboa <i>Unilever - Industrias Lever Portuguesa LDA</i>	2,9 ■ ◆ ◆
LUXEMBOURG		<u>Prêts globaux</u>	<u>(25,5)</u>
<u>200,0 millions de francs luxembourgeois</u>	<u>5,1</u>	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:	
<u>Prêt global</u>	<u>(5,1)</u>	<i>Banco Português do Atlântico</i>	15,3
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension:		<i>Banco Espírito Santo & Comercial de Lisboa</i>	10,2
<i>Société Nationale de Crédit et d'Investissement</i>	5,1		
PAYS-BAS			
<u>862,0 millions de florins</u>	<u>399,5</u>		
<u>Prêts individuels</u>	<u>(283,3)</u>		
Centrale de production combinée de chaleur et d'électricité à Buggenum (Limbourg) <i>Demkolec BV</i>	(ED) 51,0 ◆		
Amélioration des installations de collecte et d'évacuation des eaux usées de la ville d'Amsterdam <i>Gemeente Amsterdam</i>	34,8 ◆ (ED) 17,2 ◆		

	millions d'écus		millions d'écus
ROYAUME-UNI			
1 920,0 millions de livres sterling	2 454,7	Aménagements routiers et remise en état de l'ancien site minier d'Ashington (près de Newcastle) en vue de la création d'un parc d'entreprises (North East) <i>Northumberland County Council</i>	19,9 ■ ◀ (ED) 9,9 ■ ◀
<u>Prêts individuels</u>	<u>(2 295,5)</u>	Installations d'hydro-désulfuration à la raffinerie de PIP à Middlesbrough (North East) <i>Phillips Imperial Petroleum</i>	12,8 ■ ♦ ◀ (ED) 6,4 ■ ♦ ◀
Construction d'une nouvelle centrale au gaz à Rye House (South East) <i>Powergen plc</i>	127,3 ♦	Fabrication de papier-journal à base de fibres recyclées à Aylesford (South East) <i>Aylesford Newsprint Ltd</i>	115,8 ◀
Construction d'une centrale électrique à "Isle of Grain" (South East) <i>Medway Power Ltd</i>	203,7 ♦	<u>Prêts globaux</u>	<u>(159,2)</u>
Mise en valeur de quatre gisements de pétrole et de gaz dans la baie de Liverpool (North West) <i>BHP- Hamilton Oil Great Britain plc</i>	255,9 ♦	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:	
<i>Monument (Liverpool Bay) Petroleum Ltd</i>	95,5 ♦	<i>Barclays Bank plc</i>	63,7
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées en vue d'améliorer la qualité des eaux de baignade (North East) <i>Northumbrian Water Ltd</i>	(ED) 19,3 ■ ◀	<i>Midland Bank plc</i>	63,7
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et d'adduction d'eau (Wales) <i>Dwr Cymru Cyfyngedig</i>	50,9 ■ ◀	<i>The Royal Bank of Scotland plc</i>	31,8
Tunnel sous la Manche <i>Eurotunnel plc</i>	142,3 ●	AUTRICHE	89,5
Construction de la section Walsall (près de Birmingham) - autoroute M6 de la "Black Country Route" (West Midlands) <i>Walsall Metropolitan Borough Council</i>	44,0 ■ ● (ED) 19,7 ■ ●	Mise en place de nouvelles liaisons téléphoniques par fibres optiques entre l'Autriche et les sept pays voisins <i>Österreichische Post & Telegraphenverwaltung</i>	74,0 ●
Construction de trois sections de la "Blackwater Valley Route" à travers le Surrey et le Hampshire (South East) <i>Hampshire County Council</i>	(ED) 67,5 ●	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:	
<i>Surrey County Council</i>	(ED) 68,8 ●	<i>Österreichische Investitionskredit AG</i>	15,5
Construction de nouveaux tronçons et aménagement de la voie existante entre Faversham et Ramsgate (Thanet Way) et entre Whitfield et Eastry; contournement de Eastry (South East) <i>Kent County Council</i>	25,4 ■ ● (ED) 44,6 ■ ●	FINLANDE	60,2
Construction d'un lien fixe entre l'Ecosse et l'île de Skye au large des Highlands <i>Skye Bridge Ltd</i>	12,7 ■	Amélioration de deux sections de l'axe routier est-ouest E18 dans le sud du pays <i>Republic of Finland</i>	60,2 ●
Construction d'un réseau ferroviaire léger de transports en commun et acquisition de 25 rames à Sheffield (Yorkshire & Humberside) <i>South Yorkshire Supertram Ltd</i>	127,3 ■ ◀	SUÈDE	15,3
Extension du terminal 1 de l'aéroport international <i>Heathrow Airport Ltd</i>	76,4 ● (ED) 19,1 ●	Construction d'un câble électrique de courant continu entre la Suède et l'Allemagne <i>Baltic Cable AB</i>	15,3 ♦
Modernisation du réseau de télécommunications national et international <i>British Telecommunications plc</i>	512,1 ■ ● (ED) 96,5 ■ ●	AUTRES (1)	260,8
Aménagements routiers, ouvrages d'adduction et de traitement des eaux, ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées <i>Strathclyde Regional Council</i>	77,2 ■ ◀	Amélioration du réseau de transport d'électricité en Norvège: dans le nord, ligne Svartisen-Salten; dans le sud, amélioration des postes de transformation <i>Statnett SF</i>	29,7 ♦
Achèvement du périphérique; aménagement de zones industrielles et d'un centre de formation pour ingénierie aérospatiale à Cardiff (Wales) <i>South Glamorgan County Council</i>	31,8 ■ (ED) 12,9 ■	Construction de deux barrages en enrochement afin d'augmenter la capacité de stockage d'eau de la centrale hydroélectrique de Svartisen, dans le nord de la Norvège <i>Statkraft SF</i>	65,4 ♦
		Construction d'un câble électrique de courant continu haute tension entre le Danemark et la Norvège <i>Statnett SF</i>	4,5 ♦
		Construction d'une conduite de transport de gaz naturel entre la frontière algéro-marocaine et la côte marocaine du Détroit de Gibraltar, près de Tanger <i>Europe Maghreb Pipeline Ltd</i>	162,2 ♦

(1) Financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne

LISTE DES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE EN 1994

Le montant total des financements de la BEI pour des investissements à l'extérieur de l'Union européenne s'élève à 2 245,6 millions dont 461,6 millions dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer, 607 millions dans les pays du bassin méditerranéen, 957 millions dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, 121 millions en Amérique Latine et 99 millions en Asie.

Les prêts sur ressources propres sont signalés par *. Ils sont parfois bonifiés : dans les Etats ACP, sur les ressources du FED et dans certains pays du bassin méditerranéen, sur les ressources budgétaires communautaires.

Les financements sur ressources budgétaires sont signalés par □. Ces financements sont accordés par la BEI sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté ; ils sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale. En outre, certains projets sur capitaux à risques ont fait l'objet de concours sur des autorisations en cours dont les montants ne figurent pas dans les statistiques de l'exercice. A des fins d'information, ils sont repris dans la liste ci-après et identifiés par le signe +.

	millions d'écus			millions d'écus	
ENSEMBLE DES ACP					
Prêt global pour le financement des projets privés de petite et moyenne dimension dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie, des mines, du tourisme et des services <i>Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique - Proparco, groupe de la Caisse Française de Développement</i>	35,0	*	Construction d'une nouvelle fabrique de réfrigérateurs à Harare Prêt conditionnel à <i>Industrialiseringsfonden for Udviklingslandene</i> pour <i>Derby Imperial Refrigeration</i>	1,25	□
Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie, l'exploitation minière, du tourisme et des infrastructures <i>Commonwealth Development Corporation</i>	35,0	*	Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme, des transports et des mines au moyen de prêts et de prises de participations <i>Zimbabwe Development Bank</i> Prêt conditionnel à la <i>Zimbabwe Development Bank</i>	12,0 5,0	 ★ □
			Aménagement et exploitation d'une mine de cuivre à ciel ouvert à Sanyati Prêt conditionnel à <i>Zimbabwe Mining Company Ltd</i> pour <i>Munyati Mining Company Ltd</i>	5,6	□
AFRIQUE					
RÉGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST		4,2	+ Art Corporation Ltd Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (Proparco) (0,3)		
MALI					
Prise de participation, pour le compte de la Communauté, dans le capital social du <i>Fonds de Garantie du Financement des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest</i>	3,8	□	Mise en exploitation du gisement aurifère de Sadiola <i>Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola</i>	35,0	★
Prise de participation, pour le compte de la Communauté, dans le capital de <i>Cauris Investment</i> , société de capital risque	0,4	□	Modernisation et extension de l'huilerie-raffinerie de coton de Koulikoro et traitement des effluents Prêt subordonné à l' <i>Huilerie Cotonnière du Mali - HUICOMA</i>	5,0	□
MOZAMBIQUE					
Remise en état de la ligne à haute tension reliant la centrale hydroélectrique de Cahora Bassa au réseau d'Afrique du Sud <i>-Hidroeléctrica de Cahora Bassa</i>	20,0	★	Création d'une tannerie dans la zone industrielle de Bamako Prêt conditionnel à la <i>Compañía Española de Financiación del Desarrollo, S.A. (COFIDES)</i> pour <i>Tannerie d'Afrique Occidentale S.A.</i>	0,2	□
Prêt conditionnel au gouvernement du Mozambique pour <i>Hidroeléctrica de Cahora Bassa</i>	20,0	□	Prise de participation dans le capital et renforcement des ressources financières d'une société pour le développement des PME Prêts conditionnels à <i>Crédit Initiative S.A.</i>	1,0	□
Renouvellement d'une flottille de bateaux de pêche à la crevette Prêt conditionnel au gouvernement du Mozambique pour <i>Pescamar</i>	6,0	□	KENYA		
40,5					
ZIMBABWE					
Construction d'une ligne à haute tension (330 kV) entre la centrale de Cahora Bassa, au Mozambique, et le Zimbabwe <i>Zimbabwe Electricity Supply Authority</i>	17,0	★	Prêt global APEX pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, l'agro-industrie et de l'horticulture, du tourisme et des mines - <i>République du Kenya</i> - Prêt conditionnel à la <i>République du Kenya</i>	15,0 20,0	 ★ □
Etude de faisabilité concernant la possibilité d'exploiter du gaz méthane de gisements de charbon dans le sud-est et le nord-ouest du pays. Prêt conditionnel à <i>Alphen Ressources Ltd</i>	0,6	□	Remise en état d'un oléoduc acheminant des produits pétroliers raffinés de Mombasa jusqu'à la capitale Nairobi Prêt conditionnel au gouvernement du Kenya pour <i>Kenya Pipeline Company Ltd</i>	5,5	□

	millions d'écus		millions d'écus
ZAMBIE	24,2	ÉTHIOPIE	14,0
Prêt global pour le financement partiel de la construction de serres et des infrastructures nécessaires à la production de roses		Financement partiel de la section éthiopienne de la liaison hertzienne Addis-Abeba - Djibouti et de réseaux locaux de communication	
Prêt conditionnel à <i>Barclays Bank of Zambia Ltd</i>	5,5 □	Prêt conditionnel au <i>gouvernement éthiopien</i> pour l' <i>Office Ethiope de Télécommunications</i>	14,0 □
Réfection de l'oléoduc de Tazama reliant Dares-Salaam en Tanzanie à une raffinerie proche de Ndola en Zambie			
Prêt conditionnel à la <i>République de Zambie</i> pour <i>Tazama Pipelines Ltd</i>	18,0 □	ILE MAURICE	14,0
Unité de broyage de maïs et d'extraction d'huile		Extension du système national de télécommunications <i>Mauritius Telecom</i>	14,0 ★
Prêt conditionnel à <i>Industrialiseringsfonden for Udviklingslandene</i> pour <i>Mulunguski Investments Ltd</i>	0,7 □	+ <i>Mauritius Venture Capital Fund</i> Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (Proparco) (0,5)	
LESOTHO	23,0		
Construction, à Muela, d'une centrale hydroélectrique - <i>Lesotho Highlands Development Authority</i>	5,0 ★	BOTSWANA	10,4
- Prêt conditionnel au gouvernement du <i>Lesotho</i> pour <i>Lesotho Highlands Development Authority</i>	15,0 □	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable de Lobatse	
Concours à la <i>Lesotho National Development Corporation</i> pour la construction, par la LNDe, de bâtiments à usage industriel		Prêt conditionnel à la <i>République du Botswana</i> pour <i>Water Utility Corporation</i>	3,0 □
Prêt conditionnel au <i>gouvernement du Lesotho</i>	0,75 □	Modernisation d'un abattoir à Lobatse <i>Botswana Meat Commission</i>	3,4 ★
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, des transports et du tourisme, ou pour la réalisation de bâtiments industriels		Prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, des transports, des mines et du tourisme - <i>Botswana Development Corporation</i>	2,5 ★
Prêt conditionnel au <i>gouvernement du Lesotho</i>	1,75 □	- Prêt conditionnel à <i>Botswana Development Corporation</i> pour l'apport de fonds propres et de quasi fonds propres à des PME	1,5 □
Prêt global pour le financement d'investissements en fonds propres et quasi fonds propres dans des petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, des transports et du tourisme			
Prêt conditionnel à <i>Lesotho National Development Corporation</i>	0,5 □	ÉRYTHRÉE	8,0
TANZANIE	23,0	Financement partiel de la liaison hertzienne Massawa - Asmara - Kerun, d'une station terrestre de satellites et de réseaux locaux de câbles pour les communications	
Construction d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Kihansi		<i>Gouvernement érythréen</i> pour le <i>Service Erythréen de Télécommunications</i>	8,0 □
Prêt conditionnel à la <i>République Unie de Tanzanie</i> pour <i>Tanzania Electric Supply Company</i>	23,0 □		
GUINÉE	16,0	CÔTE - d'IVOIRE	4,2
Poursuite du programme agro-industriel de SOGUIPAH : huile de palme, production et transport d'électricité, approvisionnement en eau et épuration		Forage d'un puits de confirmation dans une structure adjacente au champ pétrolier Béliar, à environ 15 km au large d'Abidjan	
Prêt conditionnel à la <i>République de Guinée</i> pour la <i>Société Guinéenne de Palmiers à Huile et d'Hévéas - SOGUIPAH</i>	14,0 □	Prêts conditionnels à la <i>République de Côte-d'Ivoire</i> pour la <i>Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI)</i>	0,2 □ 4,0 □
Rénovation du Grand Hôtel de l'Indépendance à Conakry			
- <i>Société Guinéenne d'Hôtellerie et d'Investissement</i>	1,5 ★	DJIBOUTI	2,8
- Prêt conditionnel à la <i>SGHI</i>	0,5 □	Financement partiel de la section djiboutienne de la liaison hertzienne Djibouti - Addis-Abeba et du nouveau système d'exploitation et de gestion	
+ <i>Société Guinéenne d'Hôtellerie et d'Investissement</i>		<i>Gouvernement de Djibouti</i> pour l' <i>Office des Postes et Télécommunications</i>	2,8 □
Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (Proparco) (0,7)			
NAMIBIE	14,1	BÉNIN	2,0
Modernisation et extension de la station d'épuration de Von Bach, destinée à l'approvisionnement en eau potable de Windhoek		Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, de la pêche et du tourisme	
- <i>République de Namibie</i>	3,0 ★	Prêt conditionnel à <i>ECOBANK</i> pour rétrocession sous forme de prêts subordonnés aux PME ou pour prises de participation	2,0 □
- Prêt conditionnel à la <i>République de Namibie</i>	3,0 □		
Extension des infrastructures de base de la ville de Windhoek			
<i>République de Namibie</i> pour la <i>Municipalité de Windhoek</i>	8,1 ★		

	millions d'écus		millions d'écus
MADAGASCAR	2,0	CARAÏBES	
Prêt global pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'industrie, l'agro-industrie, les mines, le tourisme et les transports		RÉGIONAL CARAÏBES	4,0
Prêt conditionnel à <i>BNL - Crédit Lyonnais</i>	1,0 □	Création d'une nouvelle compagnie aérienne régionale	
Prêt global pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension de l'industrie, l'agro-industrie, les mines, le tourisme et les transports par le biais de prises de participation ou de concours en quasi-capital		Prêt conditionnel à <i>Trident Ltd</i> pour <i>Carib Express Inc</i>	4,0 □
Prêt conditionnel à la <i>Société Financière d'Investissement Aro-Fiara</i>	1,0 □	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	15,0
+ Société d'Aquaculture de la Mahajamba		Renforcement du réseau de transport d'électricité	
Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (Proparco) (0,09)		Prêt conditionnel à la <i>République Dominicaine</i> pour <i>Corporación Dominicana de Electricidad</i>	15,0 □
CAP-VERT	2,0	TRINITÉ ET TOBAGO	12,6
Construction d'une unité industrielle de conditionnement d'anchois à Mindelo (île de São Vicente)		Unité de fabrication de MTBE (méthyl-tertio-buthyl-éther), additif pour accroître l'indice d'octane de l'essence dans une raffinerie à Pointe-à-Pierre	
Prêt conditionnel à <i>Fishpackers of Cape Verde S.A.</i>	2,0 □	<i>République de Trinité et Tobago</i>	8,5 ★
SEYCHELLES	2,0	Prêt global pour le financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans l'industrie, l'agro-industrie, le tourisme et les mines par le biais de participations en capital et en quasi-capital	
Prêt conditionnel pour le financement, par l'intermédiaire de prêts ou de prises de participation, de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, de la pêche, du tourisme et des transports		Prêt conditionnel à <i>Development Finance Ltd</i>	4,1 □
Prêt conditionnel à <i>Development Bank of Seychelles</i>	2,0 □	Étude de faisabilité concernant l'extension de l'approvisionnement en eau de Richmond	
GHANA	0,7	Prêt conditionnel à la <i>République de Trinité et Tobago</i>	0,1 □
Création d'une usine de fabrication de glaces et de yaourts à Accra		SAINT VINCENT ET GRENADINES	5,0
Prêt participatif à <i>General Milk Products Ltd</i>	0,7 □	Construction d'installations d'accostage de paquebots de croisière et de navires transbordeurs dans le port de Kingstown	
+ Ghana Venture Capital Fund Ltd		Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de St Vincent et Grenadines</i>	5,0 □
- Commonwealth Development Corporation (1,3)		BELIZE	3,7
- Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique (Proparco) (0,2)		Mise en place d'un réseau de haute tension intégré	
GUINÉE BISSAU	0,2	Prêts conditionnels au <i>gouvernement du Belize</i> pour <i>Belize Electricity Ltd</i>	3,7 □
Prise de participation au capital d'une fabrique de portes et fenêtres en bois		SAINTE LUCIE	3,5
Prêt conditionnel à la <i>Compañia Española de Financiación de Desarrollo, S.A. (COFIDES)</i> pour <i>Guineense-Espanhola de Madeiras, GEMSA, S.A.</i>	0,2 □	Prêts globaux pour:	
MAURITANIE	0,1	- le financement d'investissements de petites entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme	
Étude de faisabilité technique et économique d'une fonderie		<i>St Lucia Development Bank (SLDB)</i>	2,0 ★
Prêt conditionnel à la <i>Société Arabe pour le Fer et l'Acier</i>	0,1 □	- l'apport de fonds propres ou de quasi-fonds propres en faveur d'entreprises industrielles ainsi que pour la réalisation d'études de faisabilité	
		Prêt conditionnel à <i>St Lucia Development Bank</i>	1,0 □
		- l'augmentation de capital de la SLDB	
		Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de Ste Lucie</i>	0,5 □
		JAMAÏQUE	2,0
		Financement de prises de participation dans des petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, des mines et du tourisme	
		Prêt conditionnel à <i>Jamaica Venture Fund Ltd</i>	2,0 □

	millions d'écus		millions d'écus
PACIFIQUE		PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER	
PAPOUASIE- NOUVELLE GUINÉE	4,0	ILES VIERGES BRITANNIQUES	2,0
Prêt global à la <i>Banque de Papouasie-Nouvelle Guinée</i> pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme	4,0 ★	Prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, de la pêche et du tourisme	
		- <i>Development Bank of the Virgin Islands</i>	1,5 ★
		- Prêt conditionnel au gouvernement des <i>Iles Vierges Britanniques</i>	0,5 □
SAMOA OCCIDENTALES	1,5	NOUVELLE CALÉDONIE	2,0
Prêt global pour le financement par le biais de prêts et/ou de prises de participation, de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme et des transports ainsi que des infrastructures productives		Prêt participatif convertible pour l'augmentation du capital de la BCI	
Prêt conditionnel à <i>Development Bank of Western Samoa</i>	1,5 □	Prêt conditionnel à la <i>Banque Calédonienne d'Investissement</i>	2,0 □
		ILES TURKS ET CAICOS	0,4
		Etude de faisabilité pour la production d'électricité à partir d'éoliennes	
		Prêt conditionnel à <i>Turks and Caicos Utilities Ltd</i>	0,4 □
MÉDITERRANÉE		ALGÉRIE	80,0
MAROC	140,0	Poursuite de la construction de l'autoroute Est-Ouest : tronçon Lakhdaria - Bouira (33 km)	
Interconnexion électrique entre le Maroc et l'Espagne : câbles électriques sous-marins à travers le détroit de Gibraltar et renforcement du réseau marocain		<i>République algérienne démocratique et populaire</i> représentée par la <i>Banque Algérienne de Développement</i>	80,0 ★
<i>Office National de l'Électricité</i>	80,0 ★	TUNISIE	63,0
Approvisionnement en eau potable de Casablanca, Agadir, Rommani, Essaouira, Ouled Teima et Beni Mellal		Stations d'épuration à Tunis et Medenine; réseaux d'assainissement de six villes côtières	
<i>Office National de l'Eau Potable</i>	40,0 ★	<i>Office National d'Assainissement</i>	25,0 ★
Financement de prises de participations dans des entreprises des secteurs productifs, principalement industriels, en priorité associés à des entreprises de l'Union européenne		Aménagement de deux zones industrielles près de Tunis (M'Ghira) et de Sfax (Thyna)	15,0 ★
Prêt conditionnel au <i>Royaume du Maroc</i>	20,0 □	<i>République de Tunisie</i>	
		Construction de deux échangeurs et aménagement de 13 km de routes dans l'agglomération de Tunis	23,0 ★
ÉGYPTE	131,0	JORDANIE	49,0
Renforcement du réseau d'alimentation en électricité de l'agglomération d'Alexandrie		Etablissement de liaisons de télécommunications, notamment avec la Cisjordanie et le Liban; augmentation de la capacité de communication	
<i>Egyptian Electricity Authority</i>	55,0 ★	<i>Royaume Hachémite de Jordanie</i>	25,0 ★
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans les secteurs de l'industrie et du tourisme		Remise en état et modernisation dans la ville de Salt des réseaux de distribution d'eau et de collecte des eaux usées	
- <i>Commercial International Bank</i>	30,0 ★	<i>Royaume Hachémite de Jordanie pour Water Authority of Jordan</i>	12,0 ★
- Prêt conditionnel à la <i>Commercial International Bank</i>	6,0 □	Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme	
Accroissement de la capacité de production d'une usine sidérurgique intégrée à proximité d'Alexandrie		- <i>Industrial Development Bank</i>	10,0 ★
<i>National Bank of Egypt pour Alexandria National Iron and Steel Company</i>	40,0 ★	- Prêt conditionnel à <i>Industrial Development Bank</i>	2,0 □
LIBAN	115,0	CHYPRE	29,0
Remise en état et extension de l'aéroport international de Beyrouth		Modernisation des installations d'approvisionnement en eau potable de Nicosie et Larnaca	
<i>République du Liban</i>	80,0 ★	<i>République de Chypre</i>	17,0 ★
Remise en état des installations du port commercial de Beyrouth		Prêt global pour le financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et des services	
<i>République du Liban</i>	35,0 ★	<i>Cyprus Development Bank</i>	12,0 ★

	millions d'écus			millions d'écus
PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE			RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	
			35,0	
POLOGNE			333,0	
Extension et modernisation du réseau de télécommunications Telekomunikaija Polska S.A.	150,0	★	Extension et modernisation du réseau téléphonique Slovenske Telekomunikacie	20,0
Prêt global à l'Export Development Bank pour le financement d'entreprises du secteur industriel, touristique et des services	13,0	★	Remise en état et modernisation des installations de contrôle et de sécurité du trafic aérien République Slovaque pour Riademie Letovej Prevadzky Slovenkej Republiky (Administration du contrôle aérien de la République Slovaque)	15,0
Construction d'une station d'épuration traitant une partie des eaux usées de la capitale Ville de Varsovie pour Waste Water Treatment Plant Warsaw-South Ltd	45,0	★	BULGARIE	
			30,0	
Mise aux normes autoroutières de la section Bielany (Wroclaw) - Nogawczyce (Gliwice), sur l'axe européen E40 République de Pologne	125,0	★	Remise en état et modernisation des installations de contrôle de la sécurité du trafic aérien République de la Bulgarie (Ministère des Transports)	30,0
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE			LITUANIE	
255,0			10,0	
Extension et modernisation du réseau téléphonique Ceske Telekomunikace	30,0	★	Modernisation de l'aéroport de Vilnius République de Lituanie	10,0
Construction d'un oléoduc reliant le TAL (Trans-Alpine Leitung) à Ingolstadt (Allemagne) et le réseau Druzha (venant de Russie) à Kralupy, près de Prague MERO CR, a.s	100,0	★	LETTONIE	
Amélioration de la section tchèque de l'axe ferroviaire Berlin - Prague - Vienne C'eské drahy, s.o. (organisation d'Etat des chemins de fer tchèques)	125,0	★	5,0	
HONGRIE			ASIE	
140,0			THAÏLANDE	
Prêt global à l'Országos Takarékpénztar és Kereskedemi Bank Rt. pour le financement de projets d'infrastructures municipales	40,0	★	40,0	
Modernisation et extension du réseau téléphonique Magyar Távközlési Rt.	100,0	★	Gazoduc reliant le gisement d'Erawan (golfe de Thaïlande) au réseau existant à Bang Pakong, près de Bangkok Petroleum Authority of Thailand	40,0
ROUMANIE			PAKISTAN	
66,0			36,0	
Réhabilitation et modernisation du réseau de transport et de distribution de gaz naturel République roumaine pour ROMGAZ R.A.	50,0	★	Extension du réseau de transport d'électricité; modernisation du système de commande et de répartition dans le district de Karachi Etat pakistanais pour Karachi Electricity Supply Corporation	36,0
Remise en état et modernisation des installations de contrôle et de sécurité du trafic aérien République roumaine pour ROMATSA R.A.	16,0	★	PHILIPPINES	
ESTONIE			23,0	
Remise en état des réseaux de chauffage urbain à Pärnu République d'Estonie	7,0	★	Nouvelle chaîne de production par procédé à sec dans une cimenterie à Davao, sur l'île de Mindanao Davao Union Cement Corporation	23,0
Modernisation des installations de contrôle et de sécurité du trafic aérien République d'Estonie	20,0	★	AMÉRIQUE LATINE	
Construction d'un terminal de vrac sec dans le port de Muuga Port de Tallinn	15,0	★	CHILI	
SLOVÉNIE			75,0	
41,0			Modernisation et extension du réseau de télécommunications Telefónica Internacional Chile	75,0
Aménagements et modernisation sur la grande ligne ferroviaire internationale est-ouest Slovenske Zeleznice	13,0	★	ARGENTINE	
Construction de trois tronçons sur l'axe autoroutier est-ouest Ljubljana à Celje Druzba za Autocest v Republiki Sloveniji	28,0	★	46,0	
			Modernisation et extension du réseau de distribution de gaz naturel dans le nord de la province de Buenos Aires Gas Natural Ban S.A.	46,0

ANNEXE

Tableau A: **Montants des contrats signés de 1959 à 1994**

(millions d'écus)

Année	Total	Dans l'Union européenne				A l'extérieur de l'Union européenne		
		Total	Ressources propres	Mandats et garanties	Ressources du NIC	Total	Ressources propres	Ressources budgétaires
1959/1972	2 839,9	2 453,4	2 344,1	109,3	—	386,5	155,7	230,8
1973/1980	14 547,9	12 553,0	11 946,2	132,1	474,7	1 994,9	1 381,5	613,4
1981	3 838,9	3 352,3	2 539,3	282,1	530,9	486,6	396,4	90,2
1982	4 694,6	4 243,0	3 452,6	—	790,4	451,6	410,2	41,4
1983	5 946,1	5 466,1	4 168,3	97,6	1 200,2	480,0	427,2	52,8
1984	6 902,6	6 194,4	5 012,8	—	1 181,6	708,2	620,7	87,5
1985	7 117,9	6 458,3	5 574,5	—	883,8	659,6	584,3	75,3
1986	7 556,1	7 071,1	6 678,1	—	393,0	485,0	381,8	103,2
1987	7 848,6	7 450,3	7 003,4	—	446,9	398,3	188,8	209,5
1988	10 180,1	9 479,8	8 938,3	185,0	356,5	700,2	520,1	180,1
1989	12 246,1	11 634,2	11 555,9	—	78,3	611,8	485,9	125,9
1990	13 338,9	12 626,0	12 549,9	52,5	23,6	712,9	669,0	43,9
1991	15 393,3	14 477,3	14 438,1	—	39,2	916,0	781,5	134,5
1992	17 032,5	16 139,7	16 066,0	73,7	—	892,8	764,3	128,5
1993	19 614,5	17 724,2	17 672,6	51,5	—	1 890,3	1 807,4	82,9
1994	19 927,5	17 681,9	17 656,0	25,8	—	2 245,6	1 978,5	267,1
Total	169 025,4	155 005,0	147 596,3	1 009,6	6 399,1	14 020,3	11 553,3	2 467,0

Tableau B: **Montants des contrats signés de 1990 à 1994 et de 1959 à 1994**

Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

(millions d'écus)

	1990-1994			1959-1994		
	Total	Ressources propres (2)	Autres ressources	Total	Ressources propres (2)	Autres ressources
Pays membres	78 649,0	78 586,3	62,8	155 005,0	148 605,9	6 399,1
Belgique	1 705,4	1 681,9	23,6	2 628,6	2 605,1	23,6
Danemark	3 519,4	3 519,4	—	6 909,3	6 363,4	545,8
Allemagne	8 332,1	8 332,1	—	12 060,7	12 060,7	—
Grèce	1 966,5	1 966,5	—	4 678,0	4 371,9	306,1
Espagne	14 321,7	14 282,5	39,2	17 998,5	17 754,5	244,0
France	10 187,1	10 187,1	—	21 072,3	19 822,3	1 250,0
Irlande	1 437,4	1 437,4	—	4 709,5	4 285,5	424,0
Italie	18 114,8	18 114,8	—	49 983,5	46 896,8	3 086,7
Luxembourg	88,2	88,2	—	133,4	133,4	—
Pays-Bas	1 354,3	1 354,3	—	2 220,6	2 217,4	3,2
Portugal	5 625,7	5 625,7	—	7 522,0	7 482,1	39,8
Royaume-Uni	10 774,4	10 774,4	—	22 998,5	22 522,7	475,8
Autriche	162,0	162,0	—	396,0	396,0	—
Finlande	60,2	60,2	—	60,2	60,2	—
Suède	15,3	15,3	—	15,3	15,3	—
Autres (1)	984,6	984,6	—	1 618,6	1 618,6	—
ACP-PTOM	1 485,3	887,4	597,9	4 300,2	2 644,1	1 656,1
Méditerranée	2 194,3	2 135,3	59,0	6 742,1	5 931,2	810,9
PECO	2 659,0	2 659,0	—	2 659,0	2 659,0	—
ALA	319,0	319,0	—	319,0	319,0	—
Total	85 306,6	84 587,0	719,6	169 025,4	160 159,2	8 866,2

Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 et ceux en Grèce jusqu'à fin 1980 sont comptabilisés à l'extérieur de l'Union européenne

(1) Financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne (cf. note 5d au lecteur page 130)

(2) Y compris prêts sur mandats et garanties

Tableau C: **Financements accordés dans l'Union européenne de 1990 à 1994**(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)
Répartition par pays et objectif

(millions d'écus)

	Développement régional	Infrastructures communautaires de communication	Environnement et cadre de vie	Objectifs énergétiques	Objectifs industriels	
					Compétitivité internationale	Petites et moyennes entreprises
Belgique	415,4	403,4	258,8	269,1	—	720,8
Danemark	2 026,9	2 313,7	353,8	815,2	20,3	258,7
Allemagne	5 287,7	1 787,7	2 817,8	805,9	393,2	1 097,8
Grèce	1 834,2	819,8	451,2	280,5	—	167,6
Espagne	12 275,3	6 165,8	3 621,4	1 716,2	1 054,5	652,7
France	6 411,3	2 857,9	1 494,9	156,0	993,6	1 821,5
Irlande	1 368,6	327,4	259,9	400,4	—	70,4
Italie	11 455,0	3 532,1	3 253,3	4 298,7	1 230,8	3 716,6
Luxembourg	23,7	59,5	—	—	—	—
Pays-Bas	156,5	226,9	488,2	587,4	13,1	292,1
Portugal	5 532,2	1 491,0	935,7	824,2	188,4	359,7
Royaume-Uni	5 206,2	2 468,2	3 905,6	2 904,0	497,3	206,5
Autriche	—	146,5	—	—	—	—
Finlande	—	60,2	—	—	—	—
Suède	—	—	—	15,3	—	—
Autres (1)	—	426,5	—	558,1	—	—
Total	51 992,9	23 086,4	17 840,6	13 630,9	4 391,1	9 364,2

Certains financements répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable

(1) Voir tableau B note 1, page 112

Tableau D: **Financements accordés dans l'Union européenne de 1990 à 1994**(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)
Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux	Infrastructure					Industrie Services Agriculture
				Transport	Télécommunication	Gestion des eaux et divers	Energie		
Belgique	1 613,9	893,1	720,9	403,5	—	170,0	269,1	771,4	
Danemark	3 518,7	3 217,9	300,8	1 874,0	447,7	126,6	788,8	281,6	
Allemagne	8 076,3	4 536,9	3 539,4	889,2	1 159,1	2 000,6	722,1	3 305,2	
Grèce	1 834,2	1 466,6	367,5	787,6	287,8	274,9	301,1	182,8	
Espagne	13 980,6	13 043,5	937,1	6 230,4	1 937,2	1 881,8	1 377,4	2 553,8	
France	9 220,5	5 690,8	3 529,7	5 098,2	5,8	580,6	89,3	3 446,6	
Irlande	1 368,6	1 297,6	71,0	320,7	186,3	308,2	401,0	152,4	
Italie	17 482,1	13 040,0	4 442,1	635,2	3 432,9	1 590,0	4 994,5	6 829,5	
Luxembourg	83,1	83,1	—	—	59,5	—	—	23,7	
Pays-Bas	1 242,7	927,9	314,8	232,0	—	471,9	173,9	364,9	
Portugal	5 532,2	5 065,2	467,0	2 013,2	779,6	170,9	905,0	1 663,4	
Royaume-Uni	10 660,0	10 449,0	211,0	2 086,4	1 035,7	2 990,4	2 872,0	1 675,5	
Autriche	146,5	146,5	—	72,5	74,0	—	—	—	
Finlande	60,2	60,2	—	60,2	—	—	—	—	
Suède	15,3	15,3	—	—	—	—	15,3	—	
Autres (1)	984,6	984,6	—	—	426,5	—	558,1	—	
Total	75 819,4	60 918,1	14 901,3	20 703,3	9 832,0	10 565,9	13 467,6	21 250,7	

(1) Voir tableau B note 1, page 112

Tableau E: **Financements accordés dans l'Union européenne en 1994**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Prêts BEI	Crédits		
	montant	%		Total	BEI	NIC
Energie et infrastructures	13 030,1	78,4	12 063,2	966,8	966,8	—
Energie	3 383,9	20,4	3 314,6	69,3	69,3	—
Production	1 676,9	10,1	1 656,5	20,4	20,4	—
Centrales thermiques classiques	892,2	5,4	892,0	0,2	0,2	—
Centrales hydroélectriques	94,0	0,6	76,0	18,0	18,0	—
Energie géothermique	0,9	0,0	—	0,9	0,9	—
Centrales de production de chaleur	125,0	0,8	123,8	1,2	1,2	—
Exploitation d'hydrocarbures	564,7	3,4	564,7	0,1	0,1	—
Transport, stockage, retraitement	776,7	4,7	765,1	11,6	11,6	—
Electricité	194,8	1,2	191,9	2,9	2,9	—
Gaz naturel, pétrole	581,9	3,5	573,2	8,6	8,6	—
Distribution	930,4	5,6	893,1	37,3	37,3	—
Electricité	469,4	2,8	462,9	6,5	6,5	—
Gaz naturel	419,7	2,5	394,0	25,7	25,7	—
Chaleur	41,3	0,2	36,2	5,1	5,1	—
Transports	5 636,6	33,9	5 327,8	308,8	308,8	—
Ouvrages exceptionnels	634,4	3,8	634,4	—	—	—
Chemins de fer	544,3	3,3	544,2	0,1	0,1	—
Routes, autoroutes	2 469,9	14,9	2 251,9	218,0	218,0	—
Centres intermodaux et autres	70,7	0,4	70,7	—	—	—
Transports urbains	1 443,2	8,7	1 364,3	78,9	78,9	—
Transports aériens	413,4	2,5	413,4	—	—	—
Transports maritimes	60,5	0,4	48,7	11,9	11,9	—
Télécommunications	2 155,0	13,0	2 155,0	—	—	—
Réseaux et centraux	2 056,1	12,4	2 056,1	—	—	—
Téléphonie mobile	72,0	0,4	72,0	—	—	—
Satellites, stations	27,0	0,2	27,0	—	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	1 432,4	8,6	970,5	461,9	461,9	—
Approvisionnement en eau potable	174,9	1,1	40,7	134,2	134,2	—
Traitement des eaux usées	486,3	2,9	300,7	185,7	185,7	—
Approvisionnement et assainissement	431,8	2,6	342,3	89,6	89,6	—
Traitement des déchets solides et liquides	320,2	1,9	279,8	40,5	40,5	—
Aménagements à finalité multiple	18,9	0,1	7,0	11,9	11,9	—
Infrastructures urbaines	26,3	0,2	25,6	0,7	0,7	—
Rénovation urbaine	7,3	0,0	7,3	—	—	—
Aménagements urbains composites	19,0	0,1	18,3	0,7	0,7	—
Infrastructures diverses	396,0	2,4	269,9	126,1	126,1	—
Infrastructures composites	396,0	2,4	269,9	126,1	126,1	—
Industrie, services, agriculture	3 594,3	21,6	1 797,7	1 796,6	1 777,4	19,2
Industrie	2 911,6	17,5	1 575,5	1 336,1	1 324,7	11,4
Industries extractives	28,7	0,2	—	28,7	28,7	—
Production, 1ère transformation des métaux	59,1	0,4	50,3	8,7	8,7	—
Ouvrages en métaux, mécanique	281,5	1,7	—	281,5	279,8	1,6
Construction de matériel de transport	583,4	3,5	554,9	28,5	27,7	0,8
Construction électrique, électronique	84,8	0,5	29,3	55,5	55,2	0,4
Industrie chimique	589,6	3,5	486,1	103,5	102,1	1,4
Caoutchouc, matières plastiques	80,7	0,5	10,4	70,4	69,5	0,8
Verre et céramique	66,5	0,4	15,5	51,0	50,7	0,3
Matériaux de construction	168,1	1,0	27,4	140,6	139,8	0,8
Industrie du bois	68,6	0,4	—	68,6	68,2	0,5
Produits alimentaires	239,4	1,4	55,2	184,2	183,1	1,1
Textiles, cuirs	96,0	0,6	—	96,0	95,2	0,8
Pâte à papier, papier, imprimerie	451,2	2,7	346,4	104,9	103,0	1,9
Industries manufacturières diverses	29,3	0,2	—	29,3	28,8	0,5
Génie civil, bâtiments	84,7	0,5	—	84,7	84,3	0,4
Services	680,4	4,1	222,2	458,1	450,4	7,8
Tourisme, loisirs, santé	157,4	0,9	6,2	151,1	149,3	1,9
Recherche, développement	0,3	0,0	—	0,3	0,3	—
Services aux entreprises et collectivités	477,0	2,9	208,6	268,4	264,7	3,7
Récupération, recyclage de déchets	11,8	0,1	—	11,8	11,6	0,2
Centres de formation et d'enseignement	8,4	0,1	7,5	0,9	0,9	—
Commerce de gros	25,6	0,2	—	25,6	23,6	2,0
Agriculture, pêche, sylviculture	2,3	0,0	—	2,3	2,3	—
Total général	16 624,4	100,0	13 860,9	2 763,4	2 744,2	19,2

Tableau F: **Financements accordés dans l'Union européenne de 1990 à 1994**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Prêts		Crédits	
	montant	%	BEI+NIC	Total	BEI	NIC
Energie et infrastructures	54 568,6	72,0	50 103,9	4 464,7	4 464,7	—
Energie	13 467,5	17,8	13 004,8	462,7	462,7	—
Production	6 433,6	8,5	6 278,3	155,3	155,3	—
Centrales thermiques classiques	2 201,8	2,9	2 172,0	29,7	29,7	—
Centrales hydroélectriques	510,7	0,7	415,6	95,1	95,1	—
Energie géothermique, alternative	29,3	0,0	27,4	1,8	1,8	—
Centrales de production de chaleur	659,8	0,9	637,3	22,5	22,5	—
Exploitation d'hydrocarbures	2 991,6	3,9	2 988,4	3,2	3,2	—
Combustibles solides	40,3	0,1	37,4	2,9	2,9	—
Transport, stockage, retraitement	3 232,2	4,3	3 215,1	17,1	17,1	—
Electricité	1 155,4	1,5	1 149,7	5,8	5,8	—
Gaz naturel, pétrole	1 838,7	2,4	1 827,3	11,3	11,3	—
Combustibles nucléaires	238,0	0,3	238,0	—	—	—
Distribution	3 801,8	5,0	3 511,5	290,3	290,3	—
Electricité	2 116,9	2,8	2 085,1	31,8	31,8	—
Gaz naturel	1 529,5	2,0	1 313,0	216,5	216,5	—
Chaleur	155,4	0,2	113,4	42,0	42,0	—
Transports	20 703,3	27,3	19 320,5	1 382,8	1 382,8	—
Ouvrages exceptionnels	2 317,5	3,1	2 317,5	—	—	—
Chemins de fer	3 277,8	4,3	3 216,5	61,3	61,3	—
Routes, autoroutes	7 948,5	10,5	7 183,9	764,6	764,6	—
Centres intermodaux et autres	221,8	0,3	216,9	4,9	4,9	—
Transports urbains	3 525,8	4,7	3 052,6	473,2	473,2	—
Transports aériens	2 918,7	3,8	2 898,7	20,0	20,0	—
Transports maritimes	493,2	0,7	434,3	58,8	58,8	—
Télécommunications	9 832,0	13,0	9 832,0	—	—	—
Réseaux spécialisés	207,2	0,3	207,2	—	—	—
Réseaux et centraux	8 329,8	11,0	8 329,8	—	—	—
Téléphonie mobile	151,3	0,2	151,3	—	—	—
Satellites, stations	744,2	1,0	744,2	—	—	—
Câbles internationaux	399,5	0,5	399,5	—	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	8 198,0	10,8	6 099,0	2 098,9	2 098,9	—
Approvisionnement en eau potable	653,9	0,9	287,7	366,2	366,2	—
Traitement des eaux usées	2 529,9	3,3	1 406,2	1 123,6	1 123,6	—
Approvisionnement et assainissement	3 109,2	4,1	2 836,6	272,6	272,6	—
Traitement des déchets solides et liquides	1 186,6	1,6	957,0	229,6	229,6	—
Aménagements à finalité multiple	718,4	0,9	611,5	106,9	106,9	—
Infrastructures urbaines	357,5	0,5	291,2	66,2	66,2	—
Rénovation urbaine	153,1	0,2	128,8	24,3	24,3	—
Exposition, foire et congrès	152,3	0,2	141,5	10,8	10,8	—
Bâtiments publics, administratifs	8,2	0,0	2,6	5,5	5,5	—
Aménagements urbains composites	43,8	0,1	18,3	25,5	25,5	—
Infrastructures diverses	2 010,4	2,7	1 556,3	454,1	454,1	—
Infrastructures composites	1 937,7	2,6	1 485,9	451,8	451,8	—
Aménagements agricoles, forestiers	72,7	0,1	70,5	2,2	2,2	—
Industrie, services, agriculture	21 250,7	28,0	10 814,2	10 436,5	10 237,5	199,1
Industrie	18 107,6	23,9	9 987,2	8 120,4	7 965,9	154,5
Industries extractives	112,0	0,1	—	112,0	108,9	3,1
Production, 1ère transformation des métaux	273,6	0,4	87,3	186,3	186,2	0,1
Ouvrages en métaux, mécanique	1 700,5	2,2	100,1	1 600,5	1 574,8	25,7
Construction de matériel de transport	5 273,6	7,0	5 043,5	230,1	226,2	3,9
Construction électrique, électronique	1 102,8	1,5	607,6	495,2	488,6	6,6
Industrie chimique	2 982,4	3,9	2 428,9	553,5	546,2	7,3
Caoutchouc, matières plastiques	604,8	0,8	163,1	441,7	433,0	8,7
Verre et céramique	276,9	0,4	58,3	218,6	215,7	2,9
Matériaux de construction	792,5	1,0	186,6	606,0	600,7	5,2
Industrie du bois	506,8	0,7	50,8	455,9	440,0	16,0
Produits alimentaires	1 520,1	2,0	239,3	1 280,8	1 253,9	26,9
Textiles, cuirs	548,1	0,7	22,4	525,8	520,2	5,6
Pâte à papier, papier, imprimerie	1 818,3	2,4	999,3	819,0	796,1	23,0
Industries manufacturières diverses	166,0	0,2	—	166,0	152,1	14,0
Génie civil, bâtiments	429,1	0,6	—	429,1	423,6	5,5
Services	3 060,1	4,0	827,0	2 233,2	2 189,5	43,7
Tourisme, loisirs, santé	1 030,9	1,4	260,5	770,4	763,6	6,9
Recherche, développement	132,4	0,2	123,1	9,3	9,3	—
Services aux entreprises et collectivités	1 417,6	1,9	208,6	1 209,0	1 179,1	30,0
Récupération, recyclage de déchets	79,3	0,1	—	79,3	75,9	3,5
Centres de formation et d'enseignement	69,7	0,1	67,4	2,3	2,3	—
Services avancés d'information	168,5	0,2	167,4	1,0	—	1,0
Commerce de gros	161,8	0,2	—	161,8	159,4	2,3
Agriculture, pêche, sylviculture	82,9	0,1	—	82,9	82,1	0,8
Total général	75 819,4	100,0	60 918,1	14 901,3	14 702,2	199,1

Tableau G: **Financements d'intérêt régional en 1994 et de 1989 à 1994**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(millions d'écus)

Pays	1994			1989-1994		
	Développement régional	Zones d'actions communautaires	Zones objectif 1	Développement régional	Zones d'actions communautaires	Zones objectif 1
Belgique	178,6	105,5	6,0	453,0	350,1	6,0
Danemark	506,9	457,9	—	2 385,2	1 578,1	—
Allemagne	1 801,6	1 741,6	1 546,6	5 593,4	4 957,1	3 849,5
Grèce	632,1	632,1	632,1	2 095,6	2 095,6	2 095,6
Espagne	2 659,2	2 659,2	1 491,3	13 419,2	13 169,0	7 916,3
France	1 571,7	1 422,7	11,9	7 430,2	6 068,5	199,3
Irlande	237,7	237,7	237,7	1 570,3	1 570,3	1 570,3
Italie	2 159,2	1 687,3	672,3	13 883,1	13 152,8	8 725,8
Luxembourg	—	—	—	23,7	23,7	—
Pays-Bas	17,7	17,7	9,7	237,4	175,4	9,7
Portugal	1 127,1	1 127,1	1 127,1	6 250,9	6 250,9	6 250,9
Royaume-Uni	1 143,3	534,7	13,1	5 821,4	4 692,1	169,6
Total	12 035,1	10 623,5	5 747,8	59 163,4	54 083,6	30 793,0

Tableau H: **Présentation des financements par région (en 1994 et de 1990 à 1994)**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Ce tableau présente une répartition par région (Nuts 1 ou 2 selon les pays). Dans la mesure du possible, les prêts individuels concernant plusieurs régions ont été ventilés.

Estimations EUROSTAT 1992 du PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat (UE15 = 100)

Population 1992 en milliers d'habitants

(montants en millions d'écus)

	PIB/hab.	Population	1994			1990-1994		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Belgique	109	10 045	504,2	388,1	116,1	1 613,9	893,1	720,9
Bruxelles-Brussel	174	960	74,9	73,1	1,8	204,4	166,6	37,7
Vlaams Gewest	110	5 804	342,8	245,9	96,9	861,0	303,4	557,6
Région Wallonne	88	3 280	86,5	69,0	17,4	194,7	69,1	125,6
Multirégionaux	—	—	—	—	—	353,9	353,9	—
Danemark	107	5 170	819,5	776,2	43,3	3 518,7	3 217,9	300,8
Hovedstadsregionen	—	—	59,8	49,0	10,8	642,3	590,7	51,6
Oest for Storebaelt	—	—	356,5	355,4	1,1	1 074,6	1 058,3	16,2
Vest for Storebaelt	—	—	216,0	184,6	31,4	1 078,7	845,6	233,0
Multirégionaux	—	—	187,2	187,2	—	723,2	723,2	—
Allemagne	107	80 595	2 301,3	1 608,0	693,2	8 076,3	4 536,9	3 539,4
Hamburg	196	1 677	1,1	—	1,1	130,7	107,5	23,2
Bremen	155	684	1,0	—	1,0	43,8	—	43,8
Hessen	149	5 878	71,4	56,8	14,5	329,4	262,0	67,4
Baden-Württemberg	131	10 074	32,6	—	32,6	376,6	120,3	256,4
Bayern	126	11 676	103,7	87,9	15,8	642,4	493,1	149,3
Nordrhein-Westfalen	113	17 590	293,3	127,1	166,1	1 575,0	419,0	1 156,0
Saarland	109	1 080	70,5	70,3	0,2	153,4	92,6	60,8
Niedersachsen	105	7 523	81,7	—	81,7	576,9	48,6	528,2
Schleswig-Holstein	104	2 662	54,5	25,0	29,5	126,8	25,0	101,8
Rheinland-Pfalz	102	3 852	13,9	—	13,9	76,6	—	76,6
Berlin	95	3 455	65,7	52,1	13,6	130,6	93,4	37,2
Brandenburg	44	2 544	191,6	131,3	60,3	402,5	216,7	185,8
Sachsen-Anhalt	43	2 809	417,1	300,6	116,5	877,0	586,7	290,3
Sachsen	42	4 664	582,4	511,1	71,3	1 498,9	1 218,6	280,3
Mecklenburg-Vorpommern	41	1 873	126,0	90,4	35,6	313,7	196,1	117,6
Thüringen	38	2 552	194,7	155,4	39,4	675,1	510,5	164,7
Multirégionaux	—	—	—	—	—	146,8	146,8	—

Tableau H: **Présentation des financements par région en 1994 et de 1990 à 1994** (suite)

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'écus)

	PIB/hab.	Population	1994			1990-1994		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Grèce	61	10 280	632,1	478,2	153,9	1 834,2	1 466,6	367,5
Attiki	68	3 528	137,3	114,2	23,1	512,5	458,0	54,5
Kentriki Ellada	59	2 439	82,3	33,1	49,2	392,0	264,2	127,9
Voreia Ellada	58	3 313	83,2	28,9	54,3	233,9	131,6	102,2
Nisia	54	1 000	34,9	11,0	23,9	175,0	102,2	72,7
Multirégionaux	—	—	294,5	291,0	3,5	520,8	510,6	10,1
Espagne	77	39 115	2 749,1	2 657,4	91,7	13 980,6	13 043,5	937,1
Baleares	103	686	50,4	50,4	0,04	260,3	250,1	10,2
Madrid	97	4 914	443,3	442,4	0,9	1 948,0	1 881,1	66,9
Cataluna	95	6 023	517,4	481,2	36,2	2 524,2	2 404,2	120,0
Navarra	94	522	0,1	0,1	0,1	215,2	204,6	10,7
Pais Vasco	90	2 131	209,0	208,3	0,7	849,0	813,6	35,4
La Rioja	87	261	4,9	4,8	0,1	43,9	39,8	4,1
Aragon	84	1 208	32,4	29,5	2,8	123,9	98,2	25,7
Comunidad Valenciana	78	3 801	501,1	474,4	26,7	1 525,4	1 407,4	118,0
Canarias	75	1 503	63,7	63,4	0,2	209,2	189,5	19,7
Cantabria	74	527	17,9	14,5	3,4	247,4	237,7	9,7
Asturias	71	1 120	2,7	0,2	2,6	307,4	290,4	17,0
Murcia	70	1 039	39,8	37,2	2,5	407,9	370,8	37,0
Castilla-Leon	66	2 620	118,6	112,8	5,7	587,7	477,7	110,0
Castilla La Mancha	65	1 718	172,2	168,0	4,2	1 010,5	944,3	66,2
Andalucia	59	6 989	253,3	248,3	5,1	1 986,8	1 804,9	181,8
Galicia	59	2 795	249,5	249,1	0,4	754,8	685,5	69,3
Extremadura	51	1 132	72,7	72,7	—	449,7	414,3	35,4
Multirégionaux	—	—	—	—	—	529,2	529,2	—
France	112	57 042	2 198,4	1 428,2	770,2	9 220,5	5 690,8	3 529,7
Ile-de-France	169	10 799	263,6	203,3	60,3	869,2	586,2	283,0
Champagne-Ardenne	114	1 343	7,0	—	7,0	196,9	163,5	33,4
Alsace	113	1 633	86,1	65,2	20,9	310,5	151,4	159,1
Rhône-Alpes	111	5 429	285,7	171,9	113,8	1 262,9	814,5	448,4
Haute-Normandie	107	1 744	64,0	56,3	7,7	246,1	192,1	54,0
Franche-Comté	104	1 104	19,4	4,8	14,6	91,2	20,3	71,0
Centre	103	2 387	14,1	—	14,1	78,5	3,2	75,2
Provence-Côte d'Azur	101	4 332	87,2	—	87,2	490,8	219,9	270,9
Aquitaine	99	2 817	37,9	8,0	29,9	237,4	23,1	214,3
Bourgogne	99	1 610	8,1	—	8,1	133,5	89,1	44,4
Basse-Normandie	98	1 395	11,2	—	11,2	83,3	8,7	74,6
Midi-Pyrénées	97	2 448	71,3	—	71,3	392,5	216,6	175,9
Lorraine	97	2 283	113,9	62,9	51,0	319,6	99,4	220,2
Pays de la Loire	96	3 087	141,3	76,2	65,1	564,3	296,4	267,9
Picardie	95	1 831	93,2	83,3	9,9	319,6	268,7	50,9
Bretagne	93	2 807	91,7	—	91,7	367,6	1,0	366,6
Auvergne	90	1 310	5,5	—	5,5	69,1	—	69,1
Poitou-Charentes	89	1 605	36,8	22,6	14,2	114,4	45,2	69,1
Nord - Pas-de-Calais	89	3 956	604,6	539,2	65,4	2 122,4	1 833,8	288,6
Limousin	89	714	3,5	—	3,5	37,1	—	37,1
Languedoc-Roussillon	88	2 159	18,8	8,0	10,8	175,9	22,5	153,4
Corse	79	251	0,6	—	0,6	1,6	—	1,6
DOM	45	1 469	11,3	4,6	6,7	196,0	95,1	100,9
Multirégionaux	—	—	121,7	121,7	—	540,1	540,1	—
Irlande	76	3 548	237,7	190,3	47,4	1 368,6	1 297,6	71,0

Tableau H: **Présentation des financements par région en 1994 et de 1990 à 1994** (suite)

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'euros)

	PIB/hab.	Population	1994			1990-1994		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Italie	105	57 896	2 965,9	2 261,3	704,6	17 482,1	13 040,0	4 442,1
Lombardia	134	9 030	356,2	257,9	98,4	1 684,4	1 038,6	645,8
Valle d'Aosta	129	119	—	—	—	13,0	7,8	5,2
Emilia-Romagna	128	3 985	164,7	63,4	101,3	1 195,5	683,3	512,2
Trentino-Alto Adige	124	910	59,1	18,1	41,0	322,9	101,4	221,5
Friuli-Venezia Giulia	122	1 218	26,0	11,9	14,2	351,8	271,8	80,0
Liguria	121	1 701	212,9	168,4	44,5	482,5	349,2	133,3
Lazio	120	5 246	202,1	185,6	16,5	1 001,1	756,8	244,4
Piemonte	119	4 380	118,6	57,0	61,7	1 409,1	1 006,6	402,5
Veneto	117	4 468	164,0	97,3	66,8	909,5	560,8	348,7
Toscana	112	3 592	111,2	42,1	69,1	836,8	499,1	337,7
Marche	104	1 457	200,8	177,9	22,9	499,0	277,9	221,1
Umbria	103	828	46,4	15,4	30,9	285,6	105,1	180,5
Abruzzi	94	1 275	57,0	32,4	24,7	903,6	669,4	234,3
Malise	82	337	3,8	—	3,8	199,2	169,2	30,0
Sardegna	79	1 679	61,3	56,5	4,9	750,8	660,7	90,1
Puglia	77	4 115	223,9	201,2	22,6	1 132,7	957,8	174,9
Campania	73	5 732	147,3	92,5	54,8	1 278,7	963,0	315,7
Sicilia	73	5 073	63,0	41,6	21,5	1 057,5	885,0	172,6
Basilicata	67	622	64,0	61,9	2,1	925,1	860,5	64,6
Calabria	63	2 110	55,6	52,5	3,0	628,3	601,3	27,0
Multirégionaux	—	—	627,8	627,8	—	1 614,9	1 614,9	—
Luxembourg	156	393	—	—	—	83,1	83,1	—
Pays-Bas	102	15 182	332,4	283,3	49,1	1 242,7	927,9	314,8
West-Nederland	109	7 117	196,5	190,5	5,9	365,0	255,5	109,5
Noord-Nederland	103	1 605	—	—	—	26,0	—	26,0
Zuid-Nederland	98	3 352	81,5	51,0	30,5	513,3	420,1	93,2
Oost-Nederland	89	3 108	54,5	41,8	12,7	163,5	77,3	86,1
Multirégionaux	—	—	—	—	—	174,9	174,9	—
Portugal	67	9 858	1 127,0	1 084,2	42,9	5 532,2	5 065,2	467,0
Lisboa e Vale do Tejo	93	3 293	392,4	380,3	12,1	2 184,2	2 039,1	145,1
Norte	60	3 479	25,8	—	25,8	769,1	605,4	163,7
Algarve	58	342	26,9	25,5	1,4	131,7	119,0	12,7
Centro	48	1 715	2,6	—	2,6	510,9	400,2	110,6
Madeira	44	254	70,7	70,7	—	98,0	81,2	16,8
Alentejo	41	539	1,0	—	1,0	337,9	324,1	13,8
Açores	41	238	—	—	—	137,2	132,9	4,3
Multirégionaux	—	—	607,7	607,7	—	1 363,2	1 363,2	—
Royaume-Uni	98	57 848	2 346,5	2 295,5	51,0	10 660,0	10 449,0	211,0
South East	115	17 658	906,0	890,7	15,3	2 710,2	2 669,7	40,5
East Anglia	100	2 083	0,9	—	0,9	121,5	111,0	10,5
Scotland	96	5 098	90,8	89,9	0,9	1 434,6	1 424,5	10,1
South West	93	4 734	2,4	—	2,4	390,9	376,2	14,6
East Midlands	92	4 051	3,0	—	3,0	278,3	260,6	17,7
West Midlands	90	5 264	65,3	63,7	1,7	460,1	444,4	15,7
Yorkshire and Humberside	90	4 989	141,8	127,3	14,5	538,2	513,3	24,9
North West	88	6 383	358,7	351,4	7,4	1 062,3	1 021,2	41,1
North	88	3 091	71,1	68,3	2,9	890,1	875,3	14,9
Wales	83	2 891	97,3	95,6	1,7	806,5	785,9	20,6
Northern Ireland	79	1 606	0,4	—	0,4	155,5	155,1	0,4
Multirégionaux	—	—	608,6	608,6	—	1 811,8	1 811,8	—
Autriche	115	7 914	74,0	74,0	—	146,5	146,5	—
Finlande	93	5 042	60,2	60,2	—	60,2	60,2	—
Suède	106	8 688	15,3	15,3	—	15,3	15,3	—
Autres	—	—	260,8	260,8	—	984,6	984,6	—
Total	—	368 596	16 624,4	13 860,9	2 763,4	75 819,4	60 918,1	14 901,3

Tableau I: Crédits accordés 1994 sur prêts globaux cours
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
Belgique	176	116,1	—	—	54	36,3	122	79,8	—	—
Vlaams Gewest	139	96,9	—	—	32	26,7	107	70,2	—	—
Région Wallonne	32	17,4	—	—	22	9,6	10	7,8	—	—
Bruxelles - Brussel	5	1,8	—	—	—	—	5	1,8	—	—
Danemark	286	43,3	—	—	61	11,8	225	31,5	—	—
Vest for Storebaelt	200	31,4	—	—	55	11,5	145	19,9	—	—
Hovedstadsregionen	67	10,8	—	—	—	—	67	10,8	—	—
Oest for Storebaelt	19	1,1	—	—	6	0,3	13	0,7	—	—
Allemagne	541	693,2	89	160,2	194	281,4	176	68,9	174	344,1
Nordrhein-Westfalen	136	166,1	7	18,1	14	8,3	66	21,9	56	136,0
Sachsen-Anhalt	42	116,5	17	47,0	25	69,5	—	—	17	47,0
Niedersachsen	74	81,7	22	37,3	17	8,7	22	5,5	36	71,4
Sachsen	59	71,3	5	1,5	54	69,9	—	—	5	1,5
Brandenburg	34	60,3	11	18,9	23	41,4	—	—	11	18,9
Thüringen	23	39,4	2	1,0	21	38,4	—	—	3	3,6
Mecklenburg-Vorpommern	26	35,6	10	15,0	16	20,6	—	—	10	15,0
Baden-Württemberg	46	32,6	—	—	2	1,7	37	17,4	7	13,6
Schleswig-Holstein	28	29,5	15	21,4	1	1,6	10	3,8	16	17,9
Bayern	29	15,8	—	—	7	1,8	18	5,0	5	9,4
Hessen	16	14,5	—	—	1	0,2	12	11,1	3	3,2
Rheinland-Pfalz	15	13,9	—	—	5	4,4	6	3,2	4	6,2
Berlin	5	13,6	—	—	5	13,6	—	—	—	—
Hamburg	4	1,1	—	—	1	0,4	3	0,8	1	0,4
Bremen	2	1,0	—	—	2	1,0	—	—	—	—
Saarland	2	0,2	—	—	—	—	2	0,2	—	—
Grèce *	54	153,9	36	136,0	18	17,9	—	—	35	135,5
Voreia Ellada	15	57,8	12	56,5	3	1,3	—	—	11	55,9
Kentriki Ellada	16	49,2	9	43,0	7	6,1	—	—	9	43,0
Nisia	18	23,9	14	19,5	4	4,4	—	—	14	19,5
Attiki	5	23,1	1	16,9	4	6,1	—	—	1	16,9
* dont 3,2 millions d'écus également au titre d'infrastructures d'intérêt communautaire.										
Espagne	392	91,7	4	0,8	187	51,4	201	39,5	1	0,5
Cataluna	170	36,2	—	—	—	—	170	36,2	—	—
Comunidad Valenciana	84	26,7	1	0,03	83	26,6	—	—	—	—
Castilla Leon	20	5,7	1	0,5	19	5,3	—	—	1	0,5
Andalucia	19	5,1	—	—	19	5,1	—	—	—	—
Castilla la Mancha	29	4,2	—	—	29	4,2	—	—	—	—
Cantabria	13	3,4	—	—	13	3,4	—	—	—	—
Aragon	18	2,8	—	—	5	0,8	13	2,0	—	—
Asturias	8	2,6	—	—	8	2,6	—	—	—	—
Murcia	3	2,5	—	—	3	2,5	—	—	—	—
Madrid	11	0,9	—	—	—	—	11	0,9	—	—
Pais Vasco	8	0,7	—	—	5	0,6	3	0,1	—	—
Galicia	3	0,4	2	0,3	1	0,1	—	—	—	—
Canarias	2	0,2	—	—	2	0,2	—	—	—	—
La Rioja	2	0,1	—	—	—	—	2	0,05	—	—
Navarra	1	0,1	—	—	—	—	1	0,1	—	—
Baléares	1	0,04	—	—	—	—	1	0,04	—	—

Tableau I: **Crédits accordés en 1994 sur des prêts globaux en cours (suite)**Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
France	4 507	770,2	531	403,4	2502	213,5	1435	135,3	220	82,5
Rhône-Alpes	565	113,8	80	60,8	228	24,5	255	26,4	12	3,7
Bretagne	403	91,7	155	69,2	248	22,4	—	—	41	10,1
Provence-Côte d'Azur	374	87,2	49	61,6	325	25,6	—	—	3	1,0
Midi-Pyrénées	201	71,3	51	58,1	147	13,0	3	0,2	9	1,2
Nord - Pas-de-Calais	276	65,4	24	37,9	252	27,5	—	—	—	—
Pays de la Loire	311	65,1	50	41,7	215	20,6	45	2,2	15	4,2
Ile-de-France	501	60,3	—	—	—	—	498	57,9	3	2,3
Lorraine	211	51,0	35	38,3	176	12,7	—	—	15	9,3
Aquitaine	269	29,9	33	14,5	229	14,8	6	0,3	34	14,7
Alsace	182	20,9	5	1,1	74	5,8	91	8,2	20	8,0
Franche-Comté	91	14,6	4	4,6	21	1,9	64	6,6	6	6,1
Poitou-Charentes	127	14,2	8	5,9	119	8,3	—	—	7	5,9
Centre	152	14,1	—	—	21	1,1	124	10,8	7	2,2
Basse-Normandie	107	11,2	8	2,0	52	4,2	45	4,1	10	2,9
Languedoc-Roussillon	122	10,8	13	3,1	109	7,7	—	—	13	4,1
Picardie	138	9,9	1	0,6	23	1,4	112	7,0	3	1,4
Bourgogne	121	8,1	—	—	45	2,9	75	5,1	1	0,1
Haute-Normandie	122	7,7	—	—	30	2,1	86	4,1	6	1,5
Champagne-Ardenne	116	7,0	2	0,3	87	5,0	27	1,7	2	0,3
DOM	25	6,7	—	—	25	6,7	—	—	—	—
Auvergne	55	5,5	10	1,8	41	3,1	4	0,6	10	1,8
Limousin	34	3,5	2	1,5	32	2,0	—	—	2	1,5
Corse	4	0,6	1	0,4	3	0,2	—	—	1	0,4
Irlande	248	47,4	1	0,6	247	46,8	—	—	—	—
Italie *	1 201	704,6	5	3,0	971	484,8	185	128,2	45	99,9
Emilia-Romagna	104	101,3	—	—	76	70,6	19	12,6	7	10,4
Lombardia	93	98,4	—	—	20	8,6	61	53,5	12	36,3
Toscana	145	69,1	1	0,2	127	55,3	14	8,7	4	5,9
Veneto	95	66,8	—	—	37	37,4	57	28,7	1	0,6
Piemonte	67	61,7	—	—	45	37,3	16	10,6	6	13,7
Campania	148	54,8	1	0,05	147	54,8	—	—	—	—
Liguria	89	44,5	1	0,8	82	31,0	3	5,7	4	7,8
Trentino-Alto Adige	41	41,0	—	—	37	36,5	—	—	4	4,5
Umbria	55	30,9	—	—	55	30,9	—	—	—	—
Abruzzi	65	24,7	—	—	65	24,7	—	—	—	—
Marche	30	22,9	—	—	30	22,9	—	—	—	—
Puglia	93	22,6	—	—	93	22,6	—	—	—	—
Sicilia	51	21,5	—	—	51	21,5	—	—	4	15,6
Lazio	34	16,5	1	0,2	33	16,3	—	—	—	—
Friuli-Venezia Giulia	19	14,2	—	—	2	2,4	15	8,4	2	3,4
Sardegna	33	4,9	—	—	33	4,9	—	—	—	—
Molise	6	3,8	1	1,8	5	2,1	—	—	1	1,8
Calabria	20	3,0	—	—	20	3,0	—	—	—	—
Basilicata	13	2,1	—	—	13	2,1	—	—	—	—
* dont 7,8 millions d'écus également au titre des infrastructures d'intérêt communautaire et 1,2 million d'écus également au titre des technologies avancées.										
Pays-Bas	17	49,1	—	—	6	17,7	8	15,8	3	15,7
Zuid-Nederland	8	30,5	—	—	3	8,0	3	9,8	2	12,7
Oost-Nederland	4	12,7	—	—	3	9,7	—	—	1	3,0
West-Nederland	5	5,9	—	—	—	—	5	5,9	—	—

Tableau I: Crédits accordés en 1994 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
Portugal	146	42,9	84	27,4	62	15,5	—	—	45	15,7
Norte	63	25,8	30	14,5	33	11,3	—	—	18	8,9
Lisboa e Vale do Tejo	45	12,1	28	8,4	17	3,7	—	—	14	4,7
Centro	25	2,6	14	2,2	11	0,4	—	—	8	1,1
Algarve	6	1,4	5	1,4	1	0,04	—	—	3	0,7
Alentejo	7	1,0	7	1,0	—	—	—	—	2	0,3
Royaume-Uni *	144	51,0	2	1,0	41	18,9	101	31,1	—	—
South East	37	15,3	—	—	—	—	37	15,3	—	—
Yorkshire and Humberside	24	14,5	—	—	12	12,6	12	1,9	—	—
North West	19	7,4	1	0,4	8	1,7	10	5,3	—	—
East Midlands	15	3,0	—	—	—	—	15	3,0	—	—
North	7	2,8	1	0,6	5	2,2	1	0,1	—	—
South West	13	2,4	—	—	1	0,1	12	2,4	—	—
West Midlands	7	1,7	—	—	5	0,6	2	1,1	—	—
Wales	11	1,7	—	—	5	0,7	6	1,0	—	—
East Anglia	5	0,9	—	—	—	—	5	0,9	—	—
Scotland	3	0,9	—	—	2	0,7	1	0,2	—	—
Northern Ireland	3	0,4	—	—	3	0,4	—	—	—	—
* dont 19,2 millions d'écus sur ressources du NIC										
Total général	7 712	2 763,4	752	732,4	4 343	1 195,9	2 453	530,0	523	693,8

Tableau J: Crédits accordés de 1990 à 1994 sur des prêts globaux en cours
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
Belgique	1 004	720,9	1	0,1	343	234,8	660	486,0	—	—
Vlaams Gewest	652	557,6	—	—	164	147,3	488	410,2	—	—
Région Wallonne	302	125,6	1	0,1	179	87,5	122	38,0	—	—
Bruxelles - Brussel	50	37,7	—	—	—	—	50	37,7	—	—
Danemark *	1 084	300,8	2	6,3	317	106,6	749	152,4	18	37,3
Vest vor Storebaelt	769	233,0	—	—	283	102,8	478	109,2	8	16,6
Hovedstadsregionen	246	51,6	2	6,3	—	—	240	40,9	6	10,7
Oest for Storebaelt	69	16,2	—	—	34	3,9	31	2,3	4	10,0
* dont 4,8 millions d'écus également au titre d'infrastructures d'intérêt communautaire.										
Allemagne *	2 891	3 539,4	481	1 049,5	1 033	1 103,9	388	261,2	1 127	2 231,6
Nordrhein-Westfalen	713	1 156,0	130	284,3	84	89,8	160	100,7	466	927,2
Sachsen-Anhalt	153	290,3	32	84,1	121	206,2	—	—	40	141,9
Niedersachsen	322	528,2	159	313,2	93	106,7	30	11,1	201	406,5
Sachsen	288	280,3	11	22,6	277	257,6	—	—	25	53,4
Brandenburg	143	185,8	24	61,0	119	124,8	—	—	30	79,8
Thüringen	128	164,7	13	54,7	115	110,0	—	—	23	78,1
Mecklenburg-Vorpommern	123	117,6	31	58,5	92	59,1	—	—	34	60,3
Baden-Württemberg	599	256,4	—	—	11	3,9	95	76,8	83	124,1
Schleswig-Holstein	72	101,8	46	80,6	10	7,1	10	3,8	54	80,6
Bayern	125	149,3	—	—	25	25,4	39	19,0	67	114,7
Hessen	63	67,4	—	—	11	16,5	35	35,8	23	29,1
Rheinland-Pfalz	65	76,6	5	7,7	16	22,9	14	13,0	35	38,3
Berlin	29	37,2	1	2,1	28	35,1	—	—	5	13,3
Hamburg	19	23,2	1	0,6	12	14,3	3	0,8	12	17,7
Bremen	22	43,8	8	28,4	14	15,5	—	—	9	18,5
Saarland	27	60,8	20	51,5	5	9,1	2	0,2	20	48,1

* dont 58,4 millions d'écus également au titre des technologies avancées.

Tableau J: **Crédits accordés de 1990 à 1994 sur des prêts globaux en cours** (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
Grèce *	303	367,5	141	199,3	162	168,2	—	—	66	177,9
Voreia Ellada	85	102,2	35	64,6	50	37,6	—	—	18	60,4
Kentriki Ellada	86	127,9	35	65,6	51	62,3	—	—	15	59,8
Nisia	93	72,7	67	47,2	26	25,5	—	—	29	35,8
Attiki	36	54,5	2	18,4	34	36,2	—	—	2	18,4
Multirégionaux	3	10,1	2	3,5	1	6,6	—	—	2	3,5
* dont 3,2 millions d'écus également au titre d'infrastructures d'intérêt communautaire.										
Espagne	2 429	937,1	173	281,6	1 454	410,8	797	242,0	5	2,8
Andalucía	350	181,8	44	58,0	291	111,3	15	12,6	—	—
Cataluña	424	120,0	1	2,3	16	6,7	407	111,0	—	—
Comunidad Valenciana	359	118,0	12	21,1	327	93,0	20	4,0	—	—
Castilla Leon	265	110,0	40	55,0	211	48,5	13	6,1	1	0,5
Galicia	90	69,3	23	55,8	65	13,3	2	0,2	—	—
Madrid	212	66,9	1	1,9	11	0,6	197	62,3	3	2,1
Castilla La Mancha	201	66,2	23	31,9	165	29,0	13	5,3	—	—
Murcia	70	37,0	4	11,0	60	21,3	5	4,5	1	0,2
Extremadura	82	35,4	8	21,8	72	13,2	2	0,3	—	—
Pais Vasco	96	35,4	1	0,8	79	29,3	16	5,3	—	—
Aragon	75	25,7	3	3,0	23	6,7	49	16,0	—	—
Canarias	58	19,7	7	8,2	50	11,3	1	0,1	—	—
Asturias	51	17,0	3	7,7	47	9,1	1	0,2	—	—
Navarra	36	10,7	1	1,9	1	0,1	34	8,7	—	—
Baleares	10	10,2	—	—	3	8,7	7	1,5	—	—
Cantabria	33	9,7	1	1,0	32	8,7	—	—	—	—
La Rioja	17	4,1	1	0,2	1	0,1	15	3,8	—	—
France *	21 772	3 529,7	2191	1 632,7	11 432	1 117,7	8 018	723,6	879	339,6
Rhône-Alpes	2 964	448,4	356	211,6	1 027	90,1	1 550	125,8	80	40,1
Bretagne	1 698	366,6	468	196,8	1 223	165,9	7	3,9	93	31,8
Provence-Côte d'Azur	1 577	270,9	143	143,3	1 433	125,6	1	2,0	15	6,8
Midi-Pyrénées	745	175,9	108	122,3	633	52,8	4	0,9	26	11,0
Nord - Pas-de-Calais	1 264	288,6	132	164,0	1 130	122,7	2	2,0	11	4,4
Pays de la Loire	1 231	267,9	154	157,1	887	92,3	189	17,9	61	37,9
Ile-de-France	3 027	283,0	—	—	—	—	3 013	275,8	13	6,8
Lorraine	1 230	220,2	194	114,3	994	98,8	42	7,1	132	44,4
Aquitaine	986	214,3	114	148,2	863	64,9	8	1,0	62	30,9
Alsace	1 272	159,1	77	11,3	527	63,2	645	77,1	152	27,4
Franche-Comté	561	71,0	20	14,1	169	15,8	369	38,9	30	17,1
Poitou-Charentes	430	69,1	42	39,1	386	29,1	2	0,9	15	17,8
Centre	756	75,2	5	1,2	78	6,8	655	62,4	22	5,8
Basse-Normandie	509	74,6	50	39,8	246	16,8	195	12,0	20	7,3
Languedoc-Roussillon	518	153,4	82	118,7	436	34,7	13	2,3	44	12,2
Picardie	598	50,9	15	8,4	137	12,4	442	29,0	9	3,9
Bourgogne	491	44,4	12	6,6	188	13,7	283	22,2	18	7,9
Haute-Normandie	574	54,0	10	3,1	133	19,7	412	26,7	23	5,4
Champagne-Ardenne	501	33,4	6	1,3	361	19,8	133	12,1	5	1,1
DOM	282	100,9	107	61,1	173	39,6	2	0,3	5	5,0
Auvergne	344	69,1	63	44,1	227	20,7	51	3,4	39	10,5
Limousin	185	37,1	32	25,9	153	11,2	—	—	3	3,7
Corse	29	1,6	1	0,4	28	1,2	—	—	1	0,4
* dont 10,6 millions d'écus également au titre d'infrastructures d'intérêt communautaire.										
Irlande	263	71,0	1	0,6	262	70,4	—	—	—	—

Tableau J: Crédits accordés de 1990 à 1994 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

	Total		Développement régional				Hors zones assistées		Energie, environnement	
	nombre	montant	Infrastructures nombre	montant	Industrie nombre	montant	PME nombre	montant	nombre	montant
Italie *	8 204	4 442,1	30	39,9	6 042	2 438,4	1 805	1 342,0	313	535,5
Emilia-Romagna	542	512,2	—	—	144	108,2	327	266,8	60	91,3
Lombardia	657	645,8	—	—	27	11,6	511	422,4	94	148,6
Valle d'Aosta	1	5,2	—	—	—	—	—	—	1	5,2
Toscana	560	337,7	1	0,2	387	191,9	158	109,6	18	44,4
Veneto	488	348,7	1	4,9	102	60,0	365	235,3	19	35,8
Piemonte	393	402,5	—	—	49	40,1	280	241,7	52	80,5
Campania	902	315,7	2	1,99	900	313,7	—	—	1	1,9
Liguria	285	133,3	3	3,4	214	83,3	64	33,7	6	16,2
Trentino-Alto Adige	359	221,5	6	5,0	345	204,2	—	—	14	17,4
Umbria	306	180,5	—	—	304	177,1	1	2,7	4	11,4
Abruzzi	453	234,3	1	0,8	452	233,5	—	—	1	0,8
Marche	462	221,2	1	0,1	457	217,8	2	0,3	2	3,0
Puglia	857	174,9	6	13,1	851	161,8	—	—	5	13,1
Sicilia	629	172,6	2	0,2	627	172,4	—	—	7	22,4
Lazio	269	244,3	4	4,5	232	215,3	25	7,6	11	21,1
Friuli-Venezia Giulia	155	80,0	1	3,8	67	37,9	72	21,9	16	20,2
Sardegna	479	90,1	—	—	479	90,1	—	—	—	—
Molise	62	30,0	1	1,8	61	28,2	—	—	1	1,8
Calabria	158	27,0	—	—	158	27,0	—	—	—	—
Basilicata	187	64,6	1	0,3	186	64,4	—	—	1	0,3
* dont 14,1 millions d'écus également au titre des infrastructures d'intérêt communautaire, 170,2 millions d'écus également au titre des technologies avancées, 8,5 millions d'écus sur ressources du NIC.										
Pays-Bas	504	314,8	—	—	143	94,8	355	197,2	6	22,7
Zuid-Nederland	116	93,2	—	—	14	17,3	99	60,2	3	15,7
Oost-Nederland	120	86,1	—	—	45	36,5	73	44,3	2	5,3
Noord-Nederland	57	26,0	—	—	46	20,2	11	5,8	—	—
West-Nederland	211	109,5	—	—	38	20,8	172	86,9	1	1,8
Portugal	1 330	467,0	229	98,1	1 101	368,9	—	—	56	42,8
Norte	490	163,7	97	43,5	393	120,2	—	—	22	18,6
Lisboa e Vale do Tejo	340	145,1	41	27,4	299	117,7	—	—	17	17,2
Centre	360	110,6	44	18,0	316	92,6	—	—	12	6,0
Madeira	8	16,8	—	—	8	16,8	—	—	—	—
Açores	18	4,3	11	2,7	7	1,6	—	—	—	—
Algarve	37	12,7	11	4,1	26	8,6	—	—	3	0,7
Alentejo	77	13,8	25	2,3	52	11,4	—	—	2	0,3
Royaume-Uni *	409	211,0	2	1,0	151	94,1	254	112,4	2	3,5
South East	90	40,5	—	—	—	—	90	40,5	—	—
Yorkshire and Humberside	46	24,9	—	—	27	20,4	19	4,5	—	—
North West	58	41,1	1	0,4	42	23,9	15	16,8	—	—
East Midlands	53	17,7	—	—	9	6,4	44	11,3	—	—
North	19	14,9	1	0,6	15	12,1	3	2,2	—	—
South West	26	14,6	—	—	3	0,5	23	14,2	—	—
West Midlands	35	15,7	—	—	22	7,9	13	7,8	—	—
Wales	34	20,6	—	—	23	13,9	11	6,6	—	—
East Anglia	32	10,5	—	—	—	—	30	7,0	2	3,5
Scotland	13	10,1	—	—	7	8,6	6	1,5	—	—
Northern Ireland	3	0,4	—	—	3	0,4	—	—	—	—
* dont 79,1 millions d'écus sur ressources du NIC										
Total général	40 193	14 901,3	3 251	3 309,0	22 440	6 208,7	13 026	3 516,7	2 472	3 393,7

Tableau K: **Financements dans les Etats ACP et les PTOM de 1976 à 1994**

(Conventions de Lomé) Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV
Ensemble des Pays ACP	76,7	—	76,7	70,0	—	70,0	6,7	—	6,7
AFRIQUE	3 243,9	2 314,9	929,0	1 936,0	1 418,6	517,4	1 307,9	896,3	411,6
<i>Occidentale</i>	1 410,5	1 010,2	400,3	959,7	684,7	275,0	450,8	325,5	125,3
Nigéria	439,6	307,1	132,5	433,0	303,0	130,0	6,6	4,1	2,5
Côte d'Ivoire	207,2	196,7	10,5	196,2	190,7	5,5	11,1	6,1	5,0
Ghana	138,9	78,3	60,7	97,0	37,0	60,0	41,9	41,3	0,7
Guinée	97,2	38,2	59,0	28,4	11,9	16,5	68,8	26,3	42,5
Sénégal	87,3	73,7	13,6	46,0	33,0	13,0	41,3	40,7	0,6
Mali	81,2	30,3	51,0	35,0	—	35,0	46,2	30,3	16,0
Mauritanie	78,6	53,6	25,0	40,0	25,0	15,0	38,6	28,6	10,0
Régional	54,0	49,8	4,2	15,0	15,0	—	39,0	34,8	4,2
Burkina Faso	41,5	36,3	5,2	8,0	8,0	—	33,5	28,3	5,2
Togo	37,8	37,8	—	20,7	20,7	—	17,1	17,1	—
Bénin	33,9	31,9	2,0	13,5	13,5	—	20,4	18,4	2,0
Niger	31,2	31,2	—	16,0	16,0	—	15,2	15,2	—
Cap Vert	20,8	8,4	12,4	—	—	—	20,8	8,4	12,4
Guinée-Bissau	19,3	7,3	12,0	—	—	—	19,3	7,3	12,0
Sierra Leone	15,5	7,5	8,0	—	—	—	15,5	7,5	8,0
Libéria	14,0	14,0	—	10,9	10,9	—	3,1	3,1	—
Gambie	12,4	8,1	4,3	—	—	—	12,4	8,1	4,3
<i>Centrale-équatoriale</i>	412,2	403,7	8,5	247,5	246,0	1,5	164,7	157,7	7,0
Cameroun	135,8	134,3	1,5	129,8	128,3	1,5	6,0	6,0	—
Zaire	95,2	88,2	7,0	50,0	50,0	—	45,2	38,2	7,0
Congo	57,9	57,9	—	28,1	28,1	—	29,8	29,8	—
Gabon	34,5	34,5	—	32,0	32,0	—	2,5	2,5	—
Burundi	20,6	20,6	—	—	—	—	20,6	20,6	—
Tchad	17,7	17,7	—	—	—	—	17,7	17,7	—
Rwanda	17,7	17,7	—	—	—	—	17,7	17,7	—
Centrafrique	15,1	15,1	—	—	—	—	15,1	15,1	—
Régional	9,3	9,3	—	7,6	7,6	—	1,7	1,7	—
Guinée Equatoriale	6,0	6,0	—	—	—	—	6,0	6,0	—
Sao Tomé e Principe	2,4	2,4	—	—	—	—	2,4	2,4	—
<i>Orientale</i>	522,8	376,6	146,3	214,4	179,4	35,0	308,5	197,2	111,3
Kenya	243,7	177,9	65,8	201,9	166,9	35,0	41,8	11,0	30,8
Tanzanie	87,5	45,3	42,2	5,0	5,0	—	82,5	40,3	42,2
Ethiopie	64,0	44,0	20,0	—	—	—	64,0	44,0	20,0
Soudan	38,7	38,7	—	—	—	—	38,7	38,7	—
Ouganda	31,4	26,0	5,4	—	—	—	31,4	26,0	5,4
Somalie	25,2	25,2	—	—	—	—	25,2	25,2	—
Seychelles	9,6	7,6	2,0	1,5	1,5	—	8,1	6,1	2,0
Djibouti	8,3	5,5	2,8	—	—	—	8,3	5,5	2,8
Erythrée	8,0	—	8,0	—	—	—	8,0	—	8,0
Régional	6,5	6,5	—	6,0	6,0	—	0,5	0,5	—
<i>Australe</i>	847,3	487,4	359,9	500,4	308,5	191,9	346,9	178,9	168,0
Zimbabwe	235,9	111,2	124,7	212,0	105,0	107,0	23,9	6,2	17,7
Zambie	105,4	71,9	33,5	42,0	42,0	—	63,4	29,9	33,5
Botswana	95,1	67,8	27,3	82,3	59,5	22,8	12,8	8,3	4,5
Malawi	93,2	63,4	29,8	32,5	32,5	—	60,7	30,9	29,8
Maurice	82,6	51,5	31,1	70,5	44,5	26,0	12,1	7,0	5,1
Mozambique	67,4	15,0	52,4	20,0	—	20,0	47,4	15,0	32,4
Madagascar	63,1	54,6	8,5	—	—	—	63,1	54,6	8,5
Swaziland	41,2	33,2	8,0	25,0	25,0	—	16,2	8,2	8,0
Lesotho	35,6	12,6	23,0	5,0	—	5,0	30,6	12,6	18,0
Namibie	16,6	—	16,6	11,1	—	11,1	5,5	—	5,5
Angola	7,1	4,0	3,1	—	—	—	7,1	4,0	3,1
Comores	4,2	2,2	2,0	—	—	—	4,2	2,2	2,0
<i>Projet multirégional</i>	51,0	37,0	14,0	14,0	—	14,0	37,0	37,0	—
CARAIBES	345,8	208,2	137,6	235,2	150,7	84,5	110,6	57,6	53,1
Trinité et Tobago	107,5	57,0	50,6	100,5	54,0	46,5	7,0	3,0	4,1
Jamaïque	76,6	45,6	31,0	64,3	38,3	26,0	12,4	7,4	5,0
Barbade	35,4	25,4	10,0	34,3	24,3	10,0	1,1	1,1	—
République dominicaine	18,0	—	18,0	—	—	—	18,0	—	18,0
Bahamas	17,6	17,6	—	17,6	17,6	—	—	—	—
Guyane	16,2	11,2	5,0	—	—	—	16,2	11,2	5,0
St-Vincent-Grenadines	14,0	9,0	5,0	3,0	3,0	—	11,0	6,0	5,0
Sainte Lucie	13,1	9,6	3,5	8,0	6,0	2,0	5,1	3,6	1,5
Régional	12,0	5,0	7,0	3,0	3,0	—	9,0	2,0	7,0
Belize	10,1	6,6	3,5	4,5	4,5	—	5,6	2,1	3,5
Dominique	7,3	4,8	2,5	—	—	—	7,3	4,8	2,5
Surinam	7,3	7,3	—	—	—	—	7,3	7,3	—
Grenade	6,7	5,2	1,5	—	—	—	6,7	5,2	1,5
St-Christophe-Nieves	2,5	2,5	—	—	—	—	2,5	2,5	—
Antigua	1,5	1,5	—	—	—	—	1,5	1,5	—

Tableau K: **Financements dans les Etats ACP et les PTOM de 1976 à 1994** (suite)

(Conventions de Lomé) Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV
PACIFIQUE	238,6	210,1	28,5	186,4	164,4	22,0	52,2	45,7	6,5
Papouasie-Nouvelle Guinée	125,1	107,1	18,0	103,9	87,9	16,0	21,2	19,2	2,0
Fidji	88,3	83,3	5,0	79,5	74,5	5,0	8,8	8,8	—
Samoa Occidentales	9,0	7,5	1,5	—	—	—	9,0	7,5	1,5
Tonga	8,1	6,1	2,0	3,0	2,0	1,0	5,1	4,1	1,0
Vanuatu	3,0	3,0	—	—	—	—	3,0	3,0	—
Salomon	4,2	2,2	2,0	—	—	—	4,2	2,2	2,0
Kiribati	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2	—
Tuvalu	0,6	0,6	—	—	—	—	0,6	0,6	—
Total Etats ACP	3 905,0	2 733,2	1 171,7	2 427,5	1 733,6	693,9	1 477,4	999,6	477,8
PTOM	107,1	70,1	37,0	70,4	46,4	24,0	36,7	23,7	13,0
Polynésie française	26,4	16,4	10,0	16,0	11,0	5,0	10,4	5,4	5,0
Antilles néerlandaises	22,6	15,6	7,0	19,8	12,8	7,0	2,8	2,8	—
Nouvelle Calédonie	21,0	11,0	10,0	11,0	7,0	4,0	10,0	4,0	6,0
Iles Caïmans	8,0	6,0	2,0	8,0	6,0	2,0	—	—	—
Aruba	7,5	5,0	2,5	3,3	1,3	2,0	4,2	3,7	0,5
Iles Vierges britanniques	10,4	8,4	2,0	8,9	7,4	1,5	1,5	1,0	0,5
Anguilla	1,5	1,5	—	—	—	—	1,5	1,5	—
Montserrat	3,3	3,3	—	0,9	0,9	—	2,4	2,4	—
Régional Indes Occ.	1,0	1,0	—	—	—	—	1,0	1,0	—
Iles Falkland	2,7	0,2	2,5	2,5	—	2,5	0,2	0,2	—
Iles Turks et Caïcos	0,6	0,6	—	—	—	—	0,6	0,6	—
Mayotte	2,2	1,2	1,0	—	—	—	2,2	1,2	1,0
Total général	4 012,1	2 803,3	1 208,7	2 497,9	1 780,0	717,9	1 514,1	1 023,3	490,8

Tableau L: **Etats ACP et PTOM de 1976 à 1994**

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Financements		Lomé IV Crédits		Financements		Lomé I+II+III Crédits	
	montant	%	nombre	montant	montant	%	nombre	montant
Energie	416,9	34,5	1	1,5	669,2	23,9	10	5,8
Production	225,9	18,7	1	1,5	420,4	15,0	6	2,5
Centrales thermiques classiques	85,4	7,1	—	—	158,4	5,7	3	1,8
Centrales hydroélectriques et géothermiques	81,5	6,7	1	1,5	229,5	8,2	3	0,7
Hydrocarbures	59,0	4,9	—	—	32,5	1,2	—	—
Transport et distribution	191,0	15,8	—	—	218,8	7,8	4	3,3
Electricité	165,0	13,7	—	—	205,8	7,3	3	3,0
Pétrole	26,0	2,2	—	—	13,0	0,5	1	0,2
Restructuration du secteur	—	—	—	—	30,0	1,1	—	—
Infrastructures	189,6	15,7	—	—	461,6	16,5	5	2,0
Transports	44,0	3,6	—	—	116,6	4,2	4	1,0
Chemins de fer	—	—	—	—	10,0	0,4	—	—
Transports maritimes	21,0	1,7	—	—	68,1	2,4	3	0,8
Transports aériens	23,0	1,9	—	—	38,5	1,4	1	0,2
Télécommunications	60,3	5,0	—	—	158,5	5,7	1	1,0
Eau (captage, distribution, épuration)	83,8	6,9	—	—	185,5	6,6	—	—
Aménagements agricoles, forestiers	1,5	0,1	—	—	1,0	0,0	—	—
Industrie, agriculture, services	602,2	49,8	259	84,4	1 672,6	59,7	1 148	456,1
Industrie	223,4	18,5	149	45,4	1 014,6	36,2	806	367,4
Industries extractives	77,0	6,4	5	3,5	248,7	8,9	22	11,1
Production et 1ère transformation des métaux	15,0	1,2	—	—	47,5	1,7	9	4,0
Industrie chimique	49,5	4,1	3	1,2	68,5	2,4	60	32,3
Produits alimentaires	48,2	4,0	41	15,2	351,8	12,5	190	87,6
Textiles et cuirs	23,0	1,9	16	3,4	112,8	4,0	119	75,8
Industries manufacturières diverses	10,7	0,9	84	22,1	160,4	5,7	406	156,6
Soutien à l'industrie	—	—	—	—	25,0	—	—	—
Agriculture, forêts, pêche	6,0	0,5	51	14,8	3,5	0,1	32	11,5
Services	8,9	0,7	59	24,2	67,1	2,4	298	72,8
Prêts globaux	356,7	29,5	—	—	551,8	19,7	—	—
Banques de développement	7,3	0,6	—	—	35,6	1,3	12	4,4
Total	1 208,7	100,0	260	85,9	2 803,3	100,0	1 163	463,8

Tableau M: **Financements** des **pays du bassin méditerranéen** de 1990 à 1994

Répartition par pays

(montants en millions d'écus)

	Total		Ressources propres	Ressources budgétaires
	montant	%	montant	montant
Algérie	525,0	23,9	521,0	4,0
Maroc	403,0	18,4	381,0	22,0
Tunisie	292,0	13,3	282,0	10,0
Egypte	313,9	14,3	301,4	12,5
Jordanie	123,5	5,6	120,5	3,0
Liban	186,0	8,5	186,0	—
Syrie	20,4	0,9	20,4	—
Israël	74,0	3,4	74,0	—
Malte	25,5	1,2	23,0	2,5
Chypre	49,0	2,2	44,0	5,0
Ex-Yougoslavie	182,0	8,3	182,0	—
Total	2 194,3	100,0	2 135,3	59,0

Tableau N: **Pays du bassin méditerranéen de 1990 à 1994**

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Financements		Crédits
	montant	%	montant
Energie	515,4	23,5	—
Transport, distribution	515,4	23,5	—
Electricité	290,4	13,2	—
Gaz naturel	225,0	10,3	—
Infrastructures	1 207,4	55,0	4
Transports	522,0	23,8	—
Chemins de fer	2,0	0,1	—
Routes	389,0	17,7	—
Transports maritimes	45,0	2,1	—
Transports aériens	86,0	3,9	—
Télécommunications	125,0	5,7	—
Eau, assainissement, déchets solides	406,0	18,5	13,8
Infrastructures diverses	154,4	7,0	—
Industrie, agriculture, services	471,5	21,5	710
Industrie	131,0	6,0	368
Agriculture, forêt, pêche	7,5	0,3	234
Services	3,0	0,1	108
Prêts globaux	327,6	14,9	—
Banques de développement	2,4	0,1	—
Total	2 194,3	100,0	714

Tableau O: **Financements dans les pays d'Europe centrale et orientale de 1990 à 1994**

Répartition par pays et secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Secteur				
	Montant	%	Energie	Transports	Télécom- munications	Gestion des eaux et divers	Industrie, Sylviculture
Hongrie	537,0	20,2	70,0	142,0	180,0	—	145,0
Pologne	886,0	33,3	50,0	395,0	220,0	58,0	163,0
Bulgarie	226,0	8,5	45,0	81,0	70,0	—	30,0
République slovaque	173,0	6,5	55,0	25,0	65,0	—	28,0
République tchèque	477,0	17,9	100,0	125,0	95,0	—	57,0
Roumanie	210,0	7,9	75,0	105,0	—	—	30,0
Estonie	47,0	1,8	7,0	35,0	—	—	5,0
Lettonie	5,0	0,2	—	—	—	—	5,0
Lituanie	10,0	0,4	—	10,0	—	—	—
Slovénie	88,0	3,3	—	88,0	—	—	—
Total	2 659,0	100,0	402,0	1 006,0	630,0	58,0	463,0

Tableau P: Ressources collectées en 1994

Mois d'émission	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant (en millions) Monnaie	Montant (en millions) ECU	Durée (années)	Taux nominal (%)
I. Opérations à long et moyen terme (avant échanges)						
EMPRUNTS PUBLICS						
Janvier	Allemagne	DEM	500	258,3	5	5,750
	Espagne	ESP	20 000	125,8	10	7,900
	Luxembourg	ITL	1 000 000	523,6	5	7,450
	Luxembourg	LUF	2 000	49,6	3	6,000
	Royaume-Uni	USD	100	89,6	3	4,500
	Royaume-Uni	JPY	50 000	400,9	6	variable
	Royaume-Uni	GBP	400	529,7	11	6,000
Février	Suisse	CHF	800	484,2	5	3,750
	France	FRF	2 000	304,1	7	5,500
	Grèce	GRD	10 000	36,0	5	17,500
	Pays-Bas	NLG	300	138,5	5	5,000
	Portugal	PTE	15 000	76,1	7	8,200
Mars	Espagne	ESP	50 000	314,6	7	7,500
	Italie	ITL	650 000	340,3	3	8,200
	Luxembourg	USD	500	448,2	10	6,000
	Luxembourg	USD	100	89,6	9	variable
	Pays-Bas	NLG	300	138,5	8	6,000
Avril	Portugal	PTE	15 000	76,1	5	variable
	Allemagne	DEM	1 000	517,8	10	6,500
	Luxembourg	LUF	1 500	37,7	7	6,500
Mai	Luxembourg	FRF	2 000	303,4	10	6,125
Juin	Luxembourg	ITL	500 000	268,8	5	9,125
	Luxembourg	USD	500	433,0	5	6,625
Juillet	Suisse	CHF	200	122,8	7	4,750
	France	FRF	3 000	455,3	5	7,000
	Luxembourg	ITL	300 000	157,1	5	variable
Août	Royaume-Uni	GBP	100	127,9	6	6,000
	Allemagne	DEM	750	390,4	6	6,625
	Luxembourg	ITL	400 000	209,4	4	10,150
	Luxembourg	JPY	50 000	419,4	3	3,200
	Luxembourg	GBP	200	255,9	7	8,500
Septembre	Royaume-Uni	CAD	150	90,1	4	9,000
	Suisse	CHF	200	123,5	7	5,250
	Luxembourg	CAD	200	120,2	10	9,125
	Allemagne	DEM	1 000	520,7	8	7,500
	Espagne	ESP	20 000	125,7	5	variable
Octobre	Luxembourg	ITL	700 000	362,4	3	11,450
	Luxembourg	ECU	300	300,0	5	8,250
	Luxembourg	LUF	2 000	50,6	7	8,125
	Luxembourg	DKK	300	39,8	5	8,875
	Royaume-Uni	GBP	100	127,3	4	8,875
Novembre	Allemagne	DEM	100	52,1	5	7,250
	Espagne	ESP	20 000	125,7	4	10,900
	Luxembourg	ITL	600 000	310,6	4	10,150
	Luxembourg	CAD	150	90,0	3	8,000
	Luxembourg	LUF	2 500	63,3	7	7,875
Décembre	Luxembourg	CAD	165	99,0	7	9,000
	Suisse	CHF	200	125,4	8	5,625
	Espagne	ESP	15 000	94,2	4	10,900
	Luxembourg	ITL	400 000	207,1	2	7,625
	Luxembourg	ITL	350 000	181,2	5	variable
	Luxembourg	USD	200	161,2	4	7,750
	Luxembourg	USD	300	241,7	5	8,000
	Luxembourg	USD	300	241,7	10	8,250
	Pays-Bas	NLG	800	371,9	7	7,500
	Royaume-Uni	GBP	200	254,6	6	8,750
	Royaume-Uni	GBP	100	127,3	5	6,000
57 opérations				12 730,2		
EMPRUNTS PRIVES						
	6	BEF	25 000	629,8	2-9	6,25-8,3
	2	DEM	600	311,9	3-14	5,25-7,75
	1	DKK	100	13,2	2	5,000
	2	PTE	30 000	152,1	3-5	variable
	2	JPY	25 300	209,6	3-5	variable
	1	ATS	800	59,2	2	6,250
14 opérations				1 375,7		
Total (I)				14 105,9		
II. Notes à moyen terme						
	2 opérations	IEP	40	50,4	4	8,500
Total général				14 156,3		

Tableau Q: Ressources collectées de 1990 à 1994

(montants en millions d'écus)

	1990		1991		1992		1993		1994	
	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%
Monnaies communautaires										
ECU	1 765	16,1	2 500	18,3	1 937	14,9	960	6,8	300	2,1
DEM	1 124	10,2	1 198	8,8	1 583	12,2	1 948	13,7	2 051	14,5
FRF	1 114	10,1	1 378	10,1	1 461	11,3	1 811	12,7	1 153	8,1
GBP	1 331	12,1	1 837	13,4	1 428	11,0	2 639	18,6	1 518	10,7
ITL	851	7,7	1 466	10,7	1 326	10,2	2 039	14,3	2 560	18,1
BEF	330	3,0	166	1,2	238	1,8	—	—	752	5,3
NLG	528	4,8	369	2,7	303	2,3	227	1,6	661	4,7
DKK	—	—	—	—	—	—	—	—	53	0,4
IEP	—	—	—	—	—	—	125	0,9	177	1,2
LUF	52	0,5	24	0,2	49	0,4	100	0,7	201	1,4
GRD	—	—	—	—	—	—	—	—	36	0,3
ESP	614	5,6	813	5,9	648	5,0	1 241	8,7	948	6,7
PTE	124	1,1	250	1,8	85	0,7	243	1,7	584	4,1
Total	7 833	71,2	10 002	73,2	9 058	69,8	11 333	79,7	10 994	77,7
dont fixe	6 055	55,1	6 812	49,8	5 962	46,0	9 886	69,5	8 188	57,9
dont variable	1 778	16,2	3 190	23,3	3 096	23,9	1 447	10,2	2 806	19,8
Monnaies non communautaires										
USD	1 574	14,3	2 262	16,5	1 529	11,8	1 502	10,6	1 659	11,7
CHF	818	7,4	782	5,7	947	7,3	453	3,2	856	6,0
JPY	771	7,0	627	4,6	1 440	11,1	657	4,6	580	4,1
ATS	—	—	—	—	—	—	—	—	59	0,4
CAD	—	—	—	—	—	—	278	2,0	—	—
Total	3 163	28,8	3 670	26,8	3 916	30,2	2 891	20,3	3 154	22,3
dont fixe	3 084	28,0	3 413	25,0	2 924	22,5	2 808	19,7	2 448	17,3
dont variable	79	0,7	257	1,9	992	7,6	83	0,6	706	5,0
Total général	10 996	100,0	13 672	100,0	12 974	100,0	14 224	100,0	14 148	100,0
dont fixe	9 139	83,1	10 225	74,8	8 886	68,5	12 695	89,2	10 636	75,2
dont variable	1 857	16,9	3 447	25,2	4 087	31,5	1 529	10,8	3 512	24,8

Tableau R: Collecte en écu de 1981 à 1994

(montants en millions d'écus)

Année	Emprunts à taux fixe		Emprunts à taux variables				Collecte en écu (A)	Collecte totale (B)	A/B en %
	Avant échanges	Après échanges	Après échanges	Papier commercial	Certificats de dépôt	Total			
1981	85,0	85,0	—	—	—	—	85,0	2 309,7	3,7
1982	112,0	112,0	—	—	—	—	112,0	3 205,2	3,5
1983	230,0	230,0	—	—	—	—	230,0	3 619,4	6,4
1984	455,0	455,0	—	—	100,0	100,0	555,0	4 360,9	12,7
1985	720,0	720,0	—	—	—	—	730,6	5 709,1	12,8
1986	827,0	897,0	—	—	—	—	897,0	6 785,5	13,2
1987	675,0	807,4	—	—	—	—	807,4	5 592,7	14,4
1988	959,0	993,0	82,9	—	252,5	335,4	1 328,4	7 666,1	17,3
1989	1 395,0	1 526,0	75,1	200,0	37,5	312,6	1 838,6	9 034,5	20,4
1990	1 271,8	1 254,9	—	500,0	10,0	510,0	1 764,9	10 995,6	16,1
1991	1 550,0	1 550,0	450,0	500,0	—	950,0	2 500,0	13 672,3	18,3
1992	1 130,0	1 130,0	806,5	—	—	806,5	1 936,5	12 973,6	14,9
1993	650,0	500,0	460,2	—	—	806,5	960,2	14 223,8	6,8
1994	300,0	—	300,0	—	—	300,0	300,0	14 148,0	2,1
Total	10 359,8	10 260,3	2 174,8	1 200,0	400,0	4 121,1	14 045,6	114 296,4	12,3

Pour 1985, y compris 10,6 millions de participations de tiers au financement de prêts.

NOTES AU LECTEUR

1. Définitions:

a) **Activité:** La BEI accorde des prêts individuels et des prêts globaux ainsi que quelques garanties.

Les prêts globaux sont conclus avec des instituts financiers qui utilisent les fonds sous forme de crédits en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension.

La présentation de l'activité de la BEI dans l'Union européenne porte:

- d'une part, comme par le passé, sur les **contrats de prêts signés**: prêts individuels (et garanties, le cas échéant) et prêts globaux;
- d'autre part, sur les **financements accordés**, données de caractère opérationnel regroupant les prêts individuels et les crédits affectés sur les prêts globaux en cours.

b) **Ressources propres:** le produit des emprunts sur les marchés des capitaux constitue pour l'essentiel ce que la BEI appelle ses ressources propres, qui comprennent également les fonds propres (capital versé et réserves). Ce libellé, "ressources propres", a été adopté pour distinguer ces fonds des ressources mises en œuvre sur mandat de la Communauté ou des pays membres. Alors que les opérations sur ressources propres sont inscrites au bilan, les opérations sur mandat, qui font également partie intégrante de l'activité de la Banque, figurent dans un compte de gestion fiduciaire: la "Section spéciale".

2. **Ecu:** Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en écus.

Unité de compte: Conformément à l'article 4 des statuts, l'unité de compte de la BEI est définie comme étant l'écu utilisé par les Communautés européennes, cf. aussi Etats financiers, note A point 1.

3. **Normes ISO:** La BEI utilise comme abréviations les normes retenues par l'International Organization for Standardization (ISO). Pour les références aux pays et pour l'expression des unités monétaires (voir les tableaux ci-après).

Belgique	BE	Grèce	GR	Irlande	IE	Pays-Bas	NL	Finlande	FI	Etats-Unis	US
Danemark	DK	Espagne	ES	Italie	IT	Autriche	AT	Suède	SE	Suisse	CH
Allemagne	DE	France	FR	Luxembourg	LU	Portugal	PT	Royaume-Uni	GB	Japon	JP

4. Taux de conversion

a) **Statistique:** Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la BEI utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1994:

		1 ^{er} trimestre (au 31.12.1993)	2 ^{ème} trimestre (au 31.03.1994)	3 ^{ème} trimestre (au 30.06.1994)	4 ^{ème} trimestre (au 30.09.1994)
1 écu =	ECU				
Franc belge	BEF	40,2869	39,7803	39,5774	39,4980
Couronne danoise	DKK	7,55310	7,58381	7,54400	7,53412
Deutsche Mark	DEM	1,93569	1,93114	1,92122	1,92045
Drachme	GRD	277,970	284,550	289,875	292,827
Peseta	ESP	158,928	157,078	158,635	159,159
Franc français	FRF	6,57745	6,59301	6,58850	6,55435
Livre irlandaise	IEP	0,790809	0,804797	0,793509	0,794241
Lire italienne	ITL	1909,98	1860,45	1909,77	1931,68
Franc luxembourgeois	LUF	40,2869	39,7803	39,5774	39,4980
Florin hollandais	NLG	2,16541	2,16957	2,15483	2,15115
Schilling autrichien	ATS	13,6101	13,5855	13,5130	13,5158
Escudo	PTE	197,050	197,848	197,986	195,780
Mark finlandais	FIM	6,46222	6,31382	6,40367	6,01824
Couronne suédoise	SEK	9,29634	9,03877	9,27556	9,26706
Livre sterling	GBP	0,755108	0,777537	0,781662	0,785444
Dollar des Etats-Unis	USD	1,11567	1,15464	1,20415	1,24100
Franc suisse	CHF	1,65231	1,62862	1,61898	1,59531
Yen japonais	JPY	124,732	118,755	119,211	122,264

b) **Comptable:** Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

5. Activité dans l'Union européenne

a) *Statistiques:*

pour assurer une continuité statistique, les comparaisons avec les périodes antérieures sont faites selon des critères identiques; de ce fait, certaines données des rapports annuels publiés depuis 1988 diffèrent de celles figurant dans les rapports précédents.

b) **Objectifs de politique communautaire:** les financements dans l'Union européenne doivent répondre à un ou plusieurs de ces objectifs; les données des tableaux correspondant à des objectifs différents ne peuvent donc être cumulées.

c) **Ordre des pays:** en règle générale, les tableaux sur l'activité dans l'Union européenne présentent les pays dans l'ordre alphabétique sur base de leur dénomination dans leur langue.

d) **Autres:** financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne. Les projets localisés en dehors du territoire européen des Etats membres et présentant un intérêt pour l'Union européenne sont assimilés à des projets dans l'Union européenne. Le Conseil des gouverneurs peut en autoriser, cas par cas, le financement en vertu de l'article 18 (1) deuxième alinéa des statuts de la Banque. *Cet article permet également les financements en dehors de l'Union européenne, dans le cadre d'accords et protocoles spécifiques.*

6. **Ajustements, cumuls et arrondis:** Du fait d'ajustements statistiques, les montants concernant des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés antérieurement.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants; leur **cumul**, sur une longue période, doit être interprété avec prudence. En effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et par les variations des taux de change intervenues au cours des années.

Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'**arrondi**.

7. **Déflateur:** Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est un indice synthétique de la variation des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe (FBCF) corrigés par l'indice de variation des taux de conversion, des monnaies nationales en écus et pondérés par la part de chacun des pays membres dans les financements de la Banque sur ressources propres. Ce déflateur peut être estimé à environ 0,6 % pour l'année 1994.

Abréviations et sigles utilisés dans le texte

Union ou UE	= Union européenne
Communauté ou CE	= Communauté européenne
Commission	= Commission de l'Union européenne
Conseil	= Conseil de l'Union européenne
BERD	= Banque européenne pour la reconstruction et le développement
OCDE	= Organisation de coopération et de développement économiques
JO	= Journal officiel des Communautés européennes
FBCF	= Formation brute de capital fixe
PIB/PNB	= Produit intérieur brut/Produit national brut
PME	= Petites et moyennes entreprises
AELE	= Association européenne de libre échange
EEE	= Espace économique européen
ACP	= Afrique, Caraïbes, Pacifique
PTOM	= Pays et territoires d'outre-mer
PECO	= Pays d'Europe centrale et orientale
ALA	= Amérique latine, Asie
FEDER	= Fonds européen de développement régional
FEI	= Fonds européen d'investissement
METAP	= Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée
NIC	= Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts
—	= donnée non significative
n.d.	= sans objet
p.m.	= donnée non disponible
	= pour mémoire

ADRESSES DE LA BEI

Banque européenne d'investissement
100, Bd Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
Tél.: 4379-1, Fax: 43 77 04
H320 Vidéoconférence 43 93 67

Bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 - I-00187 Rome
Tél.: 4719-1, fax: 487 34 38

Bureau d'Athènes
12, avenue Amalias
GR-10557 Athènes
Tél.: 32 20 773, Fax: 32 20 776

Bureau de Lisbonne
Avenida da Liberdade
144-156, 8° - P-1250 Lisbonne
Tél.: 342 89 89, Fax: 347 04 87

Bureau de Londres
68, Pall Mall - Londres SW1Y 5ES
Tél.: 0171 343 12 00, Fax 0171 930 99 29

Bureau de Madrid
Calle Ortega y Gasset, 29
E-28006 Madrid
Tél: 431 13 40, Fax: 431 13 83

Bureau de représentation à Bruxelles:
Rue de la Loi 227 - B-1040 Bruxelles
Tél.: 230 98 90, Fax: 230 58 27

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez prendre contact avec le département Information et communication, Henry Marty-Gauquié (tél.: 4379-3139) ou Sabine Parisse (tél.: 4379-3138), fax: 4379-3189.

Ce département, ainsi que les bureaux extérieurs de la BEI, tiennent notamment à disposition les publications suivantes, éditées dans les différentes langues officielles de l'Union européenne: rapport annuel, brochure annuelle, "BEI-Information" (bulletin trimestriel), brochures thématiques ou opérationnelles sur les possibilités de financement à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne, dépliant général d'information. Un film vidéo sur les objectifs et activités de la BEI est également disponible sur demande.

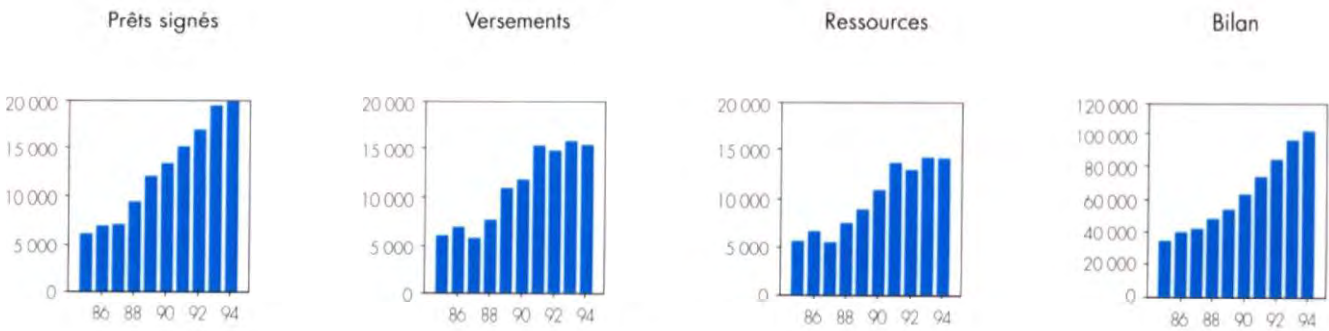
La BEI remercie les promoteurs pour les prises de vues illustrant ce rapport: La Vie du Rail/C.Recoura (couverture et pp. 3, 51), Baltic Cable (p. 12), A/S Storebælt forbindelsen (p. 35), British Airways Maintenance Company (p. 43), K. Wästfelt (p. 44), SNAM SpA (p.49), CTC Chile (p. 53); autres documents photographiques et illustrations: Photothèque BEI.

Chiffres clés

(en millions d'écus)

19941993

Financements accordés	19 928	19 611
Sur ressources propres	19 661	19 531
dont prêts	19 635	19 480
dont garanties	26	51
Sur d'autres ressources	267	80
Dans l'Union européenne	17 682	17 724
Dans les pays ACP et les PTOM	462	226
Dans les pays du bassin méditerranéen	607	680
Dans les pays d'Europe centrale et orientale	957	882
Dans les pays d'Amérique latine et d'Asie	220	99
Ressources collectées	14 148	14 224
En monnaies communautaires	10 994	11 334
En monnaies non communautaires	3 154	2 890
Versements effectués	15 539	15 980
Sur ressources propres	15 435	15 818
Sur d'autres ressources	104	162
Encours total		
Financements sur ressources propres et garanties	106 447	98 022
Financements sur d'autres ressources	3 783	4 334
Emprunts à long, moyen et court terme	83 673	78 661
Capital souscrit au 31.12.1994	57 600	57 600
dont versé et à verser	4 321	4 321
Capital souscrit au 1.1.1995	62 013	
dont versé et à verser	4 652	
Réserves et résultats de l'exercice	10 135	9 165
Total du bilan	102 753	96 537
Effectifs de la Banque	859	810



LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution financière de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), créée par le Traité de Rome, a vu son rôle confirmé par le Traité sur l'Union européenne. Ses statuts constituent un protocole annexé au Traité.

Institution dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière au sein du système communautaire, la BEI a pour membres les Etats formant l'Union. Ceux-ci ont souscrit conjointement son capital.

La BEI a pour mission de soutenir la réalisation des objectifs de l'Union européenne en finançant à long terme des projets concrets, tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse.

*Comme **institution communautaire**, la BEI adapte en permanence son action à l'évolution des politiques communautaires. Elle contri-*

bue ainsi à la construction européenne, notamment à l'intégration économique et au renforcement de la cohésion économique et sociale.

*Comme **Banque**, elle travaille en étroite collaboration avec la communauté bancaire, tant pour ses emprunts sur les marchés des capitaux, que pour le financement d'investissements.*

La BEI accorde des prêts, pour l'essentiel, à partir de ressources empruntées; celles-ci, auxquelles s'ajoutent les fonds propres (capital versé et réserves), constituent ses ressources propres.

En dehors de l'Union européenne, la BEI intervient sur ses ressources propres ainsi que sur mandat à partir de ressources budgétaires de l'Union ou des Etats membres.

LES OBJECTIFS

Dans l'Union européenne, les investissements pouvant être pris en considération par la BEI doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- le développement économique des régions moins favorisées;
- l'amélioration des infrastructures d'intérêt européen en matière de transport et de télécommunication;
- la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'aménagement urbain, ainsi que la sauvegarde du patrimoine architectural ou naturel;

- la réalisation des objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie;

- le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie et de son intégration au plan communautaire;

- le soutien de l'activité des petites et moyennes entreprises.

En dehors de l'Union, la BEI contribue à la politique européenne de coopération au développement selon les modalités prévues par les différents accords liant l'Union avec quelque 130 pays tiers, en Europe centrale et orientale, dans le bassin méditerranéen, en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et en Asie.

LES INVESTISSEMENTS FINANÇABLES

Ses emprunteurs peuvent être publics ou privés et les projets relever de tous les secteurs de l'économie qu'il s'agisse des infrastructures de communication, d'environnement et d'énergie, ou de l'industrie, des services et de l'agriculture.

La BEI finance les investissements de grande dimension (à partir de 25 millions d'écus) par des **prêts individuels** conclus directement avec le promoteur ou avec un intermédiaire financier.

Les investissements de petite ou moyenne dimension sont financés indirectement au travers de **prêts globaux**, accordés à des banques ou à des institutions financières opérant au niveau européen, national ou régional.

DE QUELLE FAÇON?

Source complémentaire, la BEI ne finance qu'une partie du coût des investissements (en règle générale jusqu'à 50 %), en complément des fonds propres de l'emprunteur et d'autres sources de financement.

La BEI facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des Fonds structurels et des autres instruments financiers communautaires. Les prêts peuvent être utilisés conjointement avec des subventions nationales ou communautaires, notamment en zone de développement régional.

SELON QUELS CRITÈRES?

La BEI évalue la cohérence de l'investissement envisagé avec les politiques communautaires, sa viabilité technique et financière ainsi que son intérêt économique. Le respect de l'environnement et des appels à la concurrence sont également vérifiés. La situation financière du promoteur, les perspectives de cash-flow et les garanties sont examinées attentivement.

QUELLES PROCÉDURES DE DÉCISION?

A l'issue de l'instruction, le Conseil d'administration de la BEI décide sur proposition du Comité de direction de l'octroi du financement, après avis formulé par l'Etat membre concerné et par la Commission européenne.

LES CARACTÉRISTIQUES DES PRÊTS

QUELLES DURÉES?

La BEI octroie des prêts à moyen et à long terme (jusqu'à 20 ans ou plus) dont la durée et la possibilité d'un différé de remboursement dépendent du type et de la vie technique du projet. Pour certains projets présentant un intérêt européen et une ampleur exceptionnels, la BEI peut, si nécessaire, adapter ses conditions de façon appropriée (voir page 12).

QUELLES MONNAIES?

En fonction des disponibilités de la BEI et des souhaits de l'emprunteur, le prêt est versé en une ou plusieurs des monnaies de l'Union, y compris l'écu, ou de pays tiers, utilisées par la Banque.

QUELS TAUX D'INTÉRÊT?

Sa cote de crédit de premier ordre ("AAA") permet à la BEI d'emprunter aux meilleures conditions du moment.

Intermédiaire financier sans but lucratif, la BEI reprête les fonds qu'elle a empruntés à un taux qui, majoré d'une faible marge de fonctionnement, reflète son excellente position sur les marchés. Les prêts sont décaissés au pair.

Les taux (fixe, le plus souvent, revisable, variable ou éventuellement convertible) peuvent être définis à la signature du contrat ou lors de chaque décaissement (contrat à taux ouvert). Le mode de fixation des taux est identique pour l'ensemble des pays et secteurs. La BEI n'accorde pas de bonifications d'intérêt; celles-ci peuvent toutefois être consenties par des instances tierces.

DEN EUROPÆISKE INVESTERINGSBANK
EUROPÄISCHE INVESTITIONSBANK
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΤΡΑΠΕΖΑ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ
EUROPEAN INVESTMENT BANK
BANCO EUROPEO DE INVERSIONES
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
BANCA EUROPEA PER GLI INVESTIMENTI
EUROPESE INVESTERINGSBANK
BANCO EUROPEU DE INVESTIMENTO
EUROOPAN INVESTOINTIPANKKI
EUROPEISKA INVESTERINGSBANKEN